

FEMMES ET DÉMOCRATIE LES ESPAGNOLES DANS L'ESPACE PUBLIC

Recueil de textes et documents, 1868-1978



Santos Yubero, 15 de julio de 1934: Primer Congreso de *Mujeres contra la Guerra y el Fascismo* en el salón de “La Única”, Madrid

**Textes sélectionnés et réunis par
Marie-Angèle Orobon**

Publication du

Centre de Recherche sur l'Espagne Contemporaine
Université de la Sorbonne Nouvelle (Paris III)

ISSN 1773-0023

Novembre 2008

Composition page d'ouverture : Luca Gaboardi
Réalisation maquette : Mercedes Gómez-G.P

ISSN 1773-0023

FEMMES ET DÉMOCRATIE: LES ESPAGNOLES DANS L'ESPACE PUBLIC (1868-1978)

INTRODUCTION

La période : repérage chronologique

La question inscrite au programme du CAPES et de l'agrégation d'espagnol pour les sessions 2008 et 2009 couvre une large période chronologique comprise entre deux dates clés de l'histoire contemporaine espagnole. Avec la Révolution de septembre 1868, débute la période connue sous le nom de *Sexenio democrático* (1868-1874) durant lequel l'Espagne se dote de sa première constitution démocratique, en juin 1869, qui garantissait le suffrage universel masculin et les libertés individuelles. Après deux pronunciamientos, le régime de la Restauration de 1876 signifie le retour, de façon durable, au conservatisme politique avec le rétablissement du suffrage censitaire. 1978, la deuxième borne chronologique, marque l'aboutissement de la transition démocratique amorcée au lendemain de la mort du général Franco. La Constitution, promulguée en décembre 1978, consacre l'instauration de la démocratie en Espagne sous le régime d'une monarchie parlementaire.

Entre ces deux dates, se succèdent quatre séquences historiques bien différenciées. La Restauration (1876-1923) s'établit sur la mise à l'écart de l'interventionnisme militaire qui avait jusqu'alors rythmé la vie politique libérale, en instaurant un système pacifique d'alternance des deux grands partis dynastiques (libéral et conservateur). L'exercice du suffrage universel rétabli en 1890 devait être largement dévoyé par le poids du caciquisme, la corruption politique et la fraude électorale. Le coup d'État militaire du général Primo de Rivera de septembre 1923 met fin au régime de la Restauration — mais pas à la monarchie, puisque Alphonse XIII accepte la dictature militaire de Primo de Rivera — par la suspension de la Constitution de 1876. La victoire

des forces républicaines aux élections municipales organisées en avril 1931 par l'amiral Aznar, alors chef du gouvernement, entraîne l'exil du Roi et la proclamation de la II République espagnole. Le coup d'État militaire de juillet 1936 contre la République donne lieu à une Guerre Civile de trois années qui se solde par l'échec républicain et l'instauration de la longue dictature franquiste.

Les notions de démocratie, espace public, féminisme et genre

L'intitulé de la question met en jeu deux notions — démocratie et espace public — qu'il est important de préciser. Selon le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, la démocratie — étymologiquement le gouvernement du peuple ou d'un peuple — « désigne un mode d'organisation du pouvoir politique dont la légitimité requiert qu'il reconnaisse pleinement le primat de la souveraineté populaire »¹.

À la notion de démocratie est originellement liée la citoyenneté, juridiquement définie comme la jouissance de droits civils et politiques et l'exercice des libertés publiques qui donnent sens à la participation politique².

L'espace public, dans l'Antiquité grecque et latine, prend la forme de l'agora et du forum. L'Agora d'Athènes n'était pas seulement un marché animé et odorant ; c'était également la place des institutions démocratiques. Pour les Romains, le forum était la place publique où les citoyens se réunissaient pour marchander, traiter d'affaires politiques ou économiques. Dans la période moderne, la notion d'espace public acquiert une connotation politique avec les Lumières en se configurant comme un espace où circulent idées et opinion. Il serait cependant erroné de ne considérer l'espace public que comme le lieu du débat et de l'action politiques. L'espace public prend tout son sens en tant qu'il s'oppose à l'espace privé où s'exercent les rôles familiaux ou personnels. C'est-à-dire qu'à la dimension politique, il convient d'ajouter celles qui ont trait à l'éducation, à la vie professionnelle et à la sociabilité.

Ces trois notions —démocratie, citoyenneté, espace public— qui sont le fondement politique de nos sociétés modernes consacrent, en fait, à l'époque libérale, au moment où elles se sont consolidées, l'exclusion des femmes.

¹ Hermet, Badie, Birnbaum et Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1994, p. 86-87.

² *Id.*, p. 52. Les libertés publiques peuvent être regroupées en 4 grands pôles: les libertés de la personne (liberté individuelle, de conscience et religieuse et liberté d'opinion), les libertés de communication (liberté de réunion, de presse, d'information...), les libertés à caractère économique (propriété, liberté du travail, liberté d'entreprise) et les libertés-modes collectifs d'action : (liberté d'association, liberté syndicale, liberté de grève), in Hermet, Badie, Birnbaum et Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, *op. cit.*, p. 176.

Aux origines de la démocratie et de la citoyenneté modernes, que l'on peut faire coïncider avec la Révolution française, les principes universels d'égalité juridique ont exclu, dans leur mise en pratique politique, les femmes. La justification de ce nouvel ordre social respectueux de l'égalité entre citoyens, mais qui discriminait les femmes, a reposé sur la « naturalisation » de l'infériorité des femmes : les femmes ne pouvaient accéder à la sphère politique parce que leur infériorité naturelle les en empêchait. D'une certaine façon, « l'infériorité biologique » des femmes permettait de résoudre la contradiction entre l'égalité des hommes et l'inégalité des femmes³.

C'est, justement, la dénonciation de cette contradiction — entre principes universels et pratique politique discriminante — qui est à l'origine du féminisme en tant que mouvement social⁴.

La notion d'espace public, quant à elle, marque peut-être doublement l'exclusion des femmes, parce que celles-ci n'y sont pas admises et surtout parce que la notion d'espace public induit celle d'espace privé dans lequel est reléguée la femme selon le modèle bourgeois. La dualité espace public/ espace privé polarise le rôle des hommes et des femmes au sein de la société, les hommes étant voués à l'espace public, tandis que les femmes sont confinées dans l'espace privé. La nette distinction entre public et privé, consacrée par l'avènement de la bourgeoisie, impose un modèle pour la femme confinée dans l'espace familial, tandis qu'elle entraîne la perpétuation de la domination patriarcale.

Outre le nouvel ordre social qui a marginalisé les femmes en séparant nettement les sphères publique et privée, les progrès de la biologie au XIX^e siècle ont paru apporter une caution scientifique à la thèse de l'infériorité biologique et intellectuelle des femmes. À la contradiction entre égalité des hommes et inégalité des femmes vient donc s'ajouter le paradoxe entre progrès scientifique et régression pour la considération des femmes.

Apparue au milieu du XX^e siècle dans la sociologie anglo-saxonne, la notion de genre (calquée sur *gender* en anglais) permet d'appréhender la différenciation entre les

³ Ainsi un des rédacteurs du Code Civil des Français, Portalis, déclarait en 1801: "Ce n'est donc point dans notre injustice, mais dans leur vocation naturelle, que les femmes doivent chercher le principe des devoirs plus austères qui leur sont imposés pour leur plus grand avantage et au profit de la société », cité par Élisabeth G. Sledziewski, "Révolution française" in G. Duby et M. Perrot, *Histoire des femmes en Occident. IV. Le XIX^e siècle*, Paris, Perrin, 2002, p. 51.

⁴ "Mouvement social qui dénonce la contradiction entre l'idée des droits de l'homme et la subordination légale des femmes, leur mise à l'écart de la cité", selon la définition du féminisme que donne le *Dictionnaire de sociologie* de Boudon, Besnard, Cherkaoui, Lécuyer, Paris, Larousse Bordas, 1999.

sexes depuis la perspective sociale (et non pas biologique)⁵. Les rôles de l'homme et de la femme dans la société sont fortement conditionnés par les préjugés, les constructions socio-culturelles. « Pour les sociologues d'orientation féministe, la division sexuelle des tâches loin d'être la conséquence naturelle de différences biologiques, a été construite et maintenue par la société. La théorie féministe [...] considère le genre comme une dimension fondamentale de toute organisation sociale, au même titre que la classe, et comme une catégorie construite socialement aussi bien sur le lieu de travail, dans la famille, à l'école que dans les sphères économique, politique et culturelle »⁶. La perspective du genre en histoire considère les rôles attribués socialement aux hommes et aux femmes. La notion de genre transcende, en quelque sorte, la question féminine qui était jusqu'alors abordée depuis la perspective de la victimisation : les femmes étaient soit des victimes, soit des héroïnes. La recherche sur l'histoire des femmes depuis la perspective du genre s'attache plutôt à établir la trajectoire historique des femmes⁷.

Démocratie, question féminine et féminismes en Espagne : quelques éclairages

L'articulation entre le repérage chronologique brièvement exposé plus haut et l'intitulé de la question « Femmes et démocratie : les Espagnoles dans l'espace public » doit d'abord orienter la réflexion vers les périodes démocratiques qu'a connues l'Espagne et ce qu'elles ont signifié pour les femmes et leur place dans la vie de la cité. Lors du débat constitutionnel en avril 1869 sur l'article 16 relatif aux droits électoraux, la question du vote féminin n'est posée que de façon biaisée par un député opposé au suffrage universel (Romero Robledo) qui voulait montrer la contradiction entre l'universalité des droits individuels prônés par les partisans du suffrage universel et l'exclusion des femmes et des enfants de ce droit. Il s'agissait, bien sûr, pour Romero Robledo non pas de revendiquer l'émancipation féminine, mais de remettre en cause le principe même du suffrage universel. La réponse faite à Romero Robledo par Romero Girón, membre de la commission parlementaire, indiquait clairement le poids des facteurs socio-culturels dans la marginalisation démocratique des femmes : « ¿ Por qué vamos a privar del sufragio universal a las mujeres ? Porque quizá y sin quizá, en mi opinión, no lo quieren, ni lo pueden querer. No lo quieren porque no es su fin ése ; porque no es eso para la mujer ni en la mujer es ese el fin que tiene que cumplir ; la mujer no puede tener bajo este punto de vista el fin de determinar organismo del Estado

⁵ Pilar Ballarín, dans l'introduction à son ouvrage *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, souligne nettement les distinctions entre "sexe" et "genre" (voir p. 32 dans ce recueil de textes).

⁶ Entrée "genre" dans le *Dictionnaire de sociologie* de Boudon, Besnard, Cherkaoui, Lécuyer, *op. cit.*

⁷ Pour reprendre partiellement ce qu'écrit Ana Aguado dans l'introduction au recueil *Textos para la historia de las mujeres en España*, Madrid, Cátedra, 1994.

y la manera de funcionar ; no es esa la misión de la mujer en la vida humana »⁸. Le *Sexenio democrático* devait, cependant, signifier l'apparition de certaines femmes dans l'espace public par le biais des clubs et partis politiques, dont la naissance est favorisée par la conjoncture politique, ainsi que l'émergence significative de la question féminine à travers les initiatives krausistes pour l'éducation des femmes.

La II République espagnole (1931-1939) représente véritablement la conjonction entre la démocratie et l'accès à l'espace public politique pour les femmes. En effet, c'est lors des élections législatives de juin 1931 que les femmes peuvent, pour la première fois, prétendre à un mandat de député — sans être toutefois électrices — grâce au décret du 8 mai 1931 qui établit l'éligibilité des femmes ayant atteint la majorité légale (23 ans). Trois femmes devaient accéder à cet espace politique jusqu'alors exclusivement masculin, celui des Cortès : Clara Campoamor, Victoria Kent et Margarita Nelken.

Comme nous l'avons vu, la démocratie « désigne un mode d'organisation du pouvoir politique dont la légitimité requiert qu'il reconnaisse pleinement le primat de la souveraineté populaire ». Si pour les démocrates du *Sexenio*, la souveraineté populaire devait forcément écarter les femmes pour des raisons sociales et culturelles (il n'entrait pas dans la mission et fonction des femmes de participer à la vie politique), la relation entre légitimité et souveraineté populaire devait être au cœur du dilemme auquel se sont trouvé confrontés les députés des Cortes constituantes lors du débat sur le vote féminin. Il était clair que la République ne pouvait être considérée comme un régime démocratique que si elle fondait sa légitimité sur la reconnaissance pleine de la souveraineté populaire, ce qui impliquait d'accorder le droit de vote aux femmes, mais cela engendrait le risque de voir les femmes une fois devenues électrices suivre les consignes des ennemis de la république. Ce qu'exprimait en ces termes le député Rico (au nom de Acción Republicana) en défense d'un amendement qui imposait des conditions d'accès au vote des femmes : « Negar el derecho electoral a la mujer sería injusticia y sería labor antidemocrática; reconocerlo ahora mismo, sin meditación, con una igualdad absoluta, sería imprudencia que podría perjudicar a la República »⁹. À l'issue d'un débat au sein des Cortès constituantes les 30 septembre et 1^{er} octobre 1931, les femmes devaient se voir accorder le droit de vote et ce grâce à la défense qu'en fit Clara Campoamor au nom de la démocratie et de la citoyenneté. « Yo, señores diputados, me siento ciudadano antes que mujer, y considero que sería un profundo

⁸ Voir Gloria Espigado qui revient précisément sur cette polémique dans son article "El Sexenio Democrático: una oportunidad para ocupar el espacio público", in Barrachina, Bussy Genevois et Yusta, *Femmes et démocratie...*, Paris, Éditions du temps, 2007, p. 30-31, ainsi que Concha Fagoaga, *La voz y el voto de las mujeres*, Barcelona, Icaria, 1985, p. 83.

⁹ *Diario de sesiones de las Cortes Constituyentes de la República española*, 30-IX-1931, p. 1338.

error político dejar a la mujer al margen de ese derecho, a la mujer que espera y confía en vosotros » (*Diario de Sesiones de las Cortes Constituyentes*, 1-X-1931).

La Transition démocratique signifie à la fois un aboutissement et une nouvelle étape dans le féminisme. La Constitution de 1978 consacre le principe de l'égalité entre les sexes, une égalité qui, certes, restait encore à conquérir dans les mentalités et dans la vie professionnelle et politique¹⁰. Mais c'est pendant la Transition que se cristallise une nette division au sein des groupes féministes qui avaient commencé à apparaître et se consolider dans la période franquiste : un courant qui identifie féminisme et militantisme politique (dans la ligne du *Movimiento Democrático de Mujeres*) et une autre tendance qui, sous l'influence des mouvements féministes nord-américains « de deuxième génération », dissocie complètement l'émancipation féminine de la politique.

Tout en consacrant au féminisme un important essai en 1899 et en introduisant pour une des premières fois ce terme dans le vocabulaire espagnol, Adolfo Posada reconnaissait l'absence d'un mouvement féministe en Espagne, contrairement à ce qui se produisait dans le même temps aux Etats-Unis, en Angleterre et, dans une moindre mesure, en France. À cette absence, que l'historiographie récente a soulignée, on peut invoquer plusieurs raisons : d'ordre économique — le faible développement de l'Espagne —, d'ordre politique — le déficit démocratique — et d'ordre social où se conjuguent la faiblesse de la bourgeoisie et le rôle prééminent de l'Église dans la société espagnole¹¹. Mais l'absence d'un *mouvement* féministe, dans le sens de « una corriente general en la opinión pública reflexiva, que se preocupe con las graves cuestiones que feministas y antifeministas discuten en otros pueblos »¹², ne voulait pas dire, comme le souligne Posada, qu'il n'y eût pas en Espagne de préoccupation pour la question féministe ou féminine : « hay en España gentes que estudian el asunto, y que se preocupan, teórica o prácticamente, con los problemas que ha provocado do quiera la cuestión del feminismo »¹³.

Dans le même ordre d'idées et dans la même période, Concepción Sáiz Otero s'exclamait à la fin du XIX^e siècle : « **□**Hablar de feminismo en España donde todavía no saben leer ni escribir tres millones y medio de hombres y dos millones y medio de mujeres ! **□**Feminismo aquí, donde la instrucción y la educación se halla en mantillas y apenas presentida su compenetración ! »¹⁴ La forme exclamative était nettement un

¹⁰ Francisco Campuzano, "Les femmes et le passage de la dictature à la démocratie", in Florence Belmonte (dir.), *Femmes et démocratie...*, Paris, Ellipses, 2007, p. 203.

¹¹ Géraldine Scanlon, *La polémica feminista en la España contemporánea*, Madrid, Akal, 1986, p. 6-7.

¹² Adolfo Posada, *Feminismo* (1899), Madrid, Cátedra, 1983, p. 198-199. (Voir p. 80 dans ce recueil de textes)

¹³ *Id.* (Voir p. 81 dans ce recueil de textes)

¹⁴ Cité par Mary Nash, "Experiencia y aprendizaje : la formación histórica de los feminismos en España", in *Historia Social* n° 20, otoño 1994, p. 164.

reflet des préjugés négatifs dont était victime le féminisme, mais à cette remarque formelle peuvent être ajoutées deux autres observations. Tout d'abord, le jugement soulignait le décalage entre les préoccupations féministes et la situation de détresse éducative en Espagne, tout en mettant clairement en avant l'association entre développement, culture et féminisme. Ensuite, Concepción Sáiz Otero dénonçait clairement le manque d'éducation, et non seulement pour la femme, tout en assignant la tâche essentielle et l'orientation du féminisme en Espagne : être un féminisme social, orienté vers l'éducation.

Les spécificités sociale, politique et économique de l'Espagne à l'époque contemporaine ont conditionné l'émergence d'un féminisme moins revendicatif de droits politiques que de droits sociaux englobant le droit à l'éducation, à la santé, au travail ou de ce que l'on appelle un « féminisme social », entendons par là un féminisme sans connotations politiques.

Significativement, les deux pionnières espagnoles en matière de question féminine, Concepción Arenal et Emilia Pardo Bazán¹⁵, ne revendiquent pas de droits politiques pour les femmes et orientent leur réflexion vers l'éducation des femmes, le droit au travail (plus particulièrement pour Concepción Arenal) et la dénonciation de leur état de subordination (pour Emilia Pardo Bazán).

Ce ne sera que dans les années 20 qu'émergera un mouvement féministe politique, c'est-à-dire attaché à la revendication des droits civiques dont la représentante la plus significative est Carmen de Burgos.

C'est pourquoi l'étude du féminisme dans l'Espagne contemporaine doit être attentive aux diverses manifestations de la sensibilité pour la question féminine qui viennent d'horizons sociaux et idéologiques divers, progressiste, conservateur et catholique. En effet, l'orientation sociale que prennent nettement les manifestations du féminisme en Espagne explique l'importance qui doit être accordée à l'attention qu'ont portée les milieux catholiques à la situation sociale et morale des femmes, à leur éducation aussi. Ainsi tout en soulignant les limites du féminisme catholique quant à l'émancipation des femmes de la tutelle masculine, Carmen de Burgos reconnaissait son importance pour l'amélioration de la condition féminine : "El feminismo católico no quiere que la mujer abandone la subordinación al hombre, que, según San Pablo, le corresponde en el hogar, aunque al mismo tiempo trata de mejorar su suerte y liberarla de los abusos del exceso de autoridad"¹⁶.

¹⁵ Cf. L'article d'Isabel Cabrera Bosch, "Las mujeres que lucharon solas: Concepción Arenal y Emilia Pardo Bazán" in Pilar Folguera (ed.), *El feminismo en España*, Madrid, Editorial Pablo Iglesias, 2007, p. 45-80.

¹⁶ In *La mujer moderna y sus derechos*, 1927, p. 14-18 (extrait reproduit dans l'anthologie, p. 100.)

Dans un article intitulé « Experiencia y aprendizaje : la formación histórica de los feminismos en España »¹⁷, Mary Nash souligne l'importance du féminisme catholique pour l'éducation des femmes et, depuis une autre perspective, pour la projection des femmes dans l'espace public. Plus généralement, Mary Nash invite à considérer les féminismes et non pas seulement un féminisme exclusivement associé au suffragisme, le pluriel grammatical cherchant à ouvrir, consensuellement, le champ d'application de la notion. C'était à une réflexion sur « les féminismes » à laquelle invitait justement le sujet de dissertation de la session 2008 de l'agrégation d'espagnol.

Le recueil de textes

L'anthologie réunit un peu plus d'une centaine de textes issus d'ouvrages, de discours et d'articles de presse qui ont marqué la formation, l'évolution et la maturation d'une pensée féminine et féministe. Après une approche des notions mises en jeu (démocratie, espace public, genre) et des cadres légaux (les aspects juridiques et éducatifs, la législation du travail), les textes sont organisés thématiquement, mais dans le respect des principales étapes chronologiques, pour répondre à la perspective socio-historique donnée à la question. Outre une sélection de textes issus des principaux ouvrages de réflexion sur la question féminine à la fin du XIXe et au début du XX^e siècle (*La mujer del porvenir* de Concepción Arenal, *La mujer española y otros escritos* de Emilia Pardo Bazán, *La condición social de la mujer en España* de Margarita Nelken, *La mujer moderna y sus derechos* de Carmen de Burgos, *Mi pecado mortal. El voto femenino y yo* de Clara Campoamor, *La educación de la mujer de mañana* de Leonor Serrano de Xandri¹⁸), on trouvera des extraits des interventions de Concepción Arenal et Emilia Pardo Bazán au congrès pédagogique de 1892, ainsi que de larges fragments des débats parlementaires sur le vote féminin (ceux de mars 1908 suite à l'amendement proposé par Pi y Arsuaga et ceux de septembre-octobre 1931) et quelques manifestes qui ont marqué la renaissance du mouvement féministe en Espagne au milieu des années soixante, lors de la dictature franquiste, et dans la transition démocratique. La reproduction de quelques affiches républicaines et anarchistes de 1936-1937 a moins vocation à illustrer qu'à montrer l'instrumentalisation de l'image de la femme dans le contexte de la Guerre Civile.

Marie-Angèle OROBON

CREC-UNIVERSITE DE LA SORBONNE NOUVELLE-PARIS III

¹⁷ In *Historia Social* n° 20, otoño 1994, p. 151-172. Article en ligne sur le site:

<http://www.nodo50.org/mujeresred/historia-ee.html>

¹⁸ Cet ouvrage qui a fait l'objet d'une récente réédition a été ajouté à la bibliographie de la question pour la session 2009 de l'agrégation.

CRONOLOGÍA	16
TEXTOS Y DOCUMENTOS.....	25
I- Prolegómenos	27
Definiciones.....	27
Democracia.....	27
Espacio público	28
Feminismo y género.....	29
Féminisme	29
Féminisme	29
Genre.....	29
Planteamientos	30
Identidad e historia.....	30
Género y clase.....	33
Historia y relaciones de género.....	34
II- Marco legal.....	36
Código civil de 1889.....	36
Derechos y obligaciones entre marido y mujer.....	36
La patria potestad	37
Carmen de Burgos y el artículo 438	39
La mujer en el Código de Comercio.....	39
Educación	40
Legislación en las últimas décadas del XIX y tasas de escolarización	40
La política educativa e iniciativas para la educación de las mujeres en el primer tercio del siglo XX	42
Legislación laboral.....	44
La regulación de la actividad laboral de las mujeres	44
III- Del Sexenio Democrático a la II República : de la cuestión femenina al surgimiento de un movimiento feminista	46
El Sexenio Democrático: educación y militancia republicana.....	46
Francisco Pi y Margall, “La misión de la mujer en la sociedad” (1869)	46
Carolina Pérez, La mujer en democracia (1872).....	47
De la mujer, dictamen aprobado por el congreso de la FRE (Federación Regional Española) en Zaragoza (abril de 1872).....	48
Las pioneras : Concepción Arenal (1820-1893) y Emilia Pardo Bazán (1851-1921).....	49
Concepción Arenal, <i>La mujer del porvenir</i> , 1868 (fragmentos)	49
John Stuart Mill, <i>La esclavitud femenina (The Subjection of Women)</i> , 1869).....	59
Emilia Pardo Bazán, Carta a Gertrudis Gómez de Avellaneda	60

Emilia Pardo Bazán, “La mujer española” (fragmentos).....	61
Emilia Pardo Bazán, “Una opinión sobre la mujer”, 1892.....	65
Emilia Pardo Bazán, “Sobre los derechos de la mujer”, 1901.....	66
Emilia Pardo Bazán, “La mujer española”, 1907.....	68
Krausismo y cuestión femenina.....	69
K. Chr. F. Krause, Ideal de la humanidad para la vida, 1811.....	69
Emilia Pardo Bazán, “La educación del hombre y de la mujer sus relaciones y diferencias”.....	70
Concepción Arenal, <i>La educación de la mujer</i> , 1892 (Participación en el congreso pedagógico de 1892).....	77
Leonor Serrano de Xandri, <i>La educación de la mujer de mañana</i> , 1923.....	83
Construcción de los papeles de género.....	86
Eduardo Escarpín y Lartiga, El triunfo de la anarquía. Los problemas del siglo XX (fragmento), 1922.....	86
Carmen Baroja, Ansias feministas.....	86
Dolores Ibárruri, De la infancia a la madurez.....	87
Santiago Ramón y Cajal, En torno al feminismo.....	89
Pilar Pascual de San Juan, <i>Urbanidad para niñas</i> (fragmento), 1916.....	89
Gregorio Marañón, La mujer debe ser madre ante todo.....	90
Feminismo, asociacionismo, sufragismo y librepensamiento.....	90
Feminismo.....	90
Adolfo Posada, Una revolución sin “R”.....	91
Adolfo Posada, Definición del feminismo.....	91
Adolfo Posada, Feminismo radical.....	92
Adolfo Posada, Ojeada sobre el feminismo en España.....	93
Margarita Nelken, ¿Condiciones naturales o impuestas?.....	96
Margarita Nelken, La inferioridad legal de la mujer.....	98
José Francos Rodríguez, Emancipación de la mujer.....	100
Carmen de Burgos, Feminismos.....	102
Carmen de Burgos, El derecho al trabajo de la mujer.....	103
Carmen de Burgos, Defensa del divorcio.....	105
Leonor Serrano de Xandri, <i>La educación de la mujer de mañana</i> , 1923.....	106
Asociacionismo.....	108
Agrupación Femenina Socialista de Madrid (1906-1927).....	108
Myriam, Las mujeres anticlericales: Lo que queremos.....	109
Programa de la Asociación Nacional de Mujeres españolas (ANME), 1918.....	110
Nacimiento del Lyceum Club.....	113
Semblanzas de algunas señoras del Lyceum Club.....	114
Sufragismo.....	115
Discusión de la enmienda de Pi y Arsuaga (17-III-1908).....	115
Carmen de Burgos, La cuestión del sufragio femenino.....	120
Carmen de Burgos, Encuesta sobre el voto femenino en el Heraldo de Madrid.....	120

Carmen de Burgos, Manifiesto de la Liga Internacional de Mujeres Ibéricas e Hispanoamericanas y de la Cruzada de Mujeres Españolas en pro del voto femenino	122
Librepensamiento	126
Belén Sárraga de Ferrero en el congreso Universal de Librepensadores de Ginebra, 1902	126
Mujeres y movimiento obrero	128
El trabajo femenino	128
Francesc Tusquets, El problema feminista.....	128
Margarita Nelken, El trabajo de la mujer.....	129
Margarita Nelken, Trabajo en la fábrica y trabajo a domicilio	132
Mujer y trabajo rural	135
Mujer y trabajo rural en Cataluña.....	135
Mujer y trabajo rural en Galicia.....	136
Legislación del trabajo femenino	137
Margarita Nelken, Legislación del trabajo femenino	137
Carmen de Burgos, Igualdad laboral entre hombre y mujer.....	138
Sindicalismo y movilización obrera	140
Conciencia sindical y conciencia feminista	140
Margarita Nelken, Ausencia de organizaciones obreras femeninas.....	141
“Plante en la fábrica de tabacos”, en El pueblo, 19-VII-1920.....	142
María de Echarri, Sindicalismo católico, 1926	143
Socialismo y feminismo.....	145
Virginia González,  las obreras!, s.f.	145
Anarquismo y feminismo.....	146
Teresa Claramunt, La mujer. Consideraciones sobre su estado ante las prerrogativas del obrero, 1905 (fragmento)	146
Teresa Claramunt, A las mujeres del arte fabril.....	147
Soledad Gustavo, Emancipación de la mujer obrera, s.f.	148
Soledad Gustavo, Misión de la mujer en la revolución	149
IV- Segunda República	150
1-Mujeres republicanas	151
Constancia de la Mora, Nueva vida con la República	153
Clara Campoamor	153
Dolores Ibárruri	154
Dolores Ibárruri por María Lejárraga	155
Yannick RIPA, Le mythe de Dolorès Ibarruri	156
Texte intégral.....	157
Victoria Kent	163
Federica Montseny	165
Margarita Nelken.....	166

2- La conquista del voto femenino	168
Todas con la República	168
La República debe liberar a las mujeres.....	168
Clara Campoamor, Introducción a Mi pecado mortal. El voto femenino y yo.....	169
Clara Campoamor, Por qué defendí el voto femenino (1).....	169
Clara Campoamor, Por qué defendí el voto femenino (2).....	171
Debate constitucional sobre el voto femenino, 30-IX-1931	172
Discurso de Victoria Kent ante las Cortes sobre el voto femenino, 1 de octubre de 1931	176
Discurso de Clara Campoamor en las Cortes el 1 de octubre de 1931	177
El hombre y la mujer tendrán derecho al voto desde los veintitrés años	179
Artículos de la Constitución de 1931 en los que se establecen los derechos de la mujer	180
3- Movilización femenina	182
Dolores Ibárruri y la cuestión agraria.....	182
Dolores Ibárruri, Una organización antifascista de mujeres.....	186
Programa de la organización anarquista Mujeres Libres.....	189
Lucía Sánchez Saornil, La cuestión femenina en los medios anarquistas	190
4- La reacción de las derechas	192
El episcopado español expresa su disgusto ante varios preceptos constitucionales.....	192
Retorna, mujer a tu hogar.....	194
Las mujeres y las elecciones.....	195
La mujer que trabaja.....	195
Lo femenino y la Falange	197
Estatuto de la Sección Femenina	198
V- Guerra Civil	200
Carteles de la guerra civil	201
❑No pasarán!	201
Milicianas	202
Del frente a la retaguardia.....	204
Labor cultural y constructiva para ganar la guerra y hacer la Revolución.....	206
Dolores Ibárruri, Guerra civil y revolución democrática.....	207
Dolores Ibárruri, Defensa de Madrid.....	209
Dolores Ibárruri, Intervención en Radio Madrid, 1-I-1937	211
Dolores Ibárruri, ❑ las mujeres madrileñas! (¿8-III-1937?)	212
Carmen Alcalde, La organización Mujeres Antifascistas.....	213
Las mujeres en los primeros días de lucha, <i>Mujeres Libres</i> , n° 10, julio de 1937	215
La mujer, factor indispensable para el triunfo de la guerra y de la Revolución	216
Ilse, La doble lucha de la mujer.....	217
Lucía Sánchez Saornil, Actitud clara y consecuente de Mujeres Libres	218

Aprender y enseñar	220
La Nueva Mujer de España según Pilar Primo de Rivera	222
Auxilio de Invierno, <i>Sur</i> , 4-IV-1937	223
Carmen Icaza, Hacer patria.....	224
VI- Régimen franquista	226
Fuero del Trabajo de 1938	227
Fuero de los Españoles de 1945.....	228
Enrique Jardiel Poncela, “Mujeres verdes, mujeres rojas, mujeres lilas, mujeres grises, MUJERES AZULES”, <i>Y</i> , n°6-7, Julio-agosto de 1938	231
Dolores Prados, “Labor formativa de las Casas de Flechas”, <i>Consigna</i> , n°10, noviembre de 1941	232
Testimonio de una guerrillera.....	233
Discurso de Dolores Ibárruri.....	234
Mercedes Formica, “El domicilio conyugal”, <i>ABC</i> , 7-XI-1953.....	236
La esposa perfecta según la Falange	238
Ley de los derechos políticos, profesionales y de trabajo de la mujer	239
La costura, en el taller y a domicilio	239
María Campo Alange, Constitución del grupo Seminario de Estudios sociológicos Femeninos	241
Protestas de mujeres en el franquismo	242
VII- Transición.....	244
Primeras Jornadas por la Liberación de la Mujer	244
Presentación del Movimiento Democrático de Mujeres-Movimiento de Liberación de la Mujer	245
Conclusiones de les Jornades Catalanes de la Dona.....	246
“Diccionario” de grupos feministas.....	247
La manipulación del voto femenino	250
La mujer española frente a las elecciones	252
La Constitución no responde a los intereses de la mujer.....	254
Artículos de la Constitución de 1978 que recogen el principio de igualdad.....	255
Intervención de Gretel Ammann Martínez, II Jornadas Estatales de la Mujer, Granada 7-8-9 diciembre 1979	256
Liste des ouvrages cités.....	257

CRONOLOGÍA

	Historia de España	Cuestión femenina y movimiento feminista
1857 :	Ley de bases de Instrucción Pública (<i>Ley Moyano</i>). Enseñanza primaria obligatoria para niños de los dos sexos de 6 a 9 años.	
1858		Creación en Madrid de la primera Escuela Normal de Maestras
1863		Concepción Arenal es nombrada visitadora de prisiones de mujeres.
1868 :	- Pronunciamiento de Prim, Serrano y Topete en Cádiz. - Batalla de Alcolea. Isabel II huye a Francia. Sexenio democrático. - Insurrección cubana.	Concepción Arenal publica <i>La mujer del porvenir</i>.
1869 :	- Junio: aprobación de la Constitución democrática de 1869 que incluye el SU masculino. - Núcleo provisional de la Internacional en Barcelona. - Sublevaciones republicanas en otoño.	- Febrero: Sesión inaugural del Ateneo de señoras en Madrid. - Febrero-junio: Conferencias Dominicales para la educación de las mujeres (F. de Castro). - Diciembre: creación de la Escuela de Institutrices (F. de Castro).
1870 :	Noviembre : las Cortes nombran rey a Amadeo de Saboya. Monarquía constitucional.	- Ley sobre matrimonio civil. - Junio: Congreso de Barcelona constitutivo de la Federación regional española de la Internacional (FRE).
1871	Marzo a mayo: Comuna de París	Julio: creación de la Asociación para la Enseñanza de la Mujer
1872 :	- Comienza la segunda guerra carlista. - II y III Congresos de la FRE en Zaragoza (abril) y Córdoba (diciembre)	
1873 :	- Abdicación de Amadeo I. Las Cortes proclaman la I República. - Julio: Primera legislación sobre trabajo infantil. - Insurrecciones cantonales en Cartagena y Andalucía	
1874 :	3 de enero : golpe de Pavía. Gobierno dictatorial de Serrano. - Disolución de la Internacional. Clausura de centros de obreros, deportaciones. - Diciembre : pronunciamiento de Martínez Campos a favor de Alfonso.	
1875 :	Restauración borbónica. Reinado de Alfonso XII (hasta 1885). - Decreto de Orovio. Profesores separados de su cátedra (Giner de los Ríos, Salmerón Azcárate...)	Se abroga la ley sobre matrimonio civil de 1870.
1876 :	- Proclamación de la Constitución. - Fin de la 2ª guerra carlista. - Creación de la Institución Libre de Enseñanza (ILE).	

1877 :	Ley de expropiación de bienes comunales.	En aplicación de la ley de Moyano: se crean Escuelas de Maestras en provincias.
1878	Paz de Zanjón en Cuba. Fin de la guerra de diez años.	
1879	Fundación del Partido Democrático Socialista Obrero, antecedente del Partido Socialista Obrero Español (P.S.O.E.)	
1880 :	Sagasta funda el Partido Liberal Fusionista.	
1881 :	- Sagasta sustituye por primera vez a Cánovas en el gobierno. - Mayor libertad de asociación. - Autodisolución de la FRE y creación en Barcelona de la Federación de Trabajadores de la Región Española (FTRE).	
1882	Mayo-junio: Congreso Nacional Pedagógico	- Decreto sobre igualdad de salarios de maestros y maestras. Se permite que las mujeres sean directoras de escuelas de párvulos. - Creación de la Asociación de Institutrices y Profesoras de Comercio.
1883 :	- Ley de Policía de Imprenta más liberal que las normas restrictivas impuestas cuando la Restauración. - Creación de la Comisión de Reformas Sociales.	
1885 :	- Muere Alfonso XII. Regencia de María Cristina. Pacto del Pardo que refleja el acuerdo entre Cánovas y Sagasta para un turno pacífico en el poder. - Conflicto de las Carolinas	
1886	- Abolición de la esclavitud en Cuba. - Aparición de <i>El Socialista</i>. - Campaña universal por las ocho horas, iniciada por los sindicatos americanos en Chicago.	
1887	Ley de Asociaciones.	
1888 :	Congresos constitutivos de la Unión General de Trabajadores (UGT) y del PSOE en Barcelona.	
1889 :	Código civil.	
1890 :	1 de mayo: manifestaciones y huelgas obreras en todo el mundo en favor de la jornada de ocho horas. - Sufragio universal para varones mayores de 25 años.	Creación de las Damas Catequistas y de sus centros obreros.
1891 :	Encíclica <i>Rerum Novarum</i> de León XIII (doctrina social de la Iglesia)	Creación de la Sociedad Autónoma de Trabajadoras de Barcelona por Teresa Claramunt.
1892	Insurrección anarquista campesina en Jerez.	Octubre: Congreso Pedagógico Hispano Portugués Americano.
1893	El anarquista Pallàs atenta fallidamente contra el general Martínez Campos; fusilado. Santiago Salvador, bomba en el Liceo.	Fundación de la Escuela de Institutrices y otras carreras para la mujer.
1895 :	Inicio de la insurrección cubana.	
1896 :	Guerra de Filipinas.	

	Bomba en la calle Cambios Nuevos (Barcelona). Procesos de Montjuich: 400 detenidos, cinco ejecuciones. Ley de represión del terrorismo.	
1897 :	Cánovas es asesinado por el anarquista Angiolillo.	- Creación de la Asociación General Femenina (por Belén Sárraga y Ana Carvia). - Julio: Ley de Policía Minera que prohíbe el empleo de mujeres en las minas.
1898 :	- Voladura del <i>Maine</i> en La Habana. Guerra Estados Unidos - España. - Desastres militares en Cavite (Filipinas) y Santiago de Cuba 10-XII : Tratado de París : rendición española.	
1900 :	Creación del Ministerio de Instrucción pública.	Ley reguladora del trabajo femenino e infantil.
1901	Fundación de la Escuela Moderna por Ferrer, en Barcelona.	
1902 :	- Febrero: huelga general en Barcelona. Numerosas detenciones de militantes anarquistas. Alfonso XIII jura la Constitución. - Decreto sobre la jornada de 11 horas.	
1903	Abril: creación del Instituto de Reformas Sociales.	- Creación en Bilbao del primer Grupo femenino Socialista. - Creación en Berlín de la Asociación Internacional para el Sufragio femenino.
1904		1904-1908: Creación de las Asociaciones de Damas de la Buena Prensa.
1905	Noviembre Incidente del <i>Cu-cut</i> en Barcelona (publicación de caricaturas ofensivas contra los militares.)	
1906		Agrupaciones femeninas socialistas en el seno del PSOE
1907	Creación de la Junta de Ampliación de Estudios por miembros de la ILE.	
1908		- Enero decreto que prohíbe el trabajo femenino e infantil en industrias que implican un riesgo para la salud - Creación de la <i>Unión de Damas del Sagrado Corazón</i>.
1909	Julio: semana trágica en Barcelona: levantamiento popular a consecuencia del envío de reservistas a Marruecos tras el desastre del Barranco del Lobo.	
1910	Creación de la Residencia de estudiantes en Madrid.	- Septiembre: R.O. del Ministerio de Instrucción Pública que autoriza a la mujer a optar a títulos académicos y a oposiciones convocadas por el Ministerio - María de Echarri crea el Sindicato de <i>La Inmaculada</i>.
1911	Fundación de la CNT	
1912		- Febrero: "Ley de la silla" (obligación de proporcionar una silla a las mujeres que trabajan en la industria y el comercio) - Julio: prohibición del trabajo nocturno de las mujeres en fábricas y talleres.
1913		<i>El Pensamiento Femenino</i> (revista conservadora)
1915		- Creación de la Residencia de Señoritas en Madrid, dirigida por María de Maeztu. - Creación en el congreso de La Haya de la <i>Women's League for Peace and</i>

		<i>Freedom.</i>
1917	• Manifiesto de las Juntas Militares de Defensa. • Asamblea de parlamentarios de en Barcelona. • Huelga general.	• Fundación de <i>La Voz de la Mujer</i> (publicación periódica conservadora, Celsia Regis)
1918	• Inicio del “Trienio Bolchevique”.	• Octubre: fundación de la ANME (<i>Asociación Nacional de Mujeres españolas</i>).
1919	• Importante movimiento de huelga. • Jornada de ocho horas.	• Fundación de Acción Católica de las Mujeres.
1920	• Mayo: Creación del Ministerio de Trabajo.	
1921	• Fundación del Partido Comunista de España. • Desastre de Annual (Marruecos).	• Fundación de la revista <i>Mundo Femenino</i> (órgano de la ANME)
1922	• Ley sobre accidentes laborales	• Seguro de maternidad obligatorio
1923	• 13-IX: Pronunciamiento del general Miguel Primo de Rivera. Dictadura de Primo de Rivera. Formación de un directorio militar, disolución de las Cortes, suspensión de las garantías constitucionales. i	
1924	• Cierre del Ateneo de Madrid.	• Abril: Estatuto Municipal: art. 51: se concede el derecho a voto a las mujeres cabezas de familia en las elecciones municipales.
1925	• Marzo: Estatuto Provincial • Desembarco de Alhucemas • Diciembre: Sustitución del Directorio Militar por un Directorio Civil.	
1926	• Creación de Alianza republicana. • Junio: pronunciamiento republicano fracasado: sanjuanada.	• Junio: se inaugura el <i>Lyceum Club</i> en Madrid.
1927	• Asamblea Nacional Consultiva. • Creación de la FAI (Federación Anarquista Ibérica). • Creación de la Federación Universitaria Escolar.	
1928	•	• Septiembre: nuevo código penal, art.617: penalización del aborto.
1929	• Enero y marzo: decretos sobre el seguro de maternidad obligatorio. • Mayo: inauguración de la Exposición universal de Barcelona.	• Juventud Católica Femenina.
1930	• 29-I: Dimisión del general primo de Rivera. Gobierno del general Berenguer • Agosto: Pacto de san Sebastián entre los partidos de oposición a la monarquía. • Huelga general en Barcelona. • Diciembre: sublevación militar en Jaca	
1931	• Febrero: dimisión de Berenguer. Gobierno de Aznar. • 12-IV: elecciones municipales. Victoria republicana. • 14-IV: Proclamación de la II República. • Mayo: reforma de la ley electoral de 1907: elegibilidad de las mujeres y de los párrocos. • 28-VI: elección de las Cortes Constituyentes	• Salen elegidas tres mujeres: Victoria Kent, Margarita Nelken y Clara

	Diciembre: promulgación de la Constitución.	Campoamor. - Septiembre: Creación del <i>Patronato de la Mujer</i>. - Octubre: Sufragio femenino. Creación de la <i>Unión republicana Femenina</i> (Clara Campoamor).
1932	- Agosto: fracasa el pronunciamiento del general Sanjurjo. - Septiembre: Estatuto de Cataluña. - Noviembre: Ley sobre la Reforma Agraria.	- Marzo: ley sobre divorcio. - Junio: ley sobre el matrimonio civil. - Creación de la <i>Asociación Femenina de Educación Cívica</i> (María Martínez Sierra).
1933	- Enero: Motín de Casas Viejas sangrientamente reprimido. - Marzo: fundación de la CEDA (Confederación Española de Derechas Autónomas). - Octubre: Fundación de Falange Española (FE). 19-XI: elecciones legislativas: victoria del centro derecha.	Fundación de <i>Mujeres Españolas contra la Guerra y el Fascismo</i>.
1934	- Fundación de la FE y de las JONS en Valladolid. - Octubre: Revolución de Asturias	- Fundación de Acción Política Femenina Independiente (emanación de la ANME) - Junio: primer congreso de <i>Mujeres Españolas contra la Guerra y el Fascismo</i> en Madrid. - Agosto: Congreso mundial de <i>Mujeres contra la guerra y el Fascismo</i> en París. - Se disuelve <i>Mujeres Españolas contra la Guerra y el Fascismo</i> y renace como <i>Asociación pro Infancia Obrera</i>. - Fundación de la <i>Sección Femenina</i> como encuadre de las mujeres en la FE de las JONS.
1936	- Enero: Frente Popular. 16-II: elecciones y victoria del frente Popular. 17-VII: Sublevación militar en Marruecos 18-VII: sublevación militar y principio de la Guerra Civil. - Julio: Creación en Barcelona del Comité Central de Milicias Antifascistas. 1-IX: Francisco Franco, Jefe del Estado ("zona nacional") - Noviembre: el gobierno republicano se traslada a Valencia.	- Abril: primeras publicaciones de <i>Mujeres Libres</i>. - El gobierno republicano organiza una Comisión de Auxilio Femenino a partir de la Agrupación de Mujeres Antifascistas.
1937	- Abril: Zona nacional: Decreto de Unificación: creación de la FET y de las JONS. - Mayo: zona republicana: enfrentamientos en Barcelona entre POUM y CNT-PSUC y fuerzas del orden.	Octubre: Zona nacional: creación de un <i>Servicio Social</i> femenino
1938	9-III: Fuero del Trabajo	
1939	1-IV: Final de la Guerra Civil. Franquismo. - Agosto: depuración universitaria.	Diciembre: decreto que confía a la Sección Femenina el monopolio del encuadre de las mujeres.
1940	Ley de Unidad Sindical que crea los sindicatos verticales.	

	• Ley de Represión de la Masonería y el Comunismo. • España pasa de la neutralidad a la « no beligerancia ». • Entrevista entre Franco y Hitler en Hendaya. • Se crea el Frente de Juventudes.	
1941	• Se abren banderines de enganche para la División Azul, que entrará en combate en suelo soviético en septiembre. • Creación de la Renfe (24-I), del Instituto Nacional de Industria(25-IV), de la Escuela Oficial de Periodismo, del CSIC.	• Creación del cuerpo de divulgadoras rurales y del cuerpo de divulgadoras sanitarias y sociales.
1942	• Ley Constitutiva de la Cortes. • Ley de Bases del Trabajo, donde se regulan las reglamentaciones laborales. Se prohíben la huelga y el lock-out. • Seguro obligatorio de enfermedad.	• Febrero: nueva extensión del <i>Servicio social</i>.
1943	• Franco decide la repatriación paulatina de la División Azul.	
1944		• Extensión del <i>Servicio Social</i> a las mujeres trabajadoras.
1945	• Fuero de los Españoles. • Se forma un gobierno de la República en el exilio. • Las Naciones Unidas empiezan a aprobar resoluciones contra el régimen de Franco. • Octubre: ley sobre el referéndum.	
1946	• Primera decisión de la ONU contra el régimen de Franco. • El gobierno francés cierra la frontera con España.	• <i>Mujeres Antifascistas</i> se reorganiza en Francia como <i>Unión de Mujeres Españolas</i> (UME)
1947	• Referéndum que aprueba la Ley de Sucesión que define a España como reino. •	
1950	• Se inicia la ayuda norteamericana, con concesión de créditos a España. • La ONU revoca su decisión de 1946 contra el régimen de Franco. •	
1951		• Primer congreso femenino hispanoamericano bajo la égida de la Sección Femenina.
1952	• Se aprueba el Plan Badajoz. • España ingresa en la UNESCO, ratificado en enero de 1953.	
1953	• Concordato entre España y la Santa Sede. • Acuerdos militares España-EE.UU. para la instalación de bases norteamericanas en el suelo español y « ayuda a la defensa ».	• Artículo de Mercedes Formica que cuestiona la legislación sobre las mujeres.
1955	• Ingreso de España en la ONU.	
1956	• Graves incidentes en protestas estudiantiles que provoca una crisis de gobierno. • Importantes huelgas en Cataluña y País Vasco.	

	El reconocimiento francés de la independencia de su parte de Marruecos fuerza a España a hacer lo mismo en su zona.	
1957	- Huelgas estudiantiles en Madrid y Barcelona. - Nuevo gobierno en el que entran tecnócratas del Opus Dei. - Huelga de mineros en Asturias.	
1958	- España entra en la OECE (Organización Europea de Cooperación Económica), poco después se incorpora al FMI y al Banco Mundial. - Ley de Principios del Movimiento. - Aparición de un Frente de Liberación Popular bajo la égida de católicos de izquierdas.	Ley del 24-IV-1958 que modifica el artículo 66 del Código Civil en relación con los derechos de la mujer
1959	- ETA se funda como movimiento independiente del PNV. - Plan de Estabilización Económica. - Visita del presidente Eisenhower a Madrid	
1960	- Los últimos guerrilleros anarquistas son ejecutados en Barcelona. - Documento de sacerdotes vascos contra la ausencia de libertades y los malos tratos policiales.	- Nace clandestinamente el <i>Movimiento Democrático de Mujeres</i> (MDM) <i>Seminario de Estudios Sociológicos sobre la Mujer</i> creado por María Lafitte, condesa de Campo Alange.
1961	Sabotajes ferroviarios de ETA.	22 de junio: Ley sobre los derechos políticos, profesionales y de trabajo de la mujer.
1962	- Se solicita el ingreso en el Mercado Común. - Manifestaciones y asambleas en las Universidades de Barcelona y Madrid. - Empiezan las huelgas en las minas de Asturias y se generalizan rápidamente. Aparecen las Comisiones Obreras, que ya habían existido con intermitencia en Vizcaya y Asturias.	
1963	- Ejecución de Julián Grimau. - Huelgas en Asturias. Ejecución de dos anarquistas. - Atentado en Madrid. - Ley de Bases de la Seguridad Social. - Manifiesto de intelectuales contra la represión y la censura.	
1964	- Huelgas en Asturias, Santander y Madrid. - Se inician conversaciones para el posible ingreso de España en la CEE.	
1965	- Asamblea constitutiva de CC.OO. en Madrid. - A partir de incidentes en Cataluña (Montserrat), crece la oposición de la iglesia al régimen.	
1966	- Nueva Ley de Prensa e Información que suprime la censura previa. - Se aprueba en referéndum la Ley Orgánica del Estado, promulgada en enero de 1967.	
1967	- Manifestaciones organizadas por CC.OO. - El Tribunal Supremo ilegaliza CC.OO.	- Publicación de <i>Habla la mujer</i>. - Creación de la Asociación de <i>Amas de Casa</i>.

	• Ley de Libertad Religiosa. • Carrero Blanco vicepresidente del nuevo gobierno.	
1968	• Primeras detenciones de curas vascos. • ETA asesina al jefe de la Brigada de Investigación Social de San Sebastián • Huelga de profesores en la Universidad y de mineros en Asturias.	
1969	• Se aprueba el II Plan de Desarrollo (1969-1971). • Juan Carlos de Borbón designado como sucesor del Jefe de Estado con la dignidad de rey. • Nuevo gobierno con hegemonía tecnocrática.	
1970	• Acuerdo preferencial entre España y la CEE. • Consejo de guerra en Burgos contra militantes vascos de ETA. Se conmutan las condenaciones a muerte.	
1971	• Asamblea de obispos y sacerdotes : el catolicismo oficial abandona el régimen franquista. • Se constituye la Asamblea democrática de Cataluña en la que participa Jordi Pujol.	• <i>Asociación de Mujeres Juristas.</i>
1972	• Las Cortes aprueban el III Plan de Desarrollo. • Congreso del PSOE en Toulouse : se enfrentan los viejos líderes del exilio y los jóvenes socialistas del interior.	
1973	• Ley por la que se separan las funciones de Jefatura del Estado y de Presidencia del Gobierno que le corresponde a Carrero Blanco. • Un comando de ETA acaba con la vida de Carrero Blanco en Madrid. • Proceso de dirigentes de CC.OO.	• Se legaliza la <i>Asociación de Mujeres Separadas.</i>
1974	• Arias Navarro, sucesor de Carrero Blanco. • Ejecución del anarquista Puig Antich. • Formación de la <i>Junta Democrática</i>. • En el congreso de Suresnes, el PSOE elige como secretario general a Felipe González. • Ley de Asociaciones Políticas.	
1975	• Decreto-ley que regula las huelgas laborales. • Julio: Creación de la <i>Plataforma de Convergencia Democrática</i>. • Septiembre: Ejecución de 5 militantes de ETA y del FRAP, a pesar de las peticiones internacionales de clemencia. • 20 N: Fallecimiento de Franco. Juan Carlos, rey de España.	
1976	• Marzo Fusión de la <i>Junta Democrática</i> y de la <i>Plataforma democrática</i> en una <i>Coordinación democrática</i>. • Julio: Adolfo Suárez, primer ministro. Transición democrática. • Diciembre: Ley para la Reforma política	• Nace la <i>Asociación Democrática de la Mujer (ADM)</i>. • <i>Jornades Catalanes de les Dones.</i>

1977	• Legalización de los partidos políticos y de los sindicatos. • Creación de UCD • 15 de junio: primeras elecciones democráticas después de la Guerra Civil. • Octubre: Pactos de la Moncloa (entre el Estado, el patronato y los sindicatos obreros).	• Septiembre: Creación de la Subdirección general de la Condición femenina por el ministro de cultura Pío Cabanillas.
1978	• Enero: régimen preautonómico • 6-XII: Aprobación de la Constitución por referéndum.	

TEXTOS Y DOCUMENTOS

I- Prolegómenos

Definiciones

Democracia

In Hermet, Badie, Birnbaum et Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, p. 86-87

On dira ici que la démocratie désigne un mode d'organisation du pouvoir politique dont la légitimité requiert qu'il reconnaisse pleinement le primat de la souveraineté populaire et qu'il s'assigne pour objectif son renforcement effectif, mais dont l'agencement réel se fonde toujours pour l'essentiel sur une délégation de pouvoir à un personnel spécialisé par le biais d'élections régulières, concurrentielles et sans exclusives trop marquées vis-à-vis de certains secteurs, dans lequel aussi la volonté majoritaire ne s'exerce pas au point d'écraser les minorités ou les groupes d'intérêts de toutes espèces. En revanche, il n'y a pas de démocratie là où les électeurs sont privés de la faculté de choisir et de renvoyer pacifiquement leurs gouvernants, étant entendu que les situations où cette faculté s'exerce sans que d'autres critères de la démocratie se vérifient, s'agissant notamment du sort des minorités, revendiquent souvent l'épithète démocratique au regard d'autres valeurs que celles de la tradition fondamentalement libérale, occidentale et individualiste de la démocratie pluraliste.

Cette définition transactionnelle, privilégiant au fond la réalité de l'intention démocratique des dirigeants, demeure il est vrai elle-même contestable. La conception antique de la démocratie comme droit d'un peuple à disposer d'un gouvernement indépendant sous la houlette de ceux qui le persuadent de l'excellence de ce droit persiste dans nombre de pays du tiers-monde comme chez tous les peuples mus par une ambition nationaliste (chez les Palestiniens comme dans l'ex-Yougoslavie). Par ailleurs, grâce à Adam Przeworski, le plus stimulant avec Bernard Manin et Danilo Zolo parmi les théoriciens actuels de la démocratie, le débat vient à porter maintenant sur sa dimension psycho-sociologique ou culturelle plutôt que procédurière. Il pose que le sens démocratique implique l'acceptation de l'incertitude des résultats de toute action politique tant par les gouvernés que par les gouvernants, à l'encontre de l'autoritarisme fondé sur l'offre et la quête ancestrales de certitudes sur l'avenir. Cette perception évacue toutefois la dimension de la démocratie utopique, tout en présentant l'inconvénient d'ignorer que le jeu même des politiciens démocratiques tend, comme Philippe Braud l'a souligné, à entretenir la part du rêve chez les citoyens. De son côté, Bernard Manin a souligné, récemment, que la démocratie représentative reste un régime aristocratique simplement atténué par l'élection en dépit de son nom. Enfin, Danilo Zolo a sans doute porté contre elle la critique la plus inquiétante. Pour lui, la démocratie instituée se nourrit des attentes qu'elle s'emploie constamment à faire naître, alors qu'elle peut de moins en moins les satisfaire dans un monde chaque jour plus complexe et qu'elle court ainsi à l'épuisement proche de ses ressources de légitimation. En outre, les débats les plus récents portent en particulier sur des évolutions liées au succès du concept de gouvernance, ou de « gouvernance démocratique » mal nommée, évolutions qui tendent à récuser sans l'avouer la notion de décision majoritaire ainsi que la suprématie de l'ordre public sur l'ordre privé, en mettant par là en cause le principe même de souveraineté populaire qui fonde l'État démocratique.

Espacio público

In Hermet, Badie, Birnbaum et Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, p. 116-117

L'espace public se distingue de l'espace privé, qui est pour sa part le lieu de la mise en valeur des rôles familiaux ou personnels ainsi que des formes les plus individuelles du bonheur de l'acteur lui-même dans ses relations avec les autres. Dans la période moderne, on considère que l'espace public se construit à peu près à la même époque, au XVIII^e, en Angleterre et en France. Phénomène proprement urbain, il prend forme avec la naissance d'un public qui fréquente les cafés, les théâtres, les concerts, avec aussi l'apparition essentielle des salons où se réunissent noblesse et grande bourgeoisie intégrées socialement l'une et l'autre dans ce cadre. L'époque des Lumières se concrétise dans la généralisation de la conversation par laquelle se crée une sociabilité généralisée, un public où circulent idées et opinions, d'autant plus que la presse connaît elle aussi un épanouissement rapide renforçant encore la cohérence du public. Comme le montre Jürgen Habermas, l'espace public se différencie de l'espace privé jusque dans la vie intime : dans les appartements bourgeois, la salle commune devient pièce de réception où les personnes privées forment un public. Les individus quittent ainsi la sphère privée de leur chambre pour le salon dévolu à l'espace public. Apparue de manière progressive en Angleterre où le principe représentatif facilite son apparition, l'espace public est renforcé plus brutalement par la Révolution française, les clubs rendant possible les réunions publiques où se discutent les nouvelles diffusées par une presse en expansion rendant compte des débats eux-mêmes publics des diverses assemblées. Pour Habermas, avec le triomphe du marché, l'espace public régresse inévitablement, d'autant qu'au sein de la société les sphères publiques et privées se distinguent de moins en moins. L'interpénétration économique entre ces deux sphères accentue le déclin de l'espace privé, le droit public voyant sa spécificité contestée et le bourgeois se substituant de plus en plus également au citoyen. La domination capitaliste abolirait donc l'espace public et mènerait même jusqu'à « la colonisation du monde vécu », agissant ainsi au-dedans des consciences des acteurs par des publicités négatrices des valeurs propres à l'espace public. Si Habermas reconnaît que des nouveaux mouvements sociaux parviennent à réagir, s'il envisage que les nouveaux médias, par leur caractère décentralisé, peuvent servir de moyen favorisant le renouveau de l'espace public, sa vision demeure marquée par un profond évolutionnisme. On peut, au contraire, d'une part considérer qu'elle ignore les spécificités historiques propres à chaque nation dont l'influence se révèle pourtant décisive sur les rapports entre ces deux espaces et estimer, d'autre part, avec Albert Hirschman, que dans ces contextes contraignants, il revient aussi à l'acteur de choisir de s'engager dans l'espace public ou de s'attarder à cultiver son bonheur privé. On réintroduit alors l'intentionnalité de l'acteur dans l'opposition entre ces deux sphères considérées autrement comme simplement produites par des évolutions structurelles échappant aux acteurs.

Feminismo y género

Féminisme

In Boudon, Besnard, Cherkaoui, Lécuyer, *Dictionnaire de sociologie*

« Mouvement social qui dénonce la contradiction entre l'idée des droits de l'homme et la subordination légale des femmes, leur mise à l'écart de la cité. Les actions du féminisme englobent des combats quotidiens, plutôt discrets, pour améliorer la « condition féminine » et des mouvements spectaculaires, comme la lutte pour le droit de vote (acquis en France en 1944 seulement), où s'illustrèrent les suffragettes britanniques. »

Féminisme

In Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme* (introduction), p. 5

« Le féminisme est aujourd'hui intégré au langage courant. Cependant l'usage du mot, au gré des significations dont il fut l'objet, a longtemps tenu son histoire en lisière de l'histoire traditionnelle. Et la recherche en ce domaine est restée, malgré les acquis des féministes, en marge des écoles historiques reconnues. « Le féminisme apparaît comme un désordre, une passion, une hystérie, rarement comme un engagement raisonné dans l'espace politique », selon Geneviève Fraisse. Pourtant les travaux récents ont largement démontré l'aspect de nouvel objet d'étude au renouveau de l'histoire politique.

L'idée d'égalité entre les sexes est fort ancienne, mais le mot féminisme, qui la signifie, fut introduit par effraction dans le langage du XIX^e siècle. Longtemps il fut attribué à Charles Fourier. Or, c'est seulement en 1872 qu'Alexandre Dumas fils en use comme d'une épithète péjorative à l'encontre des hommes qui, favorables à la cause des femmes, voient leur virilité leur échapper. Ainsi accolé aux « femmelins », l'adjectif se perd bientôt dans le souterrain de ses usages. Dix ans plus tard Hubertine Auclert lui donne son sens moderne. En accédant au substantif, le féminisme devient l'emblème du droit des femmes, le porte-drapeau de l'égalité. »

Genre

In Boudon, Besnard, Cherkaoui, Lécuyer, *Dictionnaire de sociologie*

« Le mot genre est entré ans le vocabulaire de la sociologie francophone — *Gender* était en usage depuis plus de vingt ans dans la sociologie anglo-saxonne — pour désigner ce qui relève de la différenciation sociale entre les deux sexes. Il a l'avantage, sur le mot sexe, de souligner la nécessité de séparer les différences sociales des différences biologiques. Les rôles sexuels étaient traditionnellement conçus comme le résultat d'une division naturelle du travail qui assignait aux femmes les responsabilités domestiques et l'élevage des enfants. Pour les sociologues d'orientation féministe, la division sexuelle des tâches loin d'être la conséquence naturelle de différences biologiques, a été construite et maintenue par la société. La théorie féministe met au centre de ses préoccupations la distribution du pouvoir et des ressources entre hommes et femmes et les images et symboles associés aux deux sexes et à leurs relations. Elle met en question la séparation entre famille et travail ou entre domaine privé et domaine public qui fonde l'approche structuralo-fonctionnaliste des rôles sexuels. Elle considère le genre comme une dimension fondamentale de toute organisation sociale, au même titre que la classe, et comme une catégorie construite socialement aussi bien sur le lieu de travail, dans la famille, à l'école que dans les sphères économique, politique et culturelle.

Planteamientos

Identidad e historia

In Joan W. Scott, « El eco de la fantasía », *Ayer*, nº62, 2006, p. 113-115

Durante un tiempo he estado escribiendo críticamente sobre la cuestión de la identidad, insistiendo en que las identidades no preexisten a sus invocaciones políticas estratégicas, que las categorías de identidad que nosotros damos por sentadas como enraizadas en nuestros cuerpos físicos (género y raza) o en nuestras herencias culturales (étnicas, religiosas), de hecho son vinculadas retrospectivamente a esas raíces; no derivan predecible o naturalmente de ellas. Existe una identidad ilusoria que se establece por referencia a la categoría de persona (mujeres, trabajadores, afroamericanos, homosexuales) como si ésta nunca cambiara, como si no fuera la categoría, sino sólo sus circunstancias, la que variara con el paso del tiempo. Así los/las historiadores/as de las mujeres (por tomar el ejemplo que mejor conozco) se han preguntado cómo afectaron los cambios en el estatuto legal, social, económico y médico de las mujeres a sus posibilidades de emancipación o de igualdad. Pero se han preguntado con menor frecuencia cómo esos cambios alteraron el significado (socialmente articulado, subjetivamente entendido) del propio término *mujeres*. Pocas historiadoras feministas (Denise Riley es la excepción al respecto) han tenido en cuenta la recomendación de Michel Foucault de historizar las categorías que el presente toma como si fueran realidades evidentes en sí mismas. Y aunque, para Foucault, la “historia del presente” servía a una clara finalidad política (pues desnaturalizar las categorías sobre las que descansaban las estructuras contemporáneas de poder era desestabilizar esas estructuras de poder), quienes se resisten a sus enseñanzas han interpretado historización como sinónimo de despolitización. Esta sinonimia es sólo cierta, sin embargo, si el arraigo histórico de las categorías es vista como un prerrequisito para la estabilidad del sujeto del feminismo, si la existencia del feminismo se hace depender de alguna inherente y atemporal acción de las mujeres.

Mientras que los historiadores han tomado nota rápidamente de la advertencia de Eric Hobsbawm de que la tradición es una “invención” que sirve para inspirar y legitimar la acción política contemporánea mediante la búsqueda de precedentes y de inspiración en el pasado, han sido en cambio remisos a la hora de aplicar esta idea a las categorías de identidad. O al menos a categorías de identidad que tienen referentes físicos o culturales. Los trabajos de Hobsbawm sobre este tema surgieron como parte de una reevaluación de la historiografía marxista (o, más precisamente, estalinista), con sus nociones ahistóricas de lucha obrera o de clase, y tuvieron una importante influencia en la historización de esos conceptos (los historiadores han trabajado poco, sin embargo, sobre la cuestión de *cómo* opera la “invención de la tradición”). En el campo de la historia de las mujeres, la intervención de Hobsbawm no ha sido tenida en cuenta durante mucho tiempo. En ese campo, un número creciente de historias del feminismo están produciendo continuamente historias de activismo femenino, sin hacer caso, por lo que parece, a sus propias invenciones. Esto puede ser resultado del hecho de que es más difícil historizar la categoría de mujer, basada como parece estarlo en la biología, de lo que fue historizar la categoría de obrero, entendida siempre como un fenómeno social, producido no por la naturaleza, sino por los condicionantes económicos y políticos. También puede deberse a la gran dificultad que han tenido quienes escriben sobre las mujeres (al contrario que en el caso de los obreros) para deshacer los estereotipos sobre la naturaleza apolítica de las mujeres y su consecuente falta de participación política. Así pues, existe la tentación de acumular contraejemplos para demostrar la capacidad política de las mujeres y

de pasar por alto los cambiantes, y a menudo radicalmente diferentes, contextos históricos en los que las mujeres cobraron existencia como sujetos.

Pero incluso quienes están de acuerdo en que las identidades colectivas son inventadas como parte del mismo esfuerzo de movilización política no han prestado atención a cómo opera el proceso de invención. En el último apartado de cada uno de los capítulos biográficos en mi reciente libro, *Only Paradoxes to Offer*, intenté demostrar que la identidad feminista era un efecto de una estrategia política retórica invocada de manera diferente por diversas feministas en épocas diferentes. Esos apartados constituyen una crítica de la noción de que la historia del feminismo, o, para lo que aquí interesa, la historia de las mujeres, es continua. En su lugar, yo propongo una historia de la discontinuidad que fue repetidamente suturada por las activistas feministas de los siglos XVIII y XIX en forma de una visión de sucesión lineal ininterrumpida: el activismo de las mujeres en nombre de las mujeres. Sostengo que la identidad femenina no era tanto un hecho histórico evidente por sí mismo, como la evidencia —de momentos particulares y discretos en el tiempo— del esfuerzo de algunas o de algún grupo por identificar y con ello movilizar a una colectividad.

Género y clase

In *Textos para la historia de las mujeres en España* (Introducción a la sección contemporánea), p. 324-325

En la época contemporánea aparece y se desarrolla una conciencia feminista como alternativa al modelo propuesto y como acto de justicia al plantear la necesidad de hacer realmente “universales” los principios liberales de igualdad, libertad, fraternidad-sororidad y ciudadanía. A partir de esta inicial reivindicación de la igualdad jurídica y política para las mujeres, como algo elemental, derivado de los principios ideológicos de las revoluciones liberal-burguesas, las formas de protesta social protagonizadas por las mujeres se irán diversificando, uniéndose en muchos casos a otros movimientos sociales contemporáneos como el socialismo, el anarquismo y el sindicalismo.

Por ello, la variable “clase”, unida a la de “género”, nos ayuda a comprender la diversidad de formas de conciencia, de organización, de lucha, protagonizadas por las mujeres en la sociedad contemporánea. En nuestro país, la sujeción femenina se legitimaba con discursos que intentaban demostrar la inferioridad física e intelectual y la incapacidad para el trabajo de las mujeres, olvidando señalar las duras tareas ejercidas por obreras y campesinas; no cuesta nada descubrir cuál era el principal objetivo de los defensores de estas ideas: impedir el acceso de las mujeres burguesas o pequeño-burguesas al mercado laboral. La debilidad de las clases medias españolas, el monolitismo de la religión católica y los problemas para consolidar un régimen liberal estable, limitaron el desarrollo del feminismo burgués en nuestro país, que no florece hasta el primer tercio del siglo XX, debido a la coyuntura creada por la Primera Guerra Mundial. Pero el fermento europeo de la liberación femenina tuvo sus partidarias en España. Las ideas de Concepción Arenal entroncan con los principios del *feminismo moderado* anglosajón: utilitarismo social y productivismo económico, educación y capacitación para acceder a un puesto de trabajo remunerado, igualdad jurídica y abolición de la prostitución como paso necesario para la creación de una nueva moral. Este discurso fue respaldado por los partidarios de la Institución Libre de Enseñanza, por los krausistas y por algunos sectores del liberalismo político español.

Pero existía también un feminismo obrero, gestado como el anterior en las últimas décadas del siglo XIX, cuya meta última —la liberación femenina— no puede desligarse del proceso revolucionario de transformación de la sociedad, supeditándose, de manera paradójica, el primer objetivo al segundo. En este caso, la variable “clase” se superpone a la variable “género”, hecho del que se deriva, a veces, un “feminismo de la protesta y la revuelta callejera” que se manifiesta cuando las condiciones materiales hacen imposible la subsistencia de las familias trabajadoras. Las “líderes del hambre” se convierten también, en ocasiones, en líderes sindicales, arrastrando a las trabajadoras a participar en manifestaciones y huelgas. Algunas tejedoras, cigarreras y estuchistas constituyen un claro ejemplo de este liderazgo.

Historia y relaciones de género

In Pilar Ballarín Domingo, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, p. 20-22

Los nuevos desarrollos teóricos y metodológicos de los últimos años en torno al concepto “género” cierran una etapa contributiva de corte neopositivista.

En España, la utilización del concepto “género”, considerado en la lengua castellana un accidente gramatical, ha supuesto la transposición de este concepto gramatical a un concepto sociocultural de carácter más amplio. Esta circunstancia no ha estado exenta de dificultades, pero su utilidad ha sido indudable para el desarrollo de la teoría sexo/género que ha permitido facilitar la distinción entre hechos biológicos y sociales.

SEXO

Características biológicas diferenciales y transhistóricas entre varones y mujeres.

GÉNERO

Definición social de capacidades y comportamientos diferenciados según el sexo.

El género, por tanto, como construcción cultural derivada de la sexuación, es una categoría cultural impuesta sobre un cuerpo sexuado. Las diferencias biológicas entre hombres y mujeres no implican por sí mismas capacidades, actitudes o aptitudes diferentes. Cada sociedad, según sus necesidades, ha establecido un conjunto de normas diferenciales —comportamientos, deseos, acciones, etc.— que se imponen a los individuos, desde el nacimiento, en función de su pertenencia a uno u otro sexo. Ni sexismo ni racismo son consecuencia de las diferencias físicas, sino de la utilización que de ellas se hace para mantener las relaciones de poder.

Así pues, el reconocimiento de que la invisibilidad histórica de las mujeres no debía adscribirse a la naturaleza femenina, sino a mecanismos sociales, sirvió de eje central para considerar a las mujeres como grupo social específico a pesar de la diversidad existente entre ellas.

Los géneros, como construcciones sociales que son, no son estables, sino que se modifican en relación a otros cambios sociales y se negocian a medida que se transforma la división sexual del trabajo.

Esta distinción facilita el análisis de la dominación histórica del género masculino sobre las mujeres no sólo como un ejercicio de poder limitador de las posibilidades individuales —que convierte a las mujeres en víctimas pasivas—, sino también como el resultado de las tensiones existentes entre ambos. Gisela Bock explica así la categoría género:

Quando ... hablamos de género como “categoría” nos referimos a una imagen intelectual, a un modo de considerar y estudiar a las personas, a una herramienta analítica que nos ayuda a descubrir áreas de la historia que han sido olvidadas. Es una forma conceptual de análisis sociocultural que desafía la ceguera que la tradición historiográfica ha demostrado con respecto al sexo (“La historia de las mujeres y la historia de género: aspectos de un debate internacional.” *Historia Social*, 9, 1991: 61).

Es por esto que la historia de las mujeres no puede ser la historia de media humanidad, porque concierne tanto a varones como a mujeres. Así la organización social de las relaciones entre sexos se convierte en una guía para analizar los cambios en la vida tanto de hombres como de mujeres y comienza una redefinición de la universal desde la perspectiva de género.

Las relaciones entre los sexos son relaciones sociales, y su estudio no puede ser diferente al de otras relaciones igualitarias o desiguales entre grupos sociales. La dominación masculina —como constante científica, no como juicio moral, como dice Arlette

Farge— es una expresión más de las desigualdades en las relaciones sociales que está presente en todas las sociedades.

Aunque la historia de las mujeres se reconoce como historia social, dado que el género es una categoría social, no puede equipararse ni supeditarse a ella, porque aunque la historia de las mujeres se ocupa también de las clases sociales, éstas no funcionan igual para varones que para mujeres y, por tanto, su experiencia de clase es distinta. Es preciso pensar en “relaciones” si se quiere entender el género como una realidad cultural tanto del pasado como del presente, y ello no significa olvidar el resto de relaciones humanas que contribuyen y actúan en las relaciones de género (clase, raza, etc.), pero sí considerar que éstas están presentes desde el origen, desarrollo y articulación de todas las otras.

II- Marco legal

Código civil de 1889

Derechos y obligaciones entre marido y mujer

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España*, 1875-1936, p. 160-162

(Los comentarios son de Mary Nash)

Art. 56. Los cónyuges están obligados a vivir juntos, guardarse fidelidad y socorrerse mutuamente.

Art. 57. El marido debe proteger a la mujer, y ésta obedecer al marido.

Art. 58. La mujer está obligada a seguir a su marido donde quiera que fije su residencia. Los Tribunales, sin embargo, podrán con justa causa eximirla de esta obligación cuando el marido traslade su residencia a Ultramar o a país extranjero.

Art. 59. El marido es el administrador de los bienes de la sociedad conyugal, salvo estipulación en contrario y lo dispuesto en el art. 1.384.

Si fuere menor de 18 años, no podrá administrar sin el consentimiento de su padre; en defecto de éste, sin el de su madre; y, a falta de ambos, sin el de su tutor. Tampoco podrá comparecer en juicio sin la asistencia de dichas personas.

En ningún caso, mientras no llegue a la mayor edad, podrá el marido, sin el consentimiento de las personas mencionadas en el párrafo anterior, tomar dinero a préstamo, gravar ni enajenar los bienes raíces.

Art. 60. El marido es el representante de su mujer. Ésta no puede, sin su licencia, comparecer en juicio por sí o por medio de Procurador.

No necesita, sin embargo, de esta licencia para defenderse en juicio criminal, ni para demandar o defenderse en los pleitos con su marido, o cuando hubiere obtenido habilitación conforme a lo que disponga la ley de Enjuiciamiento civil.

Art. 61. Tampoco puede la mujer, sin licencia o poder de su marido, adquirir por título oneroso ni lucrativo enajenar sus bienes, ni obligarse, sino en los casos y con las limitaciones establecidas por la ley.

Art. 62. Son nulos los actos ejecutados por la mujer contra lo dispuesto en los anteriores artículos, salvo cuando se trate de cosas que por su naturaleza estén destinadas al consumo ordinario de la familia, en cuyo caso las compras hechas por la mujer serán válidas. Las compras de joyas, muebles y objetos preciosos, hechas sin licencia del marido, sólo se convalidarán cuando éste hubiese consentido a su mujer el uso y disfrute de tales objetos.

Art. 63. Podrá la mujer sin licencia de su marido:

1.º Otorgar testamento.

2.º Ejercer los derechos y cumplir los deberes que les correspondan respecto a los hijos legítimos o naturales reconocidos que hubiese tenida de otro, y respecto a los bienes de los mismos.

Art. 64. La mujer gozará de los honores de su marido, excepto los que fueren estricta y exclusivamente personales, y los conservará mientras no contraiga nuevo matrimonio.

Art. 65. Solamente el marido y sus herederos podrán reclamar la nulidad de los actos otorgados por la mujer sin licencia o autorización competente.

Art. 66. Lo establecido en esta sección se entiende sin perjuicio de lo dispuesto en el presente Código sobre ausencia, incapacidad, prodigalidad e interdicción del marido.

La patria potestad

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936*, p. 165-168
(Las notas y comentarios son de Mary Nash)

Disposición general

Art. 154. El padre, y en su defecto la madre, tienen potestad sobre sus hijos legítimos no emancipados; y los hijos tienen la obligación de obedecerle mientras permanezcan en su potestad, y de tributarles respeto y reverencia.

Los hijos naturales reconocidos, y los adoptivos menores de edad, están bajo la potestad del padre o de la madre que los reconoce o adopta y tienen la misma obligación de que habla el párrafo anterior¹⁹.

De los modos de acabarse la patria potestad.

Art. 167. La patria potestad se acaba:

1° Por la muerte de los padres o del hijo²⁰.

2° Por la emancipación²¹.

3° Por la adopción del hijo²².

Art. 168. La madre que pase a segundas nupcias pierde la patria potestad sobre sus hijos, a no ser que el marido difunto, padre de éstos, hubiera previsto expresamente en su testamento que

¹⁹ La patria potestad es un derecho fundado sobre la naturaleza y confirmado por la ley, que concede al padre y a la madre, por tiempo limitado y bajo ciertas condiciones, la vigilancia de las personas y la administración y goce de los bienes de sus hijos. En la familia, el padre, como legislador, dicta reglas de conducta; como juez, corrige y castiga con moderación a sus hijos; como tutor, cuida de su subsistencia y educación. y como señor, se aprovecha de su trabajo y bienes.

Las Partidas definían la patria potestad como “el poder que han los padres sobre los hijos”, y la ley 8ª tít 17, Partida 4ª, permitía al padre vender o empeñar a su hijo en caso de urgente necesidad y comérselo antes de entregar la fortaleza sin orden del Rey. Una aplicación de este principio tuvo lugar con el hijo de Guzmán el Bueno, en el sitio de Tarifa. La ley 12, tít. 4º, libro 5.º del Fuero Juzgo, inspirándose en sentimientos más conformes con la naturaleza, prohibió al padre vender, empeñar o dar a sus hijos.

Una novedad se introduce por este artículo, cual es la de reconocer a los padres naturales la patria potestad sobre el hijo, novedad que, a decir verdad, ni tiene precedentes en el derecho genuinamente español, ni aparece en conformidad con lo dispuesto en la base 4ª de la ley de 11 de Mayo de 1888, puesto que la ley del Matrimonio civil, en su art. 64, no concedió tales derechos a los padres naturales.

En Cataluña, la patria potestad es romana; en Navarra, la legislación relativa a este extremo es muy imperfecta, y en Aragón, la observancia 2ª, libro 2.º de los Fueros, que se ha interpretado por muchos como negación de la patria potestad, debe entenderse en el sentido de que esta institución es solamente una autoridad directiva confiada al padre y en su defecto a la madre.

La legislación aragonesa fue en este extremo más perfecta que la común, pues que en el derecho de Castilla no se admitió la patria potestad a favor de la madre, hasta que lo dispuso el art. 64 de la ley del Matrimonio.

²⁰ Nada hemos de decir de la muerte natural como modo de acabarse la patria potestad, pero sí de la muerte civil reconocida en sus dos manifestaciones de la deportación y la pena, por la ley 2ª, tít. 18, Partida 4ª, pero la 4ª de Toro derogó aquella ley y la muerte civil no existe en nuestra legislación, puesto que el Código penal no la reconoce.

²¹ La emancipación ha sido siempre causa de terminación de la patria potestad (ley 10, tít. 16, Partida 4ª), y puede ser de tres clases: por llegar a la mayoría de edad, voluntaria, o sea acordada por el padre y obtenida la dispensa de la edad por una gracia al sacar, y por matrimonio del varón menor, mayor de 18 años.

²² La adopción trasmite al adoptante la patria potestad que el padre natural tenía sobre el hijo adoptado. Así lo declaraba también la ley 10, tít. 16, Partida 4ª.

su viuda contrajera matrimonio y ordenado que en tal caso conservase y ejerciese la patria potestad sobre sus hijos²³.

Art. 169. El padre y, en su caso, la madre, perderán la potestad sobre sus hijos:

1.º Cuando por sentencia firme en causa criminal se le imponga como pena la privación de dicha potestad.

2.º Cuando por sentencia firme en pleito de divorcio así se declare, mientras duren los efectos de la misma²⁴.

Art. 170. La patria potestad se suspende por incapacidad o ausencia del padre o, en su caso, de la madre, declaradas judicialmente, y también por la interdicción civil²⁵.

Art. 171. Los Tribunales podrán privar a los padres de la patria potestad, o suspender el ejercicio de ésta, si tratasen a sus hijos con dureza excesiva, o si les dieran órdenes, consejos o ejemplos corruptores. En estos casos podrán asimismo privar a los padres total o parcialmente del usufructo de los bienes del hijo o adoptar las providencias que estimen convenientes a los intereses de éste²⁶.

Art. 172. Si la madre viuda que ha pasado a segundas nupcias vuelve a enviudar, recobrará desde este momento su potestad sobre todos los hijos no emancipados²⁷.

²³ No admitiendo nuestra legislación hasta 1870 la patria potestad a favor de la madre, claro es que nada dijeron las leyes sobre este particular.

Relacionando este artículo con el 160, resulta que la madre que contrae segundas nupcias pierde el usufructo sobre los bienes de sus hijos, puesto que el art. 160 dice que usufructuarán el padre o la madre los bienes del hijo que tengan en su potestad y compañía, y siendo condición indispensable para que el usufructo proceda, que la madre conserve la patria potestad, perdida ésta, perderá también el derecho a dicho usufructo. Nada dice el Código con respecto al padre, por no privar a éste de la patria potestad, aun en caso de contraer segundas nupcias. ¿Conservará el viudo o viuda el usufructo de la legítima que le haya correspondido en el concepto de heredero forzoso del cónyuge premuerto? Punto es éste que no se ha resuelto con claridad, pues sólo existe la prescripción del art. 492, de la que nos ocuparemos en la nota al citado artículo y al epígrafe de la sección 7ª del cap. 2.º, tít. 3.º, libro 3º de este Código.

Ya queda indicado que el precedente que el Código establece de imponer una especie de castigo a la madre que contrae segundas nupcias, es precepto completamente nuevo en nuestra legislación Y, por consiguiente, y en armonía con la primera de las disposiciones transitorias del Código, esto no será aplicable a las viudas que se hubieren casado antes de 1.º de Mayo de 1889, puesto que se trata de un derecho nacido bajo la legislación anterior y por hechos realizados bajo su régimen; pero sí perderán la patria potestad las madres que habiendo enviudado antes de regir el Código contraigan segundas nupcias tras entrar éste en vigor.

²⁴ De los modos de perderse la patria potestad se ocuparon diferentes leyes de las Partidas 4ª y 6ª ; las 17, tít. 40, libro 12, y 5ª, tít. 37, libro 7.º de la Nov. Recop., y las 47 y 48 de Toro. A estas causas añadían las siguientes: por la exposición de parto o sea por abandonar al recién nacido y por dignidad del hijo, es decir, por ejercer jurisdicción. Lo cual no puede acontecer hoy, pues los menores no pueden desempeñar ciertas funciones.

²⁵ Con arreglo al art. 43 del Código penal, la pena de interdicción civil lleva consigo la pérdida, mientras el penado la esté sufriendo, de la patria potestad.

²⁶ La misma disponían las leyes 18, tít. 18, y 4ª, tít. 20, Partida 4ª.

²⁷ Como hemos dejado consignado en notas anteriores, nuestra antigua legislación no reconoció la patria potestad de la madre, y, por consiguiente, nada dijo acerca de esta particularidad. Véase la nota al art. 168. Entendemos que al volver a ejercer la patria potestad recobrará el derecho de usufructuar los bienes de sus hijos; pero no hubiera estado de más una declaración concreta en este sentido.

Carmen de Burgos y el artículo 438

In Carmen de Burgos, *La mujer moderna y sus derechos*, p. 164-165

Nuestro Código penal conserva algunas de estas ventajas. Sólo el marido puede perseguir el adulterio de la mujer, y en cualquier momento, con su perdón, puede remitir la pena que se haya impuesto a la culpable. En ese caso el cómplice goza de igual beneficio.

Pero no iguala a los cónyuges en los delitos ni en las penas y tiene además el vergonzoso artículo 438, que conserva el derecho a matar, que dice así:

El marido que, sorprendiendo en adulterio a su mujer, matare en el acto a ésta o al adúltero o les causare alguna de las lesiones graves, será castigado con pena de destierro.

Si les causare lesiones de otra clase quedará exento de pena.

Estas reglas son aplicables en iguales circunstancias a los padres respecto a sus hijas menores de veintitrés años, y sus corruptores mientras aquéllas vivieran en la casa paterna.

El beneficio de este artículo no aprovecha a los que hubieren promovido o facilitado la prostitución de su mujer o hija.

Podría considerarse una circunstancia atenuante del asesinato cometido por el marido el caso de revelársele, con el hallazgo de los culpables, una traición no sospechada y que no tuviese tiempo de reflexionar. Pero en casi todos los casos, el marido sospecha primero, espía, adquiere la evidencia y en lugar de acudir a la ley se deja llevar de la cólera y comete un verdadero asesinato con premeditación. Esto es un crimen vulgar, que no debe absolverse.

Hay quien dice que en el caso de aceptarse el derecho del marido a matar a la infiel, también debe reconocerse el de la mujer a obrar de la misma manera y poder matar al marido y a su rival. Pero no es eso lo que la mujer desea, sino que se suprima ese infamante artículo para ambos. Recientemente algunos jurados de Francia y América han absuelto a mujeres que mataron a maridos infieles. En el Brasil, el jurado absolvió a la señora América Araujo Penque, que utilizó el derecho de matar al esposo cogido *in fraganti*.

La mujer en el Código de Comercio

In Géraldine Scanlon, *La polémica feminista en la España contemporánea*, p. 128

Los siguientes artículos del Código de Comercio dejan bastante claro hasta qué punto una mujer dedicada a los negocios dependía de la buena voluntad de su marido:

Art. 6.-La mujer casada mayor de veintiún años podrá ejercer el comercio con autorización de su marido consignada en escritura pública, que se inscribirá en el Registro Mercantil.

Art. 8.-El marido podrá revocar libremente la licencia concedida tácita o expresamente a su mujer para comerciar, consignando la revocación en escritura pública, de que también habrá de tomarse razón en el Registro Mercantil, publicándose además, en el periódico oficial del pueblo, si lo hubiere, o en otro caso en el de la provincia, y anunciándolo a sus corresponsales por medio de circulares ...

Art. 9.-La mujer que al contraer matrimonio se hallare ejerciendo el comercio, necesitará la licencia de su marido para continuarlo.

Esta licencia se presumirá concedida ínterin el marido no publique en la forma prescrita en el artículo anterior la cesación de su mujer en el ejercicio del comercio.

Educación

Legislación en las últimas décadas del XIX y tasas de escolarización

In Pilar Ballarín Domingo, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, p. 43-46

La Ley de Instrucción Pública de 9 de septiembre de 1857, más conocida como Ley Moyano, estableció la obligación de crear escuelas de niños y también de niñas. Pero esta ley, punto de arranque de la educación pública y obligatoria de las chicas, es, sin embargo, reflejo de la falta de convicción en la medida política adoptada. Frente a la norma de obligado cumplimiento que acompaña a todo lo referente a la educación de los chicos, permisiones y meras recomendaciones acompañan a las disposiciones referidas a las chicas. Obligaba a que se crearan escuelas elementales completas de niños pero permitía que las de niñas fueran incompletas (Art. 100). Mientras obligaba a la creación de Escuelas Normales de Maestros (Art. 109), dejaba únicamente en recomendación la creación de las de Maestras (Art. 114). En correspondencia, no se exigiría para obtener el título de maestra igual preparación que a los maestros y el sueldo de éstas se estableció en un tercio menor que el de aquéllos.

La más evidente de las discriminaciones curriculares era la que se producía en las asignaturas del plan de estudios en el que se decía que las niñas cursarían Labores propias del sexo; Elementos de Dibujo aplicado a las mismas labores y Ligeras nociones de Higiene doméstica; mientras los niños, en su lugar, estudiaban Breves nociones de Agricultura, Industria y Comercio; Principios de Geometría, Dibujo lineal y Agrimensura y Nociones generales de Física y de Historia natural. Aunque el resto de las asignaturas eran comunes en su denominación (Doctrina cristiana y nociones de Historia sagrada acomodadas a los niños, Lectura, Escritura, Principios de Gramática castellana, con ejercicios de Ortografía y Principios de Aritmética con el sistema legal de medidas, pesas y monedas), diferirían en su desarrollo al no garantizar igual preparación a maestros que a maestras, encargados de impartirlas.

Estas diferencias de formación se pueden apreciar en el Reglamento de exámenes de Maestro de primera enseñanza (Real Decreto de 15 de Junio de 1864); que, en consonancia con una ley que no obligaba a la creación de Normales de Maestras, no exigía que ellas hubieran hecho los estudios en una Escuela Normal.

La omisión del femenino en el articulado de las leyes no puede entenderse como utilización del masculino como genérico —cada vez que se refería a las mujeres se hacía explícitamente—. No se necesitaba mencionar la exclusión de lo impensable: que las mujeres pudieran aspirar a otros estudios. Este conflicto se evidenciará cuando algunas pretendieron estudiar secundaria o acceder a la Universidad, como se verá más adelante.

En 1858 se creó la Escuela Normal Central de Maestras, y con cierta lentitud fueron apareciendo en el resto de las provincias. El Sexenio Revolucionario (1868-1875) no tuvo gran significado para la educación de las mujeres en lo que al sector público se refiere, pero sí en las iniciativas privadas.

Cuadro 2.1. *Escolarización por sexos en 1849-1885*
(Cortada, 1988: 30 y 33).

Años	Niños	Niñas	% niños	% niñas
1849	516.117	153.400	77	22
1855	680.714	332.471	67	33

1865	898.662	511.754	64	36
1870	778.868	522.749	59	41
1880	922.280	758.560	55	45
1885	930.820	805.997	54	46

A medida que avanza el siglo se aprecia una tendencia a la nivelación entre los niños y niñas escolarizados, muy lejos sin duda del total de la población en edad escolar. Hay que tener en cuenta también que las cifras de inscripción en las escuelas no reflejan la inasistencia que era muy común en este periodo tanto en niños como en niñas. Estas cifras totales de escolarización engloban al alumnado acogido a centros públicos y privados que también va sufriendo una interesante evolución.

Cuadro 2.2. *Proporción de la escolarización en centros públicos y privados en 1855-1885*
(Cortada, 1880: 33).

Años	Centros públicos		Centros privados	
	% niñas	% niños	% niñas	% niños
1855	31	69	44	56
1865	34	66	52	48
1870	40	60	49	51
1880	34	57	54	46
1885	45	55	54	46

Puede observarse que, en los años ochenta, el porcentaje de niñas escolarizadas en la enseñanza privada es superior al de los niños. Este aumento es debido al incremento de escuelas religiosas dedicadas a la enseñanza durante este período.

El incremento de la escolarización femenina, sobre todo a partir del Sexenio, no se vio reflejado en la evolución del analfabetismo, que mantuvo cifras muy elevadas durante todo el siglo XIX.

Cuadro 2.3. *Índices de analfabetismo en 1860-1900.*

Años	% mujeres	% varones
1860	86	64
1877	80	62
1887	76	58
1900	71	55

El corto periodo de escolarización obligatoria, de 6 a 9 años, el absentismo escolar, la falta de estímulos ambientales que propiciaran y exigieran la práctica lecto-escritora y la escasa formación recibida hacen que los índices de analfabetismo se mantengan muy elevados durante todo el siglo XIX.

La política educativa e iniciativas para la educación de las mujeres en el primer tercio del siglo XX

In Pilar Ballarín Domingo, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, p. 88-91

Son numerosas las iniciativas con respecto a la educación de las mujeres, tanto públicas como privadas, que producirán una mayor presencia escolar en los niveles obligatorios, una formación más amplia en algunos sectores femeninos llegando a tener presencia, aunque minoritaria, en los estudios universitarios y en consecuencia, una reducción de las tasas de analfabetismo y una mayor presencia en los espacios públicos y políticos.

Cuadro 4.2. *Evolución de la escolarización primaria (porcentaje sobre población escolar de cada sexo).*

Curso	Niños	Niñas
1909-1910	52,9	47,1
1916-1917	51,0	49,0
1928-1929	51,4	48,6
1932-1933	53,2	50,1
1935-1936	53,7	51,3

Cuadro 4.3. *Evolución del grado de instrucción en 1900-1930 en porcentajes (Capel, 1986: 363).*

Años	Saben leer y escribir		No saben leer ni escribir	
	V	M	V	M
1900	42,1	25,1	55,8	71,4
1910	45,9	31,7	52,5	65,8
1920	52,5	40,5	46,3	57,8
1930	61,4	50,1	36,9	47,5

En los primeros años del siglo, 1901, se establecen programas comunes para ambos sexos en la enseñanza primaria (R. D. de 26 de octubre), nombrando por primera vez al año siguiente, 1902, vocales mujeres en las Juntas provinciales y municipales de Instrucción pública (R. D. de 2 de septiembre). Este nuevo plan de estudios ampliaba de manera notable sobre todo la educación que venían recibiendo las niñas, aunque las labores propias del sexo seguían formando parte de su educación específica. En adaptación a estos cambios, los programas en las Escuelas Normales se ampliarán unificándose los de las Normales masculinas y femeninas, aunque también las maestras recibirán formación de corte y labores. Habrá que esperar al Decreto de 29 de septiembre de 1931 para que las Escuelas Normales sean mixtas. Mientras tanto, en 1909 (R. D. de 3 de junio), se creará la Escuela de Estudios Superiores de Magisterio para la formación de inspectores y profesorado de Normal —grado que se había

suprimido en 1901 en las Normales de Primera Enseñanza—. En ésta habrá un reparto equitativo de plazas entre alumnos y alumnas.

La Ley de 23 de junio de 1909 ampliará la escolaridad obligatoria hasta los 12 años —originariamente hasta los 10—, y nuevos Reales Decretos de 7 de febrero y de 23 de junio de 1913 darán lugar a la creación de diez plazas de Inspección femenina (actividad desarrollada hasta esta fecha sólo por varones), que se ampliarán a diez más en 1914. El número de inspectoras seguirá ampliándose y en los años treinta significará ya la tercera parte del cuerpo. Otro R. D. de 4 de abril y la Orden de 1 de junio del mismo año establecían la creación de 14 escuelas de adultas en Madrid y otras tantas en Barcelona.

El R. D. de 25 de febrero de 1911 abre la puerta a la enseñanza mixta con objeto de graduar la enseñanza. La existencia de este decreto y su limitada aplicación evitaron que, años más tarde, el primer Gobierno republicano estableciera la obligatoriedad de la enseñanza mixta en la escuela primaria.

Las enseñanzas profesionales se amplían en estos años. En 1904 se establece una nueva titulación de Matrona, y en 1911 se crean la Escuela Central de Idiomas (R. D. de 1 de enero) y la Escuela de Hogar y Profesional de la Mujer. Esta última, creada por la Ley de Presupuestos de 1911 y el R. D. de 7 de diciembre de este mismo año, supuso una amplia oferta educativa, que comprendía cursos generales de capacitación doméstica y profesionales que se dividieron en Artístico-Industriales, Comerciales y, posteriormente, los estudios de Institutriz (R. D. de 24 de marzo 1915). En 1916 aparecerá el título de taquígrafa-mecanógrafa, y en 1917 la titulación de enfermera.

Una R. O. de 8 de marzo de 1910 reconoce el derecho de las mujeres a matricularse libremente en todos los centros de enseñanza oficial, al derogar la Orden de 11 de Junio de 1888 por la cual las mujeres debían pedir permiso especial para matricularse oficialmente. Meses más tarde (R. O. de 2 de septiembre) se dio validez legal a los títulos obtenidos por las mujeres para el ejercicio de todas las profesiones relacionadas con el Ministerio de Instrucción Pública y se les permitió acceder a las oposiciones y concursos en iguales condiciones, como ya se mencionó. Este mismo año, Emilia Parda Bazán fue nombrada Consejera de Instrucción Pública (R. D. De 21 de julio), y en 1915 se convertirá en la primera mujer que ocupe una cátedra en la Universidad española, la de Literatura Románica en la Universidad Central.

El creciente número de alumnas en la segunda enseñanza, sobre todo en las grandes ciudades, comienza a dificultar la división de sexos en la misma aula, considerada recomendable, y provoca en 1929 la creación de dos Institutos femeninos de segunda enseñanza, una en Madrid (“Infanta Beatriz”) y otro en Barcelona (“Infanta Cristina”) (R. D. de 14 de noviembre). En Barcelona, ya en 1910, funcionaba una sección en el Instituto para las mujeres a cargo del Ayuntamiento, que en 1918 contaba ya con 343 alumnas matriculadas. En 1930 pasaron a ser Institutos Nacionales con las denominaciones de Instituto Cervantes e Instituto Maragall. En la provisión de cátedras se dio preferencia a las aspirantes femeninas, hecho que se considera discriminatorio por parte de los colegas varones y que, sin duda, potenció que, en 1931, se estableciera en éstos la enseñanza mixta sometiendo los Institutos femeninos al régimen general de los demás Institutos (D. de 28 de agosto de 1931).

El alumnado universitario experimenta un aumento importante durante la Dictadura de Primo de Rivera, que se aprecia también en el crecimiento de la presencia de mujeres en los primeros años de la Dictadura. El decrecimiento posterior se achaca a la reforma de los estudios superiores, la implantación del examen de Bachillerato Universitario y al enrarecido ambiente de los últimos años de este gobierno. A pesar de que un gran número de ellas se encontraba matriculadas en la enseñanza no oficial, su protagonismo en las revueltas estudiantiles de 1929 que dio lugar al encarcelamiento en Madrid de cuatro de ellas, nos da idea de su creciente participación.

Legislación laboral

La regulación de la actividad laboral de las mujeres

In Pilar Ballarín Domingo, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX-XX)*, p. 86-88

En 1900 las mujeres con actividades remuneradas son 1.382.600 (18,3% del total de la población activa y 14,5% del total de mujeres en edad laboral), con una clara concentración en determinadas actividades económicas (Capel, Rosa M.: “Debate, conquistas y expectativas de la educación de la mujer española durante la Edad de Plata”, en *Mujer y Educación en España*, 1990: 753).

Agricultura	779.359	56,4% de las asalariadas
Servicio doméstico	264.021	21,4% de las asalariadas
Industria domiciliaria del vestido y tocado	92.974	6,7% de las asalariadas
Industria textil (concentrada en Barcelona)	51.519	3,7% de las asalariadas

A pesar de que España había sido el único país que se había abstenido de votar, en la Conferencia Internacional del Trabajo de Berlín de 1890, a favor de una ley que protegiera el trabajo de las mujeres, en el primer tercio del siglo XX se sucederán las leyes reguladoras (Scanlon, 1986; Capel, 1986) que se producen, en ocasiones contra su voluntad.

La primera ley importante con respecto al trabajo de las mujeres fue la del 3 de marzo de 1900, que regulaba también el trabajo de los niños menores de 16 años y prohibía a las mujeres menores de 23 años el trabajo en las imprentas²⁸.

Cuadro 4.1. *Otras leyes reguladoras del trabajo de las mujeres*
(Capel, 1986: 79-101).

Ley de 8 de enero de 1907: Prolongó el período de descanso a tres semanas.
R. D. de 25 de junio de 1902: Estableció la jornada laboral máxima en 11 horas diarias o 66 semanales.
R. D. de 25 de enero de 1908: Prohibía el trabajo en industrias que comportaran riesgo para la salud, como que las niñas menores de 16 años trabajaran en máquinas de coser de pedal.
Ley de 27 de febrero de 1912, “ley de la silla”: Obligaba a que dispusieran de una silla las mujeres que trabajaran en la industria y el comercio.
Ley de 10 de junio de 1912: Prohibía a las mujeres lidiar con reses bravas.
ley de 11 de junio de 1912: Prohibía el trabajo nocturno de las mujeres en fábricas y talleres.
D. Ley de 8 de junio de 1925: Establecía el descanso dominical obligatorio.
D. ley de 15 de agosto de 1927: Establece un período mínimo de doce horas entre dos jornadas laborales consecutivas. Y deroga la ley de 1912.

²⁸ Porque los impresos podían “herir su moralidad”, como lo explica Scanlon, *op. cit.*, p. 89.

La prohibición del trabajo nocturno en la industria no se cumplía, pues las mismas trabajadoras la rechazaban y los empresarios se escudaban en falta de reglamento. La Ley sobre el descanso de 1927, que deroga ésta, evitará que se desarrollara un reglamento.

En 1926 se regula el trabajo a domicilio, que no había sido atendido por las leyes anteriores. Se creó el Patronato del trabajo a domicilio y se estableció igual retribución para hombres y mujeres en igualdad de trabajo o profesión.

Pero el crecimiento del comercio, los transportes, los servicios y la burocracia en general, en el primer tercio del siglo, requerían nuevos profesionales y el empleo de las mujeres, por primera vez, se presenta adecuado para las clases medias que sufren en estos años un importante desequilibrio económico. Para este sector la educación de las mujeres se convierte en un paso necesario para su acceso al mundo laboral. Se produce en estos años un cambio en los discursos sobre la inferioridad de las mujeres y se empieza a considerar que ésta es fruto de la educación recibida, paso fundamental para comenzar a considerar su educación.

Tres medidas se pueden destacar como promotoras de nuevas formas de incorporación laboral de las mujeres (Capel, 1986: 88):

- a) La Real Orden de 2 de septiembre de 1910, por la que se declaraba libre el acceso de las mujeres a las profesiones relacionadas con el Ministerio de Instrucción Pública y Bellas Artes.
- b) El Estatuto de funcionarios públicos de 1918, que permitía que las mujeres pudieran servir al Estado en todas las clases de la categoría de Auxiliar, dejando a los Reglamentos las funciones técnicas a las que se podría o no admitir.
- c) El Real Decreto de 26 de noviembre de 1926, que permitía el acceso de las mujeres a la Real Academia.

Si bien las condiciones demográficas y la coyuntura político-social de la Segunda República propiciaban tanto la incorporación de las mujeres al trabajo como la mejora de sus condiciones, el arraigo del modelo de la mujer en el hogar y la crisis del capitalismo hicieron de freno en su contra (Núñez, Gloria: *Trabajadoras en la Segunda República*. Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales, Madrid, 1989: 667).

La coyuntura económica entre 1931-1936 —estancamiento— no fue favorable al crecimiento del empleo de las mujeres: aun más las condujo al paro; y aunque en la legislación laboral se avanzó hacia la igualdad como en los derechos civiles, no se acabó con la discriminación. Las condiciones laborales siendo más negativas que las de sus compañeros.

III- Del Sexenio Democrático a la II República : de la cuestión femenina al surgimiento de un movimiento feminista

El Sexenio Democrático: educación y militancia republicana

Francisco Pi y Margall, “La misión de la mujer en la sociedad” (1869)²⁹

In G de la Fuente Monje y R. Serrano García, *La revolución Gloriosa. Un ensayo de regeneración nacional (1868-1874)*, p. 106-107

Mucho se ha dicho sobre la mujer, mucho se ha escrito ; mucho se ha encarecido su importancia por unos, mucho se ha rebajado por otros. Yo me atrevo desde luego a afirmar que es un elemento altamente civilizador ; que es uno de los elementos que más poderosamente pueden contribuir al desarrollo de los adelantos humanos.

¿Cómo ? me preguntaréis. ¿Será acaso sacándola del estrecho círculo en que vive, y lanzándola por el camino de la ciencia, de la política, de la literatura y del arte ? No niego yo a la mujer grandes facultades intelectuales ; lo que sí creo es que no es ésa la senda por donde puede cumplir su misión en el mundo.

Hay, ciertamente, en los pueblos modernos, y más aún en los extranjeros que en el nuestro, cierta tendencia, no sólo a que la mujer sea política y literata, sino, también a que entienda de industria y de comercio. Pero en esos pueblos suele observarse que los lazos de la familia se relajan de día en día, que la mujer pierde las bellas cualidades de su sexo, sin adquirir las del hombre, y que, lejos de ser un elemento civilizador, pasa a ser un elemento perturbador. [...]

No es ese camino el que yo quisiera que la mujer siguiese ; no fuera sino dentro del hogar doméstico, creo que debe llenar su misión. [...]

Señoras y señoras: la principal misión de la mujer está en fortalecer el sentimiento, en alimentarle, en darle fuerza, en hacerle la base de la actividad y de la inteligencia. Empeñado el hombre, como decía hace poco, en las rudas y trabajosas luchas de la vida, baja no pocas veces al fondo de sus hogares, triste, contrariado, agobiado por los desengaños, por la ingratitud, por la mala fe de las personas con quienes trata. La mujer tiene entonces la dulce y delicada tarea de despertar en el hombre el sentimiento, [...] de recordarle que hay a su alrededor almas bellas y puras, familias desgraciadas, que necesitan tal vez de su amparo, una patria a quien servir, una humanidad por la cual vivir, y si es preciso, sacrificarse.

¿Se quiere entonces, se me dirá, que la mujer sea también política? ¿Se quiere que la mujer tercie también en las ardientes luchas de los partidos? No, a buen seguro, no creo que la mujer deba nunca mezclarse en nuestras luchas civiles; no creo ni aun que deba tomar parte en esas manifestaciones ruidosas que de algún tiempo acá vemos entre nosotros; no creo que ni deba hacer exposiciones en pro ni en contra de tales o cuales principios que es estén agitando; pero creo, sí, que puede y debe influir en la política, sin separarse del hogar doméstico.

La mujer, que es todo amor, todo sentimiento, ¿cómo no se ha de interesar, por ejemplo, por que se declare cuanto antes abolida la esclavitud de los negros en nuestras colonias? La mujer, que es todo amor, todo sentimiento, ¿cómo no se ha de interesar porque se mejore la suerte de las clases trabajadoras, que, con ser el nervio y la riqueza del estado, son las que más directa e inmediatamente sufren las consecuencias de nuestras crisis políticas y económicas? [...] Puede la mujer influir en la marcha política de los pueblos; pero ejerciendo su acción sobre su marido, su padre, sus hermanos, sus hijos si los tiene, inflamándolos en el santo amor de la humanidad y de la patria. Lo repito: en el hogar doméstico, no fuera de él, ha de cumplir la mujer su destino. [...]

Mas, ¿podrá la mujer siendo ignorante, llenar tan difícil misión? Yo he dicho que no creo que la mujer deba entregarse por completo al estudio de las ciencias, de la literatura, de las artes; pero, al decir esto, no he querido decir que no deba instruirse. Estoy, por lo contrario, en que no puede llenar su fin moral sin una instrucción muy vasta, muy extensa. ¿Por dónde había de poder ser la maestra de sus hijos, si no tuviera nociones, por decirlo así, enciclopédicas, si no conociera las ciencias de la naturaleza, hasta la higiene, para saber qué es lo que puede mantener la salud y desarrollar las fuerzas de sus hijos? ¿Cómo había de ser posible que la mujer formara el corazón y la conciencia de sus hijos, si no conociera perfectamente las leyes de la moral y no se inspirara en la ciencia de lo justo y de lo injusto? Es necesario que esa instrucción sea cada día mayor y más extensa, si ha de llegar la mujer a realizar sus altos destinos.

²⁹ Esta conferencia forma parte del ciclo de Conferencias dominicales para la mujer celebradas a iniciativa de Fernando de Castro en 1869.

Carolina Pérez, La mujer en democracia (1872)

In G de la Fuente Monje y R. Serrano García, *La revolución Gloriosa. Un ensayo de regeneración nacional (1868-1874)*, p. 105-106

Hoy que en España se desenvuelve el pensamiento en todo su esplendor ; hoy que la independencia es el grito que lanzan todos los corazones, también la mujer ha sentido el hálito de la libertad, también la ha visto descender del cielo ; y al rodear la cuna de sus hijos, romper sus cadenas eslabón a eslabón. Romperla, sí, que era tiempo que la mujer pidiera el uso de sus derechos. Hombres, que nos creéis destinadas a vivir en la oscuridad ; hombres para quienes la mujer es una pobre avejilla que debe sólo cantar dentro de su jaula, mirad al cielo y preguntad a Dios si os dio a vosotros un alma para ser libres, y a la mujer un corazón para vivir gimiendo.

La mujer no es ya una cosa, un mueble de lujo, como la consideró el pueblo hebreo; la mujer tiene un destino que cumplir en la vida; no es ya la sierva de su señor, como la consideró la Edad Media; la mujer es hermana del hombre. No es una perla prendida por adorno a la humanidad, como ha sido considerada después; la mujer es la llave del gran arcano de la vida. Huyeron los tiempos de Salomón; derrumbáronse los feudales castillos; pasaron las rancias preocupaciones.

La mujer conoce sus derechos, y la esclavitud y el oscurantismo han desaparecido para siempre entre las vueltas misteriosas del tiempo; llegó la luz, huyó la sombra.

Alguien habrá que pregunte aún : ¿Y cuáles son los derechos de la mujer ? Oíd : la mujer es un ser apto para pensar, ¿por qué no ha de decir que piensa ? La mujer razona, ¿por qué no ha de figurar en la escala social ? La mujer siente, aspira, tiene ideas de libertad, de emancipación ; ¿por qué no ha de tener su puesto en la vida del progreso ? ¿Hay quién rechaza estos derechos ? ¿Hay quién crea un absurdo esta doctrina ? Pues que tienda la vista más allá del Océano, y contemple la marcha de un gran pueblo, que brinda paz al universo entero. En *Norte América*, en aquella república floreciente, la mujer es libre, trabaja, comercia, desempeña cargos públicos, puede por sí sola atender a las necesidades de su vida, aprende la virtud desde su infancia, ama a su patria como ama a su esposo, a sus hijos ; allí la mujer está educada, allí la libertad tiene su trono.

Estos son los derechos que pedimos ; estos son los sueños que durante tanto tiempo hemos acariciado en la monotonía de nuestros hogares, y... convenceos, no conseguiréis hacer una humanidad libre mientras la mujer no sea libre también. Que la mujer se eduque y será buena esposa ; que la mujer sea libre y enseñará a sus hijos.

Ciudadanos, arrojemos el yugo que siglos opresores colocaran sobre nuestros hombros ; y vosotras, compañeras de nuestra infancia, unid a la nuestra vuestras voces dulcísimas, y al murmurar una oración a Dios por la emancipación de nuestro sexo, elevemos un himno a la regeneración de nuestra patria.

De la mujer, dictamen aprobado por el congreso de la FRE (Federación Regional Española) en Zaragoza (abril de 1872)

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936*, p. 299-301

De la mujer, dictamen aprobado por el congreso de la FRE en Zaragoza (abril de 1872) sobre una proposición procedente del congreso de Barcelona, acerca de « la emancipación de la mujer de todo trabajo que no sea doméstico ». (in Anselmo Lorenzo, *El proletariado militante*, 1914)

A nuestro juicio esta proposición es hija de una preocupación ; está inspirada en un sentimentalismo tradicional que debe desaparecer delante de las observaciones y conocimientos con que cada día se enriquece la ciencia social, porque ante todo está la fatalidad económica y la verdad.

Los que quieren emancipar a la mujer del trabajo para que se dedique exclusivamente al hogar doméstico, al cuidado de la familia, suponen que ésta es únicamente su misión, por lo cual afirman tiene facultades especiales que se contarían sacándola de lo que ellos llaman su centro.

Los que esto afirman, suponen que la actual constitución de la familia es imperecedera, y éste es el fundamento principal de su opinión. Pero los hechos, siguiendo una lógica severa, independiente de todo sentimentalismo y de toda preocupación, variando las condiciones económicas de las sociedades, sobre todo la forma de la propiedad, varían también las instituciones sociales.

Por eso nos limitaremos a exponer las siguientes consideraciones:

La mujer es un ser libre e inteligente, y, como tal, responsable de sus actos, lo mismo que el hombre ; pues si esto es así, lo necesario es ponerla en condiciones de libertad para que se desenvuelva según sus facultades. Ahora bien ; si relegamos a la mujer exclusivamente a las faenas domésticas, es someterla, como hasta aquí, a la dependencia del hombre, y por tanto, quitarle su libertad.

¿Qué medio hay para poner a la mujer en condiciones de libertad ? No hay otro más que el trabajo. Pero se dirá : el trabajo de la mujer es origen de grandes inmoralidades, causa de degeneración de la raza y perturba la relación entre el capital y el trabajo en perjuicio de los trabajadores, por la concurrencia que les hacen las mujeres. A esto respondemos : la causa de estos males no está en el trabajo de la mujer, sino en el monopolio que ejerce la clase explotadora ; transfórmese la propiedad individual en colectiva, y se verá cómo cambia todo por completo. [...]

[...] Creemos que nuestro trabajo acerca de la mujer es hacerla entrar en el movimiento obrero, a fin de que contribuya a la obra común, al triunfo de nuestra causa, a la emancipación del proletariado, porque así como ante la explotación no hay diferencia de sexo, tampoco debe haberla ante la justicia.

Las pioneras : Concepción Arenal (1820-1893) y Emilia Pardo Bazán (1851-1921)

Concepción Arenal, *La mujer del porvenir*, 1868 (fragmentos)

In www.cervantesvirtual.com

Capítulo 1: Contradicciones

[...] Una mujer puede llegar a la más alta dignidad que se concibe, puede ser madre de Dios: descendiendo mucho, pero todavía muy alta, puede ser mártir y santa, y el hombre que la venera sobre el altar y la implora, la cree indigna de llenar las funciones del sacerdocio. ¿Qué decimos del sacerdocio? Atrevimiento impío sería que en el templo osara aspirar a la categoría del último sacristán. La lógica aquí sería escándalo, impiedad.

Si del orden religioso pasamos al civil, las contradicciones no son de menor bulto. ¿Cómo una mujer ha de ser empleada en Aduanas o en la Deuda, desempeñar un destino en Fomento o en Gobernación? Sólo pensarlo da risa. Pero una mujer puede ser jefe del Estado. En el mundo oficial se la reconoce aptitud para reina y para estanquera; que pretendiese ocupar los puestos intermedios, sería absurdo. No hay para qué encarecer lo bien parada que aquí sale la lógica

[...] Si la ley civil, mira a la mujer como un ser inferior al hombre, moral e intelectualmente considerada, ¿por qué la ley criminal le impone iguales penas cuando delinque? ¿Por qué para el derecho es mirada como inferior al hombre, y ante el deber se la tiene por igual a él? ¿Por qué no se la mira como al niño que obra sin discernimiento, o cuando menos como al menor? Porque la conciencia alza su voz poderosa y se subleva ante la idea de que el sexo sea un motivo de impunidad: porque el absurdo de la inferioridad moral de la mujer toma aquí tales proporciones que le ven todos: porque el error llega a uno de esos casos en que necesariamente tiene que limitarse a sí mismo, que transigir con la verdad y optar por la contradicción. Es monstruosa la que resulta entre la ley civil y la ley criminal; la una nos dice: «Eres un ser imperfecto; no puedo concederte derechos.» La otra: «Te considero igual al hombre y te impongo los mismos deberes; si faltas a ellos, incurrirás en idéntica pena.»

La mujer más virtuosa e ilustrada se considera por la ley como inferior al hombre más vicioso e ignorante, y ni el amor de madre, ☒ ni el santo amor de madre!, cuando queda viuda, inspira al legislador confianza de que hará por sus hijos tanto como el hombre. ☒ Absurdo increíble!

Es tal la fuerza de la costumbre, que saludamos todas estas injusticias con el nombre de derecho.

Podríamos recorrer la órbita moral y legal de la mujer y hallaríamos en toda ella errores, contradicciones e injusticias. La mitad del género humano, la que más debiera contribuir a la armonía, se ha convertido por el hombre en un elemento de desorden, en un auxiliar del caos, de donde salen antagonismos y luchas sin fin.

Los problemas de la mujer en sus relaciones con el hombre y con la sociedad, están siempre más o menos fuera de la ley lógica. ¿Es esto razonable?, ¿es racional siquiera? No hay más que una razón, una lógica, una verdad. El que quiera introducir la pluralidad donde la unidad es necesaria, introduce la injusticia y con ella la desventura.

Si supiera el hombre que nunca se equivoca impunemente, buscaría el acierto con mayor solicitud. Nosotros, que tenemos esta íntima persuasión, procuraremos desvanecer los errores que existen con respecto a la mujer. Tal es el objeto del presente escrito.

Capítulo 2: Inferioridad de la mujer. Cuestión fisiológica

Después de haber manifestado que las contradicciones en las leyes y en las costumbres con respecto a la mujer prueban los errores que acerca de ella existen, nos parece lógico

investigar si su inferioridad social es consecuencia de su inferioridad orgánica; si así como su sistema muscular es más débil, su sistema nervioso es también más imperfecto; si hay en ella una desigualdad congénita que la rebaja; si su cerebro, en fin, es un instrumento del alma menos apropiado que el del hombre para las profundas meditaciones y los elevados pensamientos.

En los tiempos en que la fuerza material lo era todo, se comprende que la mujer no fuese nada. La inferioridad de sus músculos debía hacer imposible la sanción de sus derechos, y en sociedades formadas por los combates y para los combates, ¿qué consideración había de merecer en la paz la que era inútil en la guerra?

Las sociedades modernas están lejos de haberse limpiado de la lepra de sus preocupaciones. Hijas de la conquista, no han renunciado del todo a la desdichada herencia de su madre, y aun hay leyes que parecen escritas con una lanza, costumbres formadas en el campamento romano, y opiniones salidas del castillo feudal. No obstante, el progreso es visible, la fuerza es cada vez menos fuerte, y en casi todas sus manifestaciones paga tributo a la inteligencia. Aflige, es cierto, ver la profanación de la ciencia aplicada a la guerra y convertida en elemento de destrucción; pero la gran ley providencial no se infringe: la sociedad, como el hombre, se mejora ilustrándose; en su cólera, es menos feroz, y cuanto más ciencia se emplea en la guerra, hay en ella menos crueldad: aun en el campo de la fuerza la victoria corresponde en adelante a los que saben más.

Si mucho en el presente, si más en el porvenir depende de la inteligencia, preciso será discutir si la de la mujer es realmente inferior a la del hombre, y si esta inferioridad es orgánica, o lo que es lo mismo, si es obra de la Naturaleza. Consultemos para esta discusión a un gran maestro de la anatomía y de la fisiología del cerebro, a Gall, y como su opinión está conforme con la de otros muchos, veamos si se halla fundada en hechos y razones, o si el gran observador, tan circunspecto casi siempre, resolvió esta cuestión sin meditarla bastante.

«Sólo por la diferente organización de los dos sexos, dice el Dr. Gall, puede explicarse cómo ciertas facultades son más enérgicas en el hombre y otras en la mujer.

«El cerebro de la mujer está generalmente menos desarrollado en su parte anterior-superior, y por eso, por lo común, las mujeres tienen la frente más estrecha y menos elevada que los hombres.

»Las mujeres, en cuanto a sus facultades intelectuales, son generalmente inferiores a los hombres.

»Si tales debilidades (la superstición y la fe en oráculos, sueños, presagios, etc.) son más bien propios de las mujeres, aunque sean muy instruidas y de talento, la razón es que, generalmente, la parte cerebral anterior-superior adquiere un desarrollo mucho menor en las mujeres que en los hombres, y que, por consiguiente, apenas les ocurre que no puede haber ningún suceso, ningún efecto sin causa.»

Por lo que dejamos copiado, y por otras citas que podríamos hacer de la misma obra, se ve que, en opinión de Gall, la inferioridad intelectual de la mujer es orgánica. Veamos ahora si al afirmarlo así, apoyándose en el menor volumen de la parte anterior-superior de la cabeza de la mujer, no está en contradicción consigo mismo y con los hechos.

«La energía de las funciones (del cerebro) no depende solamente del tamaño de los órganos, sino también de su irritabilidad.

»Las mujeres están dotadas de una irritabilidad más pronta y de una sensibilidad más exquisita.

»La perfección, con la cual los sistemas nerviosos diferentes del encéfalo llenan sus funciones, no depende de ningún modo de la masa mayor o menor del cerebro, sino de su propia organización más o menos perfecta. ¿No vemos ciertos insectos dotados de un tacto, de un oído, de un gusto sumamente delicados, aunque su cerebro es muy sencillo y muy pequeño?

»Vemos, además, que la naturaleza con masas cerebrales extraordinariamente pequeñas, llega a producir los efectos más admirables; ¿quién no recuerda aquí la hormiga, la abeja etc., etc.? »Por más que el hombre esté organizado de la manera más perfecta, el ejercicio es indispensable para aprender a combinar muchas ideas relativamente a ciertos objetos».

Resulta, pues, que el mismo autor que da como cosa cierta la inferioridad intelectual de la mujer, apoyándose en el volumen menor de su frente, afirma que la energía de las funciones del cerebro no depende solamente de su tamaño; que con masas cerebrales muy pequeñas, la naturaleza produce los efectos más admirables; que la IRRITABILIDAD de los órganos influye en la energía de las funciones, con todo lo demás que acabamos de ver. Fijémonos bien en esta última circunstancia: la irritabilidad. Gall dice, y todo el mundo sabe, que el sistema nervioso de la mujer es más irritable; el vulgo dice que es más nerviosa, y está fuera de duda que su sistema nervioso tiene más actividad. Siendo, pues, más activo, ¿no podrá hacer el mismo trabajo intelectual con menor volumen? ¿No vemos esto mismo en muchos hombres más inteligentes que otros, cuya frente es mucho mayor? Cualquiera que haya observado cabezas y comparado inteligencias, ¿puede dudar de que en muchos casos la calidad de la masa cerebral suple la cantidad?

Además, según la experiencia lo aconseja, y el autor que vamos refutando lo hace, no se han de apreciar las masas cerebrales teniendo en cuenta su volumen absoluto, sino el relativo; de otro modo, el elefante y muchos cetáceos serían más inteligentes que el hombre. Apreciando, pues, como se debe, el volumen de la cabeza de la mujer, no de una manera absoluta, sino relativa, ¿resultará menor que la del hombre? Si su cuerpo es menor, ¿no ha de serlo la masa cerebral?

No siendo el diámetro del occipital al frontal, que es mayor en la mujer, lo cual atribuye Gall al mayor desarrollo del órgano del amor a los hijos; no siendo este diámetro, decimos, todos los demás de la cabeza de la mujer son menores que los de la del hombre, o lo que es lo mismo, la cabeza de la mujer es más pequeña. Si fuera necesaria la igualdad de volumen para que la energía en las funciones fuese la misma, la inferioridad de la mujer sería para todo. Sus sentidos serían más torpes, y siguiendo a Gall en su clasificación de facultades, sería menor su circunspección, su instinto de localidad, su amor a la propiedad, su sentimiento de la justicia, su disposición para las artes, etcétera, etc. Nada de esto sucede: en la mayor parte de las facultades la mujer es igual al hombre; la diferencia intelectual sólo empieza donde empieza la de la educación. Los maestros de primeras letras no hallan diferencia en las facultades de los niños y de las niñas, y si la hay, es en favor de éstas, más dóciles por lo común y más precoces.

En la gente del pueblo, entre los labradores rudos y siempre que los dos sexos están igualmente sin educar, ¿qué observador competente puede decir con verdad que nota en el hombre superioridad intelectual? En los matrimonios de esta clase, la autoridad del marido se apoya en su fuerza muscular; de ningún modo en la de su inteligencia.

Dice el doctor Gall que el órgano del cálculo está generalmente menos desarrollado en las mujeres que en los hombres; pero nunca hemos visto que los niños cuenten mejor que las niñas antes de aprender aritmética, ni que los hombres del pueblo que no la saben manifiesten mayores disposiciones para el cálculo que las mujeres.

Bien podría suceder también, que como la forma del cráneo depende de la del cerebro, y todo órgano aumenta con el ejercicio y disminuye en la inacción, bien podría suceder, decimos, que no cultivando las mujeres ciertas facultades, los órganos del cerebro correspondientes menguasen por falta de ejercicio; que esto contribuyese algo a su menor volumen, siendo efecto lo que se considera como causa.

Ya hemos dicho que, según el doctor Gall: «Por más que el hombre esté organizado de la manera más perfecta, el ejercicio es indispensable para aprender a combinar muchas ideas, relativamente a ciertos objetos.» ¿Tienen las mujeres este ejercicio indispensable? ¿Pueden

tenerle? Y si no lo tienen, ni por regla general es posible que lo tengan, ¿cómo combinarán muchas ideas, relativamente a ciertos objetos, tarea que en efecto necesita una gran gimnasia intelectual?

El trabajo de la inteligencia está lejos de ser una cosa espontánea en el hombre. El temor, la necesidad, el cálculo, el amor a la gloria, vencen la natural repugnancia que por lo común inspiran las fatigas del entendimiento. El profesor y el discípulo necesitan un esfuerzo, grande por regla general, para habituarse a los estudios graves y a las meditaciones profundas. ¿Cómo las mujeres vencerán esta resistencia natural, cuando para vencerla no ven objeto; cuando se les dice que no la pueden ni la deben vencer, y cuando tienen para ello hasta imposibilidad material? Si ciertas facultades sólo se revelan con el ejercicio continuado, cuando este ejercicio falta, de que no se manifiestan ¿debe concluirse que no existen? ¡Extraña lógica! Tanto valdría afirmar que un hombre no tiene brazos, porque habiéndolos tenido toda la vida ligados y en la inacción, no puede levantar un gran peso. Y decimos grande, porque la mujer no aparece privada de ninguna de las facultades del hombre: como él, reflexiona, compara, calcula, medita, prevé, recuerda, observa, etc. La diferencia está en la intensidad de estas funciones del alma y en los objetos a que se aplican. Su esfera de acción es más limitada, pero no vemos que en ella revele inferioridad. La inferioridad, dicen, aparecería si la esfera se ensanchase. Esto es lo que no hemos visto demostrado con razones, esto es lo que nadie puede probar con hechos; esto es lo que importa mucho que se averigüe, y esto es lo que con el tiempo se averiguará. Palabras sonoras, pero vacías: autoridades, costumbres, leyes, rutinas, y el ridículo y el tiempo; esto es lo que suele traerse al debate en vez de razones. En tratándose de las mujeres, los mayores absurdos se sientan como axiomas que no necesitan demostración.

Ni el estudio de la fisiología del cerebro ni la observación de lo que pasa en el mundo, autorizan para afirmar resueltamente que la inferioridad intelectual de la mujer sea orgánica, porque no existe donde los dos sexos están igualmente sin educar, ni empieza en las clases educadas, sino donde empieza la diferencia de la educación.

Capítulo III: Inferioridad moral de la mujer

Hay autores (les haremos el favor de no citarlos) que afirman la inferioridad moral de la mujer; hay leyes que no se comprenden si no son consecuencia de la misma opinión, y la suponen también algunas costumbres, aunque pocas, y próximas a desaparecer. En las costumbres, este error puede decirse que acaba, que está agonizando.

¿Qué es la superioridad moral? Comparando dos seres libres y responsables, es moralmente superior al otro aquel que tenga más bondad y más virtud, aquel que sienta menos impulsos malos o los enfrene con mayor energía, aquel que haga más bien y menos mal a sus semejantes, y para decirlo brevemente: aquel que sea mejor. ¿El hombre es mejor que la mujer? Investiguémoslo.

La bondad es sensibilidad, compasión y paciencia. ¿El hombre es tan sensible, tan compasivo y tan paciente como la mujer? Suponemos que no habrá ninguno bastante obcecado para responder afirmativamente; mas por si lo hubiere, que al cabo existen en el mundo seres inverosímiles, nos haremos cargo de algunos hechos de tanto bulto, que quien no los vea podrá palparlos.

La paciencia de la mujer, facultad que tiene bien ejercitada, se echa de ver en todas las situaciones de la vida. Niña, empieza a auxiliar a su madre, a cuidar a sus hermanos pequeñuelos, a ocuparse en faenas minuciosas y en labores de un trabajo prolijo, que acepta sin murmurar, y a que sería difícil, si no imposible, sujetar a ningún niño. Madre, tiene con sus hijos una paciencia verdaderamente infinita, de que ni remotamente es capaz el hombre. Sin que creamos que todos los maridos son unos tiranos, sabiendo, por el contrario, que hay muchos, muchísimos muy buenos, y que casi todos son mejores de lo que debería esperarse

dadas las leyes, las opiniones y el estado de inferioridad intelectual de la mujer, no obstante, no nos parece dudoso que, generalmente hablando, la paz de los matrimonios exige mayor paciencia de la esposa, que, con pocas excepciones, es la más paciente.

Teniendo menos fuerza, es providencial que la mujer tenga más paciencia; si no, sucumbiría en una lucha fácil de provocar e imposible de sostener.

Que la sensibilidad de la mujer es mayor se ve harto claro, aun sin observarla; todo la conmueve, todo la impresiona más que al hombre. Se asusta, se exalta, se entusiasma, adivina antes que él. Su *¡Ay!* es el primero que se escucha, su lágrima la primera que brilla; los dolores le duelen más, y cuando el hombre se estremece, ella tiene una convulsión. El fisiólogo dice que es más irritable, el vulgo que es más débil; pero todos convienen, porque es evidente para todos, en que es más sensible.

¿Quién cuida del niño abandonado, del enfermo desvalido y del anciano decrepito? ¿Quién halla disculpa para todos los extravíos del triste? ¿Quién tiene lágrimas para todos los afligidos? ¿Quién no puede ver llanto sin llorar? ¿Quién padece con los que sufren y es compasiva como la mujer? No suele el hombre afligirse al par de ella de los ajenos dolores, ni afanarse tanto por buscarles alivio.

Siendo más paciente, más sensible y más compasiva, ¿no podremos concluir que es mejor?

[...]

Padres amantes que veis con tristeza el nacimiento de una hija porque prevéis para ella más penalidades que si fuera varón, calmaos, porque esta criatura, físicamente débil y sujeta a tantos dolores, tendrá la fortaleza de la resignación y el consuelo de la esperanza. Su mayor sensibilidad, origen de muchas tristezas, lo será también de muchas alegrías; las malas pasiones la arrastrarán menos veces, y en medio de la lucha recia con el mundo, le será más fácil hallar la paz del alma. Ni siempre que aparezca como víctima lo será en efecto, porque halla más goces en la abnegación que en el egoísmo. Si va mucho por los caminos de la tristeza, no frecuentará los de la culpa. Sus ojos derramarán lágrimas, pero casi nunca sus manos verterán sangre. No recibáis a la pobre niña recién nacida con desdén o con temor; dadle el ósculo de bienvenida, diciendo: *¡Hija del alma!* Si acaso eres menos afortunada por ser mujer, también serás probablemente mejor.

[...]

Capítulo V: Consecuencias para la mujer de su falta de educación

[...]

Tal es la situación de la mujer; abiertos todos los caminos de sentimiento, cerrados todos los de la inteligencia. Impresionable y amante por naturaleza, toda su actividad se lanza por el único camino que no le está vedado.

Amar para ella es la vida, toda la vida; el amor es a la vez un recurso, una ocupación, un sentimiento, y ama sin medida, ciegamente, con locura, con delirio, porque sin el amor, sin algún amor, su existencia es la negación, es la nada. Así se la ve recorrer apasionadamente la escala de todos los amores, los sublimes como los ridículos, desde el santo amor de Dios, al que le inspira su perro o su gato. Más impresionable, más amante que el hombre, para no verse arrastrada por la pasión, necesitaba mayor contrapeso que él, y no tiene ninguno. El hombre cultiva sus facultades intelectuales, preparando así el equilibrio, ya por la actividad que se reparte, ya por el adversario que el día de la lucha hallarán los afectos en la razón ilustrada. El hombre tiene una vida activa y necesidad de prestar atención a las cosas exteriores y de concentrarla en los trabajos del espíritu; así puede prestar menos al sentimiento, preparando contra sus extravíos armas poderosas para defenderse. Su existencia

es compleja, el bien y el mal tienen muchos caminos, pero lleva en sí medios variados para buscar el uno y huir del otro.

La vida de la mujer es sedentaria y monótona: no tiene ni actividad ni variedad. Si es vulgar, admite el amor, cualquier amor, como pasatiempo; si no lo es, ama con vehemencia, con pasión. Toda la febril actividad de su alma se concentra en un solo punto; ninguna cosa la distrae de su peligroso éxtasis, y el día que se extravía, nada la contiene, y el día que se aflige, nada la consuela; porque un ser era la luz de sus ojos, y cuando la pierde, queda en la oscuridad y ve extrañas visiones. El mundo con sus trabajos, con sus ruidos, con sus hechos, no turbó sus sueños de felicidad, ni consolará las realidades de su desgracia. En sí no halla recursos para combatir la pasión, que es la única forma en que concibe la vida. Su dicha no tiene más que un molde; roto éste, es imposible. Hará oír el gemido de la mujer piadosa o la carcajada de la prostituta, y según el camino que elija, será digna de desprecio o de respeto, pero nunca será feliz. La pasión para el hombre es un torrente; para la mujer, un abismo.
[...]

La inteligencia que ha profundizado más en el estudio de las pasiones, Mad. Staël, dice: «...las leyes mismas de la moralidad, según la opinión de un modo injusto, parecen suspendidas en las relaciones entre las mujeres y los hombres; pueden ser buenos y haberlas causado el más horrible dolor que a un mortal le es dado producir en el alma de otro; pueden engañarlas y pasar por veraces; en fin, pueden recibir de una mujer servicios, pruebas de abnegación que unirían a dos amigos, a dos compañeros de armas, deshonorando al que fuese capaz de olvidarlas; pero si estas mismas pruebas las recibió de una mujer, a nada queda obligado, atribuyéndolo todo al amor, como si un sentimiento, un don más, disminuyera el precio de los otros».

Esto es evidente. Que hay una moral para las relaciones de los hombres entre sí, y otra para su trato con las mujeres; que con ellas los compromisos, la palabra empeñada, el honor, la gratitud, tienen una significación distinta, no es cosa que puede ponerse en duda. Un hombre puede ser mil veces infame, y con tal que lo sea con mujeres, pasará por caballero; puede ser vil, y gozar fama de digno; puede ser cruel, sin que le tengan por malo.

¿Cuál será la causa de este increíble absurdo que apenas se nota? Tal es la desdichada facilidad con que nos acostumbramos a respirar la atmósfera del error! ¿Cómo hay dos criterios, uno aplicable al mal que hacen a las mujeres y otro al que pueden hacerse los hombres entre sí? La razón de esto es la supuesta inferioridad de la mujer; nada puede ser mutuo entre los que no se creen iguales. ¿A qué se juzga obligado, moralmente hablando, un orgulloso aristócrata con el último de sus criados? A muy poca cosa. Y si le habla y le considera, y le compadece, y no le falta en nada, dígallo o no, cree hacerle un favor, y llama a su deber caridad. A medida que sus inferiores se aproximan a él les concede más derechos, es decir, cree que tiene más deberes, y no le parecería decente mirar a su mayordomo o a su contador como a su mozo de cuadra.

[...]

Capítulo VI: Consecuencias para el hombre de la supuesta inferioridad de la mujer

[...]

Cuando el adolescente trata de seguir una carrera, su madre es quien mejor puede guiarle, porque es la que mejor le conoce y la que le quiere más. Pero ¿sabe su madre la conexión que existe entre ciertas aptitudes y ciertas profesiones? ¿Conoce ella si las disposiciones que nota en su hijo deben hacerle sobresalir en tal carrera, si tales deficiencias le hacen inútil para tal otra? La madre no suele influir en la dirección que ha de seguir su hijo, o influye con poco acierto. Si tal vez su buen instinto le hace adivinar lo mejor, su voto carece de autoridad, y con un las mujeres no entendéis de estas cosas, el joven obedece a su padre, o

toma consejo de su vanidad o de su pereza, y se acuerda tristemente del de su madre cuando ya no es tiempo de seguirle. Quien le ama y le conoce mejor, no tiene competencia para guiarle, y su entendimiento se halla en una especie de orfandad que tal vez llore toda la vida. [...]

Esta mujer de ahora, de que tanto se queja el hombre, no es a veces muy propia para contentarle; es, permítasenos la frase, una mujer de transición, «con todos los defectos y las desdichas de quien vive en medio de la lucha del pasado y del porvenir, marchando por el caos a la luz de los relámpagos y queriendo comprender en vano las armonías de la tempestad.

El amante no sólo tiene que temer las veleidades y caprichos pueriles de la que pretende hacer su esposa, y que le escuche por pasatiempo, y que le engañe, engañándose ella misma, en aquella unión a que él no lleva más que amor, puede llevar ella nada más que cálculo. Puede no amarle, ni sentirse con vocación para el matrimonio y, no obstante, casarse, porque las mujeres no tienen otra carrera. La joven mira su porvenir: muerto su padre, casados sus hermanos, le espera la pobreza, tal vez la miseria, o el amargo pan que le dé una cuñada; la soledad material y moral de quien recorre la triste escala de no ser necesaria, ser inútil y ser estorbo; ve su destino de vestir imágenes y su apodo de solterona, y se casa sin amor, tal vez sintiendo aversión por el hombre que ha de ser su compañero hasta la muerte. ¡Desdichado si la ama! ¡Desventurados los dos si ella ama a otro algún día!

¿Sucedería esto si la mujer tuviera medios de ganar su subsistencia, según su clase, como el hombre? ¿Si tuviese verdadera personalidad, y no esa mentida, que se pierde cuando concluyen los atractivos de la belleza y las simpatías del sexo? Si adquiriese instrucción proporcionada a su categoría, ocupación racional y lucrativa y adornase su alma con los encantos que no envejecen, ¿vería al quedarse sola la pobreza, el abandono y el ridículo? ¿Tendrían los hombres que temer con tanta frecuencia que la mujer que quieren hacer su esposa por amor se una a ellos por... cuesta trabajo, pero es preciso decirlo, por comer? [...]

La naturaleza ha hecho al hombre y a la mujer diferentes, pero armónicos; la sociedad los desfigura, de modo que vienen en muchos casos a ser opuestos.

El hombre recoge también en sus hijos las consecuencias de la degradación intelectual de la mujer. Sobre ellos se refleja todo malestar o lucha doméstica, la falta de higiene, y el mal humor que el tedio produce, y los efectos de la ignorancia de su primera maestra, que alguna vez los extravía en lugar de guiarlos, que no tiene prestigio para encaminarlos bien. Todos los defectos, todos los extravíos de los hijos, son pena para el padre. Si tiene hijas, recogerá en ellas todo el fruto de los errores que sembró respecto a su sexo. Tal vez las vea desgraciadas en el matrimonio, o tenga el desconsuelo de dejarlas en la soledad y en la pobreza; tal vez anciano, enfermo y pobre, sufre en la miseria porque su hija se esfuerza en vano para proporcionarle recursos con su trabajo; y por mucho que la fortuna le favorezca, será difícil que no le lleguen de algún modo los efectos de tantas desventajas como tiene la mujer, de tantos dolores como son su consecuencia.

Hermano, ve sufrir a las dulces amigas de su infancia, y ¡cuántas veces tiene que imponerse sacrificios para auxiliarlas!

Desde la cuna hasta el sepulcro, en todo el camino de la vida, va recogiendo el hombre las tristes consecuencias de la inferioridad intelectual de la mujer. Es preciso que así sea. Aunque no la mirase más que como instrumento de placer, claro está que le dará más cuanto sea más perfecto. El día que se ilustre bastante para aprender a ser razonablemente egoísta, la educación intelectual de la mujer no tendrá impugnadores.

El hombre civilizado y cristiano que ama a su esposa y venera a su madre está bien lejos del salvaje que oprime a la hembra. El mundo antiguo consagró el abuso de la fuerza; el mundo moderno le escarnece. Maltratar a una mujer parece hoy cosa tan vil, que es raro que

ningún hombre lo haga, si no está embriagado por el vino o por la cólera. Y cuando vuelve en sí, y alguno le dice: «¿No te avergüenzas de pegar a una mujer?», es seguro que le da vergüenza o no la tiene.

A medida que el hombre se ilustra, se civiliza, se hace mejor, mejora la condición de la mujer; le da derechos, le reconoce más semejanza. Esto es necesario: no puede progresar dejando a la mujer estacionaria, ni tener los goces sublimes del corazón y de la inteligencia con un ser grosero. Aunque en esto no haya obrado por cálculo, puede notar que cada concesión que hace a su compañera es para él como un manantial de bienes, y que se eleva a medida que la levanta. ¿Se concibe dignidad en un hombre cuya esposa, cuya madre y cuya hija sean viles? ¿Se concibe libertad en un hombre cuya esposa, cuya madre, cuya hija sean esclavas? ¿Se concibe idea de derechos en un hombre que no reconozca deberes para con su esposa, su madre y su hija? ¿Se concibe dicha en un hombre que haga desdichadas a su esposa, a su madre y a su hija? La ventura es mutua, el bien es armonía, y por la justicia de los hombres se mide su felicidad.

Capítulo VII: Consecuencias para la sociedad de la supuesta incapacidad intelectual de la mujer

[...]

La mujer, que debía ser un grande auxiliar del progreso, se convierte a veces en un gran obstáculo por falta de educación intelectual. Todo error, toda preocupación, todo fanatismo, toda rutina, han de hallar poderoso valedor en su ignorancia, y ninguna reforma puede prometerse apoyo de quien no comprende sus ventajas. Por regla general, las mujeres que están a favor de las reformas lo hacen, por afecto a los hombres reformadores, o por instinto, y aquel voto que no se razona es ocasionado a exageraciones y extremos, más propios para perjudicar que para servir la causa que patrocinan.

Debemos insistir de nuevo, porque la cuestión es de gran importancia para la sociedad, en que, siendo la prostitución hija de la miseria y de la ignorancia de la mujer, debe combatirse ilustrándola, no cerrándole los caminos por donde puede ganar el pan honradamente. La civilización sustituye el trabajo de la inteligencia al de la fuerza bruta, las máquinas a los trabajos manuales, y como algunos de éstos son los únicos a que puede dedicarse la mujer, tiene cada día menos ocupación, más miseria y se prostituye más. La mecánica va haciendo todo lo que ella hacía. ¿Se la condenará a que sea una máquina inútil, desechada, porque hay otras más perfectas? Irá entonces a engrosar el ejército de las prostitutas, a envenenar material y moralmente la sociedad, a escupir sobre ella su oprobio, a escarnecer la virtud con su carcajada, a destilar ignominia y dolor sobre todo lo que la rodea, porque estas máquinas, que sienten y sufren, cuando son inútiles se convierten en máquinas infernales.

Capítulo VIII: ¿Qué oficios y profesiones pueden ejercer las mujeres?

[...]

Siendo la mujer naturalmente más compasiva, más religiosa y más casta, nos parece mucho más a propósito para el sacerdocio, sobre todo en la Iglesia católica, que ordena el celibato del sacerdote y la confesión auricular. Muchos inconvenientes de esta confesión, hecha entre personas de diferente sexo, desaparecerían si la mujer pudiera ejercer el sacerdocio, cuyos deberes están tan en armonía con sus naturales inclinaciones. Instruir a los niños, enseñar a los ignorantes cosas buenas, sencillas y precisas; acompañar a los enfermos; auxiliar a los moribundos; compadecer a los desdichados; consolar a los tristes; hablar a todos

de Dios, en quien cree con tanta fe, son cosas muy propias del sexo compasivo y piadoso. No sabemos si entre las mujeres habría muchas doctoras que causaran admiración; pero de seguro habría muchos ejemplos que imitar y muchas virtudes que harían amar la religión que las inspiraba. Sintiendo se hace sentir; la religión es principalmente un sentimiento, y la mujer su más natural y fiel intérprete. Capacidad le sobra para adquirir la instrucción indispensable; no es un monstruo ni está fuera de las leyes de la armonía del universo, donde se ve que si Dios concede pocas veces sus altos dones, distribuye con mano pródiga todo lo que es necesario. [...] Puede desempeñar bien un empleo, pero no le estaría bien la autoridad. En el ejercicio de la autoridad hay siempre algo de militante; puede ser necesaria la coacción, y, además, el respeto que inspira la mujer no es, ni puede ser, ese respeto mezclado de temor que inspiran y necesitan inspirar los que han de vencer las resistencias que se presentan a la ejecución de la ley en todas las esferas. La mujer, que domina por la persuasión, la dulzura y el cariño, no ha nacido para mandar por medio de la fuerza; sufre donde hay necesidad de coacción.

Tampoco quisiéramos para ella derechos políticos ni parte alguna activa en la política. Hay ahora mucho, creemos que habrá siempre bastante, de militante en la política; hay ahora mucho, creemos que habrá siempre bastante en ella, de pasiones, de intereses, de intrigas, de luchas de mal género, de ruido desacorde, de aceptar medios no siempre honrados e instrumentos y auxiliares no siempre puros, para que queramos ver a la mujer en ese campo de confusión, de mentira, y muchas veces de iniquidad⁷. El tiempo, dicen, suavizando las costumbres y educando las masas, hará que la política no tenga nada de antipático a la naturaleza femenina. Lo dudamos. Dudamos que los vestigios de lo pasado, los intereses del presente y las aspiraciones del porvenir, unidos a las pasiones del hombre y a los dolores de la humanidad, dudamos que estos elementos de la política de todos los tiempos dejen de producir lucha, que podría suavizarse en la forma, pero que en el fondo tendrá siempre injusticias y rencores. En las ciencias sociales la idea necesita hacerse hombre, y al encarnar, pierde mucho de su diáfana pureza.

Capítulo IX: ¿Cómo se modifica el carácter de la mujer educada?

[...]

Así como no vemos diferencia de inteligencia en los niños de diferente sexo, vemos muchas de carácter. La niña es desde luego más dócil, más dulce, más cariñosa, menos egoísta: es ya el germen de la madre, que ensaya con sus muñecas lo que más adelante hará con sus hijos. Son naturales, y por consiguiente eternas, las diferencias de carácter necesarias para la armonía, porque (y nótese esto bien) las de la inteligencia no contribuyen a ella, sino que, por el contrario, la turban.

Entremos en el hogar doméstico y observemos un matrimonio. La paz no se alterará nunca porque piensen del mismo modo, sino que, al contrario, será tanto más perfecta cuanto sus opiniones sean más idénticas y sus entendimientos puedan marchar más tiempo unidos. Donde las diferencias son necesarias es en el carácter, y allí están grabadas por la mano de Dios. La dulzura, la perseverancia, la docilidad, la abnegación, la paciencia de la mujer; su natural más compasivo, más amante, más complaciente y sufrido: éstos son los elementos de la armonía. Añádase que en el hombre, al menos en el hombre de nuestra raza, cristiano y civilizado, hay, además del amor, muchos sentimientos que, lejos de arrastrarle al abuso de la fuerza, le impulsan a amparar la debilidad, a proteger a la mujer, a devolver en consideración y respeto todo lo que puede haber recibido de su abnegación y de su paciencia. Cuando la mujer no tiene ya ningún atractivo, es todavía objeto de miramientos y consideraciones, en que no tienen parte las simpatías del sexo; independientemente del amor hay entre los dos sexos armonías, cuyo origen está en las condiciones de carácter y de modo de sentir.

Existen pocos hombres que no cedan a la razón y a la dulzura de una mujer prudente, y si no ceden, bien pueden entrar en alguna de las diferentes categorías del malvado. Como creemos que la mujer será tanto más prudente y más dulce y suave de carácter cuanto esté mejor educada, tenemos por cierto que habrá más armonía en el matrimonio a medida que la esposa tenga más cultivada su razón y más elevados sus sentimientos. No puede llamarse armonía el silencio de la mujer, que si no tiene una palabra para la contradicción, tampoco la halla para el consejo, y que si no se opone a nada, tampoco comprende ni consuela.

La experiencia poco puede decir en la materia, porque en nuestra patria es muy corto el número de mujeres que tienen alguna instrucción, y ésta, poco sólida, adquirida sin plan ni método, y a veces teniendo que vencer grandes obstáculos. En las mujeres que hemos podido observar de cerca, hemos visto lo que no podíamos menos de ver, que la instrucción las hace más razonables y mejores, más dulces y menos expuestas a devaneos y extravíos. Sentimos no poder citar aquí algunos nombres, que probarían la natural alianza de una inteligencia cultivada, de un corazón amante y de una abnegación sin límites.

Si se nos presentase algún ejemplo de lo contrario, responderemos que no hemos creído que instruyéndose las mujeres no ha de haber ninguna díscola, viciosa o perversa; responderemos que pueden rechazarse todos los ejemplos, porque entre nosotros no hay mujeres que tengan verdadera instrucción, y responderemos, en fin, que habiendo sido hasta aquí necesario sostener una lucha para que la mujer en España se instruyese algo, ha necesitado a veces condiciones de carácter especiales para instruirse, y nada tendría de extraño que esta energía tuviese la apariencia y acaso la realidad de mayor violencia y menos dulzura que en lo general del sexo. Aunque así fuese, carecería de fuerza el argumento que en este hecho se apoya; pero repetimos que no es así; aunque hecha la observación en las condiciones más desfavorables, ha confirmado siempre esta verdad: Todo ser racional o irracional se mejora a medida que se instruye y se educa.

Hay mucho que esperar y nada que temer para la armonía y paz doméstica de la educación intelectual de la mujer, que no necesita mandar para dirigir, ni dominar para ser dichosa. No queremos quitar al hombre las ventajas que recibió de la naturaleza; pero abusará poco de ellas cuando halle enfrente la razón ilustrada, la ley, la opinión y el cariño. No queremos que se pretenda destruir la obra de Dios prohibiendo a la mujer el uso de las facultades que de Él ha recibido. Ni tememos que, excepción inconcebible entre todos los seres educables, sea menos dulce y suave cuando esté mejor educada. No queremos que se la prive de su derecho, ni tememos que abuse, ni que use de él siquiera reclamándole con todo rigor; halla más gusto en hacer gracia que en exigir justicia, y el consejo que San Pablo da al hombre, ella le recibe de su corazón: por la paz cederás de tu derecho.

Capítulo XI: ¿Qué será de los hijos cuando la madre pueda ejercer una profesión u oficio lucrativo?

La mujer educada será madre, no sólo más inteligente y capaz de allegar recursos para sus hijos, sino más tierna y cariñosa; las infanticidas no son personas instruidas, ni tampoco las que tratan a sus hijos con incomprensible dureza. Lo repetimos: la mujer no sale ni puede salirse de la ley eterna, por la cual todo ser que se educa dulcifica su carácter, se hace más humano, y cuando la mujer dilate los horizontes de su entendimiento; cuando comprenda las armonías del mundo moral; cuando vea toda la fealdad del vicio y del crimen y toda la hermosura de la virtud; cuando su exaltación se convierta en entusiasmo y sus instintos se eleven a sentimientos; cuando su razón pueda servirle de faro en las borrascas de la vida y de apoyo contra los embates del mundo; cuando el ejercicio de las facultades más nobles eleve su ser, purifique sus afectos y le dé mayor delicadeza y sensibilidad; cuando, en fin, sea más buena, ¿no será mejor madre?

John Stuart Mill, *La esclavitud femenina (The Subjection of Women, 1869)*

Madrid, Administración, 1892

La subordinación de la mujer surge como un hecho aislado y anómalo en medio de las instituciones sociales modernas: es la única solución de continuidad de los principios fundamentales en que éstas reposan; el único vestigio de un viejo mundo intelectual y moral, destruido en los demás órdenes, pero conservado en un solo punto, y punto de interés universal, punto esencialísimo. Figuraos un dolmen gigantesco o un vasto templo de Júpiter olímpico en el lugar que ocupa San Pablo, sirviendo para el culto diario, mientras a su alrededor las iglesias cristianas no se abriesen más que los días de fiesta. Esta disonancia entre un hecho social singularísimo y los demás hechos que le rodean y acompañan, y la contradicción que este hecho opone al movimiento progresivo, orgullo del mundo moderno, que ha barrido una tras otra las instituciones señaladas con el mismo carácter de desigualdad e injusticia, ofrece ancha margen a las reflexiones de un observador serio de las tendencias de la humanidad. [...]

Tampoco sirve de nada decir que la naturaleza de cada sexo le señala su posición, y para ella le condiciona. En nombre del sentido común, y fundándome en la índole del entendimiento humano, niego que se pueda saber cuál es la verdadera naturaleza de los dos sexos, mientras no se les observe sino en las recíprocas relaciones actuales. Si se hubiesen encontrado sociedades compuestas de hombres sin mujeres, o de mujeres sin hombres, o de hombres y mujeres sin que éstas estuviesen sujetas a los hombres, podría saberse algo positivo acerca de las diferencias intelectuales o morales que puede haber en la constitución de ambos sexos. Lo que se llama hoy *la naturaleza de la mujer*, es un producto eminentemente artificial; es el fruto de una compresión forzada en un sentido, y de una excitación preternatural en otro. Puede afirmarse que nunca el carácter de un súbdito ha sido tan completamente adulterado por sus relaciones con los amos, como el de la mujer por su dependencia del hombre; puesto que, si las razas de esclavos o los pueblos sometidos por la conquista estaban en cierto modo comprimidos más enérgicamente, aquellas tendencias suyas que un yugo de hierro no aniquiló, siguieron su evolución natural en cuanto encontraron ciertas condiciones favorables a su desarrollo. Pero con las mujeres se ha empleado siempre, para desarrollar ciertas aptitudes de su naturaleza, un cultivo de estufa caliente, propicio a los intereses y placeres de sus amos. Después, viendo que ciertos productos de sus fuerzas vitales germinan y se desarrollan rápidamente en esta caliente atmósfera, -en la cual no se economiza ningún refinamiento de cultura, mientras otras derivaciones de la misma raíz, abandonadas a la intemperie y rodeadas de intento de hielo, nada producen, se secan y desaparecen, -los hombres, con esa ineptitud para reconocer su propia obra que caracteriza a los entendimientos superficiales y poco analíticos, se figuran sin más ni más que la planta crece espontáneamente del modo que ellos artificiosamente la cultivaron, y que moriría si no permaneciese sumergida mitad en un baño de vapor y en nieve la otra mitad.

Emilia Pardo Bazán, Carta a Gertrudis Gómez de Avellaneda*La España Moderna*, 1889In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 79-80

[...] Te sonreirías, Tula, si te contase un chisme que llegó hasta mí: se susurra que algún académico me considera excluida de la corporación por carecer de derechos electorales. Pues ponte seria, que el reparo tiene su miga. Aquí quien no puede tirar de los cordeles que manejan el artificio parlamentario, no conseguirá —¿qué es entrar en la Academia?— ni un destino de escribiente temporero. Leo en tus cartas, que *El Correo* publica, que pretendías el sillón académico porque, privándote tu sexo de aspirar a ninguna de las gracias que estaban alcanzando del Gobierno tus compañeros literarios, creías pedir con algún fundamento lo que sólo se juzga honrosa distinción (y que para ti lo sería en todo rigor de palabras, pues no pudiendo aspirar a empleos y cargos oficiales, no se te contarían como años de servicio los años de Academia). ¿Qué candidez la tuya, Gertrudis! El sexo no priva sólo del provecho, sino de los honores también; y en nuestra patria, donde los truchimanes e hipnotizadores de oficio que andan dando funciones por los teatros lucen en el pecho placas y cruces españolas, Rosa Bonheur no vería nunca el suyo cruzado por la banda de la Legión de Honor.

De modo, Gertrudis, que si hoy por permisión divina resucitase nuestra santa patrona Teresa de Jesús, y con la contera del báculo abacial que he venerado en Ávila llamase a las puertas de la Academia Española, supongo que algún vozarrón estentóreo le contestaría desde dentro: “Señora Cepeda, su pretensión de usted es inaudita. Usted podrá llegar a ser el dechado del habla castellana, porque eso no lo repartimos nosotros: bueno; usted subirá a los altares, porque allí no se distingue de sexos: corriente; usted tendrá una butaca de oro en el cielo, merced a cierto lamentable espíritu demagógico y emancipador que aflige a la Iglesia: concedido; ¿Pero sillón aquí? *Vade retro*, señora Cepeda. Mal podríamos, estando usted delante, recrearnos con ciertos chascarrillos un poco picantes y muy salados que a última hora nos cuenta un académico (el cual lo parla casi tan bien como usted, y es gran adversario del naturalismo). En las tertulias de hombres solos no hay nada más fastidioso que una señora, y usted, dona Teresa, nos importunaría asaz.”

Acaso otra voz, inspirada en las ideas del señor Vior que encabeza tus cartas en *El Correo*, añadiría: “Señora Cepeda, usted siempre pecará de andariega y desenfadada. No le bastó tanto viajar con motivo de sus fundaciones, sino que ahora, desoyendo el precepto del Rey Sabio, quiere usted andar *públicamente embuelta con los omes*, por lo cual no habrá quien la sufra a usted, y será fuerte cosa el *oyrla*.” No sé qué respondería santa Teresa a este manoseado argumento del orden ojival; pero tú, ¿qué opinas de él, autora de Saúl? En tu época, lo mismo que en la mía, el Jefe del Estado, o para decirlo a la antigua, el Rey, es una dama; de suerte que el oficio desempeñado por Alfonso el Sabio, el que más de varón le parecería al astrólogo-poeta, lo ejercen mujeres. Y si se establece no ser cosa *guisada nin honesta* el andar las mujeres *embueltas con los omes*, ¿cómo se las arreglará una reina para presidir Consejos de ministros, visitar barcos y cuarteles, abrir Cortes y revistar tropas? [...]

Emilia Pardo Bazán, “La mujer española”³⁰ (fragmentos)

La España Moderna, 1890

In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 85-92

El tipo de la española antes de las Cortes de Cádiz ha llegado a ser clásico, tan clásico como el garbanzo y el bolero. Esta mujer neta y castiza no salía más que a misa muy temprano (pues, según el refrán, *la mujer honrada, la pierna quebrada*). Vestía angosta saya de cúbica o alepín; pañolito blanco sujeto con alfiler de oro; basquiña de terciopelo; mantilla de blonda, y su único lujo —lujo de mujer emparedada que no anda nunca—, era la media de seda calada y el chapín de raso. Ocupaba esta mujer las horas en labores manuales, repasando, calcetando, aplanchando, bordando al bastidor o haciendo dulce de conserva; zurcía mucho, con gran detrimento de la vista —todavía en mi niñez me enseñaba mi madre, como trabajo de mérito, unas almohadas zurcidas por mi bisabuela, donde casi los zurcidos formaban un tejido nuevo. Esta mujer, si sabía de lectura, no conocía más libros que el de Misa, el Año cristiano y el Catecismo, que enseñaba a sus hijos a fuerza de azotes; porque el azotar a los chicos era entonces una especie de rito, del cual no sería correcto prescindir, según lo de *qui diligit filium, assiduatur illi flagella*. Esta mujer guiaba el rosario, a que asistían todos los criados y la familia; daba de noche la bendición a sus hijos, que le besaban la mano, aunque peinasen barbas o estuviesen casados ya; consultaba los asuntos domésticos con algún fraile, y tenía recetas caseras para todas las enfermedades conocidas. Tan genuina figura femenil no podía menos de desaparecer al advenimiento de la sociedad moderna. [...]

El cambio social tenía que traer, como ineludible consecuencia, la evolución del tipo femenino; y lo sorprendente es que el hombre de la España nueva, que anheló y procuró ese cambio radicalísimo, no se haya resignado aún a que, variando todo —instituciones, leyes, costumbres y sentimiento—, el patrón de la mujer también variase, y no cabe duda: el hombre no se conforma con que varíe o evolucione la mujer. Para el español, por más liberal y avanzado que sea, no vacilo en decirlo, el ideal femenino no está en el porvenir, ni aun en el presente, sino en el pasado. La esposa modelo sigue siendo la de cien años hace. Detengámonos en profundizar esta observación, porque ello nos dará la clave de varias contradicciones y enigmas, a primera vista inexplicables, que ofrece la española contemporánea.

Cuando estalló la guerra de la Independencia, poseía España uno de los elementos que más robustecen la conciencia nacional: y era la unidad del sentimiento público en los dos sexos. De esta concordia (que también poseyó Francia durante el periodo revolucionario) se engendra el patriotismo en el hogar; el patriotismo transmisible a las generaciones futuras. Esperadlo todo de la nación donde semejante concordia existe.

Más iguales entonces el varón y la hembra en sus funciones de ciudadanía, puesto que aquél no ejercía aún los derechos políticos que hoy le otorga el sistema parlamentario negándolos por completo a la mujer, la sociedad no se dividía, como ahora, en dos porciones política y nacionalmente heterogéneas. Sentía y pensaba lo mismo la mujer que el hombre, y eran ambos católicos, monárquicos castizos, enemigos del extranjero hasta la médula de los huesos. Así es que el papel de la mujer en la defensa contra el francés no fue menos activo que el del hombre. Dócil y pasiva en circunstancias ordinarias, la mujer “a la antigua española” supo mostrar, cuando vio la patria en peligro, que bajo su honesta basquiña latía el corazón indomable de las heroínas de Celtiberia. Con las manos acostumbradas a pasar las cuentas de la camándula o a mover el abanico de lentejuelas y tul, supo arrojar en los pozos a los granaderos de la guardia vieja, y aplicar la mecha al cañón.

³⁰ Ensayo originalmente redactado por encargo de la británica *Fortnightly Review* y publicado en ella en 1889.

Acaso entrando en el terreno de la hipótesis, me dirán que volvería a suceder lo mismo si se renovase la invasión extranjera. No lo creo. Este heroísmo femenino se daría quizá como caso aislado; como hecho general, no. Y se daría más en el pueblo o en la aristocracia que en la clase media, que es la que más ha sentido el influjo de la transformación política y social en beneficio del varón. Los últimos chispazos de conciencia pública en la mujer española fueron sus protestas y la especie de *fronda* que organizó cuando la revolución de septiembre de 1868 tomó color anticatólico y Amadeo I se sentó en el trono. Al mismo orden de manifestaciones pertenece la cooperación que las mujeres (las aldeanas sobre todo) prestaron al alzamiento carlista en las provincias del norte. (Y nótese como siempre que la mujer española revela interés político, se adhiere a la España antigua; la nueva, socialmente hablando, no se ha formado su elemento femenino.) Extinguida la última guerra civil, la mujer no vuelve a pensar en negocios públicos; si algunas señoras adoptan la costumbre de frecuentar las tribunas del Congreso, es por distracción por ver o ser vistas. Quejábame hace pocos días un amigo mío, de ideas nada reaccionarias, de que la mujer española carece de ideal; y pensaba yo, al oír su queja, que no puede tenerlo, porque ni le han infundido el nuevo, ni le han respetado el antiguo.

Adolece el hombre, en España, de un dualismo penoso. Inclinado a las novedades sociológicas con tal ardor, que en ningún país, salvo quizá en el Japón, han sido más radicales y súbitas las reformas, siente a la vez de un modo tan intenso el apego a la tradición, que siempre vuelve a ella, como el esposo infiel a la esposa constante. Y el punto en que la tradición se impone con mayor fuerza al español, porque late, digámoslo así, en el fondo de su sangre semítica, es el de las cuestiones relativas a la mujer. Para el español —insisto en ello— todo puede y debe transformarse; sólo la mujer ha de mantenerse inmutable y fija como la estrella polar. Preguntad al hombre más liberal de España qué condiciones tiene que reunir la mujer según su corazón, y os trazará un diseño muy poco diferente del que delineó Fray Luis de León en *La perfecta casada*, o Juan Luis Vives en *La institución de la mujer cristiana*, si ya no es que remontando más la corriente de los tiempos, sube hasta la Biblia y no se conforma sino con la Mujer fuerte. Al mismo tiempo que dibuja tan severa silueta, y pide a la hembra las virtudes del filósofo estoico y de ángel reunidas, el español la quiere metida en una campana de cristal que la aísle del mundo exterior por medio de la ignorancia. Hombre conozco que se pasa la vida patullando en el charco de la política, y censura como el mayor delito o escarnece como la mayor ridiculez el que una mujer se atreva a emitir opinión sobre un negocio público. y en cuanto a conocimientos de otro orden, muchos opinan lo mismo que el papá de una amiga mía, que, habiéndole preguntado su hija si Rusia está al norte, contestó muy enojado:

—A las mujeres de bien no les hace falta saber eso.

Repito que la distancia social entre los dos sexos es hoy mayor que era en la España antigua, porque el hombre ha ganado derechos y franquicias que la mujer no comparte. Suponed a dos personas en un mismo punto; haced que la una avance y que la otra permanezca inmóvil: todo lo que avance la primera, se queda atrás la segunda. Cada nueva conquista del hombre en el terreno de las libertades políticas, ahonda el abismo moral que le separa de la mujer, y hace el papel de ésta más pasivo y enigmático. Libertad de enseñanza, libertad de cultos, derecho de reunión, sufragio, parlamentarismo, sirven para que media sociedad (la masculina) gane fuerzas y actividades a expensas de la otra media femenina. Hoy ninguna mujer de España —empezando por la que ocupa el trono— goza de verdadera influencia política; y en otras cuestiones no menos graves, el pensamiento femenino tiende a ajustarse fielmente a las ideas sugeridas por el viril, el único fuerte.

A fin de demostrar la exactitud de este aserto, me bastará analizar un solo aspecto del alma femenina en España: el aspecto religioso.

Ya dejo dicho que en mi patria, lejos de aspirar el hombre a que la mujer sienta y piense como él, le place que viva una vida psíquica y cerebral, no sólo inferior, sino enteramente diversa. La mujer española es creyente por instinto, no lo niego, pero ayuda mucho al desarrollo de ese instinto la ley, promulgada por los hombres, de que, sean ellos lo que gusten —deístas, ateos, escépticos o racionalistas—, sus hijas, hermanas, esposas y madres no pueden ser ni son más que acendradas católicas. Recuerdo que en una ciudad de provincia se organizó hace tiempo un *meeting* de librepensadores, arreglado y presidido por un profesor muy republicano, quien anunció en los diarios que podían asistir señoras. Como después del *meeting* le preguntasen por qué no había llevado a la suya, contestó lleno de horror: “¿A mi esposa? Mi esposa no es librepensadora, gracias a Dios.”

No seré yo quien me queje de que persista el espíritu religioso en la mujer, y ojalá persistiese también en el hombre, que buena falta le hace; sólo quiero poner patente la contradicción, el desequilibrio y el carácter un tanto humillante que tiene para la mujer esa consigna impuesta por el varón de no romper el freno de las creencias. Júzgase el varón un ser superior, autorizado para sacudir todo yugo, desacatar toda autoridad y proceder con arreglo a la moral elástica que él mismo se forja; pero llevado de la tendencia despótica y celosa propia de la razas africanas, como no es factible ponerle a la mujer un vigilante negro, de puñal en cinto, le pone un *custodio* augusto: ¡Dios!

Dios es, pues, para la española, el guardián que defiende la pureza del tálamo; lo cual ofrece la ventaja de que, si el marido se distrae y solaza fuera, el guardián se convierte en consolador y en sano consejero, que, tomando el alma herida en sus manos amorosas, la curará con bálsamo suave, apartándola del sendero de perdición.

Así se explica el que ningún español (salvando excepciones, que por lo escasas confirman la regla) quiera ver a las mujeres de su familia apartadas de la religión en que nacieron. Hombre hay que no se confiesa hace treinta años, y le parecería ofensivo oír que su mujer no había cumplido con el precepto en la pasada Cuaresma. Notemos que esta susceptibilidad crece si la refuerza el filial cariño. Ningún incrédulo deja de revelar cierta sensibilidad cuando evoca los días de su infancia, recordando las creencias que le inculcó su madre. No haber recibido de su madre enseñanza religiosa, se juzga casi tan humillante como no tener padre conocido: y decirle a un hombre que su madre carecía de principios religiosos, es ultrajarle poco menos que si la acusásemos de libertinaje.

De este dualismo en el criterio varonil nacen contrastes sumamente curiosos entre la vida privada y la pública de los personajes políticos españoles. Mientras exteriormente alardean de innovadores y hasta demolidores, en su hogar doméstico levantan altares a la tradición, y se asocian a las prácticas religiosas de la familia. Estanislao Figueras, presidente que fue de la República, rezaba diariamente el rosario con su mujer. En la mesa de Emilio Castelar, otro presidente, y además tribuno democrático, no se sirvió carne los días de vigilia, mientras vivió su hermana Concha. Con su don de embellecerlo todo, Castelar explicaba estos miramientos de una manera sumamente poética y linda. “Mi hermana —decía el célebre orador— representa para mí el hogar ya deshecho de nuestros padres, las gratas memorias de la infancia, y ese período juvenil en que con tanta fuerza se ama y se cree. Las prácticas católicas que mi hermana me impone, me calientan el corazón.”

Son hechos tan comunes y repetidos que nadie fija su atención en ellos, el que ínterin las mujeres oyen misa los maridos las esperen recostados en algún pilar del pórtico, y el que a los ejercicios espirituales, triduos, novenas y comuniones apenas asistan más que mujeres, algún sacerdote o algún carlista. De tal manera les han cedido los hombres el campo de la devoción, que los predicadores se han visto obligados a idear un subterfugio para conseguir algún auditorio masculino. Consiste en anunciar unas pláticas o conferencias, que por versar sobre asuntos muy hondos de ciencia, moral o filosofía, no pueden ser atendidas por mujeres. Lisonjeada así la vanidad varonil en su punto más cosquilloso, que es el exclusivismo

intelectual, la iglesia se llena, y aunque regularmente las conferencias no rebasan de un límite vulgar, inferior a cualquier artículo de revista, con la golosina de ser “para hombres solos”, consiguen éxito y publico.

Me apresuro a añadir que al abandonar el terreno de la devoción a la mujer, no permite el hombre que en él se detenga hasta echar raíces. Le prohíbe ser librepensadora, mas no le consiente arrobos y extremos místicos. Detrás de la devota exaltada ve el padre, hermano o marido alzarse la negra sombra del director espiritual, un rival en autoridad, tanto más temible cuanto que suele reunir el prestigio de una conducta pura y venerable al de una instrucción superior casi siempre —al menos en cuestiones morales y teológicas— a la de los laicos. Así es que de todas las prácticas religiosas de la mujer, la que el hombre mira con más recelo es la confesión frecuente. A veces ocasiona verdaderas guerras domésticas. Hay en España algunas ciudades (en Vizcaya y Andalucía), donde el influjo de los jesuitas es tan grande, que las familias se rigen por el consejo dado en el confesionario; y no sabré ponderar la impaciencia y enfado con que los hombres ven este influjo, ni las insinuaciones malévolas y hasta calumniosas con que disputan a los jesuitas el dominio del alma femenil.

Y, sin embargo, los maridos, o en general los que ejercen autoridad sobre la mujer, saben que el confesor no es para ellos un enemigo, sino más bien un aliado. No sucede casi nunca que el confesor aconseje a la mujer que proteste, luche y se emancipe, sino que se someta, doblegue y conforme. Sólo en raras ocasiones, cuando puede peligrar la fe, el confesor recordará a la penitente que ella no ha de perderse ni salvarse en compañía de su marido, y que el alma no se enajena al contraer nupcias. A pesar de tanta cautela y moderación por parte de los confesores, afirmo que el hombre no ve con gusto la confesión frecuente ni la religiosidad entusiasta. Lo que desea para la mujer es una piedad tibia: un justo medio de piedad. Y la mujer ha tomado dócilmente ese camino ni se exalta, ni se descarría.

Emilia Pardo Bazán, “Una opinión sobre la mujer”³¹, 1892

In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 194-196

El error fundamental que vicia el criterio común respecto de la criatura del sexo femenino (error en que el señor Marqués cae de lleno), es el de atribuirle un destino de mera relación; de no considerarla en sí, ni por sí, ni para sí, sino en los otros, por los otros y para los otros. De fijo que el señor Marqués se tiene a sí propio por espiritualista refinado y amerengado, y, sin embargo, da en el grosero materialismo de considerar que el fin de la existencia de un ser racional puede estar condicionado, en primer término, no por la racionalidad que le otorgó el Creador para distinguirlo de la bestia, sino por las consecuencias de la función de aparatos y órgano destinados a la reproducción y conservación de la especie, que nos son comunes con los irracionales. Pues, en efecto, y descartada la fraseología que la reviste a guisa de charro pañolón madrileño, no otra cosa significa la sobada afirmación, que adopta el señor Marqués, de que “la mujer ha nacido para el amor como esposa y madre”. En cierto sentido, la afirmación es palmaria, como lo sería la recíproca del hombre; pues si la mujer nació para esposa de su esposo y madre de sus hijos, no creemos que para esposo de la mujer y padre de esos mismos hijos haya nacido el caballo de Semíramis o el toro de Pasifae. Risa interior, risa muda, la que causa ver derrochar tantas páginas de impresión en establecer lo que nadie había derrocado, en afirmar lo que nadie niega, en emular las sinonimias de Perogrullo... o aquella redondilla famosa:

Las mujeres parirán
si es que antes concibieren ...

etcétera, etcétera. La atracción sexual, fuente de la unión conyugal, y el instinto reproductor, ley de la naturaleza que impone la filogenitura en beneficio de las generaciones nuevas, han sido, son y serán móvil poderosísimo de las acciones humanas —humanas, entiéndase bien, de varones y hembras, que forman la humanidad—; mas ni son el móvil único ni el único fin de la criatura racional, ni han de ofrecerse en ningún caso como negación o limitación forzosa de otros móviles y fines altísimos, como el social, el artístico, el político, el científico, el religioso, ni siquiera al ejercicio de la libertad individual indiscutible, que implica el derecho absoluto al celibato y a la esterilidad. Si esa vieja tesis del destino de la mujer, identificado con el de la gallina sumisa y ponedera, prevaleciese, tendríamos que repetir las diatribas de ciertos seudofilósofos que ponen a las monjas de ropa de pascua, porque, ¡Oh traición, oh deserción cobarde!, faltaron a su deber no aumentando la prole de Adán con un par de mamoncillos... Dice Schopenhauer que todo absurdo echa flor de contradicción: y contradictorias son, en efecto, en el discurso del señor Marqués, las apoteosis de la virginidad y las condenas a trabajos forzados maternos; y contradictorio tanto maldecir de la prostitución, al paso que cierra a la mujer el camino de profesiones cuyo honrado ejercicio podría salvarla de la miseria, que de diez veces nueve conduce a la ciénaga del amor venal... Siempre tropezamos en lo mismo, en el concepto relativo del destino de la mujer. Dependiente de los azares del matrimonio, si tiene esposo tendrá honra, virtud y pan. Mas si se queda para vestir imágenes, o no encuentra en el compañero el sostén que buscaba..., entonces la estrechez, el hambre o el infame oficio que también, ¡también! es un *relativismo*, porque depende del capricho viril...

³¹ Publicado a raíz del discurso del Marqués de Busto en la Real Academia de Medicina

Emilia Pardo Bazán, “Sobre los derechos de la mujer”, 1901

In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 260-262

Como ha de decirse la verdad, tengo que confesar que el gran impulso a favor de la mujer lo dan en todos los países, los socialistas. Empresa tan justa se la ha dejado a su cargo la burguesía, empeñada en sostener el sentido del derecho romano y la consiguiente esclavitud de la mujer. Hay cosas tan evidentes para quien las mira sólo a la luz de la equidad, que es maravilloso que existan varias maneras de entenderlas y juzgarlas. ¿Por qué la burguesía se ha obstinado en privar de derechos políticos y de bastantes derechos civiles a la mujer, elemento esencialmente conservador, apegado como ninguno a la propiedad particular e individual, a la herencia, a la estabilidad social? ¿Por qué ha preferido tener a su lado una odalisca o un ama de llaves, a una auxiliar inestimable, constante, tenaz y segura? ¿Por qué la ha puesto en el caso de esperar su emancipación de los partidos colectivistas, de una nueva organización de la sociedad, de una aspiración nueva?

En efecto, la burguesía, que hizo las revoluciones políticas, no las hizo sino para el varón: a la mujer se puede afirmar que en vez de aprovecharla, la perjudicaron; antes de ellas no era tan inferior al hombre. Un marido del siglo XVIII, sin derechos políticos, se encontraba más cerca de su esposa que el burgués elector y elegible del siglo XIX. Hoy, él ha andado, ella no se ha movido; distancia incalculable los separa. Los derechos políticos influyen en los derechos civiles; en nuestra organización presente, la política ejerce coacción sobre todo. La condición de la mujer contemporánea se resiente —hasta qué punto, lo han dicho con lógica inflexible Stuart Mill y tantos otros— de la anomalía creada por los acontecimientos que engrandecieron al hombre y dejaron a la mujer en su reducida esfera de acción, en su rincón de Cenicienta. Sólo la revolución económica, iniciada desde mediados del siglo, lleva en su programa la igualdad. Fenómeno tan significativo que debiera hacer reflexionar a los estadistas —si son dignos de este nombre.

Verdad es que en el terreno económico, ¿cuándo ha existido la desigualdad entre los sexos? El cuadro es antiguo ya: la mujer ha trabajado siempre; las labores más duras, más penosas, nunca se le han vedado en nombre de la debilidad y delicadeza de su organismo. En el muelle suele presenciarse una escena curiosa. Cuando llega el momento de la descarga de los barcos, se oye por todas partes resonar este grito: “¡Eh, aquí las mujeres!” Y un hato de ellas, descalzas, en pernetas, desgredadas, curtidas por el sol, el aire y la ruda faena, se precipitan, disputándose el saco de carbón o de cal, la barrica de aguardiente, el fardo aplastante que les valdrá unos cuantos reales de ganancia. “¡Eh, aquí las mujeres!” ¿Qué contraste entre el grito que llama a las miserables a sudar y reventarse, y el grito contrario “¡Eh, fuera las mujeres!”, que cierra a la mitad del género humano todos los caminos por donde se va a obtener un puesto decoroso, lucrativo, honorífico, algo que sea provecho y ventaja, lo que el burgués se ha reservado para sí, gruñendo y rabiando como el perro cuando tiene un hueso y teme que se lo disputen!

Yo he visto a las mujeres, en mi tierra, segando, cavando, cargando el carro, pisando el *tojo*, juntando el estiércol, trabajando en obras públicas chapuzadas en agua hasta el muslo, partiendo piedra, sin que nadie les preguntase si estaban encintas o lactando —particularidad que tanto preocupa a los que se aterrorizan ante la hipótesis de que una *diputada* llevase en su seno un animado germen de humanidad. Yo las he visto haciendo oficios de mozos de cordel en las estaciones, porteando baúles; yo las he visto (no digan que es hipérbole), ayudando a tirar de una carreta. Todo esto pueden hacerlo con libertad absoluta, y ni se hunde el firmamento ni tiemblan las esferas interrumpiendo su armonioso giro. Lo que haría rasgarse el velo del templo y abrirse en los peñascos cada grieta atroz, sería que una mujer se sentase en una oficina a despachar expedientes, o en la sala de sesiones de un ayuntamiento a deliberar,

como sucede ahora en el estado de Kansas. Porque es hartó sabido que estas funciones las desempeña el hombre con tal puntualidad, actividad, legalidad y maestría, que no acertaría la mujer de substituirle ni el espacio de una hora.

Las anteriores digresiones —ya es tiempo de declararlo— me las ha sugerido la lectura de un periódico extranjero, donde veo que la mujer va a formar parte del Jurado, en Francia; la idea ha sido bien recibida y prosperará. Esto que llaman algunos penalistas extravagante institución del Jurado y que yo ahora ni defiende ni examino, o no es nada, o es la intervención de la opinión y del sentimiento público en la administración de justicia. Existiendo el Jurado, funcionando normalmente, ¿cómo se puede excluir de él a la mujer? Hay delitos y crímenes que el hombre, por instinto y sin mala intención, juzga apasionadamente siempre, porque afectan al sexo, a los privilegios que el varón se arroga, a sus preocupaciones hereditarias y emocionales. Hace falta oír a la otra parte; es necesario que tenga voz y voto la mujer.

La mujer no hace las leyes, ni puede siquiera designar al que ha de hacerlas; pero las sufre de lleno, sin atenuaciones; la penalidad es para ella igual en todo caso y mayor en algunos que para el varón. Así se entiende la justicia. Sí, tienen razón los propagandistas de la vecina república: en el Jurado hace falta, mucha falta, la representación de medio género humano, hasta hoy juzgado, sentenciado, ejecutado por el otro medio. ¿Seríamos los españoles, que hemos tenido una penalista, una jurista como doña Concepción Arenal, los llamados a asombrarnos de la innovación?

Emilia Pardo Bazán, “La mujer española”, 1907

In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 325-326

Así es que no existe en España movimiento feminista en ningún sentido. La ley española, es cierto, autoriza a la mujer para recibir la enseñanza oficial y examinarse y graduarse exactamente igual que el hombre. Si la mujer aprovechase esta amplia concesión, y si, obtenidos los certificados legales de capacidad, pretendiese el ejercicio de las profesiones, lo conseguiría, probablemente; como ha conseguido ejercer la medicina. Pero la costumbre, más fuerte que la ley, deja desierto el asiento de la mujer en aula. Sólo en La Habana (siendo todavía nuestra) se vio que bastantes señoritas concurrían a los establecimientos docentes del Estado. Era efecto de la proximidad de Norteamérica. En la península la señorita que cursa asignaturas de instituto y universidad sorprende mucho a sus amigas, y las doctoras en Medicina supongo que podrán contarse con los dedos de una mano, y no cabales.

La transformación de la mujer española en el sentido más europeo se inicia apenas en el pueblo, en la clase obrera. Los talleres, las fábricas y las numerosas industrias, al acarrear el planteamiento de problemas económicos, han englobado con ellos otros sociales no menos graves; y hay indicios recientes de que la mujer no será ajena a esta nueva fase de la vida española. Los *meetings* y las huelgas empiezan a impulsar a la mujer a la batalla. Tratándose del sustento de sus hijos, la española, que es madre muy amante, se siente más dispuesta a preocuparse de un interés general que cuando media únicamente la política, a la cual suele ser ajena e indiferente.

Es la española apta, laboriosa, de fácil comprensión, de franco y vivo genio, de estatura pequeña, de facciones menudas, de pie chico, de ojos y pelo bonitos y brillantes. No tiene inclinaciones viciosas ni gustos dispendiosos; apenas fuma en algún punto del litoral; no se embriaga, es sobria y modesta, y en el aseo de su casa cifra su orgullo —no tanto como las holandesas, debe reconocerse. Ahorra más que el hombre, y con bastante frecuencia trabaja para él. Es católica sincera, aunque no tan ferviente como antaño. Es más celosa del mando doméstico que el marido, y más compasiva que aficionada a las obras de beneficencia que exigen disciplina social y asiduidad. Su gusto para organizar el confort y el bienestar íntimo empieza a formarse ahora con ejemplos, lecturas de periódicos, exigencias de la higiene, consejos del médico y refinamientos de la civilización. Aprende a cuidar mejor a los pequeñuelos y siente, aun en las clases acomodadas, afán de ser nodriza de sus hijos. La vida física en España gana mucho con esta suave, gradual evolución de la mujer. Sin que haya aumentado el cariño maternal en intensidad, parece doblemente guiado e ilustrado que hace un cuarto de siglo. La mortalidad de las criaturas disminuye, y el hogar tiene más atractivo para el hombre. Este concepto optimista acaso vaya contra la opinión general, que supone relajados los lazos de la familia en el momento presente

Krausismo y cuestión femenina

K. Chr. F. Krause, Ideal de la humanidad para la vida, 1811,

Traducción de Julián Sanz del Río, Madrid, Galiano, 1860,

In <http://www.Cervantesvirtual.com>

El hombre que reconoce la idea de la unidad humana, y de la dualidad inmediata y la más íntima contenida en esta unidad, se interesa con igual estima y amor hacia la femenina que hacia la masculina humanidad; ama y respeta la peculiar excelencia y dignidad de la mujer. Cuando observa que esta mitad esencial de la humanidad está hoy en unos pueblos oprimida y degradada, en otros postergada, o abandonada en su educación por el varón, que hasta ahora se ha atribuido una superioridad exclusiva; cuando observa que la mujer dista hoy mucho del claro conocimiento de su destino en el todo, de sus derechos y funciones y altos deberes sociales, se siente poderosamente movido a prestar ayuda y fuerza a la mujer. Con este vivo sentido trabaja, donde ha lugar y lo puede hacer con fruto, para restablecer el santo derecho de la mujer al lado del varón, para mejorar su educación, haciéndola más real, más elevada, más comprensiva, para despertar en todos el reconocimiento de la dignidad de la mujer y cultivar en ésta todos los sentimientos sociales, y sus facultades intelectuales en relación proporcionada con su carácter y su destino. Semejante espíritu anima también a la mujer respecto del varón, de suerte que con su peculiar carácter y prendas regocije y embellezca la vida y que, acompañada la severa dignidad del varón con la dulzura y gracia de la mujer, completen la primera armonía humana en la tierra y fuente de todas las armonías y progresos sociales. La distancia de la cultura entre la mujer y el hombre es hoy tanto mayor, y el sentimiento de ello tanto más vivo, cuanto más sensibles y más universales son los progresos en el sexo dominante.

Emilia Pardo Bazán, “La educación del hombre y de la mujer sus relaciones y diferencias”

(Participación en el Congreso Pedagógico de 1892)

In *La mujer española y otros escritos*, Madrid, Cátedra, 1999, p. 151-177

Entrando ya a considerar las relaciones y diferencias que existen entre la educación del hombre y la de la mujer, al punto se advierte que éstas son mucho más graves y numerosas que aquéllas, pudiendo afirmarse explícitamente que, hoy por hoy, las relaciones de la educación femenina y la masculina no pasan de la superficie, y las diferencias, o mejor dicho oposiciones, radican en lo íntimo y fundamental. Consisten las relaciones en afinidades de métodos y programas de enseñanza y en inevitables identidades de materia docente, y las oposiciones en el sentido diametralmente opuesto de los principios en que ambas educaciones se fundan. Mientras la educación masculina se inspira en el postulado optimista, o sea la fe en la perfectibilidad de la naturaleza humana, que asciende en suave y armónica evolución hasta realizar la plenitud de su esencia racional, la educación femenina derivase del postulado pesimista, o sea del supuesto de que existe una antinomia o contradicción palmaria entre la ley moral y la ley intelectual de la mujer, cediendo en daño y perjuicio de la moral cuanto redunde en beneficio de la intelectual, y que —para hablar en lenguaje liso y llano— la mujer es tanto más apta para su providencial destino cuanto más ignorante y estacionaria, y la intensidad de educación, que constituye para el varón honra y gloria, para la hembra es deshonor y casi monstruosidad.

Este pesimismo sombrío y horrendo, que encierra a la mitad del género humano en el círculo de hierro de la inmovilidad, vedándole asociarse al movimiento progresivo que la otra mitad más o menos lentamente cumple; este pesimismo, señores, por virtud de la imperiosa ley genésica que manda que cada ser engendre a su semejante, es hijo de otro error no menos trascendental relativo a la mujer: el error de afirmar que el papel que a la mujer corresponde en las funciones reproductivas de la especie, determina y limita las restantes funciones de su actividad humana, quitando a su destino toda significación individual, y no dejándole sino la que puede tener relativamente al destino del varón. Es decir, que el eje de la vida femenina para los que así piensan (y son innumerables, cumple a mi lealtad reconocerlo), no es la dignidad y felicidad propia, sino la ajena del esposo e hijos, y si no hay hijos ni esposo, la del padre o del hermano y cuando éstos faltaren, la de la entidad abstracta género masculino. El origen de esta creencia, sienten muchos que es un triste episodio de la dolorosa y sublime historia del progreso, en que cada paso hacia adelante cuesta sangre y lágrimas. Lo mismo que nace salvaje el individuo, quizá nació salvaje la humanidad, y la bestial fuerza del macho, allá en las oscuras cavernas troglodíticas, subyugó a su compañera. Los viejos mitos y fábulas de las Amazonas, de las valkirias, de las belicosas mujeres que prestan otro nombre al río Marañón, indican que la mujer no siempre se sometió, y que en ocasiones probó a rechazar la fuerza con la fuerza. No es de extrañar que aquellos que, como Rousseau, quieren que la humanidad vuelva a esas cavernas, y cantan y plañen una edad de oro primitiva, la soñada edad de Saturno, entiendan el destino de la mujer como el filósofo de Ginebra entendió el de su *Sofía*. La mujer, en su opinión, no ha sido creada más que para el hombre; no tiene existencia propia ni individualidad, fuera de su marido e hijos; es toda su vida *alieni juri*. Tan incapaz la juzga Rousseau de elevarse sobre cierto nivel, que cree que en las muchachas no hay que contar, como en los muchachos, con el natural proceso de los años; *Emilio*, a los quince, puede oír la *Profesión de fe del Vicario saboyano*; *Sofía* no puede oírla nunca. Los sofistas que de la fuerza derivan el derecho fueron hábiles en este caso, fundando en la sumisión de la mujer todo un sistema de metafísica sexual, pues la fuerza sola no consigue más que sumisión temporal, y el asentimiento perpetuo se obtiene dando a la violencia y a la

servidumbre color de deber y virtud; edificando sobre el acto brutal teorías que santifiquen los hechos consumados.

[...] Nadie pone en duda que la actividad muscular, los ejercicios que desarrollan, vigorizan y hermean el cuerpo humano, deben formar parte integrante de la educación masculina, y seguir practicándose más allá de la juventud, a fin de prevenir los estragos de la molición y las funestas consecuencias del sedentarismo. En cambio, si se trata de la mujer, una preocupación, un ambiente de vaga e injuriosa sospecha rodea la educación física y la higiene del ejercicio. “¿Por qué tan singular diferencia?” pregunta el ilustre filósofo Heriberto Spencer, de un país donde la mujer no es tan sedentaria como entre nosotros. “¿Acaso la constitución de la muchacha difiere tan esencialmente de la del muchacho, que no ha menester ejercicio activa? ¿Sin duda creen los que enseñan a las niñas que es inconveniente e indecoroso el amplio desarrollo corporal, y que cierta delicadeza, un apetito de pájaro y la timidez, compañera de la debilidad, sientan mejor a las señoritas elegantes?” Yo no sé si el pueblo de Inglaterra repite los mismos refranes que el de España: sé que si a mí me dirigiera esas preguntas Spencer, le recordaría la conocida sentencia española que impone a la mujer honrada “la pierna quebrada”, y le leería un curioso pasaje de un libro devoto que guardo en mi biblioteca, donde se ensalza la costumbre de ciertos indios, de retorcer y dislocar los pies de las criaturas del sexo femenino para que sean caseras y no tomen mucho el aire. Enseñarle obras como la *Institución de la mujer cristiana*, de Luis Vives —el cual no era retrógrado, pues quería mujeres sabias—, y *La perfecta casada*, de fray Luis de León, donde se fulminan terribles anatemas contra las mujeres que salen, andan y hacen la que hoy llamaríamos vida activa; los susodichos graves autores las ponen que no hay por donde cogerlas de andariegas, desvergonzadas y semejantes a las públicas cortesanas y cantoneras. Se me dirá que desde entonces pasó tiempo y tales aprensiones se borraron. Contestaré que no es cierto que se borrasen: que el tipo de la mujer fuerte que hoy suelen pintarnos difiere poco del de los siglos XV y XVI: que en ciertas materias relativas a la mujer hemos retrocedido más bien que adelantado, y que respecto al punto del ejercicio, aún no se le permite a la mujer, o por lo menos no se ve con simpatía; a la sumo, se toleran sin extrañeza, en las jóvenes, ciertos juegos no muy turbulentos; se admite la gimnasia y el baile, y en las clases altas, la equitación y la caza por alarde aristocrático: todo ello —en España al menos— es bastante excepcional. Para que se entienda hasta qué punto influyen las preocupaciones hereditarias emocionales de que habla Spencer, diré que, habiendo yo preguntado en un gimnasio español por qué no ejecutaban las alumnas el ejercicio llamado de picas, se me contestó que ese ejercicio influía perniciosamente en la mujer, creándola un carácter agresivo y batallador. El que la mujer, después de casada, continúe ejercitando sus fuerzas y cultivando la actividad muscular, ya produce sorpresa malévol, y se tilda de extravagante, cuando menos. No se libra de esta calificación la higiénica y para mí muy loable vida de la infanta Isabel, ex princesa de Asturias. Nótese ya esta capital diferencia entre la educación del hombre y la de la mujer: el ejercicio físico, recomendado al hombre, se tolera a la mujer en la niñez y juventud y se reprueba después del matrimonio. ¿Por qué? Por tradición: en nombre de la incumbencia de guardar la casa y de no ponerse en peligro de ver ni de ser vista: la pierna quebrada de nuestros rancios y netos institutores.

Pasemos a la educación moral, donde, más aún que en la física, se nos presenta la oposición, tan ilógica como universal. Buena parte de las cualidades morales que realzan al varón, las combate, explícita o implícitamente, la educación moral femenina; verbigracia, el valor; la dignidad personal; la firmeza de carácter; el fuerte sentimiento de la independencia; la fecunda ambición de descollar entre sus semejantes y señalar con rastro de luz su paso por el mundo; la energía del pensamiento, que quiere afirmarse a sí propio investigando la verdad y reconociéndola libremente; la lealtad amistosa, la franca veracidad, la iniciativa, la noble altivez, el amor al trabajo... Gasparin puso el dedo en la llaga de la educación moral de la

mujer, calificándola con diminutivos, y quejándose de que la educación femenina está saturada de aquella moral chiquita, enemiga mortal, según Mirabeau, de la grande. La mujer se ahoga, presa en las estrechas mallas de una red de moral menuda, menuda. Debercitos; gustar, lucir en un salón. Instruccioncita: música, algo de baile, migajas de historia, nociones superficiales y truncadas. Devocioncilla: prácticas rutinarias, genuflexiones, rezos maquinales, todo enano, raquíto, como los albaricoqueros chinos. Falta el soplo de lo Ideal, la línea grandiosa, la majestad, la dignidad, el brío. [...]

Entre las muchas frases sin sustancia que corren con crédito, hay una que me hace sonreír. Dicen que la educación femenina tiene por objeto principalísimo formar buenas madres. ¿No admira ver desconocer hasta tal punto la energía de un instinto, del más fuerte, más ciego, más animal de todos, el que impulsa a la hembra a cuidar y defender sus pequeñuelos? La educación, señores, reconozcámoslo paladinamente, es capaz de beneficiar la naturaleza: nunca de sustituirla. Sabed que no se puede formar a la madre; la madre es la obra maestra del instinto natural, no sólo en la especie humana, sino también en las especies animales; la madre es la naturaleza misma. Todos hemos visto a la gallina con cría de pollos revolverse furiosa contra corpulento y fiero can, como si pudiese ~~la~~ pobrecilla! sostener tan desigual combate. Tengamos valor para añadir que el instinto maternal es más fijo y cierto en el irracional que en la humanidad, y que bien demostrado parece que, si la civilización no lo atrofia, al menos no lo exalta; y es porque, cuando existe, es tan sublime, perfecto y dominante, que, como el vaso totalmente lleno de agua, no admite gota más.

¿Imagináis vosotros que pedagógicamente se enseña a amar? ¿Que por artificio o ley impuesta el amor se acendra y depura? No: donde la naturaleza echa el resto, no le enmienda la plana el hombre. La educación moral de la mujer no necesita el lujo de fomentar el sentimiento maternal; perfecciónese la mujer para sí, directamente; que la maternidad encuentre un terreno afectivo bien cultivado, y brotará derecha y vigorosa. [...]

El cristianismo dignifica a la mujer, pero no como piensa el vulgo, pues no es exacto que antes del cristianismo viviese la mujer en general relajación de costumbres, ni que después del cristianismo y entre las mismas cristianas no haya habido mujeres tan escandalosas y depravadas como las Agripinas y Mesalinas; ni menos se puede afirmar, en presencia de los datos históricos que la mujer, en la familia y la sociedad, fuese menos considerada bajo el paganismo que bajo el cristianismo, siendo cierto que la matrona romana será siempre en el mundo antiguo tipo de dignidad e influencia moral, social y política, al par que de severa virtud. La grande obra progresiva del cristianismo, en este particular, fue emancipar la conciencia de la mujer, afirmar su personalidad y su libertad moral, de la cual se deriva necesariamente la libertad práctica. No fue en la familia, sino en el interior santuario de la conciencia, donde el cristianismo emancipó a la mujer. Y si en esta parte no ha dado todo su fruto la obra divina, débese a la malicia humana, al egoísmo y a la fuerza estática de las viejas ideas, conjuradas contra la palabra de Cristo.

El sentido de la enseñanza del divino fundador del cristianismo era éste: “De hoy más no habrá entre vosotros amo ni esclavo, hombre ni mujer, sino todos hijos de mi Padre.” Pero así como largos siglos, hasta nuestros días, siguió habiendo amos y esclavos, hay todavía entre los cristianos *hombres* y *mujeres*, con todo el sentido jerárquico que se atribuye en la sociedad y en la familia a estos dos nombres. Y esta dirección social no puede menos de trascender a la misma enseñanza religiosa sobre todo en sus aplicaciones a la moral. La voz del sacerdote, que un tiempo enseñó a la mujer a afirmar su independencia espiritual *usque ad efusionem sanguinis*, hoy le inculca la docilidad conyugal, la fe sin examen y rutinaria. Así y todo, justo es repetir que la enseñanza religiosa es la más equitativa, la que menos distingue de sexos. [...]

En la educación intelectual, nadie ignora que son enormes las diferencias. Cuando menos, la educación religiosa parte del supuesto de que las almas son entitativamente iguales,

e idéntico su valor a los ojos de Dios; mientras la educación intelectual funda sus anomalías y desigualdades en la presunción de la inferioridad intelectual congénita de todo el sexo femenino. Suplico a los que me oyen que me presten ahora más que nunca benévola atención. He empezado por establecer que en la educación de la mujer y del hombre, hoy por hoy son mayores y más graves las diferencias que las relaciones, llegando a veces a adquirir carácter de antagonismo. Sin embargo, añadiré que se advierte en la sociedad civilizada tendencia a invertir esos dos datos: que se camina a reducir las diferencias y aumentar las relaciones. Esta tendencia se ha iniciado en el terreno pedagógico propiamente dicho, y casi podríamos hoy juzgar de la cultura de un Estado, por la amplitud concedida a la enseñanza intelectual de la mujer, no sólo en la ley escrita, sino en la sociedad, y por su mayor concierto con la masculina. Desgraciadamente, en España, la disposición que autoriza a la mujer para recibir igual enseñanza que el varón en los establecimientos docentes del Estado, es letra muerta en las costumbres, y seguirá siéndolo mientras se dé la inconcebible anomalía de abrirle estudios que no puede utilizar en las mismas condiciones que los alumnos del sexo masculino. Si los padres no esperan resarcirse de los sacrificios que impone una carrera, antes bien si al dedicar a sus hijas a estudios desusados entre las mujeres sólo han de sacar en limpio ser tildados de excentricidad y temeridad, pocos serán los que se determinen a imponer a sus hijas el estudio por el estudio. Mejor fruto y mayor loa se consigue de emperejilarlas, avezarlas a las artes de la coquetería, y que tiendan la red a fin de que se prenda, como aturdida mosca, el incauto novio. Señores, a veces es necesario llamar a las cosas por su nombre: las leyes que permiten a la mujer estudiar una carrera y no ejercerla, son leyes inicuas. [...]

Aunque no es costumbre en buena estrategia rechazar aliados, yo he de desprenderme de unos que considero funestos: los que encarecen la necesidad de educar intelectualmente a la mujer, para que pueda transmitir la enseñanza a sus hijos. Rechazo esta alianza, porque, insisto en ello, considero altamente depresivo para la dignidad humana, representada por la mujer tanto como por el hombre, el concepto del destino relativo, subordinado al ajeno. La instrucción y cultura racional que la mujer adquiera, adquiéralas en primer término para sí, para desarrollo de su razón y natural ejercicio de su entendimiento, porque el ser racional necesita ejercitar las facultades intelectivas lo mismo que necesita no dejar atrofiarse sus demás órganos. Y todo lo que sea invertir los términos anteponiendo lo secundario, lo conceptúo funesto y degradante.

Ya el buen abate Fleury —nombre caro a la infancia— decía: “Pretenden que la mujer no es capaz de estudio, como si su alma fuese de distinta especie que la del hombre; como si no tuviese, lo mismo que nosotros, razón que dirigir, pasiones que combatir, o si les fuese más fácil que a nosotros hacerlo todo sin aprender nada.”

Es preciso además considerar serenamente la cuestión de la maternidad. La maternidad es función temporal: no puede someterse a ella entera la vida. La protección a que tiene derecho el niño no ha de prolongarse más allá de la niñez. Además de temporal, la función es adventicia: todas las mujeres conciben ideas, pero no todas conciben hijos. El ser humano no es un árbol frutal, que sólo se cultive por la cosecha. [...]

Donde las diferencias se acentúan es en dos ramos de la educación que no figuran en la clasificación de Bain: la educación estética y la educación cívica. No se crea que la primera tiene forzosamente que limitarse a unos cuantos escogidos, pues existieron pueblos, como el griego y el italiano, en quienes todo lo impregnó tan vivaz elemento de cultura. Respecto a la educación cívica, la encontramos también en Roma y Grecia, despertando la conciencia de los derechos y deberes del ciudadano y fomentando el vigoroso desarrollo del espíritu nacional, notas ambas que caracterizan a los pueblos libres. Pues bien; la poca educación estética y cívica de la mujer, lleva hoy sentido opuesto a la masculina. La enseñanza del arte a la mujer adolece de torcido y falso idealismo: en pintura y escultura proscribense para la mujer el modelo vivo y la anatomía de las formas estudiadas en el cadáver; en música apenas pasa del

casero piano; en literatura se le ocultan, prohíben o expurgan los clásicos, y se la sentencia al libro azul, el libro rosa y el libro crema; y de todas estas falsedades, mezquindades y miserias sale la mujer menguada y sin gusto, con el ideal estético no mayor que una avellana. En cuanto a la educación cívica de la mujer, es puramente negativa, y cuando no es negativa es minorativa: privada la mujer de toda clase de derechos políticos, mientras el varón desde la Revolución francesa los ha adquirido plenísimos y sin distinción de capacidades, la vida pública, los fastos de su nación, son a la mujer cada día más indiferentes, y las vergonzosas transacciones, las flaquezas de los que intervienen en la gobernación y administración de la república, encuentran aprobación y halago en el hogar doméstico, donde ni se conocen ni se pueden conocer más leyes que las de la casera economía. [...]

La educación femenina atraviesa aún el periodo estacionario: tiene que cruzar el revolucionario, si ha de entrar en el de pacífica, sana y fecunda evolución. No puede, en rigor, la educación actual de la mujer llamarse tal educación, sino doma, pues se propone por fin la obediencia, la pasividad y la sumisión. ¿Cuándo veremos informando la educación de la mujer el generoso principio de Kant, que no se debe educar según el estado actual de la especie humana, sino según un estado mejor, posible ya en el porvenir, es decir, según la idea de la humanidad y de su total destino? A la mujer sí que es aplicable lo que dice Kant del hombre: que se le educa para el mundo actual, con todas sus corrupciones y atrasos. Es la educación de la mujer preventiva y represiva hasta la ignominia; parte del supuesto del mal, nace de la sospecha, nútrese en los celos, inspírase en la desconfianza, y tiende a impedir o a crear buena y cándidamente que impide las transgresiones de la moral sexual por el mismo procedimiento mecánico de los grillos puestos al delincuente para que no pueda dañar. La educación positiva, de instrucción y dirección, verdadera guía de la vida humana, está vedada a la mujer. En el primer periodo educativo, enseña Kant, sólo rige la obediencia pasiva; este período corresponde a la tierna infancia, a la niñez. En el segundo, el alumno hace uso de su reflexión y de su libertad. ¿Quién no ve que la mujer no ha salido del primer periodo? Como a niña la educan, y niña se queda.

Condena Kant severamente la idea funesta de persuadir a los hijos de los ricos y poderosos de que nunca habrán de pensar en procurarse el sustento, y que toda la vida sucederá como en casa de sus padres, donde les dan de comer y beber y vestir y calzar y satisfacen sus antojos, sin más que abrir la boca y aun antes de que la abran. Con esta idea —añade el Aristóteles moderno— los hombres serán toda su vida chiquillos o indios bravos. Pues en esta idea se funda el porvenir de la mujer en nuestras sociedades, como que se la veda casi toda profesión u ocupación productiva, y se la imbuye de que su sostenimiento corre a cargo del varón. ¿Cuándo se la dará esa educación que Kant llama *práctica*, la educación de la personalidad, de un ser libre capaz de bastarse a sí mismo, llenar su puesto en sociedad, y al propio tiempo tener para sí mismo un valor que emana de la íntima conciencia de sus derechos? La mujer necesita no olvidar nunca las palabras de Legouvé: “Nadie ve ni educa en la muchacha más que a la esposa futura. Su desarrollo personal es un *medio*, nunca un *fin*. ¿No existe la mujer para sí misma? ¿No es hija de Dios sino cuando es compañera del hombre? ¿No tiene un alma aparte de la nuestra, inmortal como la nuestra, que como la nuestra toca a lo infinito por la perfectibilidad? ¿No le pertenece la responsabilidad de sus faltas y el mérito de sus virtudes? Por encima de esos títulos de esposa y madre, títulos transitorios, accidentales, que rompe la muerte, que interrumpe la ausencia, que unas llevan y otras no, tiene la mujer un título inalienable y eterno que domina y precede a todo, y es el de criatura humana: y, como tal, posee el derecho al pleno desarrollo de su entendimiento y de su corazón.  Apartemos vanas objeciones inspiradas en leyes de un día: en nombre de la eternidad, debéis a la mujer la luz!”

No se diga que la mujer es de suyo blanda e incapaz de energía; recuérdese el contraste que una educación opuesta creó entre el carácter y costumbre de las espartanas y el

de las atenienses. Ha observado Kant que cuando mienten para disculparse los niños, por lo común suelen desaprobalo los padres, mientras las madres ríen la gracia. ¿Se ha de deducir de aquí que es más natural la propensión a la mentira en la mujer que en el hombre? No; es vicio adquirido por una educación basada en la mentira. Si queremos convencernos de que la educación de la mujer es inmoral, no tenemos más que aplicarle la infalible piedra de toque kantiana. ¿Podríamos hacer de esa educación regla general educativa de la humanidad?

Para mí es evidente que la educación completa y racional, totalmente humana, de la mujer, no dañará, antes fomentará, la verdadera virtud. Pero admitir que sucediese lo contrario: aun así, habría que dársela, so pena de declarar preferible a la cultura y la civilización el estado de barbarie primitiva, triste paradoja de los retrógrados más o menos disfrazados, como Juan Jacobo Rousseau. Si la cultura y la civilización traen vicios o ponen en riesgo virtudes, el conflicto no puede ser más que temporal y aparente, y hay que desdeñarlo, pues si el género humano no caminase a mayor suma de cultura, retrocedería y caería en la animalidad. El tiempo fundirá en armonioso concierto las supuestas contradicciones, y nuestros descendientes sonreirán de sus pusilánimes abuelos.

No diré que sea fácil la tarea. No hay nada más arduo, más espinoso, en que menos proporción guarde el esfuerzo con el resultado, que la educación; y, sin embargo, el hombre la necesita como el pan y el agua, pues para ella fuimos hechos. Todo progreso —sigo inspirándome en el venerable Kant— no es sino pedagogía, paciente aprendizaje de lo mejor; la educación debe propender a romper la cárcel de la rutina, haciendo a los hijos mejores que fueron sus padres. Por eso, el invocar en materias pedagógicas la tradición, o cimentar en ella un método educativo para media humanidad, contradictorio con el de la otra media, como se hace con la mujer, paréceme el mayor de los absurdos. Y si bien se mira, en la tradición y únicamente en la tradición está basado el sistema educativo de la mujer. Sólo se basará en la experiencia el día que ésta se verifique, es decir, cuando en alguna nación civilizada se pruebe en debida forma y continuadamente a educar a las niñas con idéntico sentido y criterio que se educan los niños, y a igualar los derechos de ambos sexos bajo el concepto común de humanidad. No penséis que esto es un ideal, ni una quimera; en naciones muy cultas empieza a realizarse; pero de todas suertes, el ideal no es sino la concepción de un perfeccionamiento que todavía no se ha dado en la experiencia, y que existe ya en la conciencia y la razón: para que pueda llegar a la esfera de la realidad externa, basta que los obstáculos que se le oponen no sean absolutamente invencibles. [...]

CONCLUSIONES

(De la memoria leída en el Congreso pedagógico, el día 17 de octubre de 1892)

La primera conclusión es teórica, es como la razón pura de lo que deseamos llevar al orden práctico de la ley escrita y de los hechos. Aspiro, señores, a que reconozcáis que la mujer tiene destino propio; que sus primeros deberes naturales son para consigo misma, no relativos y dependientes de la entidad moral de la familia que en su día podrá constituir o no constituir; que su felicidad y dignidad personal tienen que ser el fin esencial de su cultura, y que por consecuencia de ese modo de ser de la mujer, está investida del mismo derecho a la educación que el hombre entendiéndose la palabra educación en el sentido más amplio de cuantos puedan atribuírsele.

La segunda conclusión es práctica. Propongo que en todas las naciones convocadas a esta asamblea, y muy especialmente en España, donde hasta hoy se ha trabajado menos en este sentido, se gestione con incansable actividad el reconocimiento del principio anterior, llevándolo a la realidad, y abriendo a la mujer sin dilación libre acceso a la enseñanza oficial,

y como lógica consecuencia, permitiéndola ejercer las carreras y desempeñar los puestos a que le den opción sus estudios y títulos académicos ganados en buena lid, Hoy por hoy, aquí se admite a la mujer libremente a la segunda enseñanza; en la superior sólo ingresa por una especie de concesión graciosa y sujeta a condiciones que dependen de la buena voluntad de los señores rectores y profesores; y después de haber sido recibidas, así como por lástima o por excepción que impone una singularidad fenomenal, rara vez y en contadísimas profesiones se les permite ejercer lo que aprendieron y aprovecharlo para asegurar la independencia de su vida, o para ejercitar el santo derecho de seguir la vocación propia, la voz misteriosa que nos llama a seguir nuestro camino y emplear nuestras facultades según quiso Aquel que a su voluntad las distribuye. [...]

Lamentemos, señores, de todas veras, que no se encuentre aquí entre nosotros la ilustre señora doña Concepción Arenal, a quien podemos llamar nuestra decana, y a quien manifestaríamos con nuestro respeto y con nuestros entusiastas aplausos, cuanto estimamos su saber, cuanto veneramos su carácter, cuanto admiramos sus dotes singularísimas de pensadora, de publicista, de maestra en ciencias políticas y morales. El Congreso, señores, realizaría un acto de justicia poniéndose en pie como un solo hombre al entrar doña Concepción Arenal en su recinto: el Congreso, señores, tributaría a la autora de las *Cartas a los delincuentes*, de la *Cuestión social* y del *Visitador del pobre*, el homenaje debido a la dama insigne, a quien leen, traducen y consultan los sociólogos de Alemania y de Inglaterra, y a quien corona ya, con la augusta diadema de los años, el lauro de la sabiduría y la gloria del más ejemplar empleo de las facultades afectivas e intelectivas, no de una mujer, sino, como ella quiere que se diga, de una persona.

Pero si dona Concepción Arenal no ha venido en cuerpo, ha venido en espíritu, enviando al Congreso una memoria que abarca todos los temas de la sección³², y que es obra maestra de razón y madurez de pensamiento, al par que demostración brillantísima de que ni la edad ni los padecimientos hacen mella en la viril mentalidad de la filosofía. La habéis oído, señores, y no ignoráis que es acaso lo más radical, lo más hondo que aquí se ha dicho. De sus conclusiones se desprende que la mujer, no sólo debe educarse como el hombre, sino más que el hombre, toda vez que necesita ser más persona, para “conocer y cumplir su deber, conocer y reclamar su derecho, dignificar su existencia y dilatar sus afectos para que traspasen los límites del hogar doméstico, llamando suyos a todos los débiles que piden justicia o imploran ser consolados”. Y ved aquí señores, como por distintos caminos y siguiendo cada cual el suyo, se puede llegar al mismo término. Lo que doña Concepción Arenal pide principalmente en interés de la colectividad, lo pedimos otros principalmente en interés del individuo; por eso os decía al empezar que aquí hemos estado unánimes los que venimos de opuestos campos, los que quizá nos arrodillamos ante distinto altar, los que en otros terrenos hablamos lengua tan diversa, que acaso no nos entenderíamos. Eficacia pasmosa la de las grandes reivindicaciones, que juntan en un haz a los espíritus más divergentes. Espacioso es el templo de la justicia, y en él caben todos.

³² Es decir la sección V sobre la enseñanza de la mujer. Véanse a continuación fragmentos de la memoria enviada por Concepción Arenal al Congreso de 1892.

Concepción Arenal, *La educación de la mujer*, 1892 (Participación en el congreso pedagógico de 1892)

In www.cervantesvirtual.com

I.- Relaciones y diferencias entre la educación de la mujer y la del hombre

[...]

Si la educación es un medio de perfeccionar moral y socialmente al educando; si contribuye a que cumpla mejor su deber, tenga más dignidad y sea más benévolo; si procura fortalecer cualidades esenciales, generales siempre, aplicables cualquiera que sea la condición y circunstancias de la persona que forma y dignifica; y si la mujer tiene deberes que cumplir, derechos que reclamar, benevolencia que ejercer, nos parece que entre su educación y la del hombre no debe haber diferencias.

Si alguna diferencia hubiere, no en calidad, sino en cantidad de educación, debiera hacer más completa la de la mujer, porque la necesita más. No entraremos aquí en la cuestión de si tiene inferioridades, pero es evidente que tiene desventajas naturales; y agregando a éstas las sociales, que, aunque no son tantas como eran, son todavía muchas, resulta que, si no ha de sucumbir moralmente bajo el peso de la existencia, si no ha de ir a perderse en la frivolidad, en la esclavitud, en la prostitución, en tanto género de prostituciones como la amenazan y la halagan, necesita mucha virtud, es decir, mucha fuerza, mucho carácter, mucha personalidad. La mujer, para ser persona, ha menester hoy y probablemente siempre (porque hay condiciones naturales que no pueden cambiarse), para tener personalidad, decimos necesita ser más persona que el hombre y una educación que contribuya a que conozca y cumpla su deber, a que conozca y reclame su derecho, a dignificar su existencia y dilatar sus afectos para que traspassen los límites del hogar doméstico, y llame suyos a todos los débiles que piden justicia o imploran consuelo.

Esto no es pedir una cosa imposible, puesto que hay mujeres de éstas en todos los pueblos civilizados, y en los más cultos muchas. La educación de la mujer tiene un gran punto de apoyo en su fuerza moral, que es grande, puesto que, en peores condiciones, resiste más a todo género de concupiscencias e impulsos criminales. Verdad es que esto lo niegan algunos autores, pero sin probar la negativa, porque no es prueba la prostitución, cuya culpa echan toda sobre las mujeres, como si no fuera mayor la de los hombres, por muchas causas que no debemos aquí analizar, ni aun enumerar.

La fuerza moral de la mujer se revela en la mucha necesaria para el cumplimiento de sus deberes que exigen una serie de esfuerzos continuos, más veces desdeñados que auxiliados por los mismos que los utilizan. Cuando el hombre cumple un deber difícil, recibe aplauso por su virtud; los de las mujeres se ignoran: sin más impulso que el corazón, sin más aplauso que el de la conciencia, se quedan en el hogar, donde el mundo no penetra más que para infamar; si hay allí sacrificio, abnegación sublime, constancia heroica, pasa de largo: sólo entra cuando hay escándalo.

[...]

Pensamos, por lo tanto:

Que la educación debe ser la misma para el hombre que para la mujer;

Que es más urgente aún respecto a la mujer, porque, siendo para ella la personalidad más necesaria, está más combatida por las leyes y por las costumbres;

Que la falta de personalidad es un obstáculo para su instrucción y, adquirida, para que la utilice;

Que, por más que se ilustre, si no se educa, si no tiene gravedad y dignidad, si no es un carácter, una persona, aun los que sepan mucho menos que ella procurarán y hasta lograrán hacerla pasar por marisabidilla;

Que no hay más que un medio de que las mujeres sean respetadas, y es que sean respetables: lo cual no se conseguirá con sólo tener instrucción si no tiene carácter. Hay momentos y países en que la cuestión, como suelen serlo las sociales, es circular; a la mujer no se la respeta porque no es respetable, y no es respetable porque no se la respeta. Cuando esto sucede, es difícil, pero no imposible, que la mujer se blinde, por decirlo así, con una sólida personalidad; pero si lo consigue ha de dar por bien empleado el trabajo que le costó, y sabrá cuánto vale tener en sí algo que no esté a merced de nadie.

Como, en nuestra opinión, no debe haber diferencias esenciales entre la educación del hombre y de la mujer, las relaciones en la esfera educadora han de ser necesariamente armónicas.

II.- Medios de organizar un buen sistema de educación femenina y grados que ésta debe comprender.- Cómo pueden utilizarse los organismos que actualmente la representan en punto a cultura general

Dados los pocos recursos pecuniarios e intelectuales con que cuenta la educación de la mujer, y la indiferencia, si no la prevención, desfavorable con que el público la mira, sería en vano pedir fondos para crear muchas y bien organizadas escuelas; lo único práctico nos parece introducir en las actuales algunas modificaciones, o siquiera la idea de que, si es preciso instruir a la mujer, no es menos necesario educarla, para que moralmente sea una persona y socialmente un miembro útil de la sociedad.

Ya se concede que hay que educar a la mujer lo necesario para que sea buena esposa y buena madre. Y ¿cuál es lo necesario para eso? No está bien determinado y aparece con la vaguedad de las cosas que no se ven claramente, ni pueden verse, porque no tienen existencia real. En efecto; la buena esposa y la buena madre es una ilusión si se prescinde de la buena persona, y la buena persona es ilusoria si se prescinde de la personalidad.

Es un error grave, y de los más perjudiciales, inculcar a la mujer que su misión única es la de esposa y madre; equivale a decirle que por sí no puede ser nada, y aniquilar en ella su yo moral a intelectual, preparándola con absurdos deprimentes a la gran lucha de la vida, lucha que no suprimen, antes la hacen más terrible los mismos que la privan de fuerzas para sostenerla: cualquiera habrá notado que los que menos consideran a las mujeres son los que más se oponen a que se las ponga en condiciones de ser personas, y es natural.

Lo primero que necesita la mujer es afirmar su personalidad, independiente de su estado, y persuadirse de que, soltera, casada o viuda, tiene deberes que cumplir, derechos que reclamar, dignidad que no depende de nadie, un trabajo que realizar, e idea de que la vida es una cosa seria, grave, y que si la toma como juego, ella será indefectiblemente juguete. Dadme una mujer que tenga estas condiciones, y os daré una buena esposa y una buena madre, que no lo será sin ellas. ¡Cuánta falta le harán, y a sus hijos, si se queda viuda! Y, si permanece soltera, puede ser muy útil, mucho, a la sociedad, hartamente necesitada de personas que contribuyan a mejorarla, aunque no contribuyan a la conservación de la especie. La falta de personalidad en la mujer esteriliza grandes cualidades de miles de solteras o viudas, y no es poco el daño que de su falta de acción benéfica resulta.

[...] Convendría inculcar repetidamente la obligación del trabajo, tarea perseverante, útil, reproductiva, y no frívolo pasatiempo; del trabajo que dignifica, contribuye a la felicidad, consuela en la desgracia y es un deber que, cumplido, facilita el cumplimiento de todos los otros. Con decir esto no se dirá nada nuevo, pero se recordará mucho olvidado y más no practicado en un país en que, respecto a las mujeres de las clases bien acomodadas, no se tiene generalmente idea de que deben trabajar porque no necesitan ganarse la vida. Prescindamos, que no es poco prescindir, de que estos propósitos de holganza van unidos a los proyectos de que la vida la ganará un marido que no viene, o que hubiera sido mejor que no viniese. ¿La vida se reduce a comer? Todo el que no tenga de ella tan bajo concepto,

comprenderá que la vida que no sea solamente material, y con riesgo de ser brutal, la vida de la conciencia, de la inteligencia, del corazón, no puede ser obra del trabajo de otro, y tiene que ganársela uno mismo.

«El que no trabaja que no coma», ha dicho San Pablo. Muchos comen que no trabajan, pero ninguno que no trabaja es persona; es cosa, que anda descalza o en coche, cubierta de galas o de andrajos, pero cosa siempre. La persona es una actividad consciente y útil; todo lo demás son cosas que, según las circunstancias, podrán ser más o menos perjudiciales, pero que lo son siempre para sí y para los demás, porque en el combate de la vida no hay neutralidad posible; hay que decidirse por el bien o por el mal.

[...] Cuando se sabe lo que pasa en las prisiones, en los hospitales, en los manicomios, en los hospicios, en las inclusas; cuando se ven miles de niños preparándose al vicio y al crimen en la mendicidad, y cruelmente maltratados si no llevan el mínimo de limosna que sus verdugos les exigen; cuando se compara el precio de las habitaciones y de los comestibles con el de los jornales, que tantas veces faltan; cuando se considera este cúmulo abrumador de dolores que no se consuelan, de males a que no se busca remedio, ocurre preguntar: ¿Dónde están las mujeres?

Algunas están donde deben, pero son pocas; tan pocas, que su actividad benéfica se pierde en la inercia general. ¿Por qué así? Por muchas causas que aquí no podemos analizar, ni enumerar siquiera, limitándonos a comprobar el hecho, de una desdichada evidencia.

No lo condenamos en nombre de ideas atrevidas, ni de novedades peligrosas; no se trata de cuestiones intrincadas, de problemas difíciles, de derechos controvertidos, de aptitudes dudosas; se trata de practicar las obras de misericordia, ni más, ni menos.

Esta práctica, que no debe ser alarmante aun para los que son hostiles a la ilustración de la mujer, contribuiría eficazmente a su educación, como lo prueba la experiencia en los países en que las mujeres, tomando gran parte, y muy activa, en las obras benéficas, fortalecen en este trabajo piadoso altas dotes que sin él se debilitarían, y ennoblecen y consolidan su carácter.

No podemos tratar aquí de cuánto influiría para el bien en las cuestiones sociales el que la mujer tomase parte en ellas consolando los dolores que son su causa o su consecuencia; debemos limitarnos a decir y repetir que la desgracia que se conoce, se compadece y consuela, enseña, eleva y fortalece mucho; es decir, que es un grande elemento de educación.

III.- Aptitud de la mujer para la enseñanza.- Esferas a que debe extenderse

La mujer es paciente, afectuosa, insinuante; no le falta perspicacia; si convenientemente se la educa e instruye, comprenderá y aun adivinará, si el discípulo atiende, se distrae o se cansa, hasta dónde entiende ésa y encontrará medios de que aprenda lo que es capaz de aprender; es decir, que consideramos a la mujer con aptitud para la enseñanza.

¿Hasta dónde deberá enseñar? Hasta donde sepa; su esfera de acción pedagógica debe coincidir exactamente con su esfera moral e intelectual, y aun creemos que las cosas que sepa tan bien como el hombre las enseñará mejor que él.

IV.- Aptitud de la mujer para las demás profesiones.- Límites que conviene fijar en este punto

[...] ¿Todos los hombres tienen aptitud para toda clase de profesiones?

Suponemos que no habrá nadie que responda afirmativamente.

¿Algunas mujeres tienen aptitud para algunas profesiones?

La respuesta no puede ser negativa sino negándose a la evidencia de los hechos.

¿El hombre más inepto es superior a la mujer más inteligente?

¿Quién se atreve a responder que sí? Resulta, pues, de los hechos que hay hombres, no se sabe cuántos, ineptos para ciertas profesiones; mujeres, no se sabe cuántas, aptas para esas mismas

profesiones; y si al hombre apto no se le prohíbe el ejercicio de una profesión porque hay algunos ineptos, ¿por qué no se ha de hacer lo mismo con la mujer? ¿Se dirá que la ineptitud es en ella más general? Aunque esto se probara, no se razonaría la opinión ni se justificaría el hecho de vedar el ejercicio de las facultades intelectuales al que las tenga. Supongamos que no hay en España más que una mujer capaz de aprender medicina, ingeniería, farmacia, etc. Esa mujer tiene tanto derecho a ejercer esas profesiones como si hubiese diez mil a su altura intelectual: porque el derecho, ni se suma ni se multiplica, ni se divide; está todo en todos y cada uno de los que lo tienen, y entre las aberraciones jurídicas no se ha visto la de negar el ejercicio de un derecho porque sea corto el número de los que puedan o quisieran ejercitarle.

El médico, como hombre, ¿tiene derecho a ejercer su profesión? ¿Se le autoriza para ejercerla en virtud de su sexo, o de su ciencia. ¿Qué se pensaría del que, sin haber estudiado quisiera recetar u operar, y dijese al enfermo: «yo no sé medicina, ni cirugía, pero le curaré a usted porque soy hombre?» Se pensaría en enviarle a un manicomio; y si el hombre, no por serlo, sino por lo que sabe, puede ejercer una profesión, a la mujer que sepa lo mismo que él ¿no le asistirá igual derecho?

No creemos que pueden fijarse límites a la aptitud de la mujer, ni excluirla a priori de ninguna profesión, como no sea la de las armas, que repugna a su naturaleza, y ojalá que repugnara a la del hombre. Sólo el tiempo puede fijar esos límites, que en el nuestro se han dilatado tanto en algunos países.

Decíamos más arriba que, para la práctica podrían bastar algunos breves razonamientos; debemos decir más bien para las necesidades del discurso, porque la práctica ofrece obstáculos de todo género que no se vencen con razones. Las leyes, la opinión de los hombres, la que muchas mujeres tienen de sí mismas, el no hallarse con bastante fuerza (se necesita mucha) para luchar con la desaprobación y con el ridículo, con resistencias de afuera y de casa, todo contribuye a limitar la esfera de acción intelectual de la mujer, a limitarla de hecho, aunque en teoría no se le pongan límites.

No se crea por lo dicho que en los establecimientos exclusivos para la enseñanza de la mujer deseamos que haya cátedras de metafísica, filosofía del derecho y cálculo infinitesimal. Todo lo contrario; quisiéramos que esta enseñanza fuese encaminada a facilitar y perfeccionar la práctica de profesiones fáciles, de artes y oficios lucrativos, de que hoy están excluidas las mujeres, y lo quisiéramos por muchas razones.

1.^a Porque hoy, aunque no se exprese así, la enseñanza de la mujer viene a ser la enseñanza de la señorita; y debe procurarse que todas las clases participen de los beneficios del saber, cada una en la medida y dirección que le conviene.

2.^a Porque en todo es regla de razón empezar por lo más fácil; y es más fácil preparar una joven para que sea relojera, pintora de loza, telegrafista, tenedora de libros, etc., etc., que enseñarle ingeniería o medicina.

3.^a Porque, viendo que los establecimientos de enseñanza de la mujer dan resultados de esos que se llaman prácticos, que proporcionan medios de vivir y de amparar a su familia a muchas jóvenes que hubieran sido una carga sin la instrucción recibida, esto contribuirá muy eficazmente a conquistar la opinión pública en favor de la enseñanza de la mujer.

4.^a Porque esta dirección, encaminada a facilitar y perfeccionar las profesiones fáciles y los oficios y artes de aplicación, contribuiría a combatir muchas preocupaciones respecto a los trabajos que pueden o no hacerse decorosamente.

5.^a Porque, vistos los resultados que dan los Institutos de segunda enseñanza, debe evitarse que tengan ninguna semejanza con ellos los establecimientos para la instrucción de la mujer.

Y ¿dónde podrá adquirir la mujer los conocimientos especiales y superiores para esas profesiones cuyo ejercicio no hay derecho a negarle? Muchos de esos conocimientos, muchos más de lo que se cree, puede adquirirlos en su casa, porque es con frecuencia bastante ilusorio el auxilio que presta un profesor cuando no sabe mucho ni tiene buen método, o, aunque lo

tenga y sepa, se dirige, más que a discípulos, a oyentes (cuando atienden), por ser tanto su número que no es posible individualizar, ni enseñar a estudiar, y el profesor poco más puede hacer, si lo hace, que un libro sobre el mismo asunto que con atención, sosiego y economía de tiempo se leyera en casa. Además, consultando a personas competentes se puede estudiar en los libros mejores; si las circunstancias favorecen, se puede buscar un maestro que enseñe; mientras que, catedrático, hay que tomar el que dan, que no siempre es el mejor.

Con la enseñanza privada, sin más intervención oficial que los exámenes, hay ahora facilidades para que las mujeres puedan hacer estudios superiores; respecto a los que exigen la asistencia a los establecimientos públicos, esperamos que los hombres se irán civilizando lo bastante para tener orden y compostura en las clases a que asistan mujeres, como la tienen en los templos, en los teatros, en todas las reuniones honestas, donde hay personas de los dos sexos.

¿Sería fuerte cosa que los señoritos respetasen a las mujeres que van a los toros Y faltaran a las que entran en las aulas!

V.- La educación física de la mujer

Donde, como acontece en España, la educación física del hombre está descuidada, la de la mujer ha de estarlo más, y tanto, que respecto a ella no hay sólo descuido, sino dirección torcida.

Las mujeres del pueblo se debilitan por exceso de trabajo, las señoras por exceso de inacción; y los que sin salir de la errónea rutina aspiran a que sean buenas madres, no lo consiguen ni aun bajo el punto de vista fisiológico.

Las mujeres del pueblo que se debilitan por exceso de trabajo son las que trabajan en el campo, en las minas, machacando piedra, etc.

Hay otros trabajos que no parecen excesivos porque no exigen gran esfuerzo muscular, y suelen ser los más enervantes y fatales a la salud, ya porque obligan a una vida sedentaria, ya porque la trabajadora, encerrada en su estrecha vivienda o en una fábrica, no tiene siquiera la compensación de respirar aire puro como la mujer de los campos. La miseria estrecha tan de cerca a la trabajadora sedentaria, le impone condiciones tan terribles en la hora presente, que al educador le es más fácil enseñar cómo la falta de higiene acaba con su vida, que evitar que la aniquile y la mate. Esto hoy.

¿Y mañana? Mañana podría comprenderse el absurdo de que los hombres aprendan un oficio y las mujeres no; ellas que, con menos fuerza muscular, necesitan, y pueden suplirla con la destreza, y por falta de educación industrial están condenadas a ser siempre braceras.

La educación física de la mujer del pueblo no puede intentarse sin hacer su trabajo más productivo por medio de su instrucción industrial y de su mayor consideración social: porque debe notarse que a veces la misma obra, y aun mayor, se paga menos porque es una mujer la que la hace. El difícil remedio de este grave mal es asunto de discusión pedagógica, en cuanto la dignificación de la mujer de una clase influye indirectamente en el bien de todas, y porque la instrucción en general, y la industrial en particular, contribuiría a que la mujer, menos abrumada por la miseria, pudiese tener higiene y recibir educación física.

Esta educación respecto a la mujer de las clases acomodadas no halla imposibilidad material, pero sí grandes dificultades, que oponen la rutina y la ignorancia, y un cúmulo de preocupaciones que consideran la debilidad física como una parte de las gracias y de los atractivos de sexo. Si una niña que conserva aún el instinto de conservación quiere ejercitar sus músculos con alguna energía, se la reprende, diciéndole que esos juegos son de muchachos; las niñas han de jugar de modo que no se rompan el vestido (tan fácil de romper), ni se despeinen, etc. Han de pasear como en procesión, andar acompasadamente con los brazos colocados de cierto modo y poco menos rígidos que los de un cadáver. Cuando es ya

señorita y no ya al colegio, no sale de casa sino a misa y a paseo, y esto pocas veces, porque no tiene quien la acompañe, porque hay que hacer visitas, recibirlas, prepararse para ir al teatro o a alguna reunión, dar la lección de piano, estudiarla, concluir una labor para un día determinado, o una novela prestada que hay que devolver, etc., etc. ¿Y qué paseo! Sale tarde, no va al campo a respirar el aire libre, sino donde hay gente, y cuanta más mejor; no hace apenas ejercicio, y la molesta el calor, el frío, el viento, la lluvia, todo. Ya perdiendo el gusto natural de ejercitar las fuerzas, de arrostrar la intemperie, debilitándose y haciéndose completamente sedentaria; así llega a ser madre de hijos más débiles que ella, sus nietos lo serán aún más todavía, y la degeneración es indefectible y visible para cualquiera que observe. Con la inacción física o intelectual se quiere tener buenas madres, y se tienen mujeres que no pueden criar a sus débiles hijos ni saben educarlos.

Muchos defectos físicos e intelectuales de la mujer se han convertido en el ideal de la belleza, al menos para un número de personas que, según todas las apariencias, constituyen una gran mayoría. Los que comprenden la necesidad de la educación física de la mujer y la quieren, tienen que luchar con fuerzas muy superiores en número; pero no deben desalentarse, porque todo progreso empieza con la lucha de pocos contra muchos.

Entre varios medios que pueden ponerse en práctica hay uno propio de la Pedagogía, con el concurso de ciencias auxiliares. En las escuelas normales primero, y después en todas, debería enseñarse a la mujer la importancia de la higiene, siendo una parte esencial de esa higiene el ejercicio ordenado de sus músculos, y, acomodándose a las circunstancias, establecer alguna especie de gimnasia.

Lo aprendido en las escuelas sería letra muerta, al menos por mucho tiempo, si fuera de ellas no recibía un apoyo eficaz con la publicación de libros y de cartillas que generalizaran conocimientos, de que hoy carecen aun las personas muy ilustradas en otros conceptos.

Para disipar ignorancias, vencer rutinas y contrarrestar hábitos nada sería tan eficaz como la asociación, que da medios de que el individuo aislado carece y que, en la resistencia como en el ataque, agrupa las fuerzas y las multiplica.

Debe anotarse que a tantas causas como conspiran contra la salud y la robustez en las sociedades modernas, hay que añadir, heredada de las antiguas, una muy poderosa: el desprecio, casi el horror del cuerpo como materia vil, de que debe prescindirse en lo posible para no ocuparse más que del alma. Los ascetas no sabían, y muchos que no lo son ignoran hoy, que el mayor enemigo del alma es un cuerpo débil.

Si se ha dicho *mens sana in corpore sano*, bien se dirá «carácter débil en cuerpo enfermizo»; y los trastornos, puede decirse los estragos, del histerismo serían tan raros como hoy son frecuentes si se atendiese a la educación física de la mujer

Leonor Serrano de Xandri, La educación de la mujer de mañana, 1923

Edición de María del Carmen Agulló Díaz, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007, p. 211-222

Segunda parte: Educación

Capítulo I: La educación de la niña: a) coeducación familiar (p. 211-222, fragmentos)

§ 2: *La educación de la niña comenzará siendo idéntica a la del niño*

Salta a la vista que si la vida en sus principios apenas si ofrece diferencia ninguna, tampoco la educación de la niña debería ser hasta la pubertad distinta de la del niño.

Las líneas generales primarias (indiferenciadas en su origen embrionario) de la biología y del psiquismo de la niña, deben ser, como las del niño, escrupulosamente respetadas, precisamente en ese carácter de indiferenciación.

Prescindiendo de los preceptos generales pedagógicos, veamos lo más esencialmente necesario para la vida de la niña.

Ese arranque de vida general, por ejemplo, el movimiento y la excitabilidad, y luego la satisfacción de las necesidades primarias (alimento, vestido y habitación), alrededor de las cuales irá surgiendo la necesidad de la vida de relación, no puede de ningún modo especializarse en sexos; es fundamentalmente necesario por igual a la niña desde los comienzos de su vida, so pena de limitarse y anquilosarse las aptitudes latentes de unos y otros.

Esto presupone la coeducación tanto en la familia como en las relaciones sociales de los niños. En efecto; ya no es una teoría, sino una realidad (en la familia y en las escuelas de varios países, los anglosajones, por ejemplo), que la coeducación, sobre todo en los primeros años, no reporta más que ventajas y ningún inconveniente.

No se trata sólo de ventajas económicas y profesionales, ya que el profesorado primario tiende a ser femenino en su mayoría.

Se trata, además, de serias ventajas psíquicas en que la realidad confirma en un todo los principios sentados en nuestra primera parte, como vamos a comprobar.

[...]

§ 7: *El verdadero medio para el juego de los niños es la naturaleza*

Concretemos nuestra posición afirmando que la infancia, en nombre de la vida, tiene sus derechos también sobre el medio. Y uno de ellos es el de asirse engarzada a la madre Naturaleza, que la sostendrá amorosa en todos los embates de la vida, cuando fuertemente se ha cimentado en ella. En ella se inician firmes y verdaderas las primeras impresiones, y tienen un objeto real los primeros movimientos. Allí el niño ve y sigue los pasos de las vidas nacidas, al par que su vida (una planta, un árbol, un pájaro, un perro, un gato, etc.). Ha de jugar libre en un medio libre.

Siempre que pueda, el juego común ha de tener por escenario la Naturaleza, *madre* primera del niño.

La vida, sencilla, fuerte y pura, será casi obra de sus manos. Cuidando plantas y animales, se ensaya en ser creador. Colaborando en juegos y trabajos con otros niños y niñas, aprecia el mérito del trabajo puro, sin que le falsee el de los sexos, ni las categorías, ni la estética ciudadana, que sólo tienen un valor relativo, de apariencia.

Subiendo hasta las montañas, se acostumbrará al esfuerzo, coronado inmediatamente por las más hermosas perspectivas y los más variados hallazgos. Se remontará hasta los orígenes de los ríos: verá qué es un manantial, un afluente, un accidente geográfico, un salto de agua, una posible utilización industrial del agua, de la madera, de las canteras, de las minas.

Este hábito del esfuerzo es también prometedor para la niña. Conociendo los orígenes del alimento, del vestido, de la habitación, y las primeras transformaciones agrícolas, industriales y mineras de la materia prima, ya sabrá bastante en la primera edad. Estará en condiciones de pensar, de trasladar de un modo oral o escrito a sus semejantes sus primeros pensamientos, fuertes y vigorosos, como asentados sobre actividad natural concreta y clara, sin prejuicios.

Es indispensable que los niños pequeños se pongan, poco o mucho, en contacto con la Naturaleza. La escuela ideal es el prado, el jardín, el bosque. Entre el mar y la montaña está toda la vida del hombre. El mar le da la inquietud, el ansia de belleza y de gracia, la tendencia a la extensión y a la sociabilidad, la audacia y la serenidad.

Pero la montaña le da la observación, la concentración, la fuerza pasional, la soledad e intensidad.

[...]

En las alturas fulminó Jehová la antigua ley, y predicó Cristo la nueva ley de las Bienaventuranzas, y estuvieron el Tabor y el Calvario, y habla Zaratustra, según Nietzsche; y formó a sus alumnos y alumnas Francisco Giner, el descubridor del Guadarrama y creador de la mejor generación de pensadores y profesores que ha tenido España en estos últimos tiempos...

Nuestros alumnos y alumnas deben estar familiarizados con la vida del campo, y, mejor aún, de la montaña. Allí, en la soledad, sin daño para nadie, aprenderán esas elementales defensas de vida, alimento, vestido, habitación, que ansían instintivamente, y que supieron y les han legado en potencia sus antepasados.

[...]

Insistamos en que la niña necesita una educación idéntica, por ahora. La coeducación ya no es una teoría, es una realidad en muchas partes. Y como hemos visto, tiene psíquicamente su razón de ser. Salta a la vista que también ella, como el niño, necesita agilidad y flexibilidad para defenderse, para esquivar el peligro, para andar por la calle. Hoy que la mujer tiene abiertos tantos caminos de actividad, si es más débil, con mayor razón deberá cultivar la ligereza, gracia y flexibilidad, para esquivar con la inteligencia los peligros que no pueda esquivar con la fuerza. La agilidad es su mejor defensa, y solamente se la dará la Naturaleza. Ya Spencer insiste vibrante en la terrible injusticia de la educación de las niñas, limitando por todos los medios posibles sus movimientos en colegios e internados.

Si la vida, como vimos, se caracteriza por el movimiento y la excitabilidad, limitar el movimiento es, no sólo también limitar, sino desequilibrar la vida, dando una anormal preponderancia a la excitabilidad. Y desequilibrar desde la infancia la actividad de la mujer es preparar el desequilibrio de la especie.

Capítulo I: La educación de la niña: b) coeducación escolar (p. 230-232, fragmentos)

§ 11: Cooperación en la educación física

Otra parte digna de estudio en la vida escolar, para la educación femenina, es la educación física.

Ya insistimos en la importancia del juego en común, libre y espontáneo, como el marco más natural para el cultivo físico del niño y de la niña. [...]

Claro está que en los casos en que sea necesaria la gimnasia para el niño, lo será para la niña. Ni la gimnasia sueca, ni la gimnasia respiratoria, ni la gimnasia con aparatos, ofrecen inconveniente alguno a la niña impúber, que suele ser la que está en edad escolar para que pueda realizar sus ejercicios junto con los niños.

En la educación física, como en toda educación, es en la cooperación múltiple en donde cada uno encontrará su camino. Por lo contrario, es en la excesiva y prematura

diferenciación de la infancia en donde corremos el riesgo de limitar aptitudes innatas, que al limitarse forzosamente pueden, en vez de aniquilarse, desviarse en fuerza inadaptada y perturbadora.

Ni Inglaterra ni Norteamérica, prototipos de la actividad femenina, lo mismo en deporte que en coeducación, que en aptitudes sociales, son países que por la colaboración de sus mujeres o por la coeducación de sus niños tiendan a la degeneración de la raza; antes al contrario, marchan a la cabeza del mundo, con paso más firme y seguro que nuestra vieja y exquisita raza latina, de quien ha escrito Pérez de Ayala que la característica de cultura es “la posesión de la mujer”³³.

Y para esto comienza separándola y limitándola desde la escuela primaria, mientras que la raza anglosajona se la entrega casi por entero; y no sólo la primaria, sino la secundaria, y parte de la superior. De las niñas cuida como discípulas, y a muchas mujeres llama como maestras en escuelas y cátedras³⁴. Triunfa la coeducación y triunfa el profesorado femenino.

En los Estados Unidos el 96 por 100 de la población escolar asiste en coeducación, y entre 650.000 maestros, 520.000 son mujeres³⁵.

Estos dos solos datos demuestran todo lo dicho. [...]

³³ “Supremacía del pugilismo”, *El Sol*, enero de 1919.

³⁴ L. Luzuriaga, *La enseñanza primaria en el extranjero. (Países de lengua inglesa*. Publicaciones del Museo Pedagógico, Madrid.)

³⁵ *Boletín de la Institución Libre de Enseñanza*, septiembre de 1922.

Construcción de los papeles de género

Eduardo Escarpín y Lartiga, *El triunfo de la anarquía. Los problemas del siglo XX (fragmento)*, 1922

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo en España, 1875-1936*, p. 64-65

La mujer y el hombre son dos mitades de un todo, que mutuamente deben completarse, según rezan casi todos los libros de Moral y de Filosofía. No reconocerlo así es una insensatez, un desacierto que la misma realidad se encarga con sobrada frecuencia de castigar severamente.

La mujer tiene su valor, como el hombre tiene el suyo. Los dos son iguales en el concepto cuantitativo de sus facultades espirituales, pero no en el cualitativo. ¿Cómo osar afirmar que la mujer y el hombre poseen las mismas cualidades? ¿que uno y otro pueden obrar de la misma manera?... **¶**No, no es posible formular semejante hipótesis! **¶**Hay equivalencia, pero no identidad! **¶**Hay diferenciación de funciones y de cualidades, división del trabajo!

Esto es lo que no quiere reconocer por lo visto el feminismo. No lo quiere, porque no es una tendencia racional, progresiva, sino un impulso anárquico, disociador. ¿Cómo oponerse de otro modo a los dictados de la sana razón común, y a las exigencias mismas de la Naturaleza...? Sin duda alguna la mujer no es inferior al hombre. El coeficiente de su potencialidad espiritual es el mismo; pero el conjunto de fuerzas concurrentes que contribuyen a determinar esta potencialidad, no. Ambos imperan en la vida social, pero en distinta forma, de distinta manera.

El valor del hombre es activo, el de la mujer es pasivo; por eso halla su más amplia manifestación en su heroica resistencia ante toda clase de sufrimientos físicos y morales. El sufrimiento es el que valúa el temple de alma, la superioridad de la mujer... **¶**El sufrimiento, sí; ese dolor que ella sabe siempre santificar, dulcificándolo constantemente con los bálsamos confortadores de la resignación y del amor!

El hombre es reflexivo, analizador; la mujer, imaginativa. En el primero obra principalmente la razón, la conciencia; en la segunda, el sentimiento, el afecto. El primero es excepcionalmente apto para la vida pública, para la vida de relación, para el comercio social; la segunda es, por esencia, el *ángel del hogar*. Y **¶**ay! de la Humanidad, y **¶**ay! de la mujer, si un día el ángel deja abrasar sus tenues alas en el fuego destructor de la soberbia y abandona el oculto y amoroso albergue donde siempre viviera, para lanzarse locamente en el raudito torbellino de esa vida pública en medio de la cual el hombre tiene que reñir las más violentas y terribles batallas.

Carmen Baroja, *Ansias feministas*

In *Recuerdos de una mujer de la generación del 98*, p. 67-69

Mi madre, como mujer muy instintiva que era, tenía una gran opinión de los hombres sólo porque lo eran. De ahí, el creer que mis hermanos tenían derecho a vivir como les diera la gana. No es que fueran en casa molestos ni exigentes, todo lo contrario, pero, aunque lo hubieran sido, a mi madre le hubiera parecido bien que todo el mundo, empezando por ella, hubiéramos estado supeditados a ellos.

Así se dio el caso de [que] Ricardo, hombre de magnífico carácter, que se hubiera dejado llevar por la más pequeña indicación, abandonara la carrera de archivero con la que ya

tenía categoría, luego tirara la panadería de Capellanes, luego los destinos y todo, y se pasara los mejores años de su vida trabajando en el grabado o la pintura cuando le daba la gana, pareciéndoles a todos muy bien lo que hacía; a lo mejor se pasaba años sin coger el pincel ni la cubeta del ácido, levantándose todos los días a la una del día, justamente para comer, y acostándose a las dos o las tres de la mañana, después de haber estado en el Café de Levante charlando con los amigos y oyendo tocar a Corvino y a Enguita.

Pío, siguiendo su enorme vocación literaria, trabajaba todos los días, se levantaba pronto y se acostaba también pronto. Alguna temporada tuvo que iba al café o al teatro con Alloza o con los literatos, pero siempre hizo una vida muy metódica.

Los dos tuvieron una idea que, por lo menos a mí, me parece muy española con respecto a las mujeres y a la familia. Alguna vez que he dicho esto a Pío, le ha parecido mal. Dice que todo el que ha leído sus libros los ha encontrado poco españoles. No lo sé, creo que no, pero él ha sido y ha vivido con ideas absolutamente españolas; llamo españolas a éstas relativas a las mujeres y a los asuntos amorosos y, sobre todo, a la moral de la familia.

Era la época del feminismo. Yo era francamente feminista, veía la poca diferencia que había entre los dos sexos. Encontraba [a] muchos hombres estúpidos, tan estúpidos o más que las mujeres, y que, sin embargo, gozaban de un sinfín de prerrogativas en todas partes, desde las mismas ideas ancestrales, pasando por la literatura, hasta la Iglesia, etcétera. Esto me sublevaba.

Yo creía que si las mujeres, empezando por mí, a quienes veía en mi propia casa, en mi propia familia, a muchas con magníficas cualidades, no éramos más inteligentes era por nuestra falta de preparación, por nuestra falta de conocimientos.

Además, me avergonzaba de las estratagemas de las muchachas, y sobre todo de las mamás de las muchachas, para pescar novio, aunque ya iba comprendiendo que se trataba con el matrimonio de solucionar problemas transcendentalísimos, como eran el de la posición social o el económico y el de la cuestión sexual y sentimental al mismo tiempo (no sabía yo que, además de todo esto, estaba el instinto de por medio).

Por eso yo como todas o casi todas las de mi generación creíamos a pies juntillas que, en cuanto las chicas tuvieran manera de ser independientes, cesarían estas escenas y las muchachas andarían libres, sin dedicarse a la vergonzosa caza del novio.

Todo esto me deprimía mucho y forzaba el sentimiento de desprecio y asco por el hombre, principalmente por el señorito chulo y majadero, y de lástima y rabia por la muchacha pobre que no tenía más medios de solucionar la vida que los que pudiera prestarle su triste condición de mujer.

Se veían casos en algunas madres verdaderamente celestinescos, y otros tristes, en donde la familia toda se sacrificaba para que la hija pudiera estrenar un traje y pudiera ir arrastrando de la pobre madre por la calle de Alcalá o Recoletos a la busca del novio. Los señoritos majaderos del paseo no veían en esta tristísima escena más que el lado grotesco y, con esa grosería callejera, hasta decían cosas alusivas a la triste pareja de madre e hija.

Dolores Ibárruri, De la infancia a la madurez

In *El único camino*, p. 139-141

Salí de la escuela a los quince años, después de haber aprendido en ella la que era corriente aprender en las escuelas oficiales, y aun algo más, gracias a la preocupación y al interés de la maestra por que yo estudiase.

De salud precaria, lo que para mis padres constituía una carga porque no podían dedicarme a trabajar, y un desasosiego permanente, por los gastos que ocasionaba en la familia, para mí representó la posibilidad de seguir asistiendo a la escuela, incluso dos años

más que los autorizados por la ley, y esto como premio por las buenas notas obtenidas en el transcurso de mi vida escolar.

En estos dos años suplementarios estudié, ayudada por la maestra, el curso preparatorio para ingresar en la Escuela Normal de Maestras y el primer año de estudios de esta Escuela, con la ilusión de ser maestra, y de llegar al momento del ingreso en la Normal, con un año de adelanto.

Todas aquellas ilusiones de adolescente se desvanecieron ante la dura realidad económica. Estudios, viajes, comida, vestidos, libros, representaban un gasto superior a las posibilidades de mis padres...

En lugar de ingresar en la Escuela Normal de Maestras, fui a un taller de costura, donde estuve dos años, aprendiendo lo necesario para no necesitar de ayudas extrañas en la confección de mis vestidos y más adelante en los de mis hijos.

Después de este aprendizaje, trabajé tres años como muchacha de servicio en casa de comerciantes conocidos. y a los 20 años, buscando la liberación del duro trabajo en casas ajenas, mal alimentada y peor pagada, me casé con un minero, a quien había conocido en la primera casa en la que presté mis servicios.

Mi misión en la vida estaba cumplida. No podía ni debía aspirar a más, después de mi fracasado intento de ser maestra. El fin de la mujer, la única salida, su única aspiración, era el matrimonio, y la continuación de la vida triste, gris, penosa, esclava, de nuestras madres, sin más ocupación que parir y criar, y servir al marido, que en la mayoría de los casos trataba a la mujer sin ninguna consideración.

Solía decir mi madre que “la que en el casar acierta en nada yerra”. Acertar en el casar, en el sentido que mi madre lo interpretaba, era tan difícil como hallar un garbanzo de a libra. Y yo no fui de las que encontraron ese garbanzo. Que me perdonen las felices. Pero cada uno habla de la feria según le va en ella. Hubo un tiempo, que yo añoraba, sin que por ello pensase que todo tiempo pasado fue mejor, en el cual las mujeres trabajaban en la mina. y con todo lo brutal de ese trabajo, era una solución que ya no se ofrecía a las mujeres de la cuenca minera en el período a que yo me refiero, solución que, además de un salario, daba personalidad social a la mujer.

Cuando disminuyó la demanda del mineral y comenzó a sobrar mano de obra, se prescindió del trabajo femenino, adornando la disposición discriminatoria con hipócritas consideraciones sobre la madre, la mujer, la familia y el hogar. Se liberaba a la mujer del trabajo de la mina que “embrutecía” para convertirla en un esclavo doméstico sin ningún derecho.

En la mina la mujer era un obrero. Podía protestar contra la explotación al lado de otros obreros, defender su personalidad como trabajadora. En el hogar, la mujer se despersonalizaba; se entregaba, por la fuerza de la necesidad, al sacrificio. Era la primera en el trabajo, en las privaciones, en el apenar con todo género de servicios para hacer más grata, menos dura, menos difícil, la vida de sus hijas, de su marido, hasta anularse por completo, para convertirse andando el tiempo en “la vieja” que no “comprende”, que estorba, o que en el mejor de los casos, servía de criada a los jóvenes, de niñera de los nietos. Y así una generación y otra, y otra...

Santiago Ramón y Cajal³⁶, En torno al feminismo

In Textos para la historia de las mujeres en España, p. 408-409

“Lo que los extremistas del feminismo llaman emancipación de la mujer no es en el fondo sino la imposición del formidable yugo del trabajo agotante, sin la compensación consoladora del amor y la familia (...). El feminismo u “hominismo”; como decía el malogrado Gómez Ocaña, conduce a un círculo vicioso. Cuantos más derechos políticos y facilidad para el trabajo extradoméstico se otorguen a la mujer, más se apartarán los hombres del matrimonio. Y, cuantos menos matrimonios, más invasora y exigente se mostrará la mujer, atormentada por el abandono, el sobretrabajo agotante y la imposibilidad de satisfacer, decorosa y legalmente, sus íntimas y sacrosantas aspiraciones a la maternidad. Y aunque las uniones legales no descendan, el niño mal atendido y el marido mal cuidado antes presagian la degradación de la raza que la elevación de su moral y de su capacidad productiva.

Si no hubiera solteronas inteligentes e incansables y viudas desamparadas, osaría decir que al reclamar la mujer los privilegios políticos del hombre y el ejercicio de toda clase de oficios mecánicos, reclama, sin pensarlo, el derecho a la fealdad y a la vejez prematura (...).

Mucho me temo que en lo futuro el ángel del hogar se convierta en antipático virago, y que el amor, supremo deleite de la vida, se transforme en onerosa carga impuesta por el Estado para fabricar a destajo obreros y soldados (...). En esta época de feminismo militante y bullicioso, me extraña mucho que la mujer no reivindique para sí y para sus hijos el derecho, no sólo de repudiar el apellido del esposo, sino el de llevar en primer término el de la madre (...).

La tendencia a la unificación de los sexos, notada por Azorín como consecuencia de la guerra europea, si honra a la plasticidad de adaptación y a los talentos latentes en la mujer moderna, resultaría, a poco que se acentuara, funesta para la raza. Es lugar común que el hombre y la mujer no son iguales, sino complementarios, como lo son la abeja y la flor. Y se corre el grave riesgo de que el trabajo de taller o de obrador, fatal a la belleza y a la salud femenil, produzca a la larga un tipo de hembra abortada, comparable a la obrera de los himenópteros. Por indudable tengo que la divergencia física y moral de los sexos, obra milenaria de la naturaleza, constituye inestimable ventaja para la prosperidad de la especie.”

Pilar Pascual de San Juan, *Urbanidad para niñas* (fragmento), 1916

In Textos para la historia de las mujeres en España, p.371-372

“¿Quiénes son los superiores de una niña?: Después de Dios, sus padres, sus abuelos, su director espiritual y sus maestros. Éstos son los que tienen más derecho a su respeto y atención, pero además debe considerar como superiores a los sacerdotes, a las personas constituidas en autoridad, y a todos los que ya no son niños o muy jóvenes. ¿Qué actitud debe guardarse con toda persona superior? La de un respeto decoroso y digno, sin bajo servilismo ni hipócrita humildad. Es cortesía el escucharlos cuando hablan, con respetuoso silencio, el saludar las primeras, el cederles el paso, el coger el objeto que les caiga de la mano y entregárselo, etc. [...]

¿Cómo debe tratar una niña a sus padres? Con respeto y cariño, puesto que son la imagen de Dios sobre la tierra, y al mismo tiempo, las personas más allegadas a ella y las que tienen más derecho a toda la ternura de su corazón. ¿Qué saludo es el que debe dirigirles?:

³⁶ Ramón Santiago y Cajal: médico y biólogo español. Premio Nobel de medicina en 1906

Ante todo, al verse por primera vez cada mañana, al despedirse para salir de casa, al regresar a ella, después de la comida y al retirarse por la noche, debe imprimir en su mano un respetuoso beso. ¿Qué debe hacer cuando la reprendan?: Si ha faltado, como generalmente sucede, escuchar con humildad la corrección. Ésta siempre va encaminada a mejorar su carácter, a reprimir sus pasiones o a enmendar sus faltas, todo para su bien. La niña humilde pide perdón y ofrece corregirse en adelante [...]. ¿Qué inferiores tienen las niñas?: En realidad ninguno, pero pueden considerarse como tales los criados y dependientes o jornaleros de la casa de sus padres. ¿Cómo debe tratarlos?: Con caridad y atención, pero sin familiaridad. ¿Qué inconveniente hay en familiarizarse con ellos?: Ante todo, el peligro de que con el roce adquiriera la niña su lenguaje y sus modales, en los que siempre hay falta de cultura. Además, el de que se acostumbren a tratar a sus señoritas sin el debido respeto, siendo de temer que continúen del mismo modo cuando sean mayores [...]. Las niñas, cuando alguien les falta, no tienen más recurso que el de manifestarlo a sus padres, sin permitirse por su parte insultar ni maltratar a nadie. ¿Y si el que ha faltado es una persona grosera?: Conservando la niña su dignidad, se hará notar la diferencia que existe entre ellos; si prorrumpe en denuestos, se rebaja al nivel de su ofensor. ¿Cómo pueden resumirse las reglas de Urbanidad?: De esta manera: observar lo que hacen, en cada caso particular, las personas generalmente reputadas como finas y corteses, e imitarlas en cuanto sea posible [...]. ¿No vemos todos los días, personas a quienes se aprecia por su saber y su virtud, a pesar de carecer, muchas veces, de buenos modales?: Es cierto, pero una mujer instruida y virtuosa debe reunir a estas circunstancias el esmalte de una educación esmerada. Si la bondad y el talento van acompañados de la cortesía, Forman un conjunto bellísimo y sublime, que Dios mira con agrado y la sociedad ama, admira y respeta.

Gregorio Marañón, La mujer debe ser madre ante todo

Maternidad y feminismo. Tres ensayos sobre la vida sexual, 1927

In Textos para la historia de las mujeres en España, p. 376

Ahora, la fórmula de la inferioridad de la mujer se ha cambiado por esta otra; no son los dos sexos inferiores ni superiores uno al otro; son, simplemente, distintos. Esto sí es la verdad [...]. Diferencia infranqueable entre los dos sexos, repitémoslo todavía (...).

He aquí ya marcada, y en lo más hondo de la vida del organismo, una diferencia que nos enseña, con la fría exactitud demostrativa de la fisicoquímica, cuáles son los caminos divergentes que para cada sexo ha trazado el Destino. El hombre lucha en el ambiente externo. La mujer está hecha para el ahorro de la energía, para concentrarla en sí, no para dispersarla en torno: como que en su seno se ha de formar el hijo que prolongue su vida, y de su seno ha de brotar el alimento de los primeros tiempos del nuevo ser.

Por lo tanto, para nosotros es indudable que la mujer debe ser madre ante todo, con olvido de todo lo demás si fuera preciso; y ello, por inexcusable obligación de su sexo; como el hombre debe aplicar su energía al trabajo creador por la misma ley inexcusable de su sexualidad varonil. Oigamos otra vez la voz de Dios, insistente y eterna: “Tú, mujer parirás; tú, hombre, trabajarás”.

Feminismo, asociacionismo, sufragismo y librepensamiento

Feminismo

Adolfo Posada, Una revolución sin “R”

In *Feminismo*, p. 35-36

Uno de los movimientos sociales más notables de cuantos se han producido en la historia, es el que gradualmente se desarrolla a la vista de la generación presente. No se halla éste circunscrito a un país determinado, antes bien se manifiesta en todas las naciones sometidas al influjo de la civilización occidental. Trátase de una revolución, pero de una revolución sin violencias, o, como decía uno de nuestros amigos, de una revolución sin “R”. Las fuerzas que la impulsan son de tres clases: físicas, morales y económicas; pero las fuerzas físicas que aquí obran, no son las que levantan barricadas o hacen estallar cartuchos de dinamita; sería más propio compararlas con el impulso silencioso e irresistible de la marea que sube. Los promovedores de esta revolución han sido pensadores políticos y entusiastas religiosos: en su auxilio han acudido después los inventores y los ingenieros, cuyos talentos mecánicos, transformando las industrias, han puesto la independencia económica al alcance de los millones de mujeres que figuran en el mundo industrial. Porque ya se comprenderá que la revolución pacífica de que hablamos es la que poco a poco modifica la condición política, educativa e industrial de la mujer en la sociedad.

Adolfo Posada, Definición del feminismo

In *Feminismo*, p. 43-46

En concepto de todos, feminismo sintetiza, en un término admitido, el movimiento favorable a la mejora de la condición política, social, pedagógica, y muy especialmente económica, de la mujer. Verdad es que en este sentido, todas las gentes que no estén ciegas, bajo el influjo de prejuicios invencibles, son feministas. Que la situación de la mujer en general, y especialmente en determinadas clases, es muy poco halagüeña; que la condición creada para ella en la sociedad moderna es cada vez más difícil, sometida a los rigores de la competencia industrial y a los de la lucha por la vida, cosa es que pocos negarán; y cuantos no la nieguen, y en su virtud reconozcan, la necesidad más a menos imperiosa, de mejorar aquella situación, y de hacer más llevaderos los rigores de la competencia y de la lucha, son en cierto modo feministas. Los que así piensan, y que pueden constituir algo así como el elemento *neutro* de la opinión pública en esta cuestión, no se paran a hacer las complejas y difícilísimas lucubraciones psicológicas, necesarias cuando se quieren razonar las cualidades y aptitudes varoniles de la hembra, son como las gentes que no discuten los fundamentos filosóficos de los Gobiernos, sino que se limitan a consignar el hecho de que el Gobierno —éste o aquél— lo hace bien o mal, y por tanto merece apoyo o debe ser combatido. Lo real para ellos es que la mujer vive en condiciones de notoria inferioridad; que su existencia es mil veces más difícil, en cada caso análogo y supuestas las mismas condiciones generales, que la del hombre; que es cien veces más problema el porvenir de la hija que el del hijo, que la mujer que se casa se la somete a un régimen jurídico y económico de verdadera servidumbre, especialmente en ciertas clases, o que si no lo es de un modo necesario, puede serlo en cuanto el marido resulte un disipador, una mala persona; que si el hombre encuentra abiertos mil caminos de emancipación moral, jurídica y económica, pues en principio puede abrazar la

profesión que más le agrade o que le resulte más fácil, la mujer no tiene más *carrera*, con beneplácito y aplauso general de la sociedad, que el matrimonio y a veces el convento. En suma, el hecho, para quienes, sin elevarse a consideraciones complejas y siempre discutibles del orden fisiológico, psicológico y hasta metafísico, se fijan en lo que pasa a su alrededor, es que, si difícil resulta en la actualidad la vida del hombre, es más difícil la de la mujer; que si hay una cuestión social, impuesta por la precaria condición de las clases medias pobres y de las clases obreras, y por la condición moral poco levantada de las clases ricas, hay una cuestión social *femenina*, circunstancia agravante de la cuestión social en general e impuesta por los obstáculos mil que la tradición, los prejuicios y la creciente complejidad de la vida moderna oponen a la mujer, para cumplir libremente, tan libremente a lo menos como el hombre, su destino social y económico.

Pero al lado de este *feminismo* realista, espontáneo, de tejas abajo, que sin duda constituye la atmósfera reinante, favorable a todos los propósitos de la reforma prudente y de emancipación parcial, hay otro feminismo de significación más acentuada, el cual comprende luego muy variados matices, y entraña además supuestos muy diferentes.

Adolfo Posada, *Feminismo radical*

In *feminismo*, p. 48-51

Hay, en primer lugar, un feminismo *radical*, que debe completarse distinguiéndolo, con el *radicalismo feminista*. El supuesto científico fundamental de estos feminismos es el de que el hombre y la mujer son, a pesar del sexo, seres perfectamente iguales en cuanto a dignidad, valor moral, representación humana, y en cuanto a las disposiciones posibles de sus aptitudes personales, por lo que deben estar sometidos a un régimen jurídico idéntico, con iguales derechos; a un mismo tratamiento educativo y a idénticas condiciones, en lo tocante a la expansión de sus tendencias humanas. El sexo no debe implicar una vida económica, política, legal, moral, distinta, ni en lo relativo a las exigencias sociales, ni en lo relativo a las obligaciones también sociales; ni puede determinar, salvo la relación de la maternidad, una situación social diversa, y menos aún, para el sexo femenino, una situación de inferioridad o de tutela respecto del sexo masculino. El hombre no tiene derecho a estimarse como el núcleo y centro de la vida humana; nada hay en él que *a priori* le presente como más apto o más digno para el ejercicio de un poder de dirección y de manda. Bebel³⁷ y el socialismo alemán con el socialismo francés, representan muy bien este sentido, implícito ya en el hermoso libro de Stuart Mill antes citado³⁸.

La fórmula capital que resume toda la tendencia del feminismo radical, es la de la igualdad de los sexos: las reformas fundamentales que sintetizan las aspiraciones de ese feminismo, encamínanse, 1º, a la reforma de la educación de la mujer: la mujer debe ser educada como el hombre, sin prejuicio alguno en cuanto a la determinación de su porvenir, sino teniendo presente que la mujer, como el hombre, debe formarse plenamente, en vista de las exigencias que impone la necesidad de vivir por sí, por el esfuerzo personal; lo que importa es que la

³⁷ “Claro está”, dice Bebel, “que si en mi obra no me propusiese más que demostrar la necesidad de fundar definitivamente la igualdad de derechos de la mujer y del hombre en la sociedad actual, sería mejor abandonar la tarea... La solución completa y perfecta del problema de la mujer —y entendemos por solución no sólo que la mujer debe ser legalmente igual al hombre, sino que también debe ser independiente de él, en la plenitud de su libertad económica y caminar al lado del hombre, hasta donde sea posible, en su educación intelectual— esa solución, repetimos, en las condiciones sociales y políticas actuales, es tan imposible como la de la cuestión obrera” (en *La mujer y el socialismo*). [Nota de Posada]

³⁸ Se trata de *La esclavitud femenina* (*The Subjection of Woman*).

mujer alcance por su educación la aptitud para la vida, y, como el hombre, la condición independiente que supone una educación y una instrucción adecuadas, para la manifestación de las aptitudes individuales, base del ejercicio de las profesiones que ayudan a vivir. Por motivos de diversa índole, el feminismo radical pide, no sólo la modificación de la educación de la mujer en el sentido indicado, sino que pide que la mujer sea educada *con el hombre*, al lado del hombre, según el régimen de lo que se ha llamado coeducación —al modo como por razones de economía se hace en nuestras escuelas mixtas— pero en todos los grados de la enseñanza; 2º, a la desaparición de todos los obstáculos legales y no legales —cosa más difícil— que hoy se oponen a la libre manifestación de las aptitudes humanas de la mujer; no hay razón fisiológica ni psicológica, y menos social, que justifique la prohibición legal del ejercicio de las profesiones por la mujer. Es preciso permitir a ésta ser todo cuanto *dignamente* puede ser el hombre, sin preocuparse del sexo, el cual únicamente determinará exigencias de cierta protección, para evitar que al explotar inicuaamente la pobreza, se desconozcan las condiciones en que ha de ejercerse la maternidad; 3º, a la igualdad absoluta entre el hombre y la mujer, en cuanto al goce de los derechos civiles y políticos en la vida privada, personal, en la vida de familia, en la sociedad y en el Estado. La mujer debe gozar de la misma condición que el hombre, esté soltera o casada, en lo tocante a las relaciones de propiedad, contractuales y mercantiles, en el ejercicio de la patria potestad; debe gozar con las mismas limitaciones que el hombre, cuando esté casada, del producto de su trabajo personal; debe tener en la vida social igual representación que el hombre, para promover y dirigir la vida corporativa; debe gozar de los mismos derechos que el hombre en el ejercicio de las funciones políticas: debe tener voto y poder ser elegida para el desempeño de las magistraturas públicas, desde la jefatura del Estado hasta la representación municipal; 4º, a la igualdad completa de la posición del hombre y de la mujer en la lucha por la vida; es preciso que la mujer tenga más motivos que el hombre para lanzarse por caminos de desesperación y de miseria; que la mujer no en el matrimonio el recurso *único* para salvar un porvenir obscuro e incierto; es preciso, en suma, que la mujer encuentre si fuera posible, hasta con más facilidad que el hombre mismo, base económica de independencia personal, para evitar y alejar, cuando no extirpar, la gran vergüenza de la prostitución, por de pronto, como un modo reglamentado de ganar el pan del cuerpo.

Adolfo Posada, Ojeada sobre el feminismo en España

In *feminismo*, p. 198-204

¿Puede hablarse propiamente con relación a España de un *movimiento* feminista, es decir, de una corriente general en la opinión pública reflexiva, que se preocupe con las graves cuestiones que feministas y antifeministas discuten en otros pueblos según hemos visto en la parte segunda de este libro? ¿Puede señalarse entre nosotros la acción decisiva de algún grupo social, fuerte, constituido por hombres y mujeres, que mantenga un programa feminista, por moderado que él sea, de carácter práctico, programa que poco a poco se acepte por parte de la opinión y por los políticos, para convertir sus proposiciones en reformas políticas? Creo que es preciso contestar a todo esto, sin vacilaciones, de una manera negativa. No hay en España un feminismo arriesgado, de iniciativas valientes y con organización nacional, como el de los Estados Unidos; los escritores y los políticos de España no se han apasionado por el feminismo como los de Francia, ni aquí han surgido las numerosas asociaciones feministas, o cuando menos asociaciones para levantar la posición social de la mujer, que hemos visto organizadas en Francia, ni la opinión general se ha revelado entre nosotros con la fuerza a favor de la mujer que en Inglaterra, no habiendo, por otra parte, aquellos motivos

tradicionales que explican la situación actual de la opinión en Italia ante el movimiento internacional del feminismo.

Sin embargo, según escribe una distinguida profesora de la Normal Central de Maestras, “la cuestión del feminismo, tan agitada teóricamente (y en la vida práctica, puedo añadir) en los pueblos europeos que no tienen, como el nuestro, el hábito inveterado de caminar siempre a remolque, empieza, aunque con timidez, a iniciarse en España. Pocos en número, pero muy valiosos por la calidad, son los escritores dedicados hasta ahora a su estudio: la masa general permanece por el momento indiferente o burlona”; lo cual no obsta para que merced a la acción inevitable de las causas generales, de carácter social, que aquí como en todas partes obran, a pesar de esa indiferencia y de esas burlas, las gentes, que para hacer conducta útil, no atienden sólo a la etiqueta de las ideas, vayan poco a poco reformando su vida, según luego veremos, de conformidad con las soluciones que las necesidades de la vida misma de la mujer imponen.

Mas fuera de esto: es evidente, que no hay en España una verdadera corriente feminista; pero también lo es que hay en España gentes que estudian el asunto, y que se preocupan, teórica o prácticamente, con los problemas que ha provocado do quiera la cuestión del feminismo. [...]

Las manifestaciones reveladoras del interés despertado por la causa de la elevación social de la mujer y del influjo del feminismo son quizá las que brevemente voy a reseñar:

1º El movimiento que en la mejora de la cultura femenina representan los iniciadores de la *Asociación para la enseñanza de la mujer*, institución neutral, a quien debe muchísimo la cultura de nuestra patria. Es obra esta en que han colaborado o colaboran Fernando Castro, Ruiz de Quevedo, Sama, Francisco Giner, Riaño, Azcárate, Galdo, Uña, Vilanova, Vicuña, Torres Aguilar, Valle, Rafael Torres Campo, Blas Lázaro, Altamira y tantos otros. La *Asociación para la enseñanza de la mujer* tiene hoy edificio propio y vive, vida que es de esperar siga siendo próspera, como su fin cultísimo y regenerador pide.

2º Las discusiones habidas en los dos Congresos pedagógicos de 1882 y 1892. Prescindiendo del primero, en el que la señorita Riquelme mantuvo la causa de la instrucción femenina, en el segundo, puede decirse, que la sección donde los debates fueron más apasionados, solemnes e interesantes, fue la sección de la *Enseñanza de la mujer*. Por de pronto, leyéronse en ella informes luminosísimos, como los de doña Concepción Arenal sobre *La educación de la mujer*; de doña Emilia Pardo Bazán, sobre *La educación del hombre y de la mujer*; del doctor Berra, sobre el mismo tema; de doña Soledad Acosta, sobre la *Aptitud de la mujer para todas las profesiones*; de doña Berta Wilhelmi, acerca del mismo asunto; de doña Carmen Rojo, sobre el *Sistema de educación femenina*; de dona Crescencia Alcañiz, sobre la *Aptitud de la mujer para la enseñanza*; de don Rafael Torres Campos, sobre la *Aptitud de la mujer para las diferentes profesiones*, y de los señores Sama, Pulido y otros sobre la *Educación física de la mujer*. [...]

3º La reforma efectuada, merced a un complejo discurso de causas muy variadas, en la escuela Normal Central de Maestras.

4º La creación de instituciones como la *Institución para la enseñanza de la mujer* de Valencia, en la que tanto han trabajado hombres tan distinguidos como el señor Oliver y el señor Chavas, los señores de Sela y los profesores Boscá, Soler, Castro y otros.

5º La orientación que la pedagogía de la *Institución libre de enseñanza* ha impuesto en la educación nacional, y que es marcadamente simpática, en todas sus direcciones, a partir de la elevación de la condición femenina, a partir de la elevación de la cultura de la mujer, que no hay motivo para que sea ni inferior ni distinta de la del hombre.

6º La literatura, favorable o adversa al feminismo, pero en la cual se trata de los problemas .que éste plantea. Sin citar estudios especiales pueden señalarse manifestaciones favorables a la educación de la mujer y al sentido feminista en los trabajos de los Señores Giner, Cossío,

Sela, Buylla, Altamira, Sardá y otros. En las Universidades se ha tratado de la cuestión alguna vez, pudiendo citarse entre otras, los discursos inaugurales de la Universidad de Valladolid del Señor Zúlvage, (1885), de la de Zaragoza del Señor Canales, (1884), y de la de Salamanca, del señor Núñez, (1897). También se trató del asunto en la Academia de Medicina por el señor Marqués de Busto³⁹. [...]

³⁹ Véase en esta antología la crítica que hace de este discurso Emilia Pardo Bazán, p. 63

Margarita Nelken, ¿Condiciones naturales o impuestas?*La condición social de la mujer* [1919], 1975, p. 41-46

Uno de los argumentos favoritos de nuestros anti-feministas es que las condiciones naturales de la mujer española son contrarias al desarrollo del feminismo. Y nosotros preguntamos: ¿las condiciones *naturales* o las que son impuestas metódicamente? Pero hay muy pocos Stuart Mill por el mundo, por España como por los demás países, y aquí, como en todas partes, abundan en “los entendimientos superficiales y poco analíticos.”

Figurarse que la mujer española es menos capaz que la norteamericana, la alemana o la inglesa de entender en las cuestiones llamadas *serias*, es hacerle una injuria que nada justifica. Por el contrario, podría creerse más fácilmente que tiene más altas aptitudes, Ya que la mujer que se instruye en España, por la poca ayuda y las muchas trabas que le salen al paso, hace prueba de una energía, de un valor y de una perseverancia innecesarios a la inglesa, a la norteamericana o a la alemana. Las españolas, cierto esto, no han luchado *las primeras* por ser médicas o abogadas; pero esto no quita el que nuestras médicas hayan tenido y tengan que luchar con dificultades mucho mayores que aquellas con que tropezaron en un principio las médicas extranjeras. Y aquellas de nuestras muchachas que se preparan actualmente para ejercer la abogacía no ignoran que tendrán que recomenzar a estas fechas, y con más energía, la lucha emprendida hace ya mucho por sus compañeras de otros países.

En cuestiones de feminismo, una opinión masculina tiene doble valor, Pues indica el porqué visto a través de los beneficios que la emancipación de la mujer ha de reportar, no sólo a ella, sino a toda la humanidad; en su *Esclavitud de la mujer* dice también Stuart Mill: “Resulta que acerca de esta difícil cuestión de saber cuál es la diferencia natural de los dos sexos, problema que, en el estado actual de la sociedad, es imposible resolver discretamente, casi todo el mundo dogmatiza, sin recurrir a la luz que puede iluminar el problema, al estudio analítico del capítulo más importante de la psicología: las leyes que regulan la influencia de las circunstancias sobre el carácter.” En el país de Stuart Mill ya ha desaparecido esta prevención *a priori* que hacía abstracción de las influencias que pesan exteriormente sobre el carácter femenino y lo diferencian, a veces sin fundamento alguno del masculino; pero nosotros nos encontramos aún, respecto a la mentalidad femenina extranjera y a sus aptitudes, en esa situación arbitraria en que Stuart Mill hacía radicar el antagonismo de los dos sexos. Y nadie puede decir que la mujer española vale o no para lo que vale la extranjera, puesto que no se encuentra en las mismas condiciones para valer.

Feministas masculinos también los tenemos, y muchos; su feminismo, naturalmente ideológico, nos dice tan sólo lo que desearían que fuese la mujer española; pero bien sea porque no se toman la pena de estudiar sus condiciones naturales, bien sea porque les conviene *a priori* tablar sobre el falseamiento y la desvirtuación de estas condiciones, no nos dicen en ningún caso lo que la mujer española puede y, sobre todo, podría ser.

La mujer es así y así, nos dicen, y, por lo tanto, podrá servir para esto y para lo otro. Pero, ¿están ustedes seguros de que es así y así? Y ¿no convendría, en lugar de pensar en aquello para que podría servir continuando siendo así, pensar más bien en darle posibilidades de servir únicamente, es decir, de desarrollarse en su plenitud? Luego, ya veríamos para qué servía; luego, es decir, cuando presentase entera su capacidad para servir de algo. Mas, así como algunas feministas obcecadas no ven en el triunfo del feminismo más que la posibilidad de repetir por su propia cuenta la actuación social del hombre, así también no faltan los feministas que ven en el triunfo del feminismo un medio sencillo de aprovecharse de la actuación —tal como hoy se presentase— de la mujer. Y tan ingenua es una idea como otra.

Cierto es que no es posible decir de antemano cuáles son las condiciones naturales de un ser revestido casi en absoluto de prejuicios y reglas de conducta arbitrarios; lo impuesto es siempre postizo, pero la imposición metódica durante siglos y siglos, tradiciones y tradiciones, llega, en ciertos casos, no sólo a presentarse con apariencia de realidad, sino también a tomar apariencia de *segunda naturaleza*. Y entonces, claro está que la distinción es punto menos que imposible. Sin contar con que esta segunda naturaleza ha ido poco a poco adquiriendo tal fuerza, que no es aventurado asegurar que, por lo menos durante mucho tiempo—seguramente varias generaciones— formará todavía cuerpo indisoluble con la primera. Decir, por ejemplo, la mujer española no lee, pero en cuanto se la acostumbre leerá tanto como la de cualquier nación, nos parece una ilusión demasiado pueril: la mayoría de las mujeres españolas no leen, cierto es, porque ni se les ocurre siquiera hacerlo; pero no se les ocurrirá de repente, aun cuando se les diga que lo deben hacer. Las cosas no se hacen porque se sabe que se deben hacer, sino porque se siente; y la mayoría de las mujeres españolas, durante mucho tiempo, seguirán *sintiendo* más natural, en un rato de ocio, coger una labor, de esas que son perfectamente inútiles y feas además, que no coger un libro. Mientras, a pesar de los progresos culturales, no se vea nunca en un tranvía de España, por largo que sea el trayecto, a una mujer con un periódico o un libro en la mano, será inútil soñar en ver desaparecer, de nuestras mujeres, los sentimientos *impuestos*. Y no por lo que el periódico o el libro traigan consigo de horizontes nuevos, sino por lo que significa de libertad, de emancipación, el leerlos en ratos que si no caen en el vacío.

Al hablar de “las condiciones naturales de la mujer española” débese uno, por la tanto, limitar a considerar aquellas que se comprende son ingénitas y más aún aquellas que, aunque fuesen o son seguramente productos de un ambiente secularmente contrario al fin esperado, son las más indicadas para conseguir este fin y ayudar a su mejor éxito.

La pasividad de la mujer española, su retraimiento durante siglos y siglos, ha ido dándole una entereza y una seriedad, en una palabra, un respeto de sí misma, único quizá en el mundo. Esa misma sumisión de la mujer de pueblo ante su marido que la maltrata y malgasta el dinero; ese “no me puedo volver contra el padre de mis hijos”, que a primera vista parece un resto de esclavitud moruna, encierra en su fondo una conciencia instintiva de dignidad moral —la dignidad del hogar del cual ella es la fiel guardiana— que tiene y puede tener en cualquier caso la fuerza de la más indómita virtud. Esta fuerza, ¿es impuesta? ¿Ha sido adquirida bajo presiones exteriores o es natural como las formas de la construcción física? Difícil es averiguarlo e inútil, además. Adquirida insensiblemente o ingénita, esta fuerza es hoy, en la mujer española, tan peculiar de su carácter como una condición natural y como tal debe considerarse, puesto que al elevarse, la mujer (la que estudia, la que se eleva por su trabajo) en lugar de perder esta condición o siquiera alejarse de ella, la confirma, al contrario. Y hay regiones, Cataluña y Galicia, en que, gracias a este factor, la mujer que se ilustra realiza muy pronto un esfuerzo mucho mayor que el de cualquier extranjera. Son, es verdad, las “ilustradas”; pero como éstas son precisamente las llamadas a encauzar el movimiento feminista español, su facultad de desarrollo es cuestión esencialísima en la cuestión que nos ocupa.

Del examen del actual feminismo español y del de las condiciones que en la mujer española han de obrar como naturales, dedúcese, pues, estas conclusiones:

A) Nuestro feminismo es de origen reciente y reflejo del resultado de otros feminismos, y obedece, ante todo, en el incremento que va tomando, a la necesidad económica.

B) Esa misma necesidad económica permite asegurar que, poco a poco, quizá bastante pronto, nuestro feminismo podrá elevarse racionalmente hasta los aspectos sociales y jurídicos que ha ignorado en un principio, pero que son indispensables a la libertad completa del trabajo, por cuyo anhelo todos los que trabajan están obligados, fuera de los propios intereses del feminismo, a ser feministas.

C) Las aptitudes de la mujer española han sido comprimidas por su educación, por el ambiente que desde siglos pesa sobre ella, pero no son en nada contrarias ni inferiores a las de la mujer de cualquier otro país femeninamente más avanzado.

No obstante, como algunas de las condiciones de la mujer española, bien sea por su fuerza natural, bien sea por la fuerza de su adquisición, cosas ambas de igual resultado por ahora, han de pesar sobre ella durante varias generaciones, unas en sentido mejorativo y otras en sentido adverso, pero de todos modos en sentido *distinto* de otros países, es más acertado, para el porvenir del feminismo español, mirar hacia países de condiciones de raza —y en cierto modo de ambiente hasta no hace mucho— similares a las nuestras, que no hacia países en todo distintos. Por consiguiente, es lógico suponer que, con algún retraso fácilmente corregible, el porvenir inmediato del feminismo español ha de ser idéntico, o por lo menos muy parecido, al presente del feminismo en las repúblicas sudamericanas. Ello permite adaptar del ejemplo extranjero aquello que no es nada contrario a las dotes naturales del carácter hispano —del carácter latino— y desde luego todo aquello que reclaman las exigencias económicas y espirituales de la vida moderna. En relación con esta esperanza, hemos de considerar los distintos aspectos de la actual condición social de la mujer en España.

Margarita Nelken, *La inferioridad legal de la mujer*

La condición social de la mujer [1919], 1975, p. 167-170

No son pocos los que creen que la libertad del trabajo ha de constituir para la mujer la independencia máxima y la realización de sus mayores aspiraciones; sin ocuparnos aquí de la libertad política de la mujer, es decir, de su derecho a tomar parte activa en los asuntos públicos de su nación, es preciso considerar que la libertad de trabajo constituye tan sólo un detalle de las reivindicaciones presentadas por el feminismo para alcanzar la absoluta dignificación, y hasta podría decirse que la verdadera dignidad de la mujer. No hay mayor absurdo que el creer que las mujeres pueden darse por satisfechas al obtener la libertad de trabajar conforme a sus aptitudes; esto, al fin y al cabo, resulta tan beneficioso para la colectividad como para ellas mismas y el que las mujeres puedan seguir carreras liberales o ser empleadas en las oficinas del Estado, o trabajen en fábricas, no deja de tener en cierto modo un interés limitado, ya que concierne tan sólo a un cierto número de mujeres, millares o millones de ellas, si se quiere, pero no a la totalidad. Lo verdaderamente trascendental en las reivindicaciones feministas, aquello sin lo cual la misma independencia económica no es nada, es la libertad, o mejor dicho, la igualdad legal; si no tuviera a menudo tan trágicas consecuencias, diríamos que resulta gracioso el que la mujer sea igual al hombre ante la ley únicamente para sufrir las condenas. No se reconoce su discernimiento como ser humano, pero se reconoce su plena responsabilidad ante la culpa, y uno es tachado poco menos que de loco cuando se asombra de que la Justicia, en lo que atañe a media humanidad, empiece por ser injusta.

Poco a poco, otros países —el último de ellos Italia con su reciente y magnífica igualdad de los sexos— han ido borrando de sus Códigos lo que éstos, respecto a la mujer, contenían aún de atraso y de incomprensión; pero España, que es lo que nos ocupa, o ha desdeñado o ha ignorado voluntariamente estas posibles y naturales reformas, y, sería cosa de decir que, ante la ley, la española se encuentra hoy día lo mismo que sus antepasados medievales, si en la Edad Media la personalidad de la mujer no hubiese sido mucho más respetada.

Pero ya no se trata de volver a la Edad Media; se trata universalmente de llevar la humanidad hacia una era, si no de completa justicia, por lo menos de la mayor equidad posible. Hablando de “la esclavitud femenina” dice muy bien Stuart Mill que la esclavitud no impedía a los griegos creerse un pueblo libre; hoy nos parece que no podía hablarse de libertad en un pueblo donde la mayoría de los hombres eran esclavos, y sin embargo, consideramos libres a los pueblos en donde la mitad de la población no tiene derecho, ni sobre sus bienes, ni sobre el fruto de su trabajo, *ni sobre su cuerpo*.

Las naciones que en la legislación conservan ciertos vestigios del antiguo derecho germánico (Alemania, Países escandinavos), han tenido naturalmente siempre mayores consideraciones legales para con la mujer que las naciones (latinas) exclusivamente regidas por el antiguo derecho romano y la influencia directa de éste, pues mientras el Derecho romano, o hacía abstracción completa de la personalidad femenina, o se ocupaba de ella tan sólo para tenerla en servidumbre, el antiguo derecho germánico reconocía en ciertos casos la igualdad absoluta del hombre y de la mujer. De todos modos, en tiempos medievales, el derecho al voto era casi en todo el mundo civilizado inherente a la propiedad. Si se quiere, puede tomarse esto únicamente como un privilegio feudal, pero no deja este privilegio, por su implícito reconocimiento de la igualdad de los propietarios y de las propietarias, de ser una manifestación feminista. y sin remontar hasta la Edad Media, podemos ver que, mucho antes del reciente triunfo de sus reivindicaciones políticas, las inglesas votaban en las elecciones para los Consejos de los Condados y eran elegibles en las de los distritos; que en Suecia las mujeres propietarias o dueñas de comercios tenían derecho a votar en las elecciones de primer grado para la constitución de la Alta Cámara, y, en fin, que las mujeres intervenían, a títulos diversos, directamente o representadas por mandatarios, en las elecciones municipales de Bohemia, Islandia, Finlandia, Rusia, Prusia, Sajonia y Australia. Aquí en España, no le ha sido reconocido a la mujer ni siquiera este derecho a defender sus intereses; una española dueña de grandes fincas no puede intervenir para nada en la vida municipal, cuando a ello tienen derecho todos los labriegos analfabetos que trabajan sus tierras; de ser realizada por mujeres, la administración de grandes dominios, aparece, ante nuestras leyes, labor menos inteligente que labrar el campo. Este es sólo un detalle de la situación legal de la mujer española, pero prueba, mejor quizás que ningún otro, lo arbitrario de esta situación, ya que por él puede compararse claramente nuestra situación legal con la situación legal de las mujeres de otras países.

Desgraciadamente, este desprecio hacia la personalidad femenina, este decidido rebajamiento suyo, son, como ya hemos dicho, más que españoles, *latinos*. Si bien España es hoy, quizás, de todos los países, aquel en que la mujer se encuentra en peores condiciones legales, no hay que olvidar que Francia, por ejemplo, el pueblo latino, al parecer, más avanzado, manifiesta la misma pereza en remediar los abusos legales frente a la mujer, aun cuando estos abusos son, por demás, por todos reconocidos. Si la francesa se encuentra más libre que la española, es, en ciertos casos, debido a las costumbres, no a la ley; no ha mucho, la proposición admitiendo para la mujer casada la libre disposición de su salario, fue rechazada por el Senado francés, cuando esta misma proposición es ya un hecho desde largo tiempo en todos los países del Norte, y el primero de todos en Alemania. Hay, pues, en cuanto concierne a la situación legal de la mujer, un espíritu latino cuya acción, por la que arrastra de tradicionalmente vetusto, y por las barreras que antepone *a priori* a todas las mejoras, aun a aquellas unánimemente consideradas como justas, es fundamental *en atraso*. Ahora, por dentro de este espíritu que rige por igual todos los pueblos del mismo origen de civilización (exceptuando ahora a Italia, tan decididamente progresista), España se encuentra en condiciones particularmente desfavorables, debidas: 1º, a su especial reglamentación del matrimonio, y 2º, a su especial legislación relativa a la minoría de edad. Alrededor de estos

dos puntos, giran y deben estudiarse todas las circunstancias en que la mujer española se encuentra ante la ley.

José Francos Rodríguez, *Emancipación de la mujer*

La mujer y la política españolas, 1920

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo, 1875-1936*, p. 105-107

La carrera de la mujer no puede limitarse a conseguir matrimonio. Tal injusticia se adorna por quienes la defienden con palabras galanas, pero faltas de sinceridad. “Queremos las mujeres para el hogar únicamente, para embellecer la vida. Flores delicadas no deben ajarse en la lucha por la existencia...” Las zalameras expansiones de quienes así piensan, pronto se desvanecen con la realidad. Dijérase mejor: queremos a las mujeres para nuestra conveniencia. Sumisas, aunque se les imponga la injusticia; capaces de atender a las necesidades de la vida corriente, pero sin salirse nunca del papel secundario a que se las obliga. Hay en esas definiciones poéticas de la esfera que corresponde a la mujer, pasión egoísta, aunque la disfracen sentimentalismos artificiosos y flores de trapo.

Ya no puede ser la hembra, como en días de barbarie criatura sometida a tratos brutales masculinos. Ya no cabe en los pueblos cultos la esclava ni en la época presente existe la sierva; pero en muchos países permanece la menor, la que no dispone de su persona, no goza de plenos derechos y necesita protección del hombre. Franquear la senda del trabajo a la mujer equivale a darle independencia, y por lo mismo se habla de que sólo el hombre debe ser quien gane la vida, entregando a su compañera los cuidados del hogar, que al cabo y al fin la familia es una reducción de la sociedad, y ésta tuvo por organizaciones primitivas las que descansaban en los poderes únicos y en castas dominadoras y dominadas. La acción del tiempo diluye las autoridades supremas, para distribuir la dirección entre todos los elementos sociales, abolidas las imposiciones de unas clases sobre otras. De la propia suerte, en la familia el principio dominador de un individuo sobre otro por razón de sexo, se borra lentamente y busca el desenlace justo de que no haya jerarquías, si no coordinación entre dos seres; no sumisión del considerado como inferior al erigido en superior sino concordancia de ambos para el fin venturoso que los dos apetecen.

Por supuesto, que muchos de cuantos se oponen a las aspiraciones feministas no invocan superioridades orgánicas y morales del hombre sobre la mujer; para ellos el problema tiene por base, más que la capacidad personal, las dificultades económicas que puede acarrear el que las mujeres se apliquen a tareas confiadas ahora en absoluto a los hombres. [...]

La esfera propia de la mujer ¿quién la define? La tiranía del hombre, no; la marcarán únicamente las aptitudes femeninas, y ¿no están ellas manifiestas en diversas profesiones y en distintos empleos? Puede pedirse que por motivos de carácter económico, por fines que tiendan a la armonía social, se estudie el modo de impedir el desequilibrio que ocasione la entrada de la mujer en la vida del trabajo. Pero ¿cerrar el camino a la independencia personal, negar el derecho que la mujer tiene a ganarse la vida? Eso no es justo ni además posible, porque el ímpetu de los acontecimientos destruirá los prejuicios y egoístas resistencias que traten de mantener el dominio masculino.

Todo, por supuesto, sin que la mujer pierda el influjo que le corresponde en la vida familiar, donde también cabe la concordancia predicada para la vida del trabajo. [...]

No es posible que todas las mujeres se consagren únicamente al hogar, entre otros motivos, porque muchas no llegan a formarle. Todas tampoco han de entregarse a las actividades profesionales. Menos cabe aún impedir que, sin desatender obligaciones de familia, busquen las que constituyen el elemento femenino satisfacción y provecho en el uso

de las facultades que a Dios le plugo concederles. Es preciso suprimir exclusivismos en asunto tan complejo y trascendental; hay que reconocer el derecho indiscutible que muchas mujeres tienen para dar adecuada ocupación a su talento a las condiciones que les son propias, al noble afán con que ansían contribuir al engrandecimiento y prosperidad del mundo. ¿Por qué obligarlas al papel permanentemente pasivo que se les asigna? ¿Por qué impedir su emancipación, el digno deseo de no hallarse sujetas a voluntad ajena, cuando tienen derecho a que se respete la suya y mediante ella pueden, confiando en el propio valer, labrarse su existencia, sin someterla al esfuerzo de quien por hacerlo, más que como compañero, procede a veces como amo y señor?

Carmen de Burgos, Feminismos

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 14-18

Donde primero se produjo el movimiento feminista fue entre las mujeres del pueblo que sufrían más rudamente los efectos del malestar económico.

El feminismo obrero se desarrolló primero, y adquirió mayores proporciones en la ciudad que en el campo. La disipación y el absolutismo del marido obligaron a la rebeldía a la mujer, esposa y madre. No puede tener origen más digno y más justo.

Hay, gracias al triunfo del feminismo, muchos hogares cobijan a los hijos, que sólo las mujeres sostienen, mientras los maridos gastan el jornal en la taberna. Sin embargo, entre nosotros, aún la ley hace al hombre amo y señor de la casa y la costumbre la sanciona. [...]

Al fin, los apremios y luchas de la vida, más difícil cada vez, rompieron las filas de la burguesía pobre y nació el feminismo burgués, pero marcado por el deseo de librarse del trabajo manual y acogerse todas a las carreras liberales y las profesiones artísticas.

Fueron las burguesas las que lucharon con denuedo defendiendo su derecho a ejercer la abogacía y la medicina, a desempeñar empleos, a educarse como los hombres y a tener en las leyes un puesto igual al suyo.

La aristocracia formó el feminismo mundano. Sus mujeres se aprovecharon de las doctrinas feministas, no para tomar puesto en las áridas luchas y aceptar su parte de trabajo y responsabilidad, sino para emanciparse de la reclusión a que se las obligaba. Al amparo de su feminismo desplegaron su lujo, conquistaron el derecho de salir solas, de viajar, de presentarse en sociedad y de tomar parte en los deportes, que se creían privativos del hombre. Se libertaron del disimulo para pintarse, vestirse y peinarse a su gusto. Emanciparon el gesto.

Y aunque parezca pueril, esta corriente que ha familiarizado con la presencia de la mujer en todas partes ha influido mucho en favor del feminismo.

No hay que confundir con este feminismo mundano un pseudo feminismo aristocrático, que no consiste más que en realizar obras benéficas y crear sociedades de recreo, que nada suponen en la obra feminista. [...]

Las palabras Feminismo Cristiano parecen antagónicas, porque el cristianismo somete siempre la mujer al hombre. Sin embargo, tanto el feminismo protestante como el católico, rivales entre sí, buscan la influencia de la mujer. Las respectivas iglesias dirigen y vigilan la marcha del feminismo. Se ha visto no hace mucho al arzobispo católico de París presidir un congreso feminista, y al jefe de la iglesia anglicana, arzobispo de Canterbury, colaborar en otro. El feminismo católico no quiere que la mujer abandone la subordinación al hombre, que, según San Pablo, le corresponde en el hogar, aunque al mismo tiempo trata de mejorar su suerte y liberarla de los abusos del exceso de autoridad. Quiere compaginar la libertad y la obediencia, como el que la tierra gire alrededor del sol, sin perjuicio del milagro de Josué.

Carmen de Burgos, El derecho al trabajo de la mujer

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 95-100

Hemos hecho notar que el primero en manifestarse fue el feminismo obrero, aunque se había incubado en la *clase media*. La gran masa de mujeres del pueblo sintió más agudamente la necesidad de buscar el sustento y proclamó el derecho a conquistarlo con su esfuerzo, en igualdad con el hombre. [...]

En España la mujer no tenía derecho a trabajar en algunas regiones, y en otras se veía sujeta a limitaciones injustas. En Castilla la organización gremial le negaba entrada en ella, y les arrebató hasta los trabajos de hilados, tejidos, pasamanerías, etcétera. Lo mismo exactamente sucedió en Aragón y en Valencia, donde los gremios profesaban el principio de excluir a las mujeres: “La dona en casa y el home en la plaza”. Ni por ley ni por costumbre se consentía el trabajo de la mujer. Sólo en Cataluña, más libre, podían dedicarse a algunas artes, no entrando en casa de artífice soltero, aunque ninguna ley prohibía a éstos entrar en casa de las mujeres.

Las leyes dadas por el buen Carlos III y la creación la Fábrica de Tabacos de Sevilla, fueron los primeros pasos para que las mujeres pudiesen trabajar; aunque les quedaba mucho que luchar contra costumbres y prejuicios.

Lo primero que tuvo que hacer Carlos III fue declarar *Honestos y Honrados* los oficios, y las personas que los ejercieran estaban *habilitadas para obtener empleos*, borrando así el concepto de deshonor que tenía el trabajo manual. La ley 12 de este mismo monarca proclamó la libertad de hombres y mujeres para trabajar en el arte de torcer la seda, *en su casa y en el taller*. La ley 21 consentía que las viudas de los artesanos pudiesen conservar sus tiendas y ley 14 proclama la *libertad de trabajo* de las mujeres en todas las labores de su *sexo*, a pesar de las ordenanzas de los gremios.

Para aclarar esa obscura denominación de “labores de su sexo”, la ley 15 añade que “todas las mujeres tienen facultad de trabajar tanto en la fábrica de hilos como en las demás artes en que quieran ocuparse y sean compatibles con el decoro y fuerza de su sexo”. Es curioso que desde muy antiguo no se habían escandalizado los sociólogos de la esclavitud que supone para la mujer el servicio doméstico, el cual les hace abandonar *totalmente* su casa y que se escandalizasen tanto porque la dejaran durante algunas horas por la fábrica o el taller. [...]

Esas mismas leyes y esas ordenanzas de gremios prohibían el trabajo de la mujer, las veían sin inquietarse desempeñar las más rudas tareas agrícolas en todas las regiones. Aún se conservan en algunas vestigios del señorío masculino. En las provincias andaluzas es frecuente ver por los caminos una mujer a pie cargada con un fardo o con un chico, detrás de la caballería en que va tranquilamente montado el marido, y que ellas arrear para quitarle hasta ese trabajo. En los campos son ellas las que se levantan a medianoche, en lo más crudo del invierno, para dar el pienso a las bestias, mientras ellos que dan acurrucaditos en la cama. Son ellas las que cogen el esparto y el cogollo en el monte, las que hacen la recolección de las patatas y las frutas en las huertas y siegan la mies en los campos, las que vendimian y las que trillan; en algunos lugares se conserva aún un resto de la costumbre de que habla Estrabon (*la cuvade*) y los maridos descansan en la cama y comen la gallina cuando la mujer da a luz un hijo.

Se ve, pues, que no es un sentimiento de piedad por sexo débil maltratado, ni por los niños y los hogares lo que levanta el movimiento de protesta de que la mujer vaya al taller. Lo formulan la rutina de un lado y el egoísmo de otro.

Las costumbres españolas se habían moldeado siguiendo el criterio ancestral que tan bien expresa Fray Luis de León en *La perfecta casada*: “y como los peces cuando están

dentro del agua discurren por ella y andan más, mas si acaso los sacan de allí, quedan sin poderse menear, así la buena mujer cuando pasa de puertas adentro, ha de ser presta y ligera, tanto para fuera de ella ha de tener por coja y torpe. Y pues no las dotó Dios ni del ingenio que piden los negocios mayores, ni de las fuerzas que han menester para la guerra y el campo, mídanse con lo que son y conténtense con lo que es su suerte, y entiendan en su casa y anden en ella, pues las hizo Dios para ella sola”.

Dominaba la idea de que no había para la mujer más campo de acción que la iglesia, la cocina y la cuna, Las que luego sintetizó en sus tres célebres *kaes* Guillermo II: Kirche, Küche, Kinder.

Pero acosada por la necesidad la mujer se veía obligada al trabajo, Para la mujer del campo el problema apenas existe. El régimen agrícola es esencialmente comunista. Todos trabajan, todos comen y todos viven, con intereses comunes.

La obrera de la ciudad es la que sufre el abandono y la miseria en una despótica desigualdad familiar, Para ella es más ventajoso el trabajo en la fábrica y el taller que el trabajo a domicilio.

Hoy que las horas de trabajo se han limitado a ocho y reos con miedo las campañas realizadas para reducirlas a doce! Hay que existen leyes de inspección de los locales, éstos resultan más higiénicos que las casas.

Mientras permanece en el taller la obrera no tiene ninguna otra preocupación, gana un jornal superior al que le rendiría ese mismo tiempo en su casa. Terminadas sus horas le quedan dieciséis libres, que bien administradas con orden, dan lugar a descansar, atender a la familia proporcionar alguna distracción.

Las leyes protegen a la mujer obrera como no pueden proteger a las que ocultan que trabajan, y que son las que hacen el mayor daño al trabajo femenino. El trabajo en el hogar produce menos que en el taller, El ministro del Trabajo de Francia consignaba en un informe presentado a la cámaras que para hacer una obrera florista en su casa tres gruesas de violetas de Parma y ganar siete francos *a la semana*, necesitaba levantarse a las seis de la mañana y acostarse a las diez de la noche, En el taller, sólo con ocho horas ganaba 24 francos semanales.

Hay muchas obreras que prefieren el trabajo en su casa por un deseo de no abandonar la familia y las ocupaciones habituales. Las infelices *atienden a todo* y para lograr mayor producto trabajan más de las horas reglamentarias. Esto produce lo que los ingleses llaman *Sweating-System*: “régimen de agotamiento y sudor”, y lo que dona María Doménech de Cañellas, vocal del Patronato del trabajo a domicilio, que ha merecido la medalla de plata por su labor en Barcelona, denomina *Jornal de sangre*. Es a costa de la salud y de la vida como se consigue ese aumento de ingresos sin abandonar el trabajo habitual. [...]

Andalucía y Galicia, que es donde menos mujeres van a la fábrica, es donde más hombres emigran, lo que prueba que no es la competencia femenina la que hace escasear el trabajo,

Carmen de Burgos, Defensa del divorcio

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 168-173

El abuso de fuerza del hombre en el matrimonio no puede evitarse más que con el divorcio. Ese abuso de fuerza adquirido por el hábito es demasiada común.

Juan Grave afirma que hay revolucionarios que obran en la familia como verdaderos patronos. En efecto, no faltan proletarios que acaban de gritar en el mitin: “¡Mueran los tiranos!”, y al llegar a su casa le pegan una paliza a la mujer.

Existen hombres de sociedad, modelos de educación y galantería en los salones, que maltratan groseramente a la esposa en la intimidad de la familia. Ellen Key explicaba esto, diciendo: “El predominio sobre la mujer y los hijos vuelve cruel a un hombre adusto y al mezquino lo envilece más”.

No hay razón para que en España no exista el divorcio que está establecido en todas las naciones más cultas de Europa y América, sin que influya desfavorablemente en su vida.

En Portugal he asistido a su implantación y he tenido lugar de observar que la sociedad no ha sufrido conmoción alguna. Muchos hogares mal constituidos se sanaron y los que eran víctimas en ellos, pudieron crear nuevos y felices hogares. Se comprueba que perdido el miedo a la indisolubilidad, el número de matrimonios aumenta.

La situación económica de los hijos está protegida y la educación es más moral al lado del cónyuge inocente que recibiendo los malos ejemplos de un hogar desunido.

En algunos países el divorcio ha degenerado en una especie de amor libre, en el que se legaliza la filiación del fruto de las uniones.

Admiten el principio de que el matrimonio es un asunto privado y que el interés nacional esta sólo en aumentar la población.

En esos países nada más fácil que casarse, descasarse y volverse a casar. El divorcio ha puesto fin al delito de bigamia. [...]

En España no existe el divorcio. Lo que el Código llama divorcio es sólo separación de bienes y de cuerpos. Los cónyuges no pueden contraer otro matrimonio.

Nuestro Código está bien determinante. Una vez celebrado el matrimonio, sin ninguna de las causas que lo invalidan, es indisoluble.

El artículo 52 dice bien claro: “El matrimonio se disuelve por la muerte de uno de los cónyuges”. Separados o no, mientras los dos viven el vínculo subsiste. [...]

Las causas legítimas de divorcio son también desiguales para el hombre y la mujer. Hay igualdad en las que se refieren a malos tratos, atentados a la moralidad de los hijos, a condena del otro cónyuge a reclusión perpetua. La mujer puede invocar las violencias de marido para obligarla a cambiar de religión o para atentar a su moralidad; pero en lo que se refiere al adulterio, ya hemos visto que el del hombre no es causa de divorcio más que cuando resulte de él escándalo público o menosprecio a la mujer. El adulterio de la mujer es causa de divorcio en todo caso.

En las Partidas se admitía como causa de divorcio el que uno de los cónyuges se hiciese hereje, moro a judío.

En los demás casos se sustentaba el principio de la indisolubilidad del matrimonio: “Los cónyuges nunca se deben departir en su vida y pues Dios los ayuntó non es derecho que el home los departa”.

Sin embargo, se da el caso de que el derecho canónico anula el matrimonio con más facilidad que el derecho civil, porque admite como nulos los que se contraen sin consentimiento pleno. Así basta que dos personas prueben que faltó éste al contraerlo, para que el Tribunal de la Rota pronuncie la anulación. Pueden, entre otros, verse los casos de anulación recientes, del duque de Marlborough con una Vanderbilt, el de Marconi con Beatriz O'Brien.

Leonor Serrano de Xandri, *La educación de la mujer de mañana*, 1923

Edición de María del Carmen Agulló Díaz, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007, p. 183-184

Capítulo VII: Función específica de la mujer: a) Maternidad Biológica (fragmentos)**§ 56: *La maternidad ha de ser encauzada y seleccionada por la inteligencia de la mujer***

En efecto; no basta con la salud de los cónyuges para precaver nuestra mortalidad infantil. Con ser ésta, más que nada, el azote del pueblo, los matrimonios más juveniles, más tempranos y numerosos, como la natalidad mayor y la mortalidad mayor, son entre el pueblo. Hasta el alcoholismo, que indudablemente es un azote de las clases miserables, no se da tanto en la juventud como en la madurez postmatrimonial, en que la escasez y dureza de la vida del hogar pobre aleja al hombre hacia la taberna y el olvido. Y otras enfermedades transmisibles no son precisamente patrimonio exclusivo del pueblo.

En suma: no depende la mayor mortalidad infantil solamente de la falta de salud de los cónyuges, sino principalmente de la imprevisión, de la ignorancia y de la pobreza.

Y sobre todo, de la parte que en estas calamidades le corresponde a la mujer, cuyo carácter y cuyo instinto de conservación de la especie pudieran cultivarse en beneficio de ésta y de ella misma, que es la primera víctima.

El niño que nace necesita no sólo, por lo menos, un año, y mejor dos, de lactancia y de incesantes cuidados, sino que también la madre necesita otro año de reposición de energías, para otro nuevo ser que pueda sucederle.

Es curioso observar cómo no sólo los mellizos vienen al mundo más débiles, sino que rara vez sobreviven los dos, y si sobreviven parecen tener menos personalidad y diferenciación. Y más aún: con frecuencia el hijo nacido sólo un año o meses después del matrimonio (nueve o diez meses de “preparación” tras del matrimonio o tras de su hermano) no suele ser tan fuerte como el nacido tras de dos o más años de reposición de energías: de *preparación biológica*.

En general, la naturaleza humana, más o menos débil por constitución ingénita, o tal vez adquirida, o por irremediable ultracivilización, de uno u otro modo, ha de suplir siempre con la inteligencia que es previsión esencial, lo que le falte de fuerza natural.

Y tan esencial es para ella la vida inteligente, y no sólo biológica, que ni aun entregándose a la vida inferior, como hemos visto en las clases populares, encuentra garantías la vida nueva.

Porque no es sólo, con ser mucho, la pobreza causa de mortalidad; es que lo es también la excesiva natalidad (en las familias y en los pueblos, más de lo que parece).

¿De qué les ha servido, por ejemplo, a algunos florecientes países europeos una numerosa y bien cuidada natalidad? De anhelos de guerrera expansión, imposible de contener en los estrechos límites de sus pueblos. Y de fatal y catastrófica mortalidad, ora por espantosas guerras en las que cayeron millones de hombres jóvenes, ora por las guerras económicas, por la debilitación incesante y la emigración implacable. Sobre esta misma preguntaba Forster⁴⁰ a un gran contramaestre de los famosos talleres norteamericanos de la Westing-House:

—Entre estos miles de obreros, no hay ningún viejo. ¿Dónde están?

—¡Dh!, aquí nadie se hace viejo. Si vinieron algunos, ya están en el cementerio.

Exactamente lo mismo dijo Claparède⁴¹ y hemos comprobado nosotros sobre la ciudad de Barcelona, por ejemplo.

⁴⁰ *L'Amérique au travail*.

⁴¹ (MAO) Édouard Claparède (1873-1940) es un médico y psicólogo genovés.

Luego entonces, ni en el viejo ni en el nuevo mundo caben los débiles, los pobres, materia prima devorada por la ultracivilización?

Si la lucha por la existencia es tan bárbara, ¿cómo no concentrar biológicas energías en los pocos y fuertes mejor que en los muchos y débiles? La civilización es previsión y selección.

La ley de Malthus, “los alimentos crecen en el mundo en proporción aritmética, pero los hombres en proporción geométrica”, es una realidad con todas sus consecuencias, no una teoría. No sólo económica, sino biológica.

La previsión y el encauzamiento de la maternidad es una consecuencia de la civilización, y, como ella, inevitable, pero eficaz. No sólo la mujer tiene derecho a su conservación y a su cultura, sino que, sobre todo, la especie tiene derecho a su defensa, a su selección y a su mejoramiento; por lo menos, con tanto cuidado como se emplea en las plantas escogidas y en los animales de razas selectas, que no se reproducen sin orden ni limitación. Asegurar la supervivencia es la gran misión de la especie, y, por lo tanto, de su depositaria, la mujer, y la supervivencia no es sólo cantidad, sino calidad. Y no sólo natalidad, sino viabilidad. Esto exige limitación e intensificación civilizadora. Esto exige resguardo de la mujer; piedad para ella. La civilización es selección.

La vida de la mujer está, como vemos, íntimamente ligada a la vida de la especie. Perjudicar a la una, sacrificarla o abusar de ella es atentar a la otra irremisiblemente. Y veremos cómo esa íntima correlación no es sólo biológica, sino social y humanista.

Asociacionismo

Agrupación Femenina Socialista de Madrid (1906-1927)

In *Textos para la historia de las mujeres en España*, p. 419-420

Objeto de esta Agrupación

“Artículo 1º Se crea en Madrid una Agrupación Femenina Socialista de obreras con el siguiente objeto:

1º Educar a la mujer por el ejercicio de sus derechos y la práctica de sus deberes sociales, con arreglo a los principios de la doctrina socialista.

2º Fomentar las Sociedades de mujeres ya creadas y procurar la creación de las de aquellos oficios no organizados.

3º Divulgar el ideal socialista en todas sus diversas manifestaciones.

4º Prestar su cooperación para alcanzar leyes que beneficien el trabajo de la mujer y del niño y vigilar por el exacto cumplimiento de las vigentes.

Artículo 2º Esta Agrupación realizará sus fines con arreglo a la Constitución del Estado.

Condiciones para ingresar

Art. 3º Pueden pertenecer a esta entidad todas las mujeres que estén conformes con el programa del Partido Socialista Obrero y con los acuerdos de sus Congresos.

Art. 4º Se considera necesario que las afiliadas observen una conducta honrada, estando obligadas a pertenecer a la Sociedad de resistencia de su profesión, si la hubiere, salvo en los casos que se lo impidan causas verdaderamente justificadas.

Art. 5.º El ingreso se solicitará por escrito del Comité. No se considerará admitida de hecho ninguna afiliada hasta que haya comenzado a cotizar”.

Reglamento de la Agrupación Femenina Socialista de Madrid presentado al Gobierno Civil de Madrid, 2 de agosto de 1910.

[Creada en 1906 la Agrupación Femenina Socialista de Madrid funcionó hasta 1927. Tenía un total de 527 afiliadas a lo largo de estos años con una representación mayor de mujeres procedentes del sector de la confección. Mantuvo una estrecha relación con el Partido Socialista Obrero de España. Tuvo como finalidad la defensa de los intereses laborales de la mujer y funcionó como medio captar mujeres para el socialismo.]

***Myriam, Las mujeres anticlericales: Lo que queremos*⁴²**

El pueblo, periódico republicano valenciano, 3-IV-1910

In *Textos para la historia de las mujeres en España*, p. 417-418

“Ni un cuarto al cura, ni un niño ni una mujer a la Iglesia.”

[...] El confesionario, foco infecto de corrupción y de vicio, donde aprende la mujer todas las porquerías que no sabe, es, ha sido y será, mientras exista, causa constante del rebajamiento moral de las mujeres, [...] factor retardatario de la evolución hacia el bien [...]. La Iglesia, que lleva con sus frailes solteros la perturbación a las familias y a las sociedades; la Iglesia, que uniendo el celibato a la confesión, introduce en la familia productos espúreos; la Iglesia, que en su propia sede ha dado el espectáculo vergonzoso de elevar la cifra de los nacimientos ilegítimos a un número no conocido; esa Iglesia no debe hablar siquiera de las esposas y los hogares, porque no los conoce ni los comprende; no debe pretender haber dignificado a la mujer porque la mujer no se dignifica manteniéndola en la ignorancia, enseñándole a amar el convento y a odiar al hombre como esposo, abusando de su debilidad (en favor del fraile), utilizándola como instrumento para gobernar desde el confesionario [...].

Nosotras, las mujeres anticlericales [...] convencidas de que nuestro mayor enemigo es la Iglesia católica, por ser la causa de nuestro desprestigio y del retroceso en que vivimos, nos hemos impuesto la honrosa labor de convencer por medio de pruebas evidentes a esas otras mujeres que ignorantes y fanáticas han dejado al fraile ser dueño de sus conciencias, haciéndolas seres inconscientes, esclavas sin voluntad, atentas sólo al mandato del papado [...]. Tengan muy en cuenta los hombres radicales de todos los matices, que las mujeres anticlericales a ellos nos confiamos [...]. Comprendan todos de una vez, que separando a sus esposas de la Iglesia, velan por la suerte de sus hijos [...]. He ahí uno de los deberes primordiales de todo hombre liberal: compartir con la esposa los sacrosantos ideales de su credo. Sólo procediendo así cumple un hombre sus deberes de republicano, de librepensador, de radical. Predicar la libertad fuera de casa, combatir el clericalismo en las calles y llevar a la doncella, su hija, a hacer la primera comunión de la iglesia, no es ser republicano, no es ser liberal, no es descatalogar a España, es enviar comisiones en nombre del Vaticano que pidan a los gobiernos la destitución de los hombres radicales y hasta su desaparición de España.

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

La tradición liberal republicana se planteó la cuestión femenina desde una doble perspectiva, pedagógica por un lado y anticlerical por otro. Este planteamiento derivaba directamente del ideario republicano, basado en la fe en el progreso, el laicismo/anticlericalismo y la confianza en la educación como rasgos básicos de su programa político. En consecuencia, la emancipación femenina debía pasar por la difusión de la educación laica y por la liberación de la tutela de la Iglesia.

Esta preocupación educativa y anticlerical arranca en España de la tradición krausista y se consolida, en el caso del republicanismo blasquista⁴³, bajo la tutela de los casinos republicanos y sus grupos femeninos. El periódico de los republicanos blasquistas valencianos, *El pueblo*, sirvió igualmente como instrumento de difusión de sus planteamientos.

⁴² A raíz de la Ley del Candado y de la protesta de un grupo de mujeres católicas y aristócratas, el periódico valenciano *El Pueblo* pide que mujeres progresistas firmen un documento alternativo “de adhesión a la política antivaticana”. A partir de estos hechos *El Pueblo* abre una sección “Mujeres anticlericales” que firma Myriam.

⁴³ Del líder republicano valenciano Vicente Blasco Ibáñez.

Programa de la Asociación Nacional de Mujeres españolas (ANME), 1918*In Textos para la historia de las mujeres en España*, p. 398-401**PROGRAMA DE LA ANME***Parte político-social:*

- 1.º Oponerse, por cuantos medios estén al alcance de la Asociación, a todo propósito, acta o manifestación que atente contra la integridad del territorio nacional.
- 2.º Procurar que toda madre española en perfecto paralelismo con la Maestra inculquen en el niño, desde la más tierna infancia, el amor a la madre patria única e indivisible.
- 3.º Escrupuloso examen y revisión de las leyes vigentes de protección y defensa de la mujer para recabar de los poderes públicos su más exacto cumplimiento y promulgación de las nuevas que demanden las circunstancias.
- 4.º Considerar a la mujer elegible para cargos populares públicos.
- 5.º Dar acceso a la mujer al desempeño en todas las categorías de aquellos cargos públicos que impliquen el gobierno y administración de intereses morales y materiales de su sexo.
- 6.º Detenido estudio de los derechos que corresponden a la mujer en el vigente Código Civil para demostrar su condición precaria y solicitar de la Comisión de Códigos la reforma de aquellos artículos del Civil que muy especialmente se refieren al matrimonio, a la patria potestad o la administración de bienes conyugales.
- 7.º Recabar para la mujer el derecho de formar parte del Jurado, especialmente en los delitos cometidos por las de su sexo, o en que sea víctima.
- 8.º Administración matrimonial en conjunto, es decir, que se necesite la firma de los dos para todo documento público relacionado a este asunto.
- 9.º Supresión, por lo tanto, de la responsabilidad del marido.
10. Los mismos derechos sobre los hijos que el padre en el matrimonio legal.
11. Derecho legal de la mujer al sueldo o jornal del marido, como el del marido al de la mujer.
12. Personalidad jurídica completa para la mujer, pudiendo representarla el marido sólo por delegación de ella.
13. Derecho a conservar las hijas naturales reconocidas por el padre.
14. Igualdad en la legislación sobre el adulterio.
15. Castigo del cónyuge por abandonar el hogar sin el consentimiento del otro.
16. Desaparición del bochornoso artículo 438 del Código Penal⁴⁴.
17. Castigo a la embriaguez habitual y hacerla causa de la separación matrimonial.
18. Castigo a los malos tratos a la mujer, aunque no lleguen a exponer su vida.
19. Aumento del castigo a los delitos contra el pudor.
20. Participación en los consejos de familia, incluso tutora.
21. Suspensión de la reglamentación sobre la prostitución.
22. Cumplimiento de la Ley de Trata de Blancas.
23. Pedir la creación de escuelas públicas en número suficiente para que pueda exigirse el cumplimiento del precepto legal que hace obligatoria la enseñanza y establecer este mismo principio legal para la implantación de escuelas de anormales mentales.
24. Que en los centros docentes particulares sean exigidos títulos pedagógicos a las profesoras.
25. Apoyo y excitación al estudio de la Medicina por la mujer.
26. Apoyo de los estudios de practicante y dentista.

⁴⁴ Véase p. 37 de esta antología

27. Derecho a ascender en los destinos que ya ejerce, en las mismas condiciones que el hombre y con la misma remuneración.
 28. Derecho a otros nuevos en estas condiciones.
 29. Otorgar representación a la mujer en las Cámaras de Comercio, Industria y de la Propiedad.
 30. Hacer partícipe a la mujer de los Sindicatos en los gremios para la clasificación de las industrias propias de su sexo.
 31. Recabar para el comercio femenino dependencias femeninas, sin desmayar sobre este importante extremo hasta conseguirlo.
 32. Establecer centros de enseñanza para la servidumbre doméstica y escuelas de cocineras, planchadoras, etc.
 33. Fundar hospitales para servicio doméstico.
 34. Declarar obligatoria la enseñanza elemental de las criadas, solicitando de las señoras que en los días de la semana que se señalen, según las circunstancias, permitan a su servidumbre femenina que no sepa leer ni escribir la asistencia de una hora a las clases que se establezcan, persiguiendo el fin de que en un tiempo corto, aunque prudencial, no haya ninguna criada de servir que no sepa leer y escribir, ejecutando con ello una de las obras más hermosas del Cristianismo, de “enseñar al que no sabe”.
- Lo mismo puede hacerse extensivo a los obreros que se encuentren en idéntico caso.
35. Personal femenino en la inspección de policía, igual que el masculino.
 36. Administración y gobierno de la mujer en la beneficencia pública.

Para el niño pedimos:

- a) Investigación de la paternidad de los hijos naturales y derechos para éstos y los ilegítimos.
- b) Derecho legal de los hijos a la lactancia de sus madres.
- c) Pérdida de la patria potestad a los malos padres, sin recuperarla los separados legalmente, a la muerte del cónyuge inocente, si no han cambiado aquéllos totalmente de conducta.
- d) Prohibición a los padres de gastar o enajenar la tercera parte de sus bienes, sin atestiguar necesidad urgente o conveniencia grande.
- e) Que se cumpla la ley del trabajo referente al niño.

Parte económica:

1.º Suprimir en la labor manual de la mujer el intermediario capitalista, procurando por todos los medios posibles que la obrera perciba la máxima remuneración por su trabajo. Así, por ejemplo, en las contratas de vestuario del Ministerio de la Guerra, Compañías de ferrocarriles, tranvías, etc., la Asociación actuará como representante de las obreras que ejecuten el trabajo, tomando en su nombre los contratos o demandas.

En este ancho campo cabe tanta labor que la verdadera emancipación de las clases trabajadoras puede conseguirse tanto por este medio como estableciendo industrias femeninas, talleres, fábricas y otras, donde actuando la Asociación como representante, contratista o patrono, se consiga evitar la gran explotación de que son objeto por parte de personas o entidades que no conociendo absolutamente nada del trabajo que se realiza reservan para sí o para grandes dividendos pingües y desproporcionados beneficios.

Todo capital invertido tiene derecho a un interés remunerador, pero limitado, para que deje percibir a la obrera el debido beneficio. La regulación del trabajo de la mujer para obtener equitativo rendimiento económico estará en manos de la Asociación Nacional de Mujeres Españolas, una vez que a su constitución y programa se adhieran productoras y consumidoras.

Hay que acabar con la tradicional costumbre comercial de explotar exageradamente el trabajo de la mujer productora, pagando mezquinamente ricos bordados, valiosos encajes y elegantes confecciones, por los que demandan y obtienen de la mujer consumidora elevadísimos precios y exorbitantes beneficios.

2.º La creación de establecimientos para los hijos de obreras, con secciones graduales donde tengan perfecta alimentación y cuidado desde el más tierno infante al que por su edad deba ingresar en talleres o escuelas nacionales, ha de ser uno de los fines que con más solicitud atienda la Asociación.

No bastan las escuelas en las que sólo está organizada la educación; hay que atender al niño proporcionándole la debida alimentación y cuidado, mientras sus pobres madres trabajan en talleres o fábricas. El asilo tiene sus fines, y la escuela, también; pero faltan centros intermedios que la Asociación se propone crear al efecto indicado.

3.º Se creará un cuerpo de vigilancia femenina debidamente autorizado y seleccionado por la Asociación entre sus asociadas, para poner coto a los abusos y perniciosos hábitos de muchas institutrices, amas y niñeras que abandonan o maltratan las criaturas en calles, paseos y parques, formando corros no exentos de algún que otro desocupado de su clase.

En cierto modo, la infancia de las clases elevadas de la sociedad está tan desprovista de protección y vigilancia externe como la más pobre; todo se reduce a que en el primer caso las madres están más tranquilas creyendo a sus hijos libres de todo peligro al cuidado de una persona bien retribuida, y en el segundo saben a qué atenerse.

4.º Las clases intelectuales serán también muy beneficiadas con esta Asociación, que se propone editar por su cuenta aquellas producciones literarias de verdadero mérito, cuyas autoras no tengan posibilidad económica de hacerlo, evitándose que usurariamente pierdan la propiedad de tantas obras como hoy enriquecen a ciertos industriales.

5.º Asimismo, y previa la opinión del Consejo Consultivo, se procurará sostener y elevar la situación social de las mujeres que por sus excepcionales condiciones para las Artes, Ciencias, Pedagogía, etc., lo merezcan, cesando con ello la explotación y preterición de mujeres de mérito que pueden ser útiles a la Patria.

Éste es, en síntesis, el programa circunstancial de la Asociación Nacional de Mujeres Españolas.

Nacimiento del Lyceum Club

Carmen Baroja, *Recuerdos de una mujer de la generación del 98*, p. 89-92

Por entonces veníamos reuniéndonos unas cuantas mujeres con la idea, ya muy antigua en nosotras, de formar un club de señoras. Esta idea resultaba un poco exótica en Madrid y la mayoría de las que la teníamos era por haber estado en Londres, donde eran, y supongo que siguen siendo, tan abundantes.

La que presidía nuestras reuniones era María de Maeztu, que además había puesto a nuestra disposición los salones de la Residencia de Señoritas norteamericanas de la calle de Miguel Ángel. Las reuniones iban siendo cada vez más numerosas y allí nos juntábamos todas o casi todas las mujeres que en Madrid habían hecho algo y que por ellas o por sus maridos tenían una representación. [...]

La junta [del Lyceum] estaba compuesta por María de Maeztu, presidenta, Ella Palencia, Victoria Kent, Zenobia Camprubí, Amalia Salaverría, la tesorera más admirable que pueda darse, y no recuerdo si alguna más. Luego había varias secciones con una presidenta: beneficencia, arte, biblioteca, sociales, etcétera.

Yo tenía la sección de arte, con un saloncito para exposiciones donde se hicieron una gran cantidad de ellas, la mayoría bastante malitas, pero, como era para que las mujeres expusieran sus obras sin gasto, y como, mediante unas tazas de té y un poco de palique con halagos a su vanidad, engatusaba a los críticos de arte más conspicuos, resultaba que los artículos encomiásticos menudeaban en los principales periódicos de Madrid y hasta se vendían obras.

Recuerdo que la primera exposición que se hizo, después de una de flores, fue la de las dos hijas de Sorolla, y sobre todo María vendió algo. Esto daba, además del 10% al Club, una gran cantidad de meriendas de personas que se que daban después de ver la exposición.

Otro éxito fue el de las conferencias. Todos se pirraban por el Lyceum. No hubo intelectual, médico o artista que no diera una, menos Benavente que dijo que no quería hablar “a tontas y a locas”. Pío⁴⁵ fue algún día, aunque no a hablar, y Ricardo dio una [conferencia] sobre grabado por una exposición de aguafuertes que hizo María Cardona. El gran falange y mayor majadero Ernesto Giménez Caballero tenía un periódico *futurista*, que se decía entonces, que se llamaba *La Gaceta Literaria*⁴⁶, en donde en todos los números tenía que hablar de los Baroja y del Lyceum, poniéndonos a todas por las nubes. No paró hasta que consiguió dar una conferencia en mi sección, que debió [de] ser sobre algo de pintura. Luego, las señoras me reprocharon su pesadez y creo que hasta algo de incorrección.

Yo tenía la buena costumbre de dejar a mis conferenciantes, que fueron pocos gracias a Dios, sentados en un magnífico sillón que teníamos para el caso, detrás de una mesita con un vaso de agua y hasta alguna flor, y marcharme a casa, pues Rafael⁴⁷, si no estaba para la hora de cenar, que solía ser muy temprano, se ponía hecho una furia. Así que casi nunca me enteraba de lo que habían dicho.

Lo trágico solía ser cuando el conferenciante se disponía a empezar y la sala estaba vacía y la infeliz presidenta de la reunión que le había invitado tenía que ir reclutando gente para no quedar mal con el docto personaje. Fue conferencia muy sensacional la del médico Lafora, que dijo algo que escandalizó a las señoras, no recuerdo qué.

Se hizo una exposición de juguetes populares, con venta para beneficio de la Casa del Niño. Primo de Rivera cedió un local cerca de los Cuatro Caminos y [allí] se construyó una

⁴⁵ Pío Baroja, novelista, hermano de Carmen Baroja.

⁴⁶ *La Gaceta Literaria, Ibérica, americana, internacional. Letras. Arte. Ciencia*, revista quincenal, publicada en Madrid, 1927-1931, dirigida por Ernesto Giménez Caballero en colaboración con Guillermo de Torre.

⁴⁷ Rafael, marido de Carmen Baroja.

casita preciosa en donde unos cuantos chiquillos vivían como príncipes⁴⁸ Regentaban aquello Consuelo Bastos, mujer del médico, y las de Gancedo entre otras.

Semblanzas de algunas señoras del Lyceum Club

Carmen Baroja, *Recuerdos de una mujer de la generación del 98*, p. 104-108

No sé si estaré en lo cierto, pero me parece que tanto Trudy Araquistain⁴⁹ como Margarita Nelken tenían, en el fondo, rencor por casi todo lo que era español, principalmente contra las mujeres de España, de las que acaso cuando llegaron recibieron algún desprecio, y esto lo tenían guardado. Ellas, guapas, inteligentes y creyéndose muy superiores, no pudieron soportar que la señorita española, que ellas consideraban ñoña y cursi, las tratara, o mejor dicho, no las quisiera tratar.

Digo esto porque en una ocasión fui yo a la Casa del Pueblo a oír hablar a Margarita Nelken. Se trataba de algo relativo a las muchachas que trabajaban y, entre éstas, las muchachas de servir. Margarita Nelken, que todavía no era socialista sino muy gubernamental y había estado arreglando la Exposición de Barcelona y cobrando muy buenos sueldos con la Dictadura, se lanzó contra las burguesas amas de casa y las puso tibias. Se veía todo el rencor que tenía dentro por la mujer española de la clase media.

Margarita Nelken era muy inteligente y había sido muy guapa y graciosa. La conocí en casa de Ricardo con El Mirlo Blanco. Hablaba inglés, francés y alemán como su lengua y español como una madrileña castiza. Conmigo siempre fue muy amable.

Recuerdo que, cuando escribí el libro de los encajes⁵⁰, me llamó un día por teléfono: ella estaba con un brazo roto, no se podía mover por haber tenido un accidente de automóvil. Fui. Vivía en la Castellana, en un piso alto; estaban allí el director general de Bellas Artes, Orueta, y su secretario, dos completos majaderos. Ella les trataba a la baqueta con muchísima gracia.

A mí me decía que era una vaga, que por qué no trabajaba más, que saliera de casa. **¿A** ver, qué hacía allí metida! Puede que tuviera razón.

Tanto ésta como la otra creo que me tenían buena voluntad. Margarita tenía un horrible odio al Lyceum. [Unos] decían que era muy antifeminista; otros aseguraban que no había intentado entrar porque temía que no se la admitiera por antiguas aventuras que había tenido, ya que en el Lyceum lo único que no se toleraba era la conducta *non sancta*.

Unas de la misma mesa, volviendo al Lyceum, eran Matilde Huici, abogada, roja rabiosa y no creo que demasiado inteligente, Victoria Kent, Mabel Pérez de Ayala⁵¹, otra de nuestras embajadoras... **¿L**as teníamos por docenas! Era una mujer de aspecto fino y simpático de la que se reían porque no acababa de saber si su marido se llamaba Ramón o Román. Hablaba con acento extranjero y tampoco creo que hubiera descubierto la pólvora, pero parecía buena mujer.

⁴⁸ La Casa del Niño, guardería infantil gratuita, creada por el Lyceum Club a beneficio de las familias obreras, y atendida por asociadas con experiencia como enfermeras.

⁴⁹ Trudy Graa, esposa de Luis Araquistain.

⁵⁰ Las dos escritoras compartían editorial: *El encaje en España* (1933), el libro de Carmen Baroja sobre las encajeras, apareció en la misma Colección Labor en la que Margarita Nelken había publicado *Las escritoras españolas* (1930).

⁵¹ Esposa de Ramón Pérez de Ayala.

Sufragismo

Discusión de la enmienda de Pi y Arsuaga (17-III-1908)

Sobre el voto de las mujeres emancipadas en las elecciones municipales

[Texto de la enmienda de Pi y Arsuaga al artículo 41 del proyecto de ley sobre régimen administrativo: “Serán electores los que figuren como tales en el censo, único para toda clase de elecciones populares y las mujeres mayores de edad, emancipadas y que sean además cabezas de familia, y por tanto no sujetas a la autoridad marital, inscritas en el censo especial que se formará a este efecto”]

El Sr. **PI Y ARSUAGA**: Señores Diputados, parece que esta enmienda se ha recibido con algún regocijo en la Cámara; pero no creáis que es una enmienda caprichosa. Es una enmienda meditada, muy meditada, y que me propongo defender con las menos palabras que yo pueda.

Me ha pasado con esta enmienda una cosa rara, porque los de ese lado (*señalando a la mayoría*) la tienen por revolucionaria, la tienen quizá por excesivamente reformadora, y los de este lado la tienen por clerical, la tienen por reaccionaria. (*El Sr. Morote*: No, no.) Algunos, algunos. No hay más que fijarse en las firmas de la enmienda; hay alguna, de un querido amigo mío y de un republicano probado, que tiene como antefirma, la indicación de *para autorizar la lectura*.

La enmienda, en efecto, es conservadora, y por eso me choca que vosotros (*El Sr. Morote pide la palabra*) no la aceptéis desde luego. Yo os invito a meditarla mucho; porque yo no he pedido el voto político para la mujer; no he pedido en esa enmienda, como podía haberlo hecho, el voto para todas las mujeres; no me he atrevido siquiera á pedir que las mujeres, aun aquéllas á quienes yo quiero conceder el voto por esa enmienda, puedan ser elegidas, sean elegibles; me he limitado sencillamente a pedir que las mujeres emancipadas, es decir, que no estén ni bajo la patria potestad, ni bajo la potestad del marido, las que sean cabezas de familia, tengan un voto en el Municipio. (*El Sr. Francos Rodríguez*: Le van a tener.) Le Van a tener, pero será cuando formen parte de alguna Sociedad, y eso realmente no es tener voto.

A mí me parece más respetable el voto de una mujer, que representa quizá un gran patrimonio, que es cabeza de familia, que es acaso primera contribuyente, más respetable, digo, que el de un joven de veinticinco años, hijo de familia, acaso sin patrimonio y sin grandes intereses que defender. Y si el Municipio es una extensión del hogar, creo que en ninguna parte es tan necesario conceder el voto a la mujer como en el Municipio y en esas condiciones lo propongo.

Por eso entiendo que la enmienda es eminentemente conservadora, y os invito a un ensayo en el que no se corre el menor peligro, y tan imparcial es esa enmienda que yo os decía que de este lado (*Señalando á la minoría republicana*) hay alguien a quien le repugna. El argumento de los que impugnan esto por reaccionario es el siguiente: “Entregar hoy el voto a una viuda es entregarlo al cura.” No sé si es eso o no lo es; no me importa; yo trato de salvar un principio, y como trato de salvar un principio, no me importa tal argumento; aparte de que si se hubiese de arrebatar o negar el voto a las personas que dependen del cura, es muy probable que muchos librepensadores se quedasen sin ejercitar ese derecho electoral, porque por medio del confesionario a donde acaso acuden las respectivas mujeres, sucumben ante las imposiciones clericales; de manera que habría que quitar el voto a muchos hombres que están influidos por sus mujeres.

Además, a mí no me importa eso, porque se trata sencillamente de un ensayo, se trata de defender intereses justísimos, y, por lo tanto, entiendo que dentro de mis ideales cabe defender la proposición. Hoy, al fin y al cabo, no dejamos a la mujer otro círculo para desenvolver su actividad que ese del clericalismo, que es de lo que precisamente se quejan algunos; no procuramos que su actividad se desenvuelva en otros centros, en otra esfera de acción; de suerte que al limitarla a esas actividades, arrebátandola otras, nosotros mismos empujamos a la mujer a eso que entendemos que es un mal. De ahí que deseemos para la mujer el voto, siquiera sea tan parcamente como se propone en la enmienda. Luego, con el tiempo, cuando ya tenga derecho a influir y a defender sus intereses en el Municipio, irá poco a poco ensanchándose el círculo de su actividad y habremos conseguido los más enemigos del clericalismo que triunfe nuestra teoría.

La mujer en España no se emancipa, no llega a la plenitud de sus derechos civiles, sino sobre dos cadáveres: sobre el de su padre o el de su marido. Así es la ley. Se ha ido ensanchando en la esfera civil su acción hasta concederla ya la patria potestad. ¿Por qué no hemos de ensanchar un poco más ese círculo y permitir a la viuda, a la cabeza de familia, a la que defiende intereses sagrados, la intervención en el Municipio, que es después de todo, como decía antes, la continuación del hogar?

He sido tímido y parco en mi enmienda a fin de tener más esperanza de que fuera aceptada, hasta el punto de que me he quedado atrás respecto de otras personas que se han ocupado de este asunto. No sé cuál es la filiación política del Sr. Conde de Casa-Valencia. (*Varios Sres. Diputados*: Conservador.) Me alegro que lo sea; porque así apoyaré con mayor autoridad esta enmienda. Pues bien; el Sr. Conde de Casa-Valencia, no hace muchos días, en el Senado, en la sesión del 9 de Marzo, es decir, de este mes, pedía al Sr. Ministro de Gracia y Justicia un proyecto de ley, por el cual se concediese el voto político á las mujeres (a lo cual no llega mi enmienda), a semejanza de lo ocurrido, últimamente en la Cámara inglesa, donde el día 3 de Marzo, por una votación de 271 contra 91, se aprobó por la Cámara de los Comunes, en segunda lectura, Una ley extendiendo el voto para las elecciones de miembros de la Cámara a las mujeres que se hallen en las siguientes circunstancias:

1. Todas las que vivan en casas propias o alquiladas a su nombre.
2. Todas las mujeres casadas que tengan bienes a su nombre.
3. Todas las mujeres que paguen por alquiler de pisos más de 10 libras esterlinas anuales.
4. Todas las que ocupen, a cambio de trabajo, una casa o cuartos libres de renta (las porterías, por ejemplo), siempre que sus principales no residan en la misma casa.

Parece que este proyecto de ley fue bien acogido por el primer Ministro inglés, y con su apoyo fue votado.

En apoyo de su pretensión, también citó el señor Conde de Casa-Valencia a Suecia, en donde no sólo se concede el voto a las mujeres, sino que se las permite ser elegidas para las Cámaras, al extremo que apenas se aprobó la ley fueron elegidas 14,

que han pronunciado elocuentísimos discursos y que han tomado parte muy interesante en la defensa de los intereses de aquel país.

No es, por tanto, tan fuera de razón, como pudiera parecer, la enmienda que yo presento, y yo invito nuevamente a la Comisión a que medite sobre ella y vea si hay forma de aceptarla: pues si la desatiende, cometerá una injusticia, porque dejará fuera de la representación de los Municipios intereses que para todos deben ser muy respetables.

El Sr. **MARÍN DE LA BÁRCENA**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **MARÍN DE LA BÁRCENA**: La Comisión ha oído con mucho gusto las razones expuestas por el Sr. Pi y Arsuaga en defensa de su enmienda, y ha meditado antes de decidirse a proponer a la Cámara que no la acepte, esas mismas razones y la trascendencia que indudablemente tiene dicha enmienda en orden al voto administrativo, que es el que indudablemente persigue el Sr. Pi.

En ocasión reciente se discutió en esta Cámara cuanto pudiera relacionarse con el voto político. No terció en aquel debate el Sr. Pi y Arsuaga: pero entonces hubo varios oradores que mantuvieron la conveniencia de que se otorgase a la mujer el voto que pudiéramos llamar político.

El Sr. Pi limita su aspiración en esta enmienda a algo que indudablemente tiene serios fundamentos para que se tome en consideración; porque no aspira a que las mujeres ejerciten derechos políticos, sino tan sólo a las mujeres que emancipadas puedan velar por sus intereses, é intervenir eficazmente en las cuestiones que en los Municipios se ventilan y que pueden afectarlas. Es decir, que no se hallen en peor condición que lo están, quienes sin intereses quizás que defender, sin tener que preocuparse por las decisiones que toma el Consejo municipal, se encuentran en condiciones que justifican mucho menos su intervención que la de las mujeres que están al frente de comercios o de explotaciones industriales o agrícolas y que indudablemente son más merecedoras de ejercitar derechos que aquellas otras personas que careciendo repito, de esos intereses, tienen concedido el voto por la ley Electoral.

Por consiguiente, la Comisión estima que hay muy fundados motivos para simpatizar con la concesión del voto administrativo a la mujer, y no puede perder de vista además que lo mismo cuando se trata de repartimientos vecinales, que de otras cargas que deben soportar los vecinos, lo mismo por esta calidad que por su condición de cabezas de familia, esas cargas y esos sacrificios pesan indudablemente sobre aquellas mujeres que están en las condiciones que decía el Sr. Pi, y esa es una de las razones que habría que tener en cuenta para poder aceptar la propuesta que hace S. S.

Hay además otras que en ese sentido se podrían mencionar, y todas ellas justificando el espíritu y la tendencia que revela la enmienda; pero la Comisión, no obstante que en su ánimo laboran todas esas razones, no puede menos de tener presente los principios que halla establecidos en la ley Electoral últimamente votada por las Cortes y que informan también el proyecto que discutimos; y representaría una alteración profunda, lo mismo en la ley que en este proyecto, el aceptar la enmienda propuesta por el Sr. Pi.

Quizá esto no sería bastante para que la determinase a no desecharla; pero hay otra razón además decisiva para no aceptarla. No se trata hoy de una cuestión que tenga a su favor la corriente de opinión, la atmósfera social, digámoslo así, necesaria para que una reforma de tanta trascendencia tome cuerpo en un proyecto de ley como el que discutimos.

Es posible que las indicaciones hechas por S. S., que seguramente tienen acogida simpática en la opinión y en muchos lados de esta Cámara, den ocasión a que se fomente esa idea, a que esa corriente cristalice y, en una palabra, haya motivo para que, viniendo el día de mañana aquellas reclamaciones o demandas de Corporaciones, organismos de la opinión, en fin, que es la que determina las variantes o reformas en las leyes, pueda dar motivo a que se introduzca en nuestra legislación un principio que hasta hoy no se ha aceptado en ningún caso.

Estas razones son las que obligan a la Comisión, sintiéndolo mucho, a no aceptar la enmienda del señor Pi y Arsuaga.

El Sr. **PI Y ARSUAGA**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **PI Y ARSUAGA**: Para rectificar muy brevísimamente, porque, en realidad, el Sr. Marín de la Bárcena no ha hecho más que reforzar los pocos argumentos que yo he expuesto en favor de mi enmienda.

Dos son las razones que ha dado el Sr. Marín de la Bárcena; una de ellas casi podría excusarme de considerarla siquiera, porque él mismo se ha rectificado, y es la referente a que esto podría contradecir el principio sentado en la ley Electoral. Yo entiendo que no, y ya esperaba ese argumento; pero ya ha dicho la misma Comisión que por esa sola razón no dejaría de aceptar la enmienda.

El segundo argumento es el único que ha querido dejar en pie, pero a mi juicio no tiene fundamento alguno: es el de que no hay opinión para esta reforma. Si fuésemos a eso, hemos estado discutiendo un mes sobre la representación corporativa, y la Comisión reconocerá que eso sí que no tiene opinión, mejor dicho, la tiene en contra; pero el Gobierno se ha defendido diciendo que él tiene sobre sí una misión pedagógica y que es preciso guiar a la sociedad. Pues si es preciso guiarla, aquí de mis principios.

Además, esto habría de apartarse de la ley Electoral, porque en la ley Electoral se hace, por ejemplo, el voto obligatorio y aquí podría decirse que el voto que se diera a la mujer sería voluntario, con lo cual, si no hubiese opinión, ¿qué peligro había? Las mujeres no votarían; pero quedaría el principio salvado y la labor pedagógica del Gobierno una vez más realizada.

El Sr. **CANALEJAS**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **CANALEJAS**: Dos palabras.

Como nosotros pensamos pedir votación nominal para asociarnos de un modo expresivo, aunque para eso no hace falta pronunciar un discurso más o menos caluroso, a las iniciativas del Sr. Pi y Arsuaga, he considerado conveniente recoger las manifestaciones de la Comisión y necesito preguntar a mi digno amigo el Sr. Marín de la Bárcena: S. S. ¿ha advertido en la Cámara ó en cualquiera otra manifestación de la opinión pública tendencias adversas a la enmienda? Porque el Sr. Pi y Arsuaga decía bien: vosotros habéis hablado todas estas tardes de la influencia lógica de la ley y del estímulo oficial para el voto corporativo. Pues esa misma influencia y ese propio estímulo para fin tan laudable como el que reconocía el Sr. Marín de la Bárcena, pudiera también encontrarse en la aceptación de la enmienda.

No es hora, ni yo tengo el propósito de recoger antecedentes de legislaciones extrañas, ni de recordar la eficaz influencia conseguida por mujeres ilustres que han tomado intervención activa en la vida municipal Inglesa por mandato de los electores, ni tampoco de recordar el ensayo felicísimo en algunos Estados del Norte de América y la intervención de la mujer en el Jurado, que parece función más apartada de las privativas condiciones de educación y antecedentes de la mujer; pero como no dais una razón, como no oponéis ningún argumento, como el discurso del Sr. Marín de la Bárcena me ha parecido, y nos pareció a todos, que era un turno en pro de la enmienda, yo me atrevería a dirigirme al jefe del Gobierno, no para que pronuncie ningún discurso, ni haga ninguna declaración desenvuelta en razonamientos amplios, sino para preguntarle si de parte del Gobierno hay algún inconveniente en aceptar la enmienda, porque es posible que el Sr. Marín de la Bárcena haya estado dudoso de si habría encontrado la iniciativa del Sr. Pi cierto aliento en la opinión de la Cámara, y aun dudara también de si podría encontrarle en el Gobierno, y si se rectificase con alguna manifestación del Gobierno este error de que acaso haya partido el señor Marín de la Bárcena, podríamos coincidir todos en un voto, debiendo yo añadir que soy de los que abundan en las preocupaciones expresadas por el Sr. Pi, que reconozco la influencia de captación de ciertos elementos sociales en la mujer; pero con eso y todo, estimo que puestos los dos platillos de la balanza para pesar y medir las razones del riesgo y las grandes ventajas de ennoblecer y dignificar la vida de los Municipios, recordando también que la mujer, no sólo soporta las cargas municipales, sino que es en la beneficencia, en la cultura, en todas esas ramas de la actividad pública que vais a entregar a las Corporaciones municipales, un factor interesantísimo cuyo concurso solicitamos siempre, no encuentro razón, ni pretexto siquiera, para rechazar la enmienda. Si el Gobierno dice que no quiere esto, nosotros sólo declaramos que nos asociamos a la iniciativa del Sr. Pi, que pedimos con él la votación nominal y lamentamos que el Gobierno y la Comisión no acepten esta laudable iniciativa.

El Sr. Presidente del **CONSEJO DE MINISTROS** (Maura): Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. Presidente del **CONSEJO DE MINISTROS** (Maura): No sé a punto fijo si puedo usarla; pero haré lo que pueda y diré muy pocas. (*El Sr. Canalejas*: No pretendo ...) No; es que tengo mucho gusto, y el caso, además, es para ello.

El Sr. Marín de la Bárcena, en nombre de la Comisión, ha reflejado muy bien el pensamiento del Gobierno, según el cual no nos separa de la enmienda ninguna convicción, ni ningún principio, sino una apreciación de oportunidad, nada más, y por esto las salvedades del Sr. Marín de la Bárcena le parecían con razón al Sr. Canalejas un turno en pro, puesto que no nos oponemos en nada sustancial a la enmienda. Es más: yo no sé dejar de ser ingenuo, y debo decirlos que si en el examen prolijo que hemos hecho en la Comisión hubiese yo advertido que se pronunciaba general y vivamente esa tendencia, puede que como están dentro otras cosas, por lo mismo que no iba nada con el principio, a estas horas estuviera en el proyecto, y yo creo que eso viene muy de prisa y está cerca de madurar y de incorporarse a la ley; pero yo creo que el ejemplo de Naciones donde la vida social asigna a la mujer una autonomía, una personalidad, una respetabilidad a sus iniciativas que no está en las costumbres españolas, significa mucho más para nosotros.

A mí me parece, puedo equivocarme, que apreciando como es hoy la sociedad española, como está en la materia la opinión general, se nos tacharía de muy anticipados al incorporar hoy a la ley este principio, con el cual están todas mis simpatías y para el cual no habrá nunca ninguna resistencia de parte de mi voluntad. Ese es el grado de divergencia en que estamos. ¿Por qué hemos de fingir más? No hay más que esto. (*El Sr. Canalejas*: Malditos los inconvenientes!) Sí, Malditos los inconvenientes, Sr. Canalejas!, puesto que no he de significar yo una disconformidad de sustancia que no tengo, y en una materia como ésta la razón de oportunidad no es insignificante.

Se ha mencionado el voto corporativo: no vamos a volver a ese debate; sólo lo menciono para significar que hay una diferencia enorme entre un caso y otro. Por lo que toca al estado de opinión, en España creo que está mucho más lejos que en cualquier otro asunto la opinión para reconocer lo que en legislaciones de países donde las prácticas sociales son muy diversas y mucho más favorables para llegar a la reforma, todavía la reforma no ha llegado a la ley.

Esta es la única resistencia que se opone aquí, una resistencia de mera oportunidad, tibia, débil, a punto de poder decir el Sr. Canalejas, con razón, con la discreción que siempre le caracteriza: Malditos los inconvenientes! Yo espero que veré esto y que lo veré pronto, y no hago pronósticos, pero puede que sea yo un día el llamado a aceptar esa enmienda; hasta tal punto no me repugna el principio de la enmienda del Sr. Pi y Arsuaga.

El Sr. **CANALEJAS**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **CANALEJAS**: Celebro que haya encontrado oportuna y discreta mi interrupción el señor Presidente del Consejo de Ministros.

Realmente S. S. ha consumido otro turno en pro de la enmienda, pero habla de la oportunidad; ¿qué otra oportunidad, qué otra sazón mejor que la ley actual, en la forma modestísima en que plantea el asunto el Sr. Pi y Arsuaga? Porque si abarcara mayores amplitudes, las consideraciones siempre oportunas y atinadas del Sr. Presidente del Consejo de Ministros acerca del estado de la sociedad española tendrían gran peso en mi ánimo; pero, realmente, me parece que se ha ido más lejos en muchos patronatos, aquí recordados en tardes anteriores, para la enseñanza, contra la tuberculosis, etcétera, etc.; se ha ido más lejos en la intervención de la mujer en ciertos patronatos que se iría ahora, con la diferencia de que allí se ha buscado la mujer por entender que constituye un factor social que puede dirigir la vida, mientras que la enmienda del Sr. Pi y Arsuaga responde además al propósito de recoger una porción de intereses, de fuerzas sociales, de obligaciones ineludibles para la mujer en la vida municipal.

En fin, yo no he querido más que dar mi opinión, no tengo autoridad para expresar sino la de unos cuantos amigos: coincidimos hasta ahora tan solo el Sr. Pi y Arsuaga y nosotros. Quizás eso no sea suficiente para pesar en el ánimo del Sr. Presidente del Consejo de Ministros, el cual ha dicho bien que si hubiera advertido una corriente general de opinión quizás lo hubiera aceptado. Yo no digo estas palabras en son de queja ni por estimar haga menosprecio el Sr. Presidente del Consejo del valor de nuestros votos, que desde luego no es grande; lo digo en el sentido literal, y S. S. puede estimar, y debe acaso estimar que nuestro voto y el peso de nuestra representación parlamentaria no es suficiente para justificar la aceptación de la enmienda, y de ello no me duelo.

El Sr. Presidente del **CONSEJO DE MINISTROS** (Maura): Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. Presidente del **CONSEJO DE MINISTROS** (Maura): No es por esto; es porque me parece que da indicios de coincidir en la estimación que hago yo del estado social, la actitud que hasta ahora había yo advertido sobre este asunto en todas las fuerzas de la Cámara; y vuelvo a decir que, como yo no exagero la resistencia, podría suceder que la manifestación de la Cámara bastase.

El Sr. **PI Y ARSUAGA**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **PI y ARSUAGA**: Perdone el Congreso que le moleste con muy pocas palabras.

Puesto que no se trata de una cuestión política, yo me permitiría suplicar al Sr. Presidente del Consejo de Ministros que, siguiendo el ejemplo de su colega inglés, dejase en libertad a la mayoría para votar esta enmienda, y sería un medio de pulsar la opinión.

El Sr. **PRESIDENTE**: El Sr. Morote tiene la palabra para alusiones personales.

El Sr. **MOROTE**: He pedido la palabra en el instante en que el Sr. Pi y Arsuaga se quejaba de que en la parte de la izquierda, y aun podría decir de la extrema izquierda, se había comentado desfavorablemente su enmienda diciendo que era tanto como entregar el sufragio al elemento clerical. Hemos de declarar, ante todo, que para nosotros no significa nada ni debe significar el elemento político a quien aproveche una reforma; esto nos debe tener absolutamente sin cuidado. ¿Es justa? ¿Es racional? ¿Obedece a un principio? Pues se aplica, gane quien quiera. ☐ No faltaba más sino que por el color se concedieran ó negaran derechos! (*El Sr. Presidente del Consejo de Ministros*: Esa es la nuestra.)

No se trata aquí del problema de si hemos de dar voto a las mujeres; no se discute eso en la enmienda; si de eso se tratara, podrían estar justificadas todas las reservas y todas las timideces para la reforma que ha mostrado el Sr. Martín de la Bárcena y el propio Sr. Presidente del Consejo de Ministros; pero ahora se trata sólo de reconocer el derecho de sufragio a la mujer casada, a la mujer capacitada para ejercer todos los derechos civiles, es decir, a la mujer que está en los mismos términos de derecho que el hombre; por consiguiente, no me explico esos reparos.

Me recordaba poco ha el Sr. Azcárate, hablando de este asunto, que cuando en Inglaterra se discutió tan vivamente esta cuestión del voto de las mujeres en los Municipios, la Cámara de los Lores ofreció una resistencia tremenda a esta reforma. y hubo un Lord que se distinguió especialmente por votar siempre, sistemáticamente, en contra sin dar ninguna razón; y un día recibió la visita de una dama que le dijo: “Vengo a pedir a V. su voto, y creo que me lo va V. a conceder, en favor de nuestra pretensión. Yo —añadió la dama— pago tal contribución por estar al frente de una fábrica de fundición.” Y dijo el Lord: “Tiene V razón.” Porque en Inglaterra hay gran relación entre el sufragio y el impuesto, a tal punto, que en la independencia de los Estados Unidos tuvo gran parte de causa la cuestión de un impuesto, y aun históricamente ha arrancado allí el *jus suffragii* del impuesto, y si las mujeres pagan, si contribuyen al sostenimiento de las cargas públicas, ¿por qué no han de tener este derecho?

Pero, además, decía el Sr. Marín de la Bárcena, y decía después el Sr. Presidente del Consejo de Ministros con su autoridad: es que todavía no está formada la opinión. Y el Sr. Pi y Arsuaga ha contestado muy elocuentemente al decir: tampoco hay opinión respecto de la representación corporativa, y si alguna opinión hay sobre ella es contraria a su establecimiento en la ley, y, sin embargo, el Gobierno, ejerciendo una misión pedagógica, dice: yo seré el acicate, el estímulo, el impulso para que se cree ese espíritu de asociación que no existe.

Pero hay otra razón en mi concepto mucho mayor para que prevaleciera esta enmienda: se trata del voto, como digo muy limitado, que se quiere conceder a las mujeres en ciertos casos en que tienen plena capacidad jurídica civil; dice el Sr. Presidente del Consejo que no hay por su parte ninguna oposición intelectual ni de voluntad a esa reforma; pues, ¿por qué no hace el Sr. Presidente del Consejo una cosa? Deje en libertad a la mayoría, deje en libertad al Congreso. para que sea el Congreso el que decida, y no sea el Gobierno, haciendo una cuestión de mayoría y de minorías de esta cuestión tan importante. ¿Qué otro modo hay de saber la opinión verdadera del Parlamento, sino dejando al Parlamento que vote libremente? ¿Qué inconveniente hay en este ensayo? (*El Sr. Presidente del Consejo de Ministros*: ¿Y por qué se enfada S. S., si yo no he dicho nada en contrario?) No me enfado, es que me expreso, como suelo, con calor. (*El Sr. Presidente del Consejo de Ministros*: Tampoco yo me enfado.)

Si han pronunciado el Sr. Marín de la Bárcena y el Sr. Presidente del Consejo de Ministros dos discursos en pro de la enmienda, claro es que no me voy a enfadar con ellos; me enfado contra el hecho de que habiendo todos estos votos en favor de la enmienda, no resulte ésta aceptada é incorporada a esta Ley, que es Una ley excepcional, una ley de ensayo de cosas nuevas: y ¿por qué no añadir una casa nueva tan racional? Que vote sobre ella el Congreso, que se deje en libertad a todo el mundo y que el Sr. Presidente del Consejo haga esta declaración, para que después cada cual emita libremente su parecer.

El Sr. **VICEPRESIDENTE** (Marqués de Mochales): Tiene la palabra el Sr. Presidente del Consejo de Ministros.

El Sr. Presidente del **CONSEJO DE MINISTROS** (Maura): Son dos cosas completamente distintas: el estado de opinión para la reforma o para su oportunidad, y el estado de costumbres, el hábito de moverse la mujer en la sociedad española en unas y otras localidades, que es a lo que yo aludía.

Yo soy de un país, como sabéis, donde la viuda hereda absolutamente la autoridad paterna; está al frente de las empresas industriales y agrícolas, y es el jefe de la familia: pero es más ☐i en mi propia familia, durante treinta, cuarenta años, ha ocurrido!

De modo que yo sé que aun siendo allí la mujer lo que es, y conociéndose las casas por el nombre de la mujer durante un cuarto o un tercio de siglo, a pesar de eso, hay la costumbre de la abstención en la vida pública, tan antigua, tan arraigada, que sospecho que haríamos una reforma que sería rechazada por el estado social. (*El Sr. Pi y Arsuaga*: Dejadlo a su voluntad; la que no quiera, que no vote.) Eso demuestra que la cuestión es de oportunidad, es de apreciación, es de tacto y no de principios, y yo no he podido ser más franco. hacer manifestaciones más sinceras del estado de mi ánimo.

Y ahora digo que no se me había ocurrido hacer de ésta cuestión de Gabinete. que estamos aquí transigiendo y cediendo en todo, y claro es que tienen libertad los Sres. Diputados de la mayoría. y que no me molestará nunca que prevalezca una cosa u otra; lo digo categóricamente: no se me había ocurrido otra casa. Allí cada cual, que conoce su país, la apreciará; que e. esta cuestión de oportunidad, exclusivamente de ocasión.

El Sr. **MOROTE**: Pido la palabra.

El Sr. **PRESIDENTE**: La tiene S. S.

El Sr. **MOROTE**: Yo no he creído nunca que el Sr. Presidente del Consejo de Ministros hubiese hecho de ésta cuestión de Gabinete; yo lo que quería es que S. S. dejase en libertad a la cámara, a los Diputados de la mayoría para votar.

Desde luego me permito dirigir, si no lo considera impertinente, un ruego a parlamentario, tan ilustre y tan bien enterado de estas cuestiones como el Sr. Moret, para que, si le parece bien, una su voto al nuestro en esta cuestión, puesto que él, más que nadie, ha defendido a mujeres tan insignes como doña Concepción Arenal y otras que sobresalen de la generalidad; pero hay muchas más en España que pueden ejercer dignamente el derecho electoral. Y cuando esto sucede en países que tienen una psicología política no mucho más adelantada que la nuestra, porque Finlandia, por ejemplo, no creo que sea un país grandemente adelantado en las instituciones democráticas, y, sin embargo, en Finlandia tienen voto las mujeres... (*El Sr. Presidente del Consejo de Ministros*: Es otro estado social y otra educación completamente diversos.) Si no es el estado social! Si fuese para conceder el voto a toda mujer, comprendo que os opusierais, o si fuese para concederlas el derecho de ser elegidas o elegir Diputados a Cortes; pero Si es en el Municipio, si es en un Municipio que en virtud de esta ley tendrá una estructura especial y que se reunirá una. cuantas veces nada más al año!

Si el Sr. Moret quisiera manifestarnos cuál es su opinión... (*El Sr. Moret pronuncia palabras que no se perciben.*)

Leída de nuevo la enmienda, y hecha la pregunta de si se tomaba en consideración, se pidió por suficiente número de Sres. Diputados que la votación fuera nominal. .

Verificada la votación, no fue tomada la enmienda en consideración por 65 votos contra 35.

Carmen de Burgos, La cuestión del sufragio femenino

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 267-271

El sufragio femenino no forma parte aún de todos los programas feministas. Hay sociedades que se abstienen de pedirlo, ya porque equivocadamente lo creen de un interés secundario, ya porque tienen miedo de estar en oposición con los que aplauden, el *feminismo sensato*, que sólo pide protección para la mujer. Es un nuevo engaño que ha venido a sustituir el canto de la galantería medieval para mantener a la mujer en su inacción. Se proclama la feminilidad que no es más, en este caso, que la sumisión al instinto.

Hay quien aplaude como *feminismo sensato* el que pide la igualdad de derechos civiles, sin pensar que colocándose en el punto de vista conservador, esto es más atentatorio a la organización de la familia que la igualdad en el derecho político.

Pero las mujeres cultas de todos los países han comprendido que la papeleta de voto es un arma y que si no tienen el derecho al sufragio no obtendrán fácilmente de los Parlamentos las reformas que solicitan. Las mujeres que se interesan por cuestiones de moralidad, de higiene, de educación y pacifismo, saben bien que necesitan reclamar el sufragio, no por vano orgullo, sino para tener medios de trabajar en mejorar el porvenir.[...]

España ha sido la nación que ha permanecido más tiempo alejada del problema político quizás porque ni los hombres mismos han comprendido su importancia y que la política, o sea cuanto forma el ambiente nacional, es a la vez un derecho y un deber de todos los ciudadanos y que el voto es una función inexcusable, para los dos sexos, puesto que la soberanía no es de esencia masculina. [...]

Hemos tenido en España, de un lado, la indiferencia inconsciente de unos, el miedo de los liberales y la parálisis de los conservadores. Las mujeres, por su parte, han tardado mucho en comenzar a darse cuenta de su situación y de sus intereses. País tradicional, que se asusta de las ideas progresivas como revolucionarias y disolventes, las mujeres de la burguesía acomodada se encastillan en una situación de privilegio y consideran a las feministas, de la clase media trabajadora, como excéntricas o exaltadas. Las obreras, faltas de cultura, no se daban cuenta de su miseria y de la injusticia social. Las aristócratas, aduladas e inconscientes, sólo se han preocupado de fiestas y de obras filantrópicas. Ser feminista no se ha considerado elegante.

Carmen de Burgos, Encuesta sobre el voto femenino en el Heraldo de Madrid

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 273-278

Tengo, necesariamente, que hablar de mi labor al tratar de la historia del sufragio en España ya que tuve que ser precursora de este movimiento.

En 1906 abrí en *Heraldo de Madrid* una encuesta para conocer la opinión pública. Es preciso confesar que el resultado no fue muy lisonjero. La mayor parte de los hombres públicos y la mayor parte de las damas evitaron comprometerse. Hubo, sin embargo, grandes políticos que no vacilaron en dar su opinión. El conde de Romanones contesta francamente diciéndome: “Plantea usted uno de los temas de derecho político más discutidos y seguramente más discutibles: el del sufragio activo y pasivo para la mujer. Mi opinión, como político y gobernante, es bien explícita; considero que, por ahora, al menos, la mujer no puede ser electora ni elegible. Las razones en que fundo mi opinión no son para ser expuestas en una carta, pero nada hay en estas razones que suponga inferioridad para la más bella mitad del género humano. Si entre nosotros la práctica electoral nos lleva a tantas corruptelas, ¿qué

sería interviniendo el elemento femenino? Y no ciertamente por mayor falta de sentido moral, sino por menor resistencia ante las pasiones que el ejercicio del sufragio lleva consigo”.

Este miedo a aumentar la inmoralidad que reconocen en los hombres ha sido uno de los argumentos más repetidos. Charles Turgean decía: “Yo, por mi parte, vería con disgusto que nuestras madres, nuestras hijas, nuestras hermanas, entraran en la caja de fieras de una Asamblea Legislativa o descendieran a las fosas de los osos de un consejo municipal”.

¿Pero es que esas fieras no conviven con la mujer en su propio hogar? ¿Es mejor que sufran la embestida de la fiera sin armas para combatirla?

El gran pensador Max Nordau me dijo: «La mujer mayor de edad debe tener el sufragio político con el mismo título que el hombre, puesto que tiene los mismos intereses que defender y no menos inteligencia. La elegibilidad no quisiera concederla más que a las mujeres casadas y madres viudas. Pero mi lógica exige que el hombre tampoco fuese elegible sin ser padre. La colectividad debe exigir del legislador que tenga vivo interés por el porvenir del Estado y de la nación y sólo el que piensa en el porvenir de sus descendientes puede sentir ese interés de una manera concreta. Para el célibe o la persona sin hijos el porvenir es una abstracción, una cosa que pertenece a los demás, y ya es sabido que hasta las personas de más conciencia ponen menos celo en los asuntos ajenos que en los propios negocios.”

El ilustre periodista Luis Morote, dijo:

“Como el sufragio es un derecho político, toda la discusión tocante al voto de las mujeres debe versar, a mi juicio, acerca de si tienen o no condiciones para influir en la vida pública y ejercer una parte de soberanía.

En España, más que en ningún otro país del mundo, la realidad de los hechos está a su favor, pues si hemos estado gobernados por mujeres desde la más alta magistratura del Estado, no hay razón de lógica ni motivo jurídico o de mediana equidad que pueda excluirlas de los comicios.

Durante el siglo XIX y hasta los comienzos de siglo XX, tuvimos en España dos reinas regentes y una reina efectiva, la reina gobernadora, de 1833 a 1840; la reina Isabel, de 1843 a 1868, y la regente doña Cristina, de 1885 a 1902; total, cincuenta y dos años de reinado o gobierno femenino. ¿No resultaría inicuo, monstruoso, de una desigualdad irritante, otorgar al sexo bello durante más de media siglo el poder total y supremo de la Nación y negarle una mínima parte de soberanía, la que se contiene en la papeleta electoral?

Ahora dejo a la consideración del lector no examinar el problema de derecho absolutamente indiscutible y favorable a las mujeres, sino el de experiencia y vida, pensando al abrir la Historia cómo nos fue en España en periodo tan largo, accidentado y catastrófico. *Glissez, n'appuyez pas...* [...]]

En 1920 volví a abrir otra encuesta en la tribuna del *Heraldo de Madrid*, al que inspiraba el alto espíritu de don Miguel Moya, y pude comprobar con alegría que la causa femenina ganaba terreno, y muchos habían cambiado de opinión. El mismo conde de Romanones opinaba como Condorcet, cuando dijo: “Los hombres han violado el principio de igualdad en los derechos, privando tranquilamente a la mitad del género humano de contribuir a la formación de las leyes”. El Conde escribía: “Nos quedamos tan tranquilos los liberales hace pocos años proclamando el sufragio universal. ■ Universal cuando de él se excluyó algo más de la mitad del género humano! La mujer debe ser electora y elegible, no puede caber duda sobre ello; la duda nace en el momento de apreciar si el advenimiento de la mujer al censo electoral no podrá constituir perjuicio para los principios liberales en la hora presente, pues hoy en España la mujer no es políticamente muy independiente, aunque reconozco que se dirá que tampoco lo es el hombre”.

Alejandro Lerroux manifestaba: «Una cosa es que la mujer deba y otra cosa es que pueda ser electora y elegible. Yo creo que debe serlo, pero también creo que no puede serlo sin evidentes riesgos. Sin embargo, por temor a los peligros de la libertad no es lícito

renunciar a la libertad; si debiendo la mujer tener derechos electorales no puede tenerlos es porque la sociedad ha legislado de manera que hoy la tiene reducida a esa impotencia, pero como ninguna clase de razones ni intelectuales, ni morales, ni sociales, ni éticas, se pueden oponer a que un ser humano, cualquiera que sea su sexo, intervenga en la dirección y administración de la causa pública, lo que importa es preparar, tan deprisa como sea posible para que la rapidez no perjudique a la perfección, la modificación de un estado de cosas que determinan esa impotencia.

Todo ello no quiere decir que si se plantease seriamente el problema le negara yo mi voto, porque en las circunstancias actuales es necesario aprovecharse de la tremenda perturbación que convulsiona a la sociedad para ganar posiciones desde donde podemos defendernos y defender los progresos realizados por la civilización, y quiere decir, en último caso, que si invirtiendo los términos ahora se hiciese a la mujer electora y elegible en España, después de las conmociones y perturbaciones que esto pudiera producir, vendría una saludable reacción, obligaría a todos a modificar el medio ambiente, la legislación y las costumbres para que la mujer-ciudadano fuera y pudiera ser lo mismo que el hombre-ciudadano.” [...]

Como se observa en este ligero examen, las objeciones que se hacen al sufragio femenino se reducen a bien poco. Todos reconocen el derecho de la mujer; pero así y todo quieren privarla de ejercerlo por egoísmo y miedo de que puedan surgir mayores daños para la colectividad. Se oponen a la libertad en nombre de la libertad misma, como si motivos de utilidad pudieran contrabalancear el verdadero derecho.

Las objeciones son:

1. Que el voto de la mujer entregaría el poder a los partidos reaccionarios.
2. Que la mujer sufriría las sugerencias del marido o del padre.
3. Que la mujer perderá su gracia y abandonará los cuidados de la casa y de los hijos.
4. Que la mujer no tiene condiciones intelectuales y morales como el hombre.
5. Que no está preparada para la vida pública.
6. Que no hace servicio militar y es siempre pacifista.

Carmen de Burgos, Manifiesto de la Liga Internacional de Mujeres Ibéricas e Hispanoamericanas y de la Cruzada de Mujeres Españolas en pro del voto femenino

La mujer moderna y sus derechos, 1927, p. 286-292

En 1921, la Cruzada de Mujeres Españolas y la Liga Internacional de Mujeres Ibéricas e Hispanoamericanas, convencidas de la justicia de la causa femenina y de que nada existe en la Constitución española que se oponga al voto, acudió a las Cortes a presentar su demanda y su programa de vindicación de todos los derechos civiles y políticos.

Grupos de mujeres de todas las clases sociales repartieron el manifiesto por la calle y lo presentaban en el Congreso y el Senado, realizando así el primer acto público de las sufragistas españolas.

El razonado preámbulo decía:

La Liga Internacional de Mujeres Ibéricas e Hispanoamericanas y Cruzada de Mujeres Españolas, en nombre de una culta minoría de las mujeres de este país, e interpretando sentimientos, no por completo expresados, de esa mayoría que aún vive en la ignorancia de sus derechos y deberes y en la atonía de su actividad, resuelve acudir a la más alta representación de los Poderes públicos para formular las reclamaciones, cuya satisfacción estima urgentemente necesaria al progreso individual y a nuestra renovación social.

Mientras que en las naciones más cultas el problema de la dignificación legal de la mujer ha dejado de ser materia de controversia académica para convertirse en viva y apremiante necesidad legislativa, en gran parte satisfecha por sabias y justas leyes, en España, la resistencia tradicional a toda reforma progresiva, y el miedoso interés de los privilegiados a las novedades igualitarias, colocan a las mujeres ante las leyes y las costumbres en situación tan poco airosa, tan poco apropiada a seres inteligentes y libres, que puede afirmarse, al considerar las limitaciones impuestas a la personalidad femenina, que la esclavitud humana no se ha borrado por completo en la Historia; puesto que la imposición, legalmente, subsiste para vejear, maniatar y oprimir a la parte físicamente más débil de la Humanidad, como si la libertad en sus manos fuese un arma terrible que pudiera ser esgrimida contra la otra parte. Pero esta ocasión no es la más pertinente para exponer teorías que gozan hoy de aprobación casi universal, ni para plantear problemas que han sido ya satisfactoriamente resueltos, y cuyas benéficas soluciones son un ejemplo vivo de conveniencia y de justicia que nos obligará a imitarlos más temprano o más tarde. Pedimos la igualdad de trata que nos ponga en el mismo y justo nivel que a las demás mujeres civilizadas; y lo que más de cerca nos interesa, que es la que interesa también a toda la colectividad española en unos tiempos de peligro en los que es preciso aunar todos los esfuerzos para defender la civilización y la organización social, torpemente amenazadas. Nuestras palabras serán sencillas, justas, concretas; cada una de ellas resumirá una aspiración libertadora de prejuicios que representan siglos de servidumbre, vejamen y sufrimiento para la mitad de la Humanidad.

Para que la mujer española pueda ocupar el lugar que le corresponde en las sociedades modernas, es necesario que le ayude la fuerza incontrastable de leyes sabias y justas, cuya elaboración no presenta inconveniente alguno, ya que en ningún cerebro quedan hoy vestigios de las absurdas teorías de inferioridad o superioridad de cada una de las dos mitades de la especie humana.

Así, pues, ahorrando consideraciones que están seguramente en el ánimo de todos, expondremos nuestras justas aspiraciones, que son las siguientes: *Igualdad completa de derechos políticos, y, por tanto, ser electoras y elegibles en las mismas condiciones que los hombres, sin otra restricción que la de capacidad legal que se tiene en cuenta para los varones.*

Después de exponer el ejemplo de los países donde existe el sufragio femenino dice:

No pedimos en este punto de nuestra demanda ningún privilegio para la mujer, sino la igualdad completa, la convivencia con el hombre en la vida ciudadana, como la tenemos con nuestros padres, nuestros hermanos y nuestros esposos en el seno de cada hogar. Deseamos, con ello, desarraigar de nuestros hijos la costumbre de considerarnos como seres inferiores. Y que no se nos prive de cumplir el deber de emitir el sufragio, en beneficio del país, sin la punible indiferencia a que nos obligan y de la cual van participando los mismos hombres.

Por otra parte, el espíritu de la ley en España no ha sido nunca el de eliminarnos del derecho político. Además de probarlo así el hecho de que puedan reinar las mujeres, no hay ningún artículo de la Constitución ni de la Ley electoral que taxativamente nos prohíba ejercer ese derecho. [...]

La mujer no puede continuar siendo una masa inerte al lado de la actividad social masculina, sino que aspira a compartir con el hombre obligaciones al mismo tiempo que derechos; en una palabra, quiere tornarse la criatura consciente y digna llamada a colaborar y preparar un porvenir dichoso. [...]

Firmaron el manifiesto millares de mujeres de todas las clases sociales, damas aristocráticas, federaciones de obreras de varias provincias y una gran mayoría de mujeres intelectuales, profesoras, estudiantes y artistas.

La Prensa, que elogió unánime sin distinción de matices el acto realizado, decía:

Es el amanecer de un serio movimiento feminista y este primer acto de las sufragistas españolas sorprendió a los diputados que, correctos y amables, ofrecían su apoyo, aun

perteneciendo a distintos partidos como don Francisco Bergamín, conservador; el conde de Romanones, liberal, y Lerroux, republicano.

El presidente del Gobierno, señor Allendesalazar, conversó amablemente con un grupo de sufragistas y se retrató entre ellas⁵².

Otro añadía

Todo el pueblo simpatizaba con la causa femenina, sin distinción de sexo.

Era un contraste el que ofrecían las sufragistas españolas con las dificultades que encontraron las inglesas, lo que prueba como se había ya ido preparando el ambiente. Además la situación de la mujer española es favorable a esta concesión. Hay un equilibrio entre los dos sexos. Sólo existen medio millón más de mujeres que de hombres; es mayor el número de viudas que el de viudos y están en mayoría las mujeres que saben leer y escribir como ya hemos visto. La nueva ley electoral dice⁵³:

Art. 83. El cargo de concejal, es gratuito, obligatorio e irrenunciable.

Art. 84. Para ser concejal es preciso:

1.º Figurar en el Censo electoral del respectivo municipio.

2.º Saber leer y escribir, excepto en los municipios de menos de 1.000 habitantes.

4.º Tener veinticinco años de edad.

Son elegibles las mujeres cabezas de familia, mientras no pierdan esta condición, si reúnen los requisitos enumerados en el párrafo anterior.

Serán electores en cada municipio los españoles mayores de veintiún años y elegibles los mayores de veinticinco que figuren en el Censo electoral formado por el Centro correspondiente del Estado. Tendrán el mismo derecho de sufragio las mujeres cabezas de familia, con cuyos nombres se formará un apéndice al Censo electoral de cada municipio.

Figurarán en este apéndice las españolas mayores de veintitrés años, que no estén sujetas a patria potestad, autoridad marital ni tutela y sean vecinos con casa abierta⁵⁴ en algún término municipal.

Recientemente se ha ampliado el voto a las demás elecciones pero sólo para ser electoras y limitando el derecho a las solteras, viudas y legalmente divorciadas. Esta concesión no ha satisfecho por completo a la mujer. Colocada en un apéndice del Censo, postergada como siempre, separado su derecho del derecho general por razón de sexo, sufre la merma de que no tenga voto la mujer casada, de no poder ser elegible más que para cargos municipales y de que no puedan serlo las solteras ni las viudas, si no son cabeza de familia ni tienen casa abierta.

Se reduce así el derecho electoral a un pequeñísimo número de mujeres, con limitaciones que no se tienen en cuenta para los hombres.

Pero tiene la mayoría en España tan poca idea de la importancia del derecho político, tal vez porque entre nosotros no se tiene idea de lo que es la política, desacreditada al confundirla con el Gobierno, que no se concedió gran atención a este asunto y al nombrarse los primeros concejales y alcaldes, se ocuparon sólo en la frivolidad de si se las debía llamar concejal o concejala, cosa ya resuelta por nuestro idioma, que llama *Regente* a la que ejerce la *Regencia* y *Regenta* a la mujer del *Regente* y que fija los nombres que se incluyen gramaticalmente en el género común, no varían determinaciones y admiten el artículo masculino o femenino, según se trate de varón o de hembra: el concejal, la concejala con el mismo derecho que el *testigo* y la *testigo*.

⁵² *Heraldo de Madrid*.

⁵³ Capítulo III, que trata de las condiciones requeridas para el cargo de concejal. Se trata del estatuto Municipal de 1924.

⁵⁴ Casa abierta: domicilio, estudio o despacho de quien ejerce profesión, arte o industria.

Tal vez la falta de interés en la mujer española estriba en que se ha concedido el derecho de sufragio en una época en que no existe el sufragio ni para los hombres.

Las mujeres que ejercen cargos en los municipios españoles todavía no los han alcanzado por elección.

Librepensamiento

Belén Sárraga de Ferrero en el congreso Universal de Librepensadores de Ginebra, 1902

In Textos para la historia de las mujeres en España, p. 390-392

Madame Starkof (Suiza) se levanta y en un arranque generoso de indignación dice, dirigiéndose a los hombres:

— Intentáis ir contra el autoritarismo eclesiástico y gubernamental, ¿y el vuestro para con la mujer y el niño? ¡Cuán evidente es — añade con amargura — que esas conclusiones las formuló una comisión en la cual no había ninguna, de nosotras!

Semejantes palabras producen expectación (*sic*) en el auditorio. Algunos sabios graves miran con recelo a aquella ciudadana que así se revuelve contra la injusticia social; quizás no habrán contado con que las reclamaciones del feminismo robasen tiempo a las cuestiones filosóficas, otros, por el contrario, los jóvenes, los radicales, presienten una lucha formidable y se alegran. Las mujeres nos preparamos al combate; hay que arrancar a aquella representación del mundo intelectual científico y progresivo la sanción de nuestros derechos. [...] Madame Starkof propone: abolición absoluta del poder marital y paternal degradante para la mujer y peligroso para el niño. Estas palabras provocan protestas y aplausos de una y otra parte.

Parece difícil hallar una conclusión que satisfaga a todos.

No obstante la diversidad de criterios, puede observarse desde el primer momento que la asamblea simpatiza con la causa de la mujer. Un grupo de hombres generosos la defiende y sólo opone a los radicalismos de algunas feministas la conveniencia de no precipitar una obra necesariamente lenta por implicar una verdadera revolución en las costumbres.

Hubbard me invita a hablar y acepto.

Me levanto y un sordo rumor recorre la asamblea; esto me hace sonreír tristemente; adivino el pensamiento de la mayoría.

Va a hablar una hija del país sanguinario y católico de los torquemadas y los monjuich (*sic*), una representante de las mujeres españolas tipo mixto de manola y beata ¡cosa rara!

Comprendo que por azares de la suerte tengo en aquel momento la alta misión de ayudar a la dignificación de mi patria ante Europa, me dispongo pues a suplir mi insuficiencia con mi voluntad. Hablo vuelta mi alma hacia España y puestos los ojos en el mundo de los intelectuales.

— Discutimos — digo — uno de los puntos quizá el más importante que debe resolver esta asamblea.

El autoritarismo religioso en sus distintas manifestaciones sólo puede llevar la humanidad a caminos de perdición.

El autoritarismo en el Estado mata la libertad individual sin la cual el hombre pierde la cualidad que más la dignifica.

El autoritarismo religioso degrada la humanidad depravando la conciencia universal.

Ambos toman vida de otro autoritarismo aún más peligroso; el autoritarismo de la familia.

Éste al esclavizar a la mujer, indignifica a la madre y la inhabilita (*sic*) para cumplir la alta misión de educar las generaciones. El niño no capacitado aún para analizar sólo puede recoger en sus primeros años impresiones, éstas son fatales; el estado depresivo de la mujer dentro del matrimonio, su subordinación u obediencia al *jefe* la presentan al niño no como el

ser superior y bueno a quien hay que amar y obedecer, sino como una especie de representante general de la voluntad masculina.

Las mismas mujeres educadas en esa escuela de servilismo se someten a ella tranquilamente; cuando reprenden al pequeño no le expondrán quizá razones, mas le amenazan con *referir al padre sus travesuras*.

Así la tradición, la costumbre consagra al hombre con todos los atributos de la superioridad y a la mujer con todos los del servilismo.

El resultado es lógico; el hijo ama a la madre que la cuida y acaricia, pero sólo *obedece* al padre.

De este modo la misión sacratísima de la mujer de educar el corazón del niño no puede realizarse, porque le falta la fuerza moral que da la superioridad reconocida.

Las consecuencias de esto son bien tristes para el adelanto moral e intelectual de los pueblos.

La mujer trueca la misión de *enseñar* que es propia por la de *servir*; el hijo en vez de formar su corazón al calor de los besos maternos con razones y consejos que le harán reflexivo, sociable, humanitario, bebe el autoritarismo en el mismo pecho de la madre teniendo como base de su educación moral la obediencia al padre *que es el jefe*. Así en la familia se hacen los prosélitos no del socialismo, estado de amor y cambio mutuo de deberes, sino del absolutismo que eleva la voluntad de uno sobre todos.

[...] Ante aquellas manifestaciones mías, el Congreso aplaudió con entusiasmo.

¿Y cómo no, si toda una nación muerta revivía a sus ojos?

La sesión que había amenazado borrasca terminó a satisfacción de todos, después de ser aprobada esta adición a las conclusiones leídas, que firman conmigo las ciudadanas Gatti de Gamond y Altman y el ciudadano Tery.

El Congreso declara reprobar toda tradición de autoritarismo en la vida familiar; pide la igualdad del hombre y la mujer y no reconoce entre los padres y los hijos sino la existencia (bajo la inspección de la ley) de deberes iguales y comunes de protección y de dirección intelectual y moral que aseguren al niño el libre desarrollo de su razón.

Nota de María Dolores Ramos en la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

En los primeros años del siglo XX, Belén Sárraga de Ferrero, propagandista Federal y librepensadora, desarrolló una amplia campaña para difundir sus ideales en Málaga y en otras provincias andaluzas. En el Congreso Universal de Librepensadores de Ginebra, celebrado en 1902, llevó la representación de la Federación Provincial Obrera Malagueña, que integraba en su seno a más de 30.000 personas. Su “idea de República” se inscribe en el programa pimargalliano; su “idea feminista” exige arrancar a las mujeres del autoritarismo eclesiástico y del ejercido por los hombres en la familia, con el objetivo de igualarlas y hacerlas compartir con ellos todos los aspectos de la vida social.

Mujeres y movimiento obrero

El trabajo femenino

*Francesc Tusquets, El problema feminista*⁵⁵

In Nash, Mary, *Mujer, familia y trabajo, 1875-1936*, p. 301-303

Respecto a la cuestión de si la necesidad del trabajo en uno y otro sexo es o no idéntica, no es demasiado difícil resolverla, porque fácilmente pueden observarse las remarcables diferencias existentes. La experiencia enseña, de manera que no deja lugar a dudas, que además del crecidísimo número de mujeres que no necesitan trabajar para vivir, la mayor parte de las que trabajan no lo hacen por la necesidad de sostener un hogar con el producto de su esfuerzo, sino únicamente con el propósito de coadyuvar a dicho sostenimiento, que en gran parte suele ir a cargo de alguna persona del sexo masculino: esto podemos observarlo día a día, viendo lo que ocurre en muchísimas familias obreras y en muchas de la clase media, donde el cabeza de familia, solo o con la ayuda de algún hijo varón, aporta la mayor parte o la totalidad de los recursos necesarios para el sostenimiento del hogar, y donde alguna mujer (esposa o hija) trabaja sólo con el objeto de completar la pequeña parte que falta para dicho sostenimiento, con el fin de poder atender a gastos no indispensables o el de hacer algunos ahorros. Es cierto que, junto a estas mujeres, existen otras que se ven obligadas a cubrir con su trabajo todas sus necesidades e incluso no faltan las que, además de esto, encima tienen que mantener alguna otra persona, generalmente algún hijito o el padre o la madre, inútiles ya para el trabajo; pero hay que reconocer que las mujeres que se encuentran en alguno de estos casos, si bien no son pocas, no constituyen la regla general entre las trabajadoras sino tan sólo una minoría no muy numerosa.

Pues bien, el hecho de que la mayor parte de las obreras no tengan necesidad de ganarse íntegramente la vida es lo que explica la facilidad con que la mujer que trabaja se ha conformado con percibir, como retribución por su esfuerzo, una cantidad inferior a la que habría de necesitar para vivir e inferior, por consiguiente, a la que suele recibir el obrero. Y, como que los patronos, al presentarse las mujeres ofreciendo su trabajo a cambio de un salario reducido, no suelen tener en cuenta lo que la justicia exige en cuanto a la proporción entre la retribución y el esfuerzo, muy a menudo han explotado, en beneficio propio, las modestas ambiciones de la obrera, obligándola a ejecutar un trabajo desproporcionado con la retribución que necesita. Así ha quedado establecida con carácter general la desigualdad de salarios entre los dos sexos, y ésta es la explicación fundamental del hecho, injusto pero frecuentísimo, de que se retribuyan desigualmente trabajos equivalentes, según sea el sexo de la persona que los ejecuta.

Es preciso desengañarse: el hecho de que las mujeres ofrezcan su trabajo en los oficios y profesiones hasta hace poco reservados a los hombres, y se comprometan a hacer o se les exija que hagan un esfuerzo tan grande como ellos, inevitablemente representa un aumento de la oferta de trabajo, y no puede dejar de producir la inexcusable consecuencia de este hecho, que es la baja de los salarios. Contra este efecto necesario, fracasarán en definitiva todos los medios, incluso las medidas coactivas derivadas de la solidaridad de los obreros de los dos sexos, pues la única cosa que quizá podría conseguirse, sería variar la distribución de los salarios, pero no aumentar sensiblemente su cuantía en conjunto. Más claro todavía, la que alguna vez podría conseguirse es que hombres y mujeres cobraran un jornal igual que sería un intermedio entre los que actualmente cobran aquéllos y éstas, pero, entonces, no solamente se

⁵⁵ Texto traducido del catalán

les reduciría el salario a los hombres sino que el trabajo de las mujeres estaría menos solicitado que ahora, es decir, que se producirían unos resultados muy diferentes de los deseados. Los que suponen que el bienestar en los hogares obreros depende de que la mujer trabaje tanto como el marido y esté tan bien pagada como él, demuestran discurrir con un simplismo infantil. Es un error creer que en dicho caso los ingresos familiares se doblarían si se compararan con los obtenidos allí donde no fuera costumbre que la mujer trabajara, porque esto sólo llegaría a suceder allí donde se presentara algún caso aislado de trabajo de la mujer, pero de ninguna manera en donde este fenómeno tenga carácter general.

A nuestro entender, la solución del grave conflicto que la intensificación del trabajo femenino plantea, debe buscarse por otro camino, y éste, después de lo que acabamos de exponer, puede adivinarse fácilmente. Si es la excesiva oferta de trabajo por parte de las mujeres lo que motiva que su esfuerzo sea mal retribuido, y si para evitar la actual retribución desigual de trabajos equivalentes el remedio que ha sido propuesto —partiendo del principio de que hay que mantener aquella oferta—, tiene los grandes inconvenientes que acabamos de apuntar, es natural que la verdadera solución consista en que la mencionada oferta sea disminuida.

Éste es uno de los motivos por los cuales nosotros, que hemos aceptado sin reservas la tesis de las feministas relativa a la igualdad de retribución de los trabajos iguales, no podemos aceptar su segunda tesis, según la cual es preciso que la mujer trabaje tanto como el hombre, lo que, por otra parte, sería contrario a lo que siempre ha sucedido y continúa sucediendo.

Margarita Nelken, El trabajo de la mujer

Fragmento de la conferencia “El trabajo de la mujer y las asociaciones”, enero de 1919
La condición social de la mujer en España [1919], 1975, p. 103-109

Las necesidades de la vida moderna obligan a trabajar cada día a mayor número de mujeres; no se trata ya de discutir si la mujer debe o no trabajar fuera de casa; se trata únicamente de saber si lo necesita o no, y es indudable que, lo mismo en la clase obrera que en la pequeña burguesía, el trabajo de la mujer constituye una contribución muy importante —indispensable— al bienestar de la familia.

Entre un hogar en que el padre gana, por ejemplo, un jornal de cinco pesetas y ha de mantener con él a su mujer y a cuatro o cinco hijos, y un hogar en que el padre gana cinco pesetas y la madre gana otras cinco, es inútil vacilar; y no hablemos, porque ello se impone de por sí, de la necesidad del trabajo femenino; es el ver de qué modo debe efectuarse este trabajo para constituir verdaderamente un medio de vida y también para permitir que los cuidados maternos y caseros no se encuentren abandonados. Vemos primero la cuestión pecuniaria.

Es un tópico corriente el afirmar que el hombre es enemigo del trabajo de la mujer, pero ¿cómo no lo va a ser si el trabajo de la mujer representa el abaratamiento y el desprecio de la mano de obra y la pasividad absoluta ante todos los abusos y todas las injusticias? Recientemente se ha dado en Zaragoza el bochornoso espectáculo de todos los obreros de una fábrica de curtidos exigiendo el despido de las obreras en Madrid, los dependientes de comercio, a pesar de la elemental justicia de sus reivindicaciones, no conseguirán nunca nada mientras, en frente de su Asociación, se encuentren miles de dependientas incapaces de secundar sus esfuerzos por una mejora de posición. El día en que nuestras trabajadoras estén organizadas como lo están los trabajadores, éstos dejarán de considerarlas y de tratarlas como a enemigas; pero, ¿quién le puede reprochar a un obrero que gana, por ejemplo, cuatro pesetas, el que exija el despido de una obrera que se contenta con ganar seis reales y no tiene,

además, la menor noción de que es un objeto en manos del patrono? Se habla continuamente de la necesidad para la mujer de ganarse la vida, y nadie piensa, aun con el ejemplo de otros países, en organizar el trabajo femenino de modo que éste sea una verdadera libertad para las mujeres y no pueda ser un retroceso para los hombres. A cada nueva conquista del trabajo femenino, los hombres que dependen de ese trabajo exclaman: “No debemos consentir que las mujeres entren aquí porque lo van a hacer más barato y van a echar a perder nuestros salarios!” y a esto se le tacha de egoísmo masculino, cuando, por desgracia, es tan sólo previsión. En el Congreso de la Federación Americana del Trabajo del 26 de noviembre de 1916 díjose, a propósito de los soldados sustituidos por mujeres en el taller y en la fábrica: “Las mujeres explotadas servirán de pretexto para rebajar los sueldos de los hombres cuando éstos regresen y así habrán perdido los obreros los resultados tan duramente conseguidos.” En todos los países, felizmente, no ha habido que esperar el regreso de los hombres; mas en todos los países y principalmente en el nuestro la pobreza de los sueldos femeninos puede servir de pretexto para rebajar el sueldo de los hombres. Por esto es una verdad el hablar de “la terrible competencia del trabajo femenino”. La mujer necesitada de trabajo y a quien el trabajo es dificultosamente ofrecido, lo acepta en cualquier condición; de este modo se perjudica a sí misma y perjudica a los demás, y en esto los hombres tienen derecho a protestar, porque si es justo que la mujer realice todos los trabajos que le permite su constitución física, es inicuo que los realice en condiciones inferiores a las del hombre.

El trabajo femenino ha sido siempre menospreciado; ningún hombre, por muy burdo que sea su trabajo, se muere tan bien de hambre como una bordadora que se estropea la vista durante quince horas diarias; tendrá que transcurrir mucho tiempo hasta que se comprenda que vale tanto hacer un encaje como, por ejemplo, barrer la calle; pero lo que no es posible tolerar, porque a la vista está su injusticia y porque los resultados de esta injusticia recaen sobre todos, es que una oficiala sastra gane menos que un oficial sastre, o que una operaria de fábrica gane menos que un operario que realiza absolutamente el mismo trabajo. Que ¿qué más quisieran las mujeres? Conformes; pues entonces que se organicen de manera que puedan hacer valer sus derechos y, sobre todo, que las ayuden a organizarse sus compañeros, que son los primeros interesados en que el menosprecio de la mano de obra femenina no pueda servir de pretexto para rebajar los salarios masculinos.

La guerra hecha por el obrero a la obrera es poco menos que universal y es, por estas razones ya apuntadas, justificadísima. Mas ninguna obrera trabaja por lujo; así es que ninguna obrera, materialmente obligada a ello, dejará de buscarse en el trabajo su pan o el de sus hijos, porque las condiciones de su trabajo son injustas o arbitrarias. Inglaterra, que ha sido estos últimos tiempos el país que mayor número de mujeres ha empleado para sustituir al hombre y en donde las mujeres desempeñan hoy mayor cantidad de empleos, antes exclusivamente masculinos, Inglaterra ha dado la voz de alarma. Sus obreros comprendieron que, una vez terminada la desmovilización, no sería contra las mujeres contra quienes deberían de sostener la más reñida lucha para que les fuesen devueltos sus puestos; esta lucha, contra quien habrían de sostenerla principalmente sería contra los patronos, pues éstos habrían de desear, naturalmente, seguir empleando exclusivamente a quien más barato trabajase, y ellos mismos, los obreros ingleses, han exigido, comprendiendo que tal era su interés, este lema para el trabajo femenino: el mismo salario por el mismo trabajo. Todas las asociaciones de obreros de Inglaterra se han concertado para obtener del Gobierno el reconocimiento oficial de la igualdad de salarios para los dos sexos. y no contento con esto, el Sindicato de mecánicos ha cooperado con los Sindicatos femeninos en la lucha por conseguir para las mujeres las mismas ventajas de trabajo que los hombres disfrutaban ya, a imitación de las leyes obreras alemanas; es decir, representación en los “Tribunales de Arbitraje” y en el “Comité Consultivo del Trabajo”. Además, comprendiendo que, al defender los derechos de las obreras defendían los suyos propios, los obreros ingleses han decidido que todas sus

conferencias del trabajo han de ser mixtas. Y es que en esta cuestión de la regulación obligada de los salarios de las mujeres puede repetirse lo dicho por el socialista francés Julio Guesde respecto a la reglamentación de los salarios de los hombres: “No se trata de restringir la libertad del trabajo, sino tan sólo la libertad de los que explotan el trabajo de los demás, porque la libertad de los que hacen trabajar está en antagonismo con la libertad de aquellos a quienes han comprado la fuerza-trabajo.”

En el cementerio de Burdeos existe un pequeño monumento con esta inscripción: “A la memoria de Flora Tristán, autora de “La Unión obrera”, los trabajadores agradecidos.”

Este monumento fue costado por suscripción entre los obreros de la región bordelesa y fue inaugurado con sentidos discursos de todos los jefes del partido obrero en 1848. ¿Quién era esa Flora Tristán? Pues, sencillamente, el primer sociólogo que comprendió la indisoluble unión del feminismo y de la causa obrera. Cuando ningún jefe socialista se había aún cuidado de comprender que el feminismo es, ante todo, una cuestión económica, una cuestión de libertad y de dignificación del trabajo y que por ello entra de lleno en las reivindicaciones obreras, Flora Tristán decía ya la parte que le correspondía al feminismo en la emancipación del proletariado y la ayuda que para bien de los dos partidos habrían de prestarse mutuamente las feministas y los trabajadores, y mucho antes de que se organizaran conforme a su sistema actual las asociaciones obreras ella, en su obra titulada *La Unión Obrera*, aconsejó a todos los trabajadores, hombres y mujeres, el sistema de asociación como la mejor defensa de sus intereses. Y es que hay un hecho cierto y que prueba serlo cada día más: la única garantía del que trabaja, sea hombre o mujer, está en la manifestación de su completa e indestructible solidaridad con sus compañeros. Hoy día los obreros españoles están ya casi todos fuertemente unidos y organizados; en cambio, las obreras se encuentran todavía entregadas atadas de pies y manos a las arbitrariedades de cualquier patrono; el día en que todas las obreras españolas sepan que tienen no sólo derecho, sino la obligación de unirse para defender sus intereses, tan sagrados, por lo menos, como los de los patronos, ese día el trabajador no sólo no considerará a la trabajadora como una enemiga, sino que la considerará como una compañera capaz, por su número, de aumentar la fuerza del derecho de todos.

Y esto es precisamente lo que han comprendido y temen los que están interesados en mantener a toda costa lo que llaman el orden y la autoridad —la autoridad de ellos, se entiende—; y como estos defensores del orden que a ellos les conviene tienen en la mano esa influencia tan cómoda de la religión, influencia capital respecto a la mujer española, resulta que aquí la mujer, en lugar de ayudar a la elevación social de sus hermanas, se desvela, por el contrario, para que el trabajo en la mujer no llegue nunca a ser una liberación. Porque lo peor no es que las mujeres descuidemos esta cuestión del trabajo, tan vital para nosotras mismas; es que, por desidia algunas, por ignorancia otras, permitamos que unas cuantas señoras se entrometan en las cuestiones del trabajo para convertir grandes derechos, derechos naturales, en pequeñas caridades, en actos pseudo protectores que reclaman el agradecimiento. Y estos sindicatos de protección interesada son los que más entorpecen el logro del trabajo femenino. Porque ¿con qué derecho una Junta de un sindicato de obreras exige a éstas una entrega de sus convicciones o una sujeción de sus actas que forzosamente ha de repugnar a todo ser que tenga conciencia de su dignidad? Pero aun contra la misma voluntad de toda la clase trabajadora digna de este nombre, estos sindicatos en que se habla continuamente de resignación y de respeto —por la cuenta que les tiene— son los que triunfan entre el proletariado femenino.

Tenemos, cierto es, una ley que autoriza las asociaciones libres, lo mismo femeninas que masculinas; no obstante, una de las recientes huelgas femeninas tuvo lugar porque un patrono no admitía en una fábrica a obreras asociadas; entonces ¿de qué sirve una ley que autoriza el derecho de asociación si no la completa otra ley que obligue al patrono a reconocer este derecho? y ¿qué otro remedio que una huelga, y una huelga llevada hasta el extremo

rigor, para proteger ese derecho de asociación frente a las posibles injusticias de los patronos? Pero sí; la mayoría de los patronos admiten las asociaciones de sus operarios; a la postre no les queda otro remedio; ahora que cuando se trata de mujeres y, por lo tanto, de seres acostumbrados desde antes de nacer a no contar para nada, los patronos fomentan inmediatamente la organización de un segundo grupo destinado a servir de contrapeso al primero; este segundo grupo se organiza facilísimamente dándole un tinte benéfico de amorosa caridad y, de este modo, con alguna que otra distribución de ropas o de comestibles, y hasta con algunas apariencias de mutualidad, se *amordazan* (ésta es la palabra) todas las reivindicaciones. Pues ¿de qué sirve una asociación obrera que tiene frente a ella a otro grupo destinado precisamente a no secundarla y hacerla fracasar? ¿Y cómo extrañarse luego de cualquier violencia, de cualquier exceso por parte de las primeras asociadas? Y sin aconsejar el empleo de medios violentos, hartos disculpables a veces, es preciso que las obreras españolas, *todas ellas*, se convenzan de que nadie tiene derecho a hacer de trabajadoras libres y dignas, criadas de casa grande. Es preciso, para el bien de todos los trabajadores, que no pueda haber ningún grupo, masculino o femenino, que crea que tiene que agradecer una caridad; la obrera tiene derecho a mucho y ante todo a no necesitar socorros ni limosnas de nadie. Y es verdaderamente triste que, por ejemplo, en el caso de nuestras cigarreras, unas cuantas, embaucadas para no asociarse por aquellos que temen la fuerza de una asociación obrera, hagan fracasar el intento de asociación, es decir, de liberación, de sus compañeras; es verdaderamente triste el que la actuación de estas desgraciadas, serviles por la costumbre de su miseria, sirva de base al despido de las que pretenden elevarse y no deja de tener gracia —una gracia en verdad muy amarga— cuando ciertos periódicos reprueban las asociaciones de las obreras asociadas o comentan, con el enternecimiento de cocodrilo peculiar de estos casos, los repartos benéficos de alguna Junta de damas: como si un mantón o un kilo de garbanzos por Navidad y por alguna que otra fiesta pudiesen reemplazar los beneficios de una asociación para mujeres como nuestras cigarreras, que, hoy por hoy, ganan dos pesetas o catorce reales a lo sumo de jornal, de los cuales han de reservar ochenta céntimos diarios para custodia de sus hijos y no tienen, en caso de parto o de enfermedad, más ventaja que la de ver si encuentran cama en algún hospital. Porque la Compañía Arrendataria, una de las sociedades que más fuertes dividendos reparte, es, por lo visto, demasiado pobre para ofrecer a sus operarias una posición que se parezca siquiera un poco a la de cualquier obrera extranjera.

Margarita Nelken, Trabajo en la fábrica y trabajo a domicilio

La condición social de la mujer en España [1919], 1975, p. 92-95

A pesar de carecer totalmente de protección adecuada a las condiciones de su naturaleza física y moral, a pesar hasta de carecer, por su falta de organización, de los medios de defensa de sus compañeros masculinos, la obrera española acude cada día en mayor número a las fábricas y a los grandes talleres, muy solicitada para toda clase de trabajos, por esa misma indefensión suya que la coloca más fácilmente que el obrero a merced del patrono, y pone al servicio de su siempre explotado trabajo dotes inverosímiles de habilidad y de paciencia; las pintoras de las fábricas de cacharros sevillanas, por ejemplo, ganan, siendo ya buenas operarias, un jornal que varía entre seis y siete reales, éste último sólo después de doce o catorce años, y su trabajo, extremadamente minucioso, que requiere una paciencia infinita y acaba con la vista de la obrera, según nos decía el encargado de la fábrica de Triana, no sería hecho por un hombre ni por veinte duros diarios. Pero la muchacha artesana necesitada de

trabajar, considera, a pesar de todo, como un ideal el trabajo en fábrica o en gran taller que la salva del trabajo a domicilio.

El trabajo a domicilio, maldecido por los sociólogos de todos los países, tiene aún aquí muchos partidarios; todos los que, y no son pocos, si bien no tienen más remedio que resignarse ante lo inevitable del trabajo femenino, opinan, sin embargo, que el trabajo de la mujer debe hacerse en casa, al amparo del hogar, no comprendiendo que, en este caso, lo único que hace el hogar es interponer una barrera entre la trabajadora y las mejoras del trabajo regularizado. El cuadro de la obrerita que cose atendiendo al puchero o cuidando de sus hijitos es una fantasía, por desgracia completamente contraria a la realidad. En la realidad, la trabajadora a domicilio está obligada a un trabajo tan “sujeto” como el de su compañera de taller o de fábrica, con la única diferencia de que lo realiza en condiciones mucho más duras que esta última y esto será aquí en España cada día más patente, puesto que cada día han de ir forzosamente mejorando las condiciones del trabajo reglamentado, mientras que la única mejora eficaz de las condiciones del trabajo a domicilio, la regularización del salario y el establecimiento de las retribuciones mínimas, no pueden ser un hecho mientras los comerciantes se encuentren en desfavorable competencia con una infinidad de establecimientos de carácter religioso y benéfico, convento, asilos, etc..., para quienes la retribución de la mano de obra no existe.

La fórmula que regía a los obreros de la Edad Media, obligados a trabajar para el patrono “desde la hora en que se podía distinguir por la calle la cara de un hombre, hasta la hora en que ya no se la podía distinguir”, esa fórmula, que ha sido hasta hace poco universalmente la del trabajo a domicilio, pero que ya ha desaparecido de casi todos los países a causa de la regularización de los salarios, es todavía, y será hasta Dios sabe cuándo, la de todo el trabajo a domicilio femenino; es decir, el trabajo que las comunidades religiosas pueden hacer y ejecutar sin salario alguno por sus recogidas y asiladas⁵⁶. En la “Preparación de un proyecto de ley sobre el trabajo a domicilio”, publicada en 1918 por el Instituto de Reformas Sociales, se afirma que, “según datos dignos de ser tenidos en cuenta, el número de obreras tísicas excede en Barcelona de dos mil quinientas, de las cuales *mil seiscientas* son costureras”; asimismo se afirma que sólo en Madrid sucumben anualmente novecientas mujeres tísicas y que “*entre las obreras la tuberculosis pulmonar se desarrolla de un modo espantoso a causa de los procedimientos malsanos y de las condiciones antihigiénicas del trabajo a domicilio*”. La realidad de este trabajo en el hogar, tan cantado por nuestros escritores sentimentales, es que nuestras obreras trabajan durante dieciséis a dieciocho horas diarias para ganar un jornal que oscila entre ochenta céntimos y seis reales, y trabajan, claro está, en tugurios y cuchitriles inmundos (alcoba sin ventilación, cocina con retrete sin puerta, sin agua, y “al descubierto”, etc.), pues la higiene de la casa está, naturalmente, en relación directa con la posición económica y ¿cómo reprochar este uso metódico del *sweating system* a patronos que tienen que luchar con competidores para los cuales el trabajo se hace gratuitamente? De la ley, en cuanto al trabajo a domicilio se refiere, tampoco puede aquí esperarse nada, pues una ley protectora sólo se justifica siendo general, es decir, no haciendo distinciones de ninguna clase entre productores, así sean éstos laicos o religiosos. No siendo así, además de resultar una imposición intolerable y ruinosa para el comercio, resultaría ineficaz. Así, por ejemplo, el Reglamento del 13 de noviembre de 1900 (art. 2.º), por el cual sólo se consideran obreros (es decir, afectos a la ley) todos los que ejecutan habitualmente trabajo manual “fuera de su domicilio” por cuenta ajena, con remuneración o sin ella; ese Reglamento despiadado para los trabajadores a domicilio, por no comprender tampoco a las obreras, que al fin y al cabo

⁵⁶ Oficialmente las comunidades religiosas tienen obligación de retribuir a sus “obreras forzadas”; pero de esto se libran con una cartilla de unos duros y la *comida*. Comida que no es alimentación, sino fomento de anemia y de tuberculosis. Y que en esta afirmación no va exageración alguna, lo prueba el que *todas* esas muchachas se hallan enfermas.

verdaderas obreras son, aunque gratuitas y obligadas, que trabajan dentro de los conventos, coloca a priori a los industriales que dan trabajo a domicilio, principalmente a los de ropa blanca, bordados, etc., en condiciones de arbitraria desigualdad con respecto a estos conventos. Y como los patronos no son filántropos, ni tienen por qué serlo, esta injusticia entre patronos particulares y ciertas asociaciones colectivas recae sobre la obrera. La trabajadora a domicilio española se encuentra así ser la primera víctima de una competencia desigual y mientras ésta exista, y no hay por ahora que abrigar esperanzas acerca de su desaparición, no será posible ninguna protección en su trabajo, cuya mejora fundamental ha de ser un mínimo de salario; y lo único que deberá procurarse en pro del trabajo femenino en España será la completa desaparición del trabajo a domicilio y la reglamentación del trabajo de taller y de fábrica. Pero esta depreciación y explotación a causa de la indebida competencia de los conventos ha de servir de respuesta categórica a las propagandas religiosas *soi-disant* en favor de la obrera. Pues si las mejoras de salario recabadas por los Sindicatos católicos de la aguja se llevasen a cabo actualmente, se conseguiría tan sólo arruinar el comercio libre de ropa blanca y dejar el campo libre al comercio clandestino de las comunidades religiosas.

Puede, por consiguiente, asegurarse que la reglamentación del trabajo a domicilio es cosa harto ardua en todas partes, pero que en España es, hoy por hoy, completamente imposible, ya que cualquier ley protectora en este sentido (como, por ejemplo, las leyes norteamericanas que prohíben a los industriales dar trabajo para ser ejecutado a domicilio antes de que un inspector oficial haya visitado el local en que ha de ejecutarse y lo haya declarado conforme a las prescripciones de la higiene) sería únicamente un perjuicio causado al comercio en favor de las comunidades religiosas, y por el mismo motivo no puede tampoco esperarse nada de una acción colectiva de la trabajadora a domicilio.

Mujer y trabajo rural

Mujer y trabajo rural en Cataluña

In *Textos para la historia de las mujeres en España*, p.441-442

En la múltiple clasificación de obreras, la que propiamente puede llamarse obrera del campo lo es accidentalmente en Cataluña en la época de recolección de ciertos frutos, como, por ejemplo, almendras, uvas, algarrobas, patatas, etc., etc. El jornal depende, como siempre, de la ley económica de la oferta y la demanda de brazos y de prisa y la clase de las faenas. No constituye una clase destacada en Cataluña, pues no puede subsistir la mujer de un trabajo que no es constante, y que ha de alternar con otros. Es, por regla general, el trabajo de la obrera del campo, una ayuda para los gastos propios o de la familia; pero casi siempre el jornal es exiguo, precario y poco duradero.

En la misma situación de la mujer humilde del campo existen notables diferencias, según las provincias y comarcas catalanas. Por propia observación he visto el estado de atraso y miseria de muchos hogares, en que la mujer es una especie de bestia de carga, entregada a las más duras e impropias labores, comiendo escasamente y mal y teniendo por abrigo una mísera choza o casa destartada. Son hogares en que sus moradores, a despecho de la propiedad de una pequeña tierra, viven como pordioseros. De las reglas de higiene no se hable, pues personas y animales, todo está revuelto y haciendo vida común. Estos espectáculos son frecuentes y vivos en la provincia de Lérida.

Las condiciones cambian y mejoran, por regla general, en Cataluña en las casas situadas en la faja que forma la costa levantina y tienen vista al mar. La facilidad de comunicaciones, una mayor cultura hace que la vida payesa ofrezca en ciertas comarcas caracteres superiores a otros. Así, por ejemplo, en la provincia de Tarragona se ofrecen los mayores contrastes [...]. En el campo, la condición de la mujer es unas veces puramente rural, no tomando parte más que en los trabajos del hogar o en las labores de la casa de payés, y otras es mixta, ocupándose las labradoras, además de las faenas rurales, en ciertas industrias en el mismo domicilio, como, por ejemplo, fabricando encajes, alpargatas y otras labores. También se ve con frecuencia a la mujer rural acudir a la fábrica, pero sin abandonar su domicilio, y esto se nota en numerosas fábricas diseminadas en las provincias de Barcelona, Gerona y Tarragona.

José Elías de Molins (s.a), *La obrera en Cataluña, en la ciudad y el campo. Orientaciones Sociales*, Barcelona, Imprenta Barcelonesa, págs. 73-75.

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

La denuncia de la situación de la mujer en el campo catalán forma parte de una propuesta políticosocial que pretende la evolución transformadora de la agricultura, en vísperas de la Primera Guerra Mundial (el texto fue escrito en 1912, utilizando documentación presentada en el Congreso del Trabajo celebrado en Zurich ese mismo año). Se pretende “organizar la agricultura de un modo industrial”, reclamándose para ello la instrucción (“trabajo de caridad y redención”) de las madres e hijas campesinas en el “trabajo útil”, para evitar el despoblamiento de las áreas rurales. El autor es un católico, conocido monárquico, contrario al catalanismo radical que fue jefe del Fomento de la provincia de Tarragona, presidente honorario de su Cámara Agrícola y autor de numerosos trabajos, especialmente, sobre cooperativismo agrícola.

Mujer y trabajo rural en Galicia

In *Textos para la historia de las mujeres en España*, p. 443-444

Las virtudes más comunes en Galicia no son exclusivas de su pueblo, pero alcanzan gran extensión relativa, por circunstancias especiales de nuestro país. Todos los gallegos, exceptuando muy pocas familias antiguas somos hijos o nietos de pobres, y generalmente de labradores aldeanos.

El cultivador en pequeño, que es el único labrador que existe en Galicia, tiene que resolver cada semana algunos problemas para pasar a la semana siguiente, y aguza en ellos su ingenio y desarrolla su inteligencia [...]. Su desasosiego, su ambición de alcanzar medios de vida que el país no le ofrece en proporción al aumento de las familias y al progreso de los tiempos, cuya existencia no desconoce, le llevan a emigrar a las ciudades.

Por tales circunstancias adquiere capacidad intelectual, fuerza volitiva, la cual se nota singularmente en las mujeres, que son las encargadas de la administración agrícola y doméstica, acometividad para superar los obstáculos o para emprender en la industria o en el comercio nuevos rumbos, y transmite por herencia a sus descendientes esas virtudes, las cuales dan a la generalidad de los gallegos su carácter regional singular, por más que algunas veces no las empleemos bien o las dejemos inactivas.

Valeriano Villanueva, *Medios prácticos más eficaces de impulsar el progreso moral y material de Galicia y de conservar las virtudes y corregir los defectos de sus hijos*, 1918.

Las 380.000 familias de agricultores que calculamos tiene Galicia, es una masa de población con la que debe contarse para el progreso nacional.

En esta densa población campesina, elemento de alto valor son las mujeres que siempre se han distinguido por su inteligencia, por su laboriosidad y por su carácter emprendedor y resuelto. En todos los países de pequeño cultivo en Europa, las amas de casa de labranza dirigen y administran la hacienda; únicamente la ejecución es lo que queda a los hombres.

Valeriano Villanueva, “La agricultura gallega” 1925, en F. Carreras Candí, *Geografía general del reino de Galicia*.

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

La valoración del trabajo de las mujeres ha encontrado, si cabe, más problemas de conceptualización en la agricultura. Un claro ejemplo nos lo suministran las estadísticas españolas de población activa, que presentan numerosas omisiones, confusiones y dificultades para medir el número de activos agrarios femeninos. Las dificultades de medición derivarían en parte del menor desarrollo del trabajo asalariado femenino en las explotaciones agrarias, que estacionalmente ocupaban un elevado número de brazos, pero, sobre todo, y ello afecta especialmente a las zonas de agricultura familiar (de claro predominio en el Norte de España), la identificación entre casa campesina y explotación familiar ha contribuido también a la no consideración independiente del trabajo desarrollado en su seno por las mujeres. Trabajo que una cada vez más importante literatura, con base en la antropología histórica y en los estudios campesinos, viene considerando como imprescindible para la reproducción de la explotación familiar. En este sentido, los textos del gallego Valeriano Villanueva (1865-1943, comprometido agrarista y decidido defensor de la mayor rentabilidad económica de la pequeña explotación, en aquellos países con condiciones para su desarrollo) destacan con claridad el papel que, él considera, desempeña el trabajo de las mujeres en la agricultura familiar gallega.

Legislación del trabajo femenino

Margarita Nelken, *Legislación del trabajo femenino*

La condición social de la mujer en España [1919], 1975, p. 96-99

No es cosa de transcribir aquí todas las leyes alemanas especialmente protectoras del trabajo de la mujer, mas creemos interesante transcribir las tres disposiciones votadas en el Reichstag el 17 de junio de 1887, ya que han servido de punto de partida a las mejoras después adoptadas (principalmente en otros países) y cuya implantación en España, sin ofrecer dificultad alguna, depende únicamente de que los partidos obreros sepan exigir las. Son:

- 1.º Descanso de cuatro semanas al dar a luz, con jornal pagado, y prohibición de ciertos trabajos a las embarazadas.
- 2.º Prohibición absoluta del trabajo los domingos y después de las seis de la tarde las vísperas de domingos y días festivos.
- 3.º Máximo de diez horas de trabajo diario, *incluyendo las veladas*.

Como para el resto de las leyes obreras alemanas, la justa aplicación de éstas es asegurada por las Cámaras mixtas de patronos y obreros y además por inspectores oficiales a quienes todas las facilidades deben ser dadas para el más amplio cumplimiento de su cargo.

Estas tres disposiciones constituyen el eje alrededor del cual debe girar la organización de los oficios femeninos. Y ya se ha hablado bastante de la miseria de nuestras obreras; es tiempo que cuantos tienen alguna responsabilidad *directa o indirecta* en ella, es decir, no sólo los patronos, sino todas las personas capaces por su situación o sus conocimientos de remediar esta miseria, pongan todo su afán en conseguir que, en comparación con las obreras de otros países, las nuestras no aparezcan como baldones de la civilización. Y es preciso sacudir sobre todo el “torpor” —torpor las más de las veces interesado— de quienes tienen en sus manos las mejoras a que nuestras obreras, igual que sus hermanas alemanas, inglesas, norteamericanas, etc., tienen derecho. Y es preciso, sobre todo, no dejarse engañar por mejoras realizadas a medias, como sucede, por ejemplo, con la moción por mí misma presentada al Consejo Superior de Protección a la Infancia y de la cual el Consejo, tras meses y meses de discusión, adoptó tan solo la menor parte posible. Por ser este hecho prueba de la expresa voluntad de la no liberación de nuestras obreras, transcribimos las razones aducidas al presentar la moción y que, por lo visto, no merecieron ser tomadas en consideración por unos cuantos señores que, sólo con disponer una firma, podían haber traído a las trabajadoras españolas uno de sus mayores beneficios.

La moción comprendía la custodia y protección, por medio de *cunas y salas infantiles* de los niños pequeños de las obreras, por:

- 1.º Que pudiesen ser convenientemente amamantados en la misma fábrica, los niños de pecho de las obreras. (Ahora les llevan sus hijos y les dan el pecho en la escalera y hasta —es lo más frecuente— en la misma calle, así hiele o haga una temperatura de 40 grados.)
- 2.º Que al estar los niños recogidos mientras sus madres están fuera del hogar se evitarían innumerables desgracias. (Continuamente sabemos de niños pequeños atropellados en medio de la calle o caídos al brasero durante la ausencia prolongada de sus madres.)
- 3.º Que infinidad de hogares miserables podrían mejorar, no teniendo la mujer que distraer de su exiguo jornal la cantidad de setenta u ochenta céntimos diarios que, por minuciosa encuesta personal, hemos podido comprobar ser la tarifa de las *guardadoras*.
- 4.º Que infinidad de madres, en particular de madres solteras, podrían trabajar para sí y para su hijo, si éste estuviese convenientemente recogido, durante el trabajo de la madre. (Fácil es comprobar que el 99 por 100 de las mujeres que abandonan a sus hijos en inclusas lo hacen

por *imposibilidad material de mantenerlos*, así como fácil es también comprobar que la inmensa mayoría de las prostitutas pobres empiezan por verse desamparadas con un hijo en brazos.)

Pues bien, de estos cuatro puntos, cuya importancia en todos es igualmente trascendental, el Consejo Superior de Protección a la Infancia no quiere ver más que el primero y ha dispuesto únicamente la creación —¿que sabe Dios cuándo y cómo se llevará a cabo!— de salas de lactancia en las fábricas. y esta vez no se puede sacar ya a colación la respuesta tan socorrida de que el Estado español es pobre; los gastos aquí habrían de recaer enteramente sobre los patronos y bastantes beneficios ha tenido nuestra industria estos años para podersele exigir algunas siquiera de las mejoras obligatorias hoy día en la industria extranjera.

Carmen de Burgos, Igualdad laboral entre hombre y mujer

In *La mujer moderna y sus derechos*, p. 100-101

Lo necesario era impedir que el trabajo de la mujer resultase perjudicial, para lo cual es indispensable el triunfo del principio: A TRABAJO IGUAL, SALARIO IGUAL.

Lo indispensable es la *igualdad*, la llamada protección perjudica a la mujer más que sus mismos enemigos.

[...] El verdadero feminismo no desea privilegios.

[...] Así como hay empresas que mirando por sus intereses no admiten obreros enfermos y los someten a examen médico, así el Estado debe cuidar de que ciertas labores no las desempeñen hombres ni mujeres que no sean capaces de soportarlas y con los cuidados y precauciones necesarias. Las prohibiciones han de hacerse teniendo en cuenta la capacidad *individual*. No haciéndola *genérica*. Proteger a una mitad de la humanidad, es proteger a toda ella. Hombres y mujeres tienen el mismo derecho; la salud del padre interesa a la especie tanto como la de la madre. Sería un absurdo suponer que durante la infancia se cuidara sólo a las niñas y no se cuidase igual a los niños. Nos parecería tan monstruoso como el crimen que cometen los árabes matando a las niñas al nacer. La protección debe acompañar desde la cuna al sepulcro a los dos sexos por igual. El Estado que constituye la gran familia que integra, en esos hogares nobles y honrados, que por ventura existen, donde se cuida por igual al niño y a la niña, al hombre y al mujer en su plenitud, y al anciano y a la anciana; envueltos todos en el mismo amor y trabajando todos, sin distinción, con arreglo a sus fuerzas.

Además los trabajos que se prohíben a las mujeres no suelen ser más nocivos, sino los que excitan los celos y la competencia. Se les consiente, entre otros, el lavado de ropas, que tantas víctimas causa en las grandes ciudades; el planchado que las agota con el tufo, el exceso de calor y el esfuerzo muscular; hacer flores, que envenenan con las sustancias arsenicales de los colores; la costura, que es quizás lo más peligroso de todo, especialmente en máquina, que produce palpitaciones de corazón, dolor de riñones, descenso de la matriz, afecciones pulmonares, vértigos y hasta estupor; la elaboración del tabaco, cuyo polvo provoca afecciones de los ojos y la tisis.

No es necesario seguir señalando los peligros que en su doloroso camino acechan a los trabajadores, hombres y mujeres. ¿Pero cómo prohibirles el trabajo a los que del trabajo viven? Cuando la mujer necesita elegir entre el trabajo, el hambre o la indignidad, la elección no es dudosa. El Estado, en ningún caso, puede prohibirle trabajar. Su papel protector consiste en que los diferentes trabajos se realicen en las mejores condiciones posibles.

Sobre todo, que no continúe la hipocresía de proteger a la mujer en los trabajos que pueden hacer competencia al hombre y darles libertad en todos los demás, por peligrosos que sean. Ya hay que borrar, refiriéndose a la mujer, la frase: “Labores de su sexo”.

Sindicalismo y movilización obrera

Conciencia sindical y conciencia feminista

“Oíd obreras”, *El pueblo de Elche*, 1910

Textos para la historia de las mujeres en España, p. 434-435

Hora es ya de que procuremos el libertarnos de la esclavitud que nos hallamos envueltas, fijando nuestra vista en donde el deber nos lo impone, que es el de no olvidar que nosotras no somos inferiores al hombre, sino que únicamente nos distingue la condición sexo, y por tanto, debemos también interesarnos en la cuestión política y económica, porque con esto contribuiremos al mejoramiento de nuestra triste situación. Sí, compañeras, apartémonos de esa gente ensotana, que si no lo hacemos, siempre estaremos viviendo en un estado de servilismo entre el fanatismo y la ignorancia que es el obstáculo que impide el progreso de nosotras, el de nuestros hijos y el de toda la humanidad. No tengamos que mirar el qué dirán, trabajemos conquistando a nuestras hermanas de explotación para que vengan a engrosar las filas del ejército obrero, renunciando a las costumbres de la religión católica que sólo producen alborotos sangrientos como los de Valencia y últimamente los de Bilbao.

Las mujeres del siglo XX debemos ser libres para pensar, teniendo como guía la antorcha de la libertad, que es la que nos alentará y nos dará bríos para que salgamos triunfantes en la magna obra que en unión de los socialistas, hemos de realizar para acabar de una vez con toda la farsa imperante, sustituyendo este régimen de desigualdad por otro más justo y humanitario. Todavía está palpitante la semana trágica del mes de julio pasado en Barcelona, y ya visteis el resultado que tuvieron los planes de la gente reaccionaria ... ¿Qué sucedió? Nada, que en Montjuich fueron fusilados varios obreros, entre ellos, el de preclara inteligencia, Francisco Ferrer Guardia, víctima de la intolerancia religiosa. ¡Aprended farsantes del progreso!

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

El surgimiento del asociacionismo sindical femenino se caracterizó en ocasiones, ya en los inicios del siglo XX, por la existencia de una doble conciencia de la discriminación como mujeres y de la explotación como trabajadoras. Así podemos verlo en el caso de las publicaciones realizadas por una de las primeras organizaciones españolas femeninas y de clase. Su ideología fue específicamente feminista y socialista al mismo tiempo, pues en sus presupuestos ideológicos y en sus reivindicaciones se aúnan ambos planteamientos.

Se trata de la sociedad obrera de trabajadoras alpargateras que se creó en la ciudad de Elche, caracterizada por la importancia de su industria de calzado. Bajo el nombre inicial en 1900 de La Unión. Sociedad Feminista de Resistencia y Socorros Mutuos, y el nombre adoptado a partir de 1903 de El despertar femenino; esta organización —que más tarde se vincularía al sindicato socialista UGT—, unió sus reivindicaciones de clase con la conciencia de discriminación como mujeres, y por tanto, con sus reivindicaciones específicas.

Margarita Nelken, Ausencia de organizaciones obreras femeninas**“Feminismo, sentido social y beneficencia” (fragmento)⁵⁷*****La condición social de la mujer en España* [1919], p. 161-164**

Hoy día, los obreros españoles están ya casi todos, fuertemente unidos y organizados; las obreras se encuentran todavía en la situación de los siervos de la feudalidad francesa: “Taillables et corvéables à merci”. El día en que todas las obreras españolas sepan que tienen derecho a unirse para defender sus intereses, tan sagrado, *por lo menos*, como los de los patronos, y sepan que nadie tiene derecho a sustituir con limosnas lo que constituye su derecho propio y, por la tanto, les pertenece ese día podremos nosotras también lanzar proclamas, como las que continuamente vemos lanzadas en Inglaterra o en Alemania en nombre de un “Consejo Nacional de Mujeres”, que comprende, entre otras entidades libres, todas las asociaciones obreras femeninas; ese día el trabajador no sólo no considerará a la trabajadora como una enemiga, sino que la considerará como una compañera que puede, por su número, aumentar la fuerza del derecho de todos; y ese día la beneficencia estará naturalmente en el plano social que le corresponde. Pero como esto no puede convenir a quienes esgrimen la beneficencia como una mordaza, resulta que aquí, la mujer, en lugar de ayudar a la elevación social de sus hermanas, se desvela, por el contrario, para que el trabajo, en la mujer, no llegue nunca a ser una libertad.

Está aquí, por desgracia, tan ligada la beneficencia a la organización, mejor dicho, a la falta de organización del trabajo femenino, que, fuerza es volver siempre hacia el *leit-motiv* de nuestras asociaciones obreras, tanto más que la mayoría de las asociaciones obreras femeninas *toleradas* por los patronos lo son de esta forma: al tratarse de operarias, de mujeres y, por la tanto, de seres acostumbrados desde antes de nacer a no contar para nada, los patronos pueden impunemente burlar todos los derechos, así es que, frente a la asociación, fomentan inmediatamente la organización de un segundo grupo destinado a servir de contrapeso al primero; este segundo grupo se organiza facilísimamente, dándole un tinte benéfico de amorosa caridad; y de este modo, con alguna que otra distribución de ropas o de comestibles, se escurren todas las reivindicaciones; porque, ¿de qué sirve una asociación obrera que tiene frente a ella a otra asociación destinada precisamente a no secundar a la primera? Y, ¿cómo extrañarse entonces de cualquier violencia, de cualquier exceso por parte de las primeras asociadas? Y aquí la falta de sentido social de la mayor parte de nosotras permite que el pequeño número de mujeres adoctrinadas para ocuparse de estas cuestiones conforme una convivencia determinada, ejerza una protección hartamente decisiva sobre las obreras preparadas como criadas de casa grande, no como trabajadoras libres y dignas; y así se da el caso de nuestras cigarreras madrileñas embaucadas para no asociarse con sus compañeras de provincias; así el de los Sindicatos llamados católicos en que las sindicadas obedecen sumisamente órdenes emanadas de personas extrañas por completo a sus intereses.

Es doloroso reconocerlo, pero la culpa de ello nos incumbe a nosotras; únicamente a nosotras. En el extranjero, la mujer vota; mas no es necesario que vote para que impida que las bordadoras ganen jornales de ochenta y cinco céntimos, o que las modistas velen hasta las doce, o que, en la misma tienda, y por el mismo trabajo, un dependiente gane quince duros al mes y una dependienta seis o siete; estos abusos provienen, lo mismo que las calamidades de la beneficencia, de nuestra ignorancia, de nuestra falta de sentido social. Esto sería desconsolador si no contásemos para remediar estos abusos y estas calamidades, más que con esas mujeres pseudo caritativas, caritativas quizá en su intención, pero más nocivas en su

⁵⁷ Conferencia pronunciada en el Ateneo de Madrid, el 21-XII-1918. Durante esta conferencia, varias señoras levantáronse y retiráronse escandalizadas.

acción que todos los malhechores juntos; felizmente, tenemos una minoría, cada día más numerosa, de mujeres inteligentes, cultas, activamente buenas, que aspiran al feminismo como a una condición más noble y más justa y están dispuestas a luchar con toda su fuerza y toda su bondad por conseguir la victoria de su ideal; ellas han de percatarse de que les incumbe una acción social inmensa; deben hacer que la beneficencia pueda llamarse únicamente derecho, y el trabajo de la mujer, en lugar de esclavitud, libertad; y, así como ahora uno está obligado a decir: **¡Dios nos libre del voto femenino que lo convertiría todo en proselitismo mal entendido y en estancamiento social!**, ellas deben hacer que el día de mañana el voto femenino signifique, aquí como en todas partes, justicia y bondad.

La colaboración de la mujer es indispensable en la justa armonía de la vida; sí, la mujer tiene derecho a votar, aun cuando no fuese más que para impedir que una madre no tenga, frente al marido, ningún derecho sobre sus hijos, aunque no fuese más que para intervenir en cuestiones de puericultura; mas, para exigir el voto, tiene que basar sus reivindicaciones, no en lo que hará en su favor, sino en lo que será capaz de hacer en beneficio de todos; y para esto no hay más que un camino: que desarrolle su sentido social, y esto lo hará solamente desechando prejuicios y mirando resueltamente hacia lo que, en todo el mundo civilizado, ha de ser el porvenir, y a ellas, estudiantas que preparan su carrera a costa de sabe Dios cuántos sacrificios, maestras que sobrepasan la estrechez oficial que las sujeta y enseñan con la fe de un apostolado, muchachas provincianas que han abandonado la dulzura de su hogar para venir a aprender a ganarse la vida, a ser dignas y útiles, a todas esas mujeres españolas sin igual en ningún país, es preciso, en lugar de hacerles creer que todo está ya resuelto, decirles: aquí, en vuestro derredor, la vida para los que luchan es dura y es muy mala; en vuestras manos está hacerla mejor, más justa y más llevadera; debéis realizar la tarea que nos colocará, cuando se haya realizado, a la altura de las mujeres que en otros países han comprendido que la beneficencia bien entendida y el trabajo bien organizado eran los pasos más importantes del feminismo, y que por eso han hecho del feminismo una realidad unánimemente respetada. Vosotras debéis, antes que pedir nada, hacer que se tenga confianza para concedérselo todo.

“Plante en la fábrica de tabacos”, en El pueblo, 19-VII-1920

Textos para la historia de las mujeres en España, p. 438-439

Eran las mismas operarias las que se negaban a salir de la fábrica, en la que estaban, por su voluntad, en huelga de brazos caídos. ¿A qué obedecía tal determinación de las modestas obreras? Al tabaco inglés... La Arrendataria de Tabacos ha adquirido grandes cantidades de tabaco de hebra inglés y en cigarrillos elaborados del extranjero [...]. Se dice que es un tabaco muy malo, tabaco para pipa, y que la Arrendataria lo ha adquirido después de haber sido rechazado en otras naciones, porque la Arrendataria sabe cuanta es la paciencia de los fumadores indígenas [...]. Hace poco llegó a Valencia una importante partida de dicho tabaco, y el representante de la Arrendataria buscó operarias no cigarreras para que pegasen los precintos a los botes. Unas quince muchachas, precintadoras de una fábrica de cajas de cartón, empezaron ayer, en los almacenes del representante, calle de Gravador Esteve, a pegar precintos, y tan pronto empezaron estas muchachas su trabajo, abandonaron el suyo las cigarreras.

Las 1.500 mujeres y los 150 hombres que trabajan en la fábrica de Valencia se declararon desde aquel momento en huelga de brazos caídos [...]. No querían que a un trabajo de la Arrendataria se dedicaran mujeres ajenas al oficio, y no querían tampoco que se recibiese tabaco elaborado en el extranjero, porque en ello veían una amenaza para su propio

trabajo. Varias veces han solicitado las cigarreras que se aumente el número de operarias, para dar entrada a sus propias hijas. La Compañía ha reconocido siempre, de palabra, la justicia de esta petición, pero aún no se ha hecho efectivo ningún ingreso. Y ahora, cuando se necesitaban más mujeres, llamaban a otras obreras y no a sus hijas. Además ¿cómo iba a haber plazas para éstas si el tabaco venía ya elaborado? [...] Las operarias concretaron sus peticiones diciendo: “Hasta que no venga oficio o un delegado de la dirección prometiendo formalmente que no traerá a Valencia tabaco elaborado en el extranjero, y se nos dé la seguridad de que en los trabajos de la Arrendataria sólo trabajaremos nosotras o nuestras hijas, no reanudaremos el trabajo. Y como tememos que si hoy salimos de la fábrica, mañana no nos dejarán entrar, de aquí no nos movemos hasta que consigamos lo que queremos.” [...]

Unas cincuenta cigarreras, madres de niños de corta edad pidieron permiso a sus compañeras para poder salir y lactar a sus pequeñuelos. Por unanimidad se les dio el permiso, pero a condición de que hoy regresasen nuevamente al encierro voluntario, y con la promesa del Jefe de la fábrica de que las dejaría entrar [...]. Hoy marchará Madrid una comisión de cigarreras, con objeto de asistir a una Asamblea nacional del oficio, que se celebrará el domingo. Seguramente aprovecharán el viaje para hacer gestiones relacionadas con este conflicto.

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

La elaboración de tabaco fue uno de los sectores económicos que ocupó una importante proporción de trabajadoras asalariadas en España a lo largo de los siglos XIX y XX: el trabajo de las cigarreras, realizado en fábricas de monopolio estatal, representó una de las mayores concentraciones fabriles en la España de comienzos del Siglo XX, ya que las fábricas de tabaco llegaban a reunir entre 2.000 y 5.000 personas. Los cambios operados en las condiciones económicas y en las relaciones laborales de las fábricas llevaron a un notable auge de la sindicación de las cigarreras y a la realización de importantes movimientos huelguísticos en este sector a partir del llamado Trienio Bolchevique.

María de Echarri, Sindicalismo católico, 1926

Textos para la historia de las mujeres en España, p. 446-447

“¿Cuál ha de ser nuestra actuación? En primer lugar ¿hemos de intervenir en la sindicación, en el mejoramiento de nuestras hermanas obreras? Hay quien pretende que no... Hay quien cree que ellas han de luchar solas... Yo encuentro esta doctrina dura, inoportuna y poco evangélica... [...]. Si las señoras no conocemos la vida de la obrera, ignoramos sus luchas, sus dificultades, si no sabemos nada de ellas ¿se podrá pedir que nos interese en el problema, que pensemos en mejorar la materia y moralmente, nuestro empeño, no reparando en dificultades y sinsabores?

Lógicamente habrá que contestar que no... Y a su vez si la obrera vive por completo alejada de la señora, si no la conoce más que a través de opiniones no siempre justas, no siempre equitativas, si no sabe que al lado de las que no se acuerdan de ella, de las que no reparan en hacerla velar y perder los domingos, hay muchas que la quieren, que se interesan en su favor, que quisieran hacerla el bien posible, ¿cómo va a sentir otra cosa que antipatía, rencor, que explotado hábilmente por los que ambicionan llevarla a su campo, llegará a convertirse en un odio tristísimo?

En cambio, en ese contacto casi diario, en ese rozarse unas con otras, en esa confianza que brota necesariamente reemplazando el recelo, en ese amor de la señora hacia la obrerita más desamparada, que va viviendo su vida de labor la mayoría de las veces alegremente,

resignadamente, se encuentra como resultado hermoso, consolador, una unión de clases que encarna el espíritu del Evangelio.

Maria de Echarri, "Conveniencia de cooperar a la sindicación de obreras por profesiones incardinándolas a Acción C. de la mujer", *Boletín de Acción Católica de la Mujer en Vizcaya*, Bilbao, mayo-junio, 1926, págs. 274-279.

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

Las mujeres pertenecientes a familias de la burguesía y de las clases medias buscaron nuevos espacios de actuación fuera del hogar y reductos de poder propio por diversas vías. Una de ellas fue la organización de las obreras en sindicatos católicos. En ellos, a la vez que trataban de librarse de los límites domésticos que su género les señalaba, intentaron contrarrestar también la lucha de clases en sus relaciones de trabajo con las obreras, especialmente con las del servicio doméstico.

Socialismo y feminismo

Virginia González, *¡A las obreras!*, s.f.

In Textos para la historia de las mujeres, p. 436-437

El capitalismo no se resigna a aprovechar exclusivamente la fuerza creadora y productiva del hombre, y lleva a la fábrica alucinante a la mujer y al niño a toda la familia obrera, que gana junta lo que antes obtenía el hombre solo.

La obrera viene a ser la concurrente terrible del obrero; la que envilece los salarios y le disputa el puesto en el taller; la que con su inconsciencia y apatía se niega a seguir la ruta emprendida por el hombre explotado, que lucha en sus sindicatos, en sus organizaciones corporativas, en el Partido Socialista, por la abolición del actual régimen social

Por eso me dirijo a vosotras, porque tengo la esperanza de que las verdades eternas que ellos han comprendido, que han sabido asimilar, y que harán triunfar, también podéis vosotras incorporáoslas a vuestro espíritu, que saturado de santa rebeldía, acelerará el advenimiento de un mundo nuevo.

[...] El Socialismo, haciendo de todos los hombres trabajadores, distribuirá la producción equitativamente, y todos tendrán pan [...]. No apagues, pues, el ardor combativo de tu compañero, si es socialista. Ayúdale; no vaciles en alentarle, porque el triunfo de estas ideas es la salvación del mundo, actualmente envilecido por la prostitución las guerras y las cárceles.

Las mujeres han demostrado que saben hacer municiones duran te la guerra; pero en las últimas revoluciones no escasean los ejemplos que acreditan con qué destreza saben hacer uso de ellas. **¡A unirse, trabajadoras!**

Nota de las autoras de la antología *Textos para la historia de las mujeres en España*:

La dirigente socialista y posterior fundadora del comunismo español, Virginia González, refleja la actitud muy generalizada en el obrerismo español de considerar a las mujeres como grupo conservador que dificulta la lucha social. La hostilidad hacia el trabajo extradoméstico femenino fue constante al considerar la mano de obra femenina como factor competitivo en el mercado laboral

Anarquismo y feminismo

Teresa Claramunt, La mujer. Consideraciones sobre su estado ante las prerrogativas del obrero, 1905 (fragmento)

In Mary Nash, , *Mujer, familia y trabajo, 1875-1936*, p. 85-87

La principal causa del atraso de la mujer está en el absurdo principio de la superioridad que el hombre se atribuye. Sobre esta base falsa constituyóse la sociedad actual; y por lo tanto, los resultados forzosamente tenían que ser contrarias a todo bien común.

Este falso y perjudicial principio de la desigualdad ha venido imperando hasta nuestros días, extendiéndose hasta caer en el vergonzoso extremo de dividirse los hombres en clases y subdividirse éstas al infinito, por la separación que crea el torpe afán de excederse cada uno a los demás. Una vez cultivados por los hombres los antagonismos de sexo, los frutos habían de envenenar su espíritu, haciéndolos despóticos y tiranos con sus semejantes. Empezaron siéndolo con las mujeres, por ser más fácil, pero luego el afán de dominar les ha hecho feroces.

La mujer es y ha sido para el hombre un ser incapacitado para todo y, salvo muy honrosas excepciones, nadie durante tantos siglos la ha defendido de esa usurpación de facultades. Se la ha considerado como el eterno niño. [...]

Provisto el hombre de falaces recursos, ha continuado viendo en la mujer un ser inferior, y entronizado en su orgullo la ha llamado y le ha dicho: “Yo soy tu amo y señor; tú no puedes intervenir en los asuntos públicos, porque no posees el talento necesario; tú no puedes legislar, ni siquiera disponer de tus bienes, porque te hemos reconocido incapacitada. Tú, hija o esposa, has de ostentar mi nombre, igual que lo ostenta el perro en el collar o el caballo en la manta que le cubre el lomo; así como estos animales si pudiesen hablar, dirían “yo soy de fulano”, así también debes decir tú “yo soy fulana de fulano”; y tus hijos llevarán mi nombre, me pertenecerán. Eres mía en el sufrimiento; eres mi esclava.

Soltera lo eres de tu padre, casada pasas a serlo del marido y ambos te hacemos depositaria de nuestra honra que conservarás como conserva la gaveta el dinero que en ella depositamos. Tanto el marido como el padre tendremos derecho a matarte si con tus actos mancharas nuestro nombre; y si este nombre te lo entregamos deshonorado tú debes ocultarlo, aceptándolo con sumisión y respeto. No tienes derecho a quejarte, y menos a castigarnos como te castigamos nosotros, porque nosotros tenemos la libertad de que tú careces y nos es permitido sin desdoro lo que en ti merecería todas los reproches y los castigos más crueles”.

Teresa Claramunt, A las mujeres del arte fabril

Artículo publicado en *El Sindicalista*, 12-VII-1913, n° 33

Todas las luchas que el proletariado se ve obligado a entablar contra el explotador tienen gran importancia, hasta aquellas que por su índole se duda de su éxito; pero ninguna de tal trascendencia como la que se está preparando en estos momentos en Cataluña, y creo yo que serán secundados por todos aquellos compañeros pertenecientes al mismo arte de los diferentes pueblos donde existen fábricas. _La huelga general de todos los ramos del Arte Fabril ha de ser un hecho; se hace necesario y vienen obligados a alentar y fortalecer este movimiento los metalúrgicos y carpinteros, por conveniencia particular y corno conveniencia general y por humanidad, todos los obreros en general. _Medio siglo hace que no ha habido ninguna modificación, favorable para el obrero en la explotación de las fábricas; sin embargo, durante este largo tiempo las condiciones de trabajo se han modificado tanto a favor del explotador, que es hasta vergonzoso que los obreros no se lancen a la lucha, ya que, dada la ambición de los burgueses fabricantes habrá lucha encarnizada, pues si no fueran tan vampiros y no estuvieran tan confiados de la desunión y falta de carácter de sus explotados, habrían de ceder a la demanda, sin consentir que se llegase a la huelga. El adelanto de la maquinaria durante este medio siglo es asombroso. Yo, que pasé los años de mi juventud entre los engranajes de la fábrica, recuerdo los centenares de hombres que ganaban un regular salario con una relativa libertad, y la mujer encontraba también medio de ganar un jornal relativo al del hombre sin que peligrara su salud tanto como hoy. _Las tejedoras y las hiladoras cobraban unos jornales que les permitían comer algo bien y en los pueblos fabriles se notaba cierta satisfacción, esa satisfacción que siente el obrero inconsciente cuando se gana la vida. Pero vinieron las máquinas para una infinidad de trabajos, que dejaron sin pan a muchos hogares, que en su casa se ganaban para vivir, estos viejos (así los llamaban), se vieron obligados -a llevar a la fábrica, para aprender en las nuevas máquinas, a sus hijos y a sus hijas porque el nuevo y reluciente engranaje precisaba carne tierna, cerebros frescos, músculos ágiles. El adelanto mecánico no ha cesado, hasta el extremo de elaborar una mujer hoy muchas más varas de tela que elaboraban cinco hombres, y éstos cada uno de por sí, ganaba mucho más que gana ahora esa tejedora. _¿Cómo es posible que ese desequilibrio no haya producido terribles trastornos entre la familia proletaria? _Nadie mejor que vosotras, compañeras mías, puede apreciar ese aterrador desequilibrio. Os exigen un trabajo superior a vuestras fuerzas y condición y, en cambio, de día en día han ido mermando vuestro jornal y hasta los respetos que merecéis. _Vuestra vida, vuestros amores, todo, todo lo que os hace sublime, queda triturado en ese reluciente engranaje que, duro y voraz, como el corazón de su amo, pide siempre carne tierna, cerebros frescos, músculos ágiles. _Y vosotras, amigas mías, al igual que aquellas esclavas de los tiempos bárbaros que daban el calor de sus entrañas para calentar los pies que el señor colocaba en su vientre abierto; vosotras, dejáis vuestros pulmones entre el engranaje para que el demócrata burgués de los tiempos modernos caliente sus pies con las mullidas alfombras que tejéis. _No, no puede durar ya más tan vil y terrible pasividad. Tú, mujer, que en alguna lucha parcial has demostrado que tienes corazón para defender tus derechos, y puños para castigar a los traidores y a esos *mata-huelgas*, espero que vuestro valioso concurso no ha de faltar, que sabréis luchar como buenas y que demostraréis ante el mundo que sabéis apreciar vuestra dignidad, querer vuestra vida y amar a vuestros hijos. _**¡Viva la unión! ¡Viva la lucha hasta vencer!**

Soledad Gustavo, Emancipación de la mujer obrera, s.f.

In Mary Nash, *Mujer, familia y trabajo, 1875-1936*, p. 347-348

Están tan avezados los hombres a mirarnos como esclavas que no pueden acostumbrarse a la idea de que algún día podamos ser consideradas como sus iguales y en todas las relaciones de la vida estar a su mismo nivel [...].

Hay muchos patrocinadores de la emancipación de la mujer, pretendiendo que ella en derechos y deberes ha de ser exactamente igual que el hombre, atendiendo cada cual los cargos especiales que nos ha dado la naturaleza; pero debemos confesar que hay pocos que se cuiden de llevar a efecto lo mismo que quieren, esto es, hacer que realmente sea un hecho esa emancipación tan cacareada por tirios y troyanos, y sin embargo, muy lejos de obtenerse [...].

Ahora, amigas queridas, analicemos rápidamente y con criterio imparcial, todas las ideas y las doctrinas que se ocupan del mejoramiento de las sociedades. En ellos éramos, además de esclavas, discutidas en nuestras propiedades internas. Era mujer máspreciada y más mujer aquella que era más fecunda, y aún entre éstas, las que daban más varones. Vino después la religión cristiana, y con más pretensión que méritos, nos elevó hasta el altar y nos ató a él tan fuertemente que el menor acto que en nosotras califica de desliz, y que en el hombre respeta, nos señala con el dedo y nos quita todo carácter de persona digna. El cristianismo elevó a sacramento nuestra unión con el otro sexo, pero lo hizo arrojándonos a los pies del hombre queriendo que a él sujetemos y que sus caprichos suframos [...].

Huyendo de las religiones porque todas esclavas nos quieren ¿iremos a la política a reclamar dignidad de persona humana? De ninguna manera. Ni las repúblicas ni las monarquías nos dan el valor y la importancia que apetecemos y merecemos por las pruebas que de nuestra capacidad tenemos dadas [...].

Todas las formas de gobierno, todas, nos relegan a una categoría inferior a la del hombre. De nada sirve nuestra palabra, y nuestra firma de nada sirve. En las constituciones modernas no hay ni un artículo que se ocupe de nuestras vindicaciones [...]. Sólo una doctrina de todas las doctrinas conocidas nos iguala al hombre, y ésta es la Anarquía. No quiere moldar nuestro cerebro en el molde del cerebro del hombre, no quiere desarrollar nuestro cuerpo a semejanza del cuerpo que posee el sexo fuerte; quiere que ni la mayor fuerza muscular ni el mayor desarrollo cerebral, sean sinónimos de mayores derechos ni de mayores consideraciones aunque científicamente resultara la mujer menos capaz y menos fuerte, cosa discutible, y sólo cierta cuando la mujer reciba igual educación que el hombre y goce de igual libertad.

Nota de Mary Nash:

Desde sus inicios, el movimiento anarquista español destacó por su sensibilidad con respecto a la emancipación de la mujer, aunque en su práctica distó mucho de implementar el principio de igualdad entre hombres y mujeres. En sus escritos, la dirigente anarquista, escritora y periodista, Soledad Gustavo, intentó movilizar a las mujeres proletarias en defensa de sus derechos y situó su emancipación en el marco de la transformación social anarquista.

Soledad Gustavo, Misión de la mujer en la revolución

La Anarquía, Madrid, n° 58, 16-X-1891

In *Antología documental del anarquismo español*, p. 393-395

La sociedad actual marcha a su destrucción a medida que tiende a su emancipación el hombre; pero el hombre no podrá emanciparse si no lo hace antes la mujer.

El hombre cree, y cree bien, a mi entender, que por causa de la mujer la revolución no se hace, y que sólo la afectará cuando ella esté a su lado... ¿cuál es la misión pues, de la mujer?

Está hoy la mujer esclavizada desde la infancia hasta que muere, y sólo pueden emanciparla por completo la abolición de la explotación del hombre por el hombre y la Anarquía, ya que la sociedad ha sido y es para ella una madrastra despótica y cruel que solamente se complace en torturarla, negándole hasta el alimento preciso para fortalecer su organismo, débil por naturaleza, y su instrucción, para que continúe siendo la esclava de siempre y la que entorpezca las soluciones más trascendentales que debiera ejecutar el hombre.

La sociedad ha sembrado siempre el camino de la mujer de cardos punzantes que detienen su paso y hacen que se perpetúe la creencia general de su debilidad y apocamiento, y ella ha contribuido con su pusilanimidad a que se acepte como cierto lo que han dicho los hombres.

El estado deplorable de atraso intelectual en que se halla, atraso que han fomentado las preocupaciones de que han rodeado su cerebro sus constantes esclavizadores, ha hecho que la mujer con sus rutinarismos, con su poca voluntad, y más que todo con su ignorancia basada en el fanatismo y en la creencia de que para nada debe cuidarse de las luchas sociales, sea una valla poderosa donde se estrellé la más firme voluntad del hombre y tenga que convencerse éste de que si no la empuja hacia el progreso, si no les enseña el camino de su dignificación, inútiles serán sus esfuerzos todos: el quedar relegada la mujer sume al hombre en la esclavitud en que ella vive.

Los anarquistas de todas las naciones así lo han entendido y han propagado siempre la emancipación de la mujer; pero, para desgracia de unos y otros, ha sido casi estéril esa propaganda. La mujer, salvo raras excepciones, no ha satisfecho sus deseos. ¿por qué causa? ¿Acaso no hay en la Historia ejemplos de mujeres sublimes que desmienten la inutilidad con que nos ha calificado esta sociedad? ¿Acaso la mujer no piensa, no concibe, no idea, no sintetiza todo un mundo de heroicidades y sacrificios en todas las misiones que se le han confiado? ¡Ah! Quizá sea cierta la opinión de un queridísimo amigo que hace algún tiempo me decía, tratando de eso mismo, que, a su modo de ver, porque ha sido hecha dicha propaganda por hombres, y porque, aunque algunos crean lo contrario, los hombres no distinguen bien nuestros sentimientos ni nuestras concepciones, no los hemos comprendido.

La mujer que no se explica (porque la falta de instrucción se lo priva) la extensión de la libertad, que la Anarquía nos da y la dignidad que nos garantiza con el reconocimiento de la igualdad de derechos en ambos sexos, se espanta de las teorías anarquistas, se subleva ante la libertad que le ofrecen y continúa yaciendo, en el embrutecimiento que esa sociedad burguesa, y como tal autoritaria, le ofrece a cambio de una consideración que cree obtener supeditándose a los caprichos de los usurpadores de sus derechos y de los que la han querido siempre ignorante para tenerla a su disposición y poder amoldarla a sus conveniencias entorpeciendo las acciones del hombre.

¿Qué no se puede esperar concerniendo al respeto de una mujer ilustrada, libre de toda preocupación y poseída de que tiene iguales derechos al hombre? Sábese lo que vale y pueda, intelectualmente, una Mme. Roland; en decisión, una Corday; en valentía, Mirecourt; en

entereza, una María (*sic*) Pineda; advirtiéndole que estas cosas no son raras, pues en todos los periodos revolucionarios se destacan importantes figuras de mujeres, de las cuales no pocas veces ha dependido el triunfo del movimiento; y si en periodos normales no se destacan tanto, no es porque no existan ni porque deje de sentirse su influencia, sino porque en estas épocas se esconden.

Recordemos si no las heroínas de la infeliz Polonia cuando su vil despojo verificado por las naciones vecinas: la mujer sólo en la Revolución se sublimiza.

Sin embargo, debe reconocer la mujer que ya no estamos en tiempo de escondernos; la lucha social que se ha iniciado en bien de los dos sexos debe terminarse con la destrucción de todo ese régimen egoísta que compra a bajo precio las fuerzas humanas para con el producto de la explotación escarnecer la misma virtud de la mujer.

¿Cuál es, pues, repito la misión de la mujer? Allonar el camino del hombre para que éste llegue a su emancipación, que es la misma de la mujer, instruirse en la verdad aun a despecho de los que siempre le han dicho que la instrucción verdadera era la que se basaba en la fe y en el amor de Dios, saber resolver, sin intervención de cara al juez, las soluciones más importantes de la vida, y con otras cosas que su mismo criterio le observará si lo tiene libre de preocupaciones y rutinarios, será un digno y eficaz elemento para la Revolución.

IV- Segunda República

1-Mujeres republicanas



La Niña Bonita



Clara Campoamor



Dolores Ibarruri



Victoria Kent



Federica Montseny



Margarita Nelken

Constancia de la Mora, Nueva vida con la República

Doble esplendor, p.147⁵⁸

Llegué a Madrid, en marzo de 1931, para empezar una nueva vida, y me di cuenta de que España entera se disponía a hacer algo muy parecido.

Fue para mí un verdadero descubrimiento: porque, a los veinticinco años, nieta de uno de los hombres políticos más famosos del siglo, sobrina de otros dos políticos más o menos famosos, hasta aquel día de marzo, en que llegamos Luli y yo a Madrid dispuesta a emprender una vida independiente, no sabía casi nada de la historia contemporánea de mi patria. Esto puede parecer extraño y, sin embargo, mi casa no era nada excepcional; en la misma situación que yo se encontraba la mayoría de las mujeres españolas. Había vivido allí donde se cocinaba la política española de la Monarquía hasta la llegada de la Dictadura, y, sin embargo, jamás se hablaba de política en la mesa en casa de mis padres. Había besado la mano de don Antonio Maura todos los días hasta su muerte, y nunca le había oído decir una palabra de las cosas del gobierno.

Quizá me habría interesado, poco a poco, en los asuntos de mi país, después de mi casamiento, si no hubiese sido tan amargamente infeliz. Durante cuatro años mis pensamientos no habían traspasado el estrecho cerco de mis preocupaciones y disgustos constantes. El gran acontecimiento de la caída de Primo de Rivera había conmovido a todos, pero para mí casi había pasado inadvertido. Algunas veces hojeaba los periódicos, pero me encontraba tan absorta por el trágico drama de mi matrimonio, al que yo no hallaba salida, que nunca me molesté en separar la verdad de la mentira ni tratar de enterarme y comprender. De repente todo había cambiado. Me había transformado en una ciudadana de España. No habría sido capaz de sostener cuatro discusiones políticas en toda mi vida, pero pocos días después de mi regreso a Madrid no sabía hablar de otra cosa.

España entera estaba en efervescencia. La Dictadura había caído. Grandes acontecimientos fluctuaban en la balanza. Se estaban escribiendo importantes páginas de la historia de España.

Clara Campoamor

In *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, t. I, p. 377-378.

Si hay una mujer ejemplo de tesón en lo que a la lucha de los derechos de las mujeres refiere, ésta es Clara Campoamor, nacida en Madrid en 1888.

Esta diputada del Partido Radical fue designada por su grupo político para formar parte de la comisión encargada de redactar el anteproyecto constitucional. Paralelamente, fue vicepresidenta de la Comisión de Trabajo y Previsión. Solicitó la discusión de la Ley de Divorcio, fue la única diputada que participó en su debate y, asimismo, en los debates del Estatuto catalán, en los de la reforma del Código Penal y en muchos otros relacionados con la situación jurídica de la mujer y la infancia, utilizando argumentos derivados de su militancia feminista y republicana.

Se enfrentó a su partido por defender lo que creía un derecho fundamental para la mujer: el

⁵⁸ Esta autobiografía escrita desde el exilio mexicano al terminar la Guerra Civil entrelaza el relato de una rebelión contra un estado de cosas que mantiene a la mujer en la ignorancia y el retrato de la España del primer tercio del siglo XX.

sufragio femenino. Victoriosa en la votación, su gesta fue reconocida por las asociaciones feministas que le brindaron varios homenajes. Entre los diferentes apoyos que encontró Clara Campoamor estaría Carmen de Burgos y Seguí, periodista más conocida por su seudónimo *Colombine*. Carmen de Burgos y Seguí fue miembro del Partido Republicano Radical Socialista desde los últimos años de la dictadura de Primo de Rivera y, aunque no figuró en las candidaturas a Constituyentes de junio de 1931, llevará a cabo una importante campaña a favor del sufragio femenino.

Aunque perdió su escaño en las elecciones de 1933, Lerroux le ofrecería la Dirección General de Beneficencia y Asistencia Social del Ministerio de Trabajo, cargo que abandonaría en 1934. Cuando deja el Partido Radical en 1935, no puede encontrar hueco en ningún otro partido republicano de izquierdas, ni siquiera en las filas de Unión Republicana Femenina, que ella misma había creado.

Clara Campoamor, saldrá hacia el exilio en 1936, lo que le impedirá tener un papel destacado durante la Guerra Civil.

Dolores Ibárruri

In *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, t. I, p. 381-382.

Nacida en Gallarta, en diciembre de 1895, ha sido la política más admirada y criticada en la historia de España. *Pasionaria* será un símbolo tanto para sus camaradas como para sus detractores.

Dolores Ibárruri no será nunca feminista, pero se rebela contra la suerte que le depara el destino por el hecho de ser mujer y la miseria que les esperaba a ella y a su familia por haber nacido en el seno de una familia obrera en la que la escasez era la tónica de cada día. Por todo ello se afiliaría, en primer lugar, al PSOE, pero lo abandonaría para adherirse a las filas del Partido Comunista de España en 1920 incorporándose, al poco tiempo, al primer comité provincial vizcaíno.

En la Conferencia de Pamplona del PCE es elegida vocal de su comité central. Un año después, en 1931, se trasladará a Madrid como redactora de *Mundo Obrero*, periódico perteneciente al PCE. Poco después ingresará en prisión, volviendo a la libertad en enero de 1932 y asistiendo, en marzo, al IV Congreso del PCE, donde fue elegida integrante del buró político y responsable de una comisión femenina cuya formación y despegue debía, además, promover. Dicha comisión se hizo realidad en 1933 y, un año después, en 1934, aparecería su boletín, *Compañeras*.

Por segunda vez en su vida, aunque no sería la última, será encarcelada a finales de 1932, siendo puesta en libertad en enero de 1933. En noviembre de ese mismo año se presenta como candidata a las elecciones legislativas por Asturias, no consiguiendo acta de diputada. Después de esto, Pasionaria viajará a la URSS para asistir al XIII Pleno de la Internacional Comunista.

A mediados del año 1933, una delegada del Comité Mundial de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, con sede en Francia, llega a España con el propósito de visitar a los grupos políticos femeninos que existían y ver si era posible constituir un Comité Español de Mujeres con el mismo carácter que el del Comité Mundial. En las mujeres comunistas no encontró ninguna dificultad. Dolores Ibárruri es elegida Directora del recién creado Comité Español de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, “donde se incorporaron un grupo de intelectuales que

realizaron un gran trabajo de propaganda y de organización, atrayendo a la lucha por la democracia y contra el fascismo a importantes núcleos de mujeres de la clase media que jugaron más tarde un destacado papel”. En agosto de 1934, en París, participa en el Congreso Mundial de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo.

Pasionaria regresa a España después de la revolución de Asturias, comenzando uno de los periodos más activos de su carrera política. Junto con la organización de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo realizó una campaña para conseguir recursos en pro de las familias de los obreros represaliados. La organización fue declarada ilegal, por lo que cambió de nombre y adoptó el de Organización Pro-Infancia Obrera, cambio que le permitió, además, integrar a mujeres procedentes de ámbitos no comunistas, como, por ejemplo, a la propia presidenta de Pro-Infancia, Clara Campoamor. Dolores Ibárruri fue detenida de nuevo y, después de ser puesta en libertad, a comienzos de 1935, inició la huida a través de los Pirineos para llegar a Moscú y asistir al VII Congreso del Komintern, que aprobaría una nueva línea política, la del Frente Popular. Regresó a Madrid e hizo campaña para las elecciones del Frente Popular como candidata por Oviedo. Resultó elegida, y posteriormente impulsó una muy personal y populista manera de hacer política. Nada más conocerse el resultado de los comicios en febrero de 1936 y antes, incluso, de acceder a su escaño, gestionó la liberación de los presos políticos de la cárcel de Oviedo, dando así satisfacción a una demanda ampliamente compartida por los votantes del Frente Popular. Al mes siguiente, siendo ya diputada, se encerró con los mineros de un pozo asturiano que reclamaban mejoras laborales. En mayo de 1936, creó en Madrid la revista quincenal *Mujeres*, portavoz de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, entre cuyas colaboradoras se encontraban Matilde Huici y Margarita Nelken.

Durante la Guerra Civil llevó a cabo una acción sin igual en pro de la resistencia de las fuerzas republicanas. Su eslogan "¡No pasarán!", pronunciado el 19 de julio de 1936 a través de los micrófonos de Unión Radio en el Ministerio de Gobernación, pervivirá como símbolo de resistencia, no sólo durante la Guerra Civil, sino también durante su exilio en Moscú. Esta corta frase irá ligada a Pasionaria a lo largo de su vida y permanecerá en la Memoria de los españoles que vivieron y de los que no vivieron esos años de Guerra y Dictadura. Ni siquiera la dura política de olvido a la que el régimen franquista quiso condenar a los españoles pudo destruir la imagen y el mito de la comúnmente conocida como *Pasionaria*, porque ella era la identificación completa con el pueblo y su mito crecerá con su exilio forzoso hasta su regreso a España en 1977.

Dolores Ibarruri no abandonará nunca su actividad política. Murió en Madrid el 12 de noviembre de 1989. Una gran multitud asistió a sus honras fúnebres en la Plaza de Colón.

Dolores Ibárruri por María Lejárraga

De Una mujer por los caminos de España

In introducción a *El único camino* de Dolores Ibárruri, p. 19

“Hija del pueblo, su educación y su instrucción no pasan de lo elemental, pero no es posible soñar “instrumento” mejor para la propaganda entre las masas. Obrera, mujer de un minero, tiene empaque y figura de reina; su voz grave, profunda, bien modulada, inevitablemente emociona y arrastra; dichos por ella los más sencillos lugares comunes parecen algo nuevo y nunca oído; su ademán noblemente teatral, subraya los “slogans” corrientes con trazo deslumbrante, relámpago en noche de tormenta ... Aquella tarde, además, había algo muy suyo que se sobreponía al dictado del discurso: su desgarradora emoción personal. Ha nacido en tierra vasca, en la región minera; en la tragedia de aquella hora, los muertos, los

encarcelados, los atormentados, eran los suyos, pueblo coma ella, sangre de su sangre. Y en su acento, la sangre del pueblo, como la de Abel, pedía venganza. El pueblo que la oía —y muy especialmente las mujeres, cuyos corazones con entrañable solidaridad femenina latían al compás del suyo en isocronismo perfecto— arrastrado por ella hubiera marchado sin vacilación, si ella hubiera iniciado la marcha, a morir o a matar.”

Yannick RIPA, Le mythe de Dolorès Ibarruri⁵⁹

Texte intégral

« *No pasarán* » (ils ne passeront pas). Devant les micros del Ministerio de Gobernacion, la députée communiste Dolorès Ibarruri officialise le mot d'ordre destiné à unir les forces de gauche contre les rebelles fascistes. En ce 19 juillet 1936, au lendemain du coup d'Etat nationaliste, les défenseurs de la démocratie viennent de trouver leur cri de ralliement ; une femme, qui devient un mythe, incarne la lutte.

Les facettes de cette construction imaginaire se dévoilent aisément : voix du peuple silencieux, mère victime et mère courage de tous les Espagnols, modèle du don de soi pour la juste cause, charisme qui flirte avec une religiosité laïque, femme d'audace, drapée de noir, haranguant les soldats pour qu'ils rejoignent la République, creusant des tranchées, franchissant des frontières à la recherche d'alliés... Les figures s'enchevêtrent subtilement pour achever de construire le personnage de la Pasionaria¹.

Le mythe, à l'évidence, fonctionne aussitôt né : rassembleur, stimulant, culpabilisant les tièdes montrés d'un doigt féminin, comble de l'insulte. Il permet, du moins un temps, l'oubli des étiquettes politiques, de celle de l'oratrice même à laquelle tous n'adhèrent pas. Dans sa poétique historique, le mythe de Dolorès Ibarruri dépasse les clivages de partis. Une République, une fois de plus, s'est choisi une femme pour l'incarner. Est-ce à dire que le mythe transgresse aussi la différence des sexes et qu'à travers lui s'instaure une réelle égalité homme-femme, processus ébauché par la République et accéléré par la guerre civile ?

Les mots de Dolorès Ibarruri ont une immense influence sur les républicains. A peine prononcés, ils deviennent mot d'ordre, sans être assimilés à l'énoncé de la ligne du Parti communiste, pensée juste, vérité incontournable.

Des phrases choc se détachent de ses discours et sont élevées au rang de slogans ou de références. Ainsi la mémoire collective a-t-elle retenu quatre phrases historiques : « *Ils ne passeront pas* », « *Le peuple espagnol préfère mourir debout que vivre à genoux* », « *Les hommes au combat, les femmes au travail* », « *Mieux vaut être la veuve d'un héros que l'épouse d'un lâche* ». Répétées, diffusées, adulées, ces formules désignent le comportement que les républicains doivent adopter ; à y regarder de plus près, elles ont une forte coloration sexuée et dessinent une chronologie de l'action guerrière propre aux femmes.

⁵⁹ Yannick RIPA, « Le mythe de Dolorès Ibarruri », *Clio*, numéro 5/1997, *Guerres civiles*, [En ligne], mis en ligne le 15 novembre 2006. URL : <http://clio.revues.org/document414.html>. Consulté le 14 septembre 2008.

No pasarán

Le « *no pasaran* » définit l'absolue nécessité de l'unité. Même si une partie de l'armée est restée fidèle à la République, le régime ne dispose pas d'une structure militaire capable d'arrêter les tenants d'un nouveau pronunciamiento ; le peuple, auquel les autorités ont refusé jusqu'au soulèvement les armes qu'il réclamait, a devancé l'initiative gouvernementale ; il s'empare des armes là où elles se trouvent. Dans cette défense spontanée de la République, dans cet espoir d'une révolution qui anime certains, la classe, le sexe l'âge important peu. Seule compte la victoire au bout du fusil. Il passe de mains en mains et s'arrête aussi dans celles des femmes ; elles sont là, mêlées aux hommes avec lesquels elles partagent les mêmes valeurs.

Ont-elles, en ces instants, pensé défendre les acquis féministes de la République contre une probable réaction nationaliste ? Cette dimension du combat n'est présente que chez les féministes et les militantes, engagées dans la lutte anti-fasciste avant le coup d'état ; la milicienne Rosario Sanchez Mora, surnommée la Dinamitera, l'atteste : « *La majorité des femmes qui se rendirent au front appartenaient aux organisations ouvrières et étaient totalement conscientes de défendre une constitution qui leur avait donné beaucoup de liberté et savaient que toutes ces libertés allaient être supprimées par les fascistes s'ils arrivaient au pouvoir* »². Cette dimension n'a pas effleuré le plus grand nombre de femmes, happées par l'urgence, entrées dans un processus de prise de conscience du danger fasciste, accéléré par le péril imminent. Pour elles, l'ennemi à abattre est le fascisme, sans analyse approfondie de ce qu'infère l'idéologie des rebelles dans les rapports de sexes. Toutefois, certaines se souviennent aujourd'hui de leur émotion à porter les armes, encore étonnées que des hommes les leur aient données ou laissé prendre.

Parce qu'elle n'oppose pas deux armées et qu'elle intime l'ordre à chacun de prendre parti au risque de créer des « fidélités géographiques »³, sans contenu politique réelle, la guerre civile favorise l'oubli de la hiérarchie des sexes. Le discours d'appel aux armes de Dolorès Ibarruri abonde en ce sens ; il s'adresse aussi aux femmes, une inclusion qui n'allait pas de soi. En effet, dans sa demande d'union, l'oratrice place sur le même plan « *les ouvriers, les paysans des diverses provinces (...), les communistes, les socialistes et les anarchistes, les républicains démocrates, les soldats et les forces fidèles de la République (...)* », avant de s'adresser aux « *femmes héroïques du peuple* ». Celles-ci n'appartiennent ni à une classe, ni à un parti ; elles sont traitées en catégorie distincte, flattées par le souvenir de la bravoure des Asturiennes en 1934, exhortées à lutter « *aux côtés des hommes* », comme les soldats doivent lutter aux côtés des travailleurs dont ils sont distincts. En dépit de ces subtiles nuances, le discours de la Pasionaria bouleverse les représentations ; l'union gomme les frontières de sexe et bouscule l'attribution séculaire des rôles.

Durant l'été 1936, celui de la confusion et donc de tous les possibles, des femmes sont dépossédées de leurs armes ou les déposent de leur plein gré, perdues dans le champ masculin

de la guerre, mais les miliciennes, anarchistes en tête, continuent la lutte armée. La propagande républicaine s'empare de leurs silhouettes, corps de femmes en salopette d'homme bleue (*el mono azul*), le temps de les utiliser sur ses affiches pour vilipender ceux qui ne combattent pas. L'engagement féminin rabaisse les neutres au rang de lâches parmi les lâches puisqu'ils ne sont pas même capables d'occuper des postes de combat tenus par des femmes. En ces premiers mois de ferveur révolutionnaire, la diffusion de la figure de la milicienne participe donc de l'universalisme populaire. Mais on est là au coeur de « l'illusion lyrique » car la transgression des genres est essentiellement un symbole qui sert la guerre, qui la grandit d'une sorte de générosité.

Les organisations féminines ne sont pas en reste ; *Mujeres Libres*, le journal des femmes anarchistes, consolide cette légende égalitaire des premiers jours, en écrivant en juillet 1937 : « *La femme aussi, laissant de côté l' ancestrale apathie que la lutte de classe et les phénomènes sociaux lui avaient toujours provoquée, sentit l'élan de l'illusion révolutionnaire, dans son âme d'éternelle « reléguée », d'être humain recouvert par l'éternelle poussière de l'oubli. Elle n'hésita pas et se lança décidée dans la rue pour combattre au côté de l'ouvrier qu'il fût ou non son compagnon (...) Elle offrit sa jeune vie dans les premiers jours de la lutte héroïque dans laquelle chaque homme était un héros et chaque femme égalait un homme* »⁴.

La vérité quantitative et qualitative est tout autre. Les miliciennes furent très remarquées mais peu nombreuses ; les travaux historiques s'accordent sur ce point mais une réelle estimation chiffrée fait encore lourdement défaut. Ces petits groupes sont constitués par des femmes jeunes, célibataires ou compagnes, mariées ou pas, de miliciens auxquels elles restent unies dans la lutte. Leur engagement armé aux premières lignes du combat est la suite logique de leur politisation antérieure dans les syndicats et les organisations féminines antifascistes. Leur profil ne correspond pas à celui de « la femme espagnole », modelée par des siècles d'une culture patriarcale qui pratique la séparation des sexes et l'enfermement des femmes dans une fonction maternelle sublimée. Les miliciennes et leurs quelques bataillons sont donc une exception, comme une exaspération de l'héroïsme féminin.

Derrière ce miroir aux alouettes se campe une réalité plus conforme à la tradition. La division des rôles est à peine ébranlée qu'elle s'impose à nouveau : avançant une moins bonne connaissance des armes chez les femmes que chez les hommes, les combattants assignent à leurs compagnes de lutte des travaux logistiques, souvent dans la lignée de leurs tâches usuelles : cuisine, couture, soins médicaux... Cet argument - qui ne s'applique pas à des hommes pareillement ignorants de la pratique des armes - sert de prétexte pour écarter toute femme du combat. Les prémices de cette exclusion apparaissent durant l'été 1936 : paroles de réticences, diminution de l'apologie des miliciennes, refus de les intégrer dans l'armée par les voies normales, interdiction de leur présence dans les unités internationales.

En septembre, les propos de Dolorès Ibarruri ne démentent pas l'union initiale ; si elle

émet des doutes sur l'orthodoxie des partis autres que communiste, elle continue d'associer les femmes à la lutte armée. Toutefois une évolution se perçoit dans le dispositif de guerre qu'elle loue ou incite à suivre : les femmes ne sont plus présentées comme des combattantes de la première heure mais comme des remplaçantes des soldats décimés et ce dans une logique éminemment familiale : « *Les soeurs et les femmes se hâtent de prendre sur le front la place des maris et des frères tombés en combattant. Elles sont prêtes, elles aussi à sacrifier leur vie pour la cause de la liberté, car elles n'ont qu'un seul désir : vaincre le fascisme* »⁵. Et Dolorès Ibarruri de souligner le jusqu'au-boutisme du peuple espagnol, qui « *préfère mourir debout que vivre à genoux* », pour tenter d'ébranler le non-interventionnisme du Front populaire français⁶.

La Pasionaria semble alors en décalage avec la stratégie mise en place à la fin de l'été par les dirigeants : l'armée républicaine sera exclusivement masculine. Une décision militaire renvoie les femmes à l'arrière, faisant fi de leur héroïsme, de leur désir, de leur rage et de leurs larmes. Seules les figures majeures parviennent à rester au front. Alors que la guerre civile dans la guerre civile se précise, tous les partis tombent d'accord sur la nécessité de la division sexuée du combat⁷ dans un bel unanimité qui en dit long sur la solidarité des hommes dans la défense du pouvoir masculin.

« Les hommes au combat les femmes au travail »

Tel est le nouveau mot d'ordre qui justifie la *retaguardia* (le retour à l'arrière) à lui seul; sans qu'aucune allusion ne soit jamais faite à la mesure gouvernementale⁸, seule ladite formule de la Pasionaria est sans cesse rappelée. Or, aucune référence précise, à la différence des autres propos de la militante, n'est avancée dans les journaux de l'époque. Les historiens sont bien en peine d'être plus précis : les mémoires de la Pasionaria font l'impasse sur le sujet, ce qui tendrait à faire croire que l'invention de la formule n'est pas de son fait. On la trouve dans sa bouche, un an plus tard, dans un tout autre contexte. Il ne s'agit alors plus d'éloigner les femmes du front mais de condamner les hommes demeurés à l'arrière et de rendre obligatoire le service militaire masculin alors que les femmes de la *retaguardia* assurent la bonne marche de l'économie: « *Il y a en Espagne assez de femmes pour remplacer les hommes qui sont sous les armes (...) Les femmes sont descendues dans la rue, exigeant que les hommes partent pour le front et se déclarant prêtes à prendre leur place auprès des machines. Si les femmes sont pénétrées d'une si haute conscience de leur devoir civique, quelle lâcheté ce serait de la part des hommes que de ne vouloir pas se rendre au front* »⁹.

Alors que, de fait, le slogan scinde la lutte selon le sexe, les organisations féminines s'appliquent à démontrer qu'il n'existe aucune hiérarchie dans les tâches, qu'il est, en conséquence, tout aussi valeureux de recoudre des uniformes et de faire marcher la machine industrielle que de porter les armes. C'est là se voiler la face et refuser d'entendre le regain d'antiféminisme qui entoure la *retaguardia*. Dame nature retrouve subitement ses droits : la fameuse incapacité des femmes à manier les armes ne tiendrait pas de leur manque de

formation militaire mais de leur faiblesse constitutionnelle.

Aux propos opportunistes qui louaient les miliciennes succèdent des critiques qui servent à justifier l'exclusion des femmes de l'armée. En pleine guerre se développe une curieuse polémique autour du *mono azul*, expression de la rigidité mentale des protagonistes, de leur attachement au respect du genre, de leur peur de la violence féminine et de la perte du monopole masculin de la guerre. Revêtir le *mono azul* revient à voler aux hommes un des symboles de reconnaissance de leur virilité et donc du pouvoir qu'il induit ; de part et d'autre des Pyrénées, porter la culotte signifie être le maître. La révolution sociale s'arrête à la porte des foyers, y compris pour les militants les plus avancés en matière de libération des moeurs sexuelles, les anarchistes¹⁰. Les miliciennes, par leur silhouette androgyne, outragent la dignité de la femme : les femmes en *mono azul* sont des coquettes qui ne prennent pas la guerre au sérieux. La confusion est entretenue entre les miliciennes du front et les jeunes filles de l'arrière qui ont adopté ce vêtement et les journaux se font l'écho de cette accusation : « *Les femmes qui se pavanent en salopette dans les rues principales de la ville ont confondu la guerre avec un carnaval. On a besoin de plus de sérieux. Il faut en finir avec ces revues qui publient des photos de femmes, armées d'un fusil et qui n'ont jamais tiré un coup de feu de leur vie (...) La frivolité dans la guerre est une arme dangereuse* »¹¹.

Dans sa robe noire, cheveux tirés, sans l'ombre d'un maquillage, la Pasionaria est, elle, une femme honorable, une mère marquée par la perte de ses enfants et de tous les innocents tués par cette guerre¹².

Mais il est attaqué plus vile encore que ces joutes sur la coquetterie féminine. Les arguments avancés par les dirigeants portent moins sur la nécessité économique de la présence des femmes à l'arrière que sur la nocivité de leur présence au front : elle vide les tranchées et remplit les hôpitaux - à en croire la presse et même un Durruti - de soldats atteints de maladie vénérienne. La présence de prostituées à l'avant, ce qui au demeurant ne devrait pas impliquer qu'elles soient dépourvues d'opinion politique, permet un amalgame rapide et pratique entre les miliciennes et les péripatéticiennes ; le discrédit éclabousse toutes les femmes du front et intime l'ordre, moral, sanitaire et stratégique, de contrôler la circulation des femmes et de les renvoyer à l'arrière. A partir de 1937, la présence féminine à l'avant est bel et bien insignifiante.

Comment les femmes ont-elles réagi ? La question reste sans réponse car leurs porte-parole valorisent la *retaguardia* et défigurent la réalité. Ainsi, Dolorès Ibarruri affirme que ce sont elles qui ont souhaité retourner à l'arrière pour remplacer au travail les hommes accaparés par les combats. Les revues féminines lui emboîtent la pas, y compris *Mujeres Libres* qui pourtant a soin de conserver son autonomie de pensée et d'action et refuse la proposition de la Pasionaria d'unir toutes les associations féminines¹³ : « *Mais dans cette lutte longue et continuelle de deux classes qui se haïssent à mort, tout ne peut être ramené au courage. L'entendant ainsi, la femme réfléchit et comprit que les escarmouches de rue étaient*

*très loin de ressembler à la lutte méthodique régulière et désespérante des tranchées. Donc, le comprenant et reconnaissant sa propre valeur comme femme, elle préféra échanger le fusil contre la machine industrielle et l'énergie contre la douceur de son âme de FEMME. La véritable femme ne déshonora pas le front. Elle sut au contraire donner à la grossière atmosphère de guerre la délicate douceur de la psychologie féminine (...) »*¹⁴.

Seule fidélité au discours féministe, la défense des prostituées dont *Mujeres Libres* se fait l'avocate, pointant la responsabilité des hommes : « *C'est une incohérence morale incompréhensible que nos miliciens – magnifiques combattants au front pour de si chères libertés – soient à l'arrière ceux qui alimentent et étendent même la dépravation bourgeoise dans une de ses formes d'esclavage les plus pesantes : la prostitution des femmes.* »¹⁵

Désormais le discours dominant place la femme là où la rhétorique des années de guerre la laissera désormais, aux côtés des enfants et des victimes aux mains nues. Désormais la mort des femmes est désignée par le terme « assassinat ».

« Mieux vaut être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche »

Aux côtés des enfants, la femme perd toute personnalité propre, elle n'est plus qu'évoquée, dans son cercle familial, comme épouse, mère ou soeur. L'héroïque défense de Madrid ordonne la participation de tous. La Pasionaria réclame la militarisation du peuple ; l'usage éventuel des armes par les femmes est présenté comme un geste désespéré, qui les situe non dans une position de soldat offensif mais dans une position défensive.

Si le combat armé des femmes est remis à plus tard, elles doivent continuer de faire preuve d'abnégation et d'esprit de sacrifice dans la défense de la République et de la démocratie. L'aura de la Pasionaria enferme les femmes dans la culture sacrificielle qu'on leur impose depuis des siècles : « *La victoire ne pourra être obtenue que par des sacrifices et l'abnégation. Ne retenez pas vos fils et vos maris (...) Pensez qu'il vaut mieux être des veuves de héros que des femmes de lâches.* »¹⁶

Le vrai débat sur la complémentarité hiérarchique des sexes est évité au profit d'une survalorisation du combattant qui rejaillit sur les femmes grâce aux liens familiaux. La conclusion de Dolorès Ibarruri reprend cette idée clé : « *Vous ferez tout ce qui relève de votre domaine pour être des femmes de héros et non des femmes de lâches* ».

Sont ainsi renforcées les représentations du féminin et du masculin, une définition close des rôles : dans celui de la victime, la femme, dans celui du sauveur héroïque, l'homme : « *Communistes : au combat, intellectuels, petite bourgeoisie, tous à défendre Madrid, à défendre vos femmes, vos mères, vos soeurs et votre liberté menacée.* »¹⁷

Par cette étonnante énumération, les Espagnoles républicaines entrent dans l'ultime séquence de leur guerre : elles jouent les soutiens moraux et réclament la défense de Madrid, agissant indirectement sur le cours des événements. Leurs actes sont évoqués par Dolorès Ibarruri comme des actes de désespoir ultime avant la fuite, enfants aux bras, vers la frontière française.

C'est précisément cette image de mater dolorosa de la *retaguardia* que les mémoires de la Pasionaria ont contribué à dessiner et à véhiculer. L'hagio-graphie de la députée communiste, développée après sa mort, a contribué à gommer le rôle du mythe de Dolorès Ibarruri dans la mise en place d'une chronologie de guerre spécifique aux femmes. Il est impossible d'évaluer la conscience que possédait la militante de l'utilisation de son image symbolique. Ce qui retient notre attention, c'est l'impact du mythe, utilisé pour renforcer les rapports traditionnels de sexes. L'emblématique Dolorès Ibarruri, femme à l'évidence exceptionnelle, est une exception acceptée comme telle.

Toutefois la finalité n'est pas pleinement atteinte. La *retaguardia* travaille à une prise de conscience des femmes de leurs capacités à investir le champ économique, elle leur procure un nouvel horizon. De plus, la coordination de la *retaguardia* sous l'égide de l'Organisation des femmes antifascistes confère à leur travail une indéniable dimension politique : les femmes luttent contre le fascisme et aussi pour leur liberté, voire leur émancipation.

L'échec de la République ne permet pas de savoir si les fissures dans la construction des sexes l'auraient emporté sur le ciment de consolidation que les républicains se sont efforcés d'appliquer au cours du conflit. La politisation des femmes et leur conscience du danger fasciste sont, elles, indéniables ; elles expliquent leur rapidité d'organisation dans les camps français de l'exil et leur entrée précoce et massive dans la résistance, dernière étape pour nombre d'entre elles d'un combat commencé en juillet 1936 et qui s'achève dans les chambres à gaz et la mort des camps de concentration nazis.

Notes

1 Dolorès Ibarruri signe de ce surnom ses premiers articles, pour les avoir écrits lors de la Semaine sainte de 1918. Cf. Manuel Vázquez Montalbán, *Pasionaria y los siete enanitos*, Barcelone, Planeta, 1995, 542 p.

2 Cit. in Antonina Rodrigo, *Mujeres para la historia, la España silenciada del siglo XX*, Madrid Compania Literaria, 1996, p. 312.

3 Expression de Julio Arostegui qui s'oppose à l'existence de deux Espagnes, in *La Guerra civil española, 50 años después*, Ouvrage collectif, Madrid, Labor, 1985, p. 93.

4 *Mujeres Libres*, n° 10, juillet 1937.

5 *Mundo Obrero*, 23 septembre 1936 ; « Les Femmes sur les fronts de guerre », *La Défense*, 4 septembre 1936 (hommage à une milicienne qui remplit au front le vide laissé par son frère mort) - « Notre cri de guerre le monde l'entend ! », *Mundo Obrero*, 23 sept. 1936.

6 Discours au meeting du vélodrome d'Hiver de Paris, 8 septembre 1936.

7 Sur l'évolution des anarchistes, Yannick Ripa : « Le genre dans l'anarcho-syndicalisme espagnol », *Clio*, n° 3, 1996, pp. 196-203.

8 Du reste, les archives ne semblent pas avoir gardé trace de cet ordre, Géraldine Scanlon en a conclu qu'il s'agissait d'une mesure militaire et non d'un décret de la République.

9 Discours prononcé au meeting organisé à Barcelone après la clôture de l'assemblée plénière du Comité central du Parti socialiste unifié de Catalogne, Trebal, 3 février 1937.

10 Yannick Ripa, « Le genre ... », *art. cit.*

11 Diari Oficial del Comitè antifeixista de salut pública de Badalona : « De solidaridad obrera. La frivolidad en

los frentes y en la retaguardia. La guerra es una cosa más seria », 3 septembre 1936, cit. in Mary Nash, « La miliciana : otra opción de combatividad femenina antifascista », *Las Mujeres y la Guerra civil, Jornadas de estudios monograficos*, Salamanque, octobre 1989, Ministerio de Asuntos sociales, Madrid, 1991, p. 98.

12 Mère de six enfants, Dolorès Ibarruri en déjà perdu quatre lorsque la guerre éclate. Son fils Ruben est tué sur le front à l'âge de vingt-deux ans. Cette dimension tragique est utilisée dans la construction, mais aussi dans la perpétuation de sa légende, quitte à se jouer de la chronologie de ses deuils. Maria José Capellin Corrada, *De la casa al compromiso político. Dolores Ibarruri, mito del pueblo, 1916-1939*, Madrid, Fundacion Dolores Ibarruri, 1996, p. 111.

13 *Mujeres Libres*, 11 août 1938.

14 *Mujeres Libres*, 10 juillet 1937, ce texte fait suite aux lignes louant les femmes au début de la lutte, préalablement citées (souligné par nous).

15 *Mujeres Libres*, Ruta, 21 janvier 1937.

16 Discours pour la défense de Madrid, meeting du 14 octobre 1936.

17 Appel au PC, 2 novembre 1936, in Dolorès Ibarruri, *El único Camino*, Paris, Ed. Sociales, 1962, p. 323.

Victoria Kent

In *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, t. I, p. 378-379.

En la legislatura de 1931 también será diputada Victoria Kent Siano, nacida en Málaga el 3 de marzo de 1892. Aunque nunca se consideró feminista, formó parte de diferentes asociaciones femeninas.

En 1919 se adscribió a la Asociación Nacional de Mujeres Españolas (ANME) que trataba de promover la educación y la igualdad legal femenina. De esta asociación surgió, en 1920, la agrupación Juventud Universitaria Femenina (JUF). En 1926 tomó parte en la fundación del Lyceum Club Femenino del que fue elegida vicepresidenta. En 1928, en colaboración con Clara Campoamor y Matilde Huici, entre otras, fundó el Instituto Internacional de Uniones Intelectuales, asociación con vínculos en la Sociedad de Naciones. Fue distanciándose de las posiciones socialistas. En 1929, ya era militante del Partido Republicano Radical Socialista (PRRS), y más tarde presidió el Comité del Distrito Centro de su partido, en el cual creó una sección femenina a la que atrajo a muchas de sus compañeras del Lyceum Club.

Elegida diputada del Partido Radical-Socialista en las elecciones de 1931, en el debate parlamentario sobre el voto femenino, Victoria Kent se mostrará contraria a que las mujeres accedan al voto, debido a que éstas, en su opinión, no estaban preparadas para ejercerlo en libertad.

En ese mismo año, se hará cargo de la Dirección General de Prisiones, donde realizó una labor revolucionaria para su época. Ella consideraba la prisión como lugar de reinserción, pensaba que las cárceles, tal como funcionaban y estaban concebidas, estaban destinadas a desaparecer y, en su lugar, se construirían clínicas especializadas y talleres de formación profesional. Las reformas penitenciarias que Victoria Kent quería hacer no iban a ser nada fáciles de conseguir, y más teniendo en cuenta que las cárceles españolas de 1931 se regían por el reglamento de 1915, ligeramente reformado en 1930, durante la dictadura de Primo de Rivera. No obstante, sin modificar el presupuesto destinado por el Gobierno a prisiones, consiguió aumentar la asignación para alimentos de los presos y comprar nuevas camas.

Para ver el estado en que se encontraban las cárceles españolas, la Directora General recorrió las prisiones que pudo durante el año que estuvo en este cargo, así comprobó el estado lamentable en el que se encontraban algunas y mandó clausurar el penal de Chinchilla, pues

no tenía ni agua ni calefacción. En su “trabajo de campo” se ubica la noticia publicada en el periódico de Salamanca, *El Adelanto*, el 17 de junio de 1931, cuando la Directora acudió a Béjar a la “recepción de terrenos donde se construirá la nueva cárcel de partido”.

La Directora General estableció permisos de salida a presos en circunstancias especiales y la excarcelación de aquéllos que tuvieran setenta años cumplidos. Asimismo, suprimió el uso de cadenas y grilletes en las celdas de castigo, liberó a los presos de tener que acudir a misa el domingo y les permitió la lectura de todo tipo de prensa, así como la creación de una biblioteca, una enfermería... dentro de los muros de las prisiones.

La decisión más importante respecto a la mejora de la situación de las reclusas fue la creación del Cuerpo Femenino de Prisiones, en sustitución de las Hijas de la Caridad que carecían de los suficientes conocimientos penitenciarios.

Para conseguir una profesionalización del personal de Prisiones, así como de abogados y jueces que así lo desearan, se organizaron cursos dentro del Instituto de Estudios Penales, dirigido por Luis Jiménez de Asúa, profesor de Derecho Penal de la Universidad de Madrid. Esto cayó en saco roto, debido a la oposición del Cuerpo de Prisiones Masculino, así como de sectores del Gobierno y de la prensa, que propagaron la idea de que las cárceles iban a desaparecer y de que los delincuentes debían ser castigados y no luchar por su reinserción social, que era lo que pretendía Victoria Kent con sus reformas. Probablemente, lo que más asustó al personal de prisiones fue la campaña que la Directora General iba a comenzar para la luchar contra la corrupción existente dentro de este colectivo.

Desilusionada (el Ministerio de Justicia no apoyaba su reforma del Cuerpo de Prisiones), presionada por el Gobierno y por su propio partido, dimitió de su cargo en 1932. Muchos diputados se alegraron de ello, como es el caso de Azaña, que narró de esta forma la dimisión de Victoria Kent: “En el Consejo de Ministros hemos logrado por fin ejecutar a Victoria Kent, Directora General de Prisiones. Victoria es generalmente sencilla y agradable, y la única de las tres señoras parlamentarias simpática; creo que es también la única... correcta. Pero en su cargo de la Dirección General ha fracasado. Demasiado humanitaria, no ha tenido, por compensación, dotes de mando. El estado de las prisiones es alarmante. No hay disciplina. Los presos se fugan cuando quieren. Hace ya muchos días que estamos para convencer a su Ministro, Albornoz, de que debe sustituirla. Albornoz, aterrado ante la idea de tener que tomar una resolución disgustosa para Victoria, se resistía. De todo lo que ocurre en las prisiones echa la culpa a los empleados, que están descontentos porque no les suben el sueldo. Pero la campaña de prensa contra la Kent ha continuado, y está quedando muy mal. Barrunto que el Ministro ha llevado el asunto a deliberación ante su partido. Así son estos ministros, que para relevar a sus funcionarios tienen que pedir permiso. Sea como quiera, hoy se ha acordado la separación de la Kent y el nombramiento de Sol para sustituirla”.

Victoria Kent se topó con la resistencia del sistema para aplicar las medidas que iban encaminadas a la mejora de las instalaciones penitenciarias.

La abogada radical-socialista, después de su dimisión, será vocal al Patronato de Protección de la Mujer. También participará en la fusión del Partido Radical-Socialista con Acción Republicana, de donde nacerá el Partido de Izquierda Republicana, desde donde Kent formó parte de las listas del Frente Popular, y consiguió un escaño por Jaén en febrero de 1936, el cual había perdido en las elecciones de 1933 por el giro hacia la derecha del Gobierno.

Al estallar la Guerra Civil, el Gobierno la nombró Inspectora de comidas y ropas de los frentes cercanos a Madrid. Al mismo tiempo, y aprovechando los micrófonos de Unión Radio, puso en marcha la campaña de guarderías-refugio destinadas a acoger a los hijos de los combatientes de Madrid. A medida que los frentes se estabilizaron, el programa de guarderías

se extendió a otras zonas. En 1937, con el Gobierno instalado en Valencia, fue destinada a la embajada española en París a fin de coordinar desde allí la evacuación de los niños españoles a terceros países. En 1939, desde esta misma sede diplomática, rescató a refugiados españoles retenidos en campos de concentración galos.

Victoria Kent sólo volvería a España de visita, en 1977, regresando a Nueva York, donde moriría el 25 de septiembre de 1987.

Federica Montseny

In *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, t. I, p. 374-376.

Esta política es la mujer más carismática e importante dentro del anarquismo, hasta el punto que participó en la fundación de la Federación Anarquista Ibérica (FAI) en 1927. Es la única de las mujeres estudiadas hasta el momento que nace en el siglo XX, concretamente en 1905.

Aunque nunca apoyó las tesis de las feministas de su época, fue la única líder femenina de los años 30 que encaró con franqueza los problemas de la sexualidad y la procreación, yugo de la mujer hacia su libertad. Las mujeres anarquistas luchaban por una igualdad entre hombres y mujeres real y no sólo en teoría.

Exponía sus ideas en *La Revista Blanca* desde 1923 hasta su desaparición en 1936. Siempre ligada al anarquismo, se adherirá al Sindicato Único de Profesiones Liberales de Barcelona y, al mismo tiempo, al órgano de expresión cenetista *Solidaridad Obrera*. Aunque nunca abandonó el circuito libertario familiar, empezó a moverse en el sindicalismo cenetista en enero de 1931, cuando se incorporó al Sindicato Único de Profesiones Liberales de Barcelona y, también, a la redacción del periódico *Solidaridad Obrera*, portavoz de la CNT.

En los años 1931-1933, las actitudes de Federica Montseny cimentaron su reputación de anarquista radical que no daba tregua al régimen republicano y defendía el insurreccionalismo anarquista en la prensa y en numerosos mítines y giras de propaganda. Radical fue también su enfrentamiento desde enero de 1931 a la tendencia anarcosindicalista moderada de la CNT.

Federica Montseny no alcanzará puestos de responsabilidad hasta el verano de 1936, cuando se incorporó al Comité Regional de la CNT catalana y al Comité Peninsular de la Federación Anarquista Ibérica (FAI). Sin embargo, Federica Montseny marcará un hito en la historia española y alcanzará el cénit de su carrera con su nombramiento de Ministra de Sanidad y Asistencia Social en el segundo Gobierno de Largo Caballero (5 de noviembre de 1936 a 18 de mayo de 1937). Llevó el anarquismo a su Ministerio tomando decisiones con sus colaboradores por medio de asambleas, apostó por una política sanitaria preventiva y una ley de interrupción voluntaria del embarazo, que estaría ubicada en el tiempo junto a la aprobada por Cataluña en diciembre de 1936. Esta medida, conocida como Reforma eugenésica del aborto, fue promovida por el médico anarquista Félix Martí Ibáñez que, en esa fecha, ocupaba la dirección general del Ministerio de Salud y Asistencia Social de la Generalitat.

Con la caída del Gobierno de Largo Caballero también fue expulsada la CNT-FAI del Gobierno de la República y, con ella, Federica Montseny. Sin embargo, no dejará la actividad política, presidiendo el primer comité enlace CNT-UGT en 1938.

Se hará responsable del Departamento de Sanidad de la Comisión de Batallones de Voluntarios, que intentará organizar la resistencia frente al ejército de Franco en Barcelona. Con la caída de Barcelona, Federica Montseny iniciará el exilio hacia Francia.

Margarita Nelken

In *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, t. I, p. 380-381.

La única mujer que estuvo presente como diputada en las tres legislaturas de la Segunda República fue Margarita Nelken Mausberger, nacida en Madrid en 1894 y miembro del Partido Socialista Obrero Español.

La ideología de Margarita Nelken fue evolucionando a lo largo de su vida, marcando distintas etapas:

1) Feminismo (1920-1931), abogaba por la mejora de las condiciones en que se hallaba la mujer y por el reconocimiento de su trabajo. Ahora bien, se oponía al feminismo integral (feminismo total). No estará convencida de las ventajas que este movimiento acarreará y trata, como gran conocedora que es de su país, de adoptar una perspectiva crítica y práctica, realista, respecto a su implantación en España. El distanciamiento que mantiene con el feminismo aparece cada vez más con tintes sociales establecidos desde un enfoque económico y social.

2) Ideología y militancia política (1931-1939), a partir de ser electa diputada (1931), sustituirá su dedicación a la mujer y se volcará en la política y en los asuntos de gobierno. Su labor social anterior, centrada en la mujer, va cediendo el paso paulatinamente a una dedicación plena a la causa socialista, alimentada por los vientos de la revolución rusa.

3) Exilio y retorno a la crítica de arte (1939-1968), en 1939 comenzaba un largo exilio para Margarita Nelken, primero hacia Francia y, luego, en México, donde vivirá desde diciembre de 1939 hasta su muerte en 1968.

En la segunda etapa se ubica el punto culminante de su carrera política. No va a participar en las discusiones sobre el voto femenino, aunque no va a negar su desacuerdo con la concesión de éste. Si Clara Campoamor se enfrentó a todo su partido por defender el derecho de las mujeres a votar, Margarita Nelken también será contraria a la mayoría de su partido. Esta diputada apostaba primero por la educación y el acceso a un trabajo digno por parte de las mujeres y la concesión del voto, posteriormente.

Margarita Nelken, como ya hemos señalado, hizo suyos los problemas de los campesinos. De este modo, durante la primavera de 1934, fue agente activo en la preparación de la huelga nacional que iban a realizar los campesinos en el mes de junio. Esto, junto a su papel de enlace con los campesinos de Badajoz durante la revolución de Asturias, dio como resultado que Margarita Nelken tuvo que salir hacia París, primero y, finalmente, hacia la URSS. A su regreso fue elegida de nuevo diputada.

Como periodista colaboró en el periódico *El Socialista* de Madrid y fue redactora de *Claridad*, palabra escrita del socialismo “caballerista”⁶⁰. Como crítica de arte y pintora formó parte del Patronato del Museo de Arte Moderno de Madrid.

La actividad política de Margarita Nelken durante la Guerra fue incansable. El 18 de julio estuvo en el Parque de Artillería exigiendo la entrega de armas al pueblo; en agosto, poco después de la caída de Mérida, estuvo en Extremadura y, luego, en Toledo, dando ánimo a las fuerzas que se enfrentaban al ejército rebelde; en noviembre, participó en la defensa de Madrid, y permaneció en la capital después de la marcha del Gobierno de Valencia. Lideró la Unión de Mujeres Antifascistas; promovió la movilización y el trabajo de las mujeres;

⁶⁰ Es decir de la tendencia de Largo Caballero

organizó la protección y evacuación de los niños, y fue, asimismo, activa reportera desde los frentes madrileños. Frustrada porque su activismo no había merecido la plena confianza de sus correligionarios, se incorporó al PCE poco después de la formación del segundo gobierno de Largo Caballero. Culminó así la trayectoria iniciada en 1935 cuando viajó a la Rusia soviética. Vivió la última etapa de la Guerra en Barcelona, en enero de 1939 abandonó la ciudad ante la inminencia de la llegada de las tropas franquistas; el 2 de febrero participó en la última reunión del Parlamento republicano, en el castillo de Figueras, y comenzaría su tercera etapa.

2- La conquista del voto femenino

Todas con la República

In Martínez Sierra, María (María Lejárraga), *La mujer española ante la República. I. Realidad*. p. 14, 27 y 32.

«El motivo primero, esencial, femenino y feminista que debe obligarnos a todas las mujeres españolas, monárquicas, liberales, progresistas, tradicionalistas, socialistas, católicas o librepensadoras, moras o cristianas, a apoyar al actual Gobierno de España, es que su programa, aunque todavía inevitablemente, un poco idealista, es decir, un poco artificial, se acerca mucho más que cualquier otro, monárquico o imperialista, a la ley natural y realista (...) Esperemos que el Gobierno de la Buena Voluntad Española y el de la Generalidad Catalana nos darán derechos que hasta hoy no hemos tenido las mujeres el gusto de disfrutar (...) Mujeres españolas, cualquiera que sea nuestro credo político, estamos, indudablemente, de enhorabuena. Nuestro anhelo, que es el aliento mismo de la vida, ha subido a regir los destinos de España. Alegrémonos, pues, sincera, profunda e imparcialmente. Pero manifestemos nuestro gozo, pagándole en esfuerzo.  A trabajar, hermanas, que obras son amores!».

La República debe liberar a las mujeres

In María Martínez Sierra, conferencia leída en el Ateneo de Madrid, mayo de 1931.
La mujer española ante la República, Madrid (s.e.), 1931, p. 85-87 y 90-9

“...Un régimen de libertad, fundado en lealtad y juego limpio, está obligado a liberar a la mujer, a romper las cadenas seculares, a dejarle las manos libres y a echar sobre sus hombros, para que la lleve a medias con el hombre, la carga de la responsabilidad. Al Gobierno de la Buena Voluntad Española no le conviene tener esclavos a quienes temer ni descontentos a quienes domeñar (...). En España hay muchas más mujeres que hombres y vamos poco a poco aprendiendo a pensar... Somos mal adversario, porque podemos ser buen explosivo. Al Gobierno de la Buena Voluntad le conviene que estemos a su lado libremente (...). Y en esto también nuestro espíritu de mujer puede ser precisamente el que está haciendo falta. Sin que el espíritu femenino colabore con el masculino en la confección de la Ley, nunca será ella ni justa ni completa. Pondré un ejemplo para aclarar la idea. Supongamos que se trata de acabar con la guerra, de llegar al desarme definitivo. Bien claro se ha visto en la última guerra. En cuanto se apeló con hábiles campañas de prensa al valor de los hombres y a la defensa de la Patria (...) hasta las mismas grandes agrupaciones socialistas tomaron las armas y votaron los créditos de guerra. No lo hubiéramos votado las mujeres. No lo votaremos jamás.”

Clara Campoamor, Introducción a Mi pecado mortal. El voto femenino y yo

In *Mi pecado mortal. El voto femenino y yo*, p. 13-14

[Este libro en el que Clara Campoamor explica y justifica su defensa del voto femenino en las Cortes Constituyentes de la República fue redactado en 1936]

Defendí esos derechos [femeninos] contra la oposición de los partidos republicanos más numerosos del Parlamento, contra mis afines. Triunfó la concesión del voto femenino por los votos del Partido Socialista (con destacadas deserciones), de pequeños núcleos republicanos: catalanistas, Progresistas, Galleguistas y Al Servicio de la República, y en la primera votación de los que recayeron por las derechas. En la última y definitiva, por la retirada de las derechas sin sus votos. [...]

Finada la controversia parlamentaria con el reconocimiento total del derecho femenino, desde diciembre de 1931 he sentido penosamente en torno mío palpar el rencor. Razón aparente; que el voto había herido de muerte a la República⁶¹: que la mujer, entregada al confesonario, votaría a favor de las derechas jesuíticas y monárquicas. [...]

No será necesario insistir en lo que ocurrió cuando las elecciones de noviembre de 1933, dando el triunfo a las derechas, confirmaron aparentemente aquellos vaticinios. [...]

Las causas de la derrota de los republicanos fueron obra de ellos mismos y estaban claras. Era de esperar que una vez rectificadas los errores preelectorales y garantizada la rectificación de los gubernamentales, que no fueron pocos, ya que desde 1931 no los acompañó el acierto, el resultado decapitaría lo que fue espantable hidra del voto femenino torpedeador de la república y la calma, si no la justicia, matizaría los juicios sobre mi modesta persona a cuenta de mi legítima actuación parlamentaria en defensa del derecho femenino. [...]

Transcurridos cinco años, a las elecciones de 1933 han seguido las de febrero de 1936. En ellas sin errores izquierdistas, ha triunfado anchamente el Frente Popular. ¿Han enmudecido los misóginos políticos?

Me han referido que hasta se creyó del caso celebrar en la Plaza de Toros un acto de homenaje a la mujer, en el cual, mano a mano con titiriteros y bailadoras—qué cuesta hacer algo en serio cuando de la mujer se trata—, se la dijo de nuevo “que había votado mal en 1933, pero que ahora se había redimido”, triste inclinación de los humanos que no pueden decir una lisonja una verdad sin darle un pisotón a otra.

Clara Campoamor, Por qué defendí el voto femenino (1)

Mi pecado mortal. El voto femenino y yo, p. 17-19

No defendí el derecho de la mujer tan sólo por imperativos de conciencia frente a mi sexo. Nadie me supera en la inquietud vigilante por los destinos de la República, que es para mí, por mis gustos sencillos, mi independencia modesta y mi largo ideal, cosa muy distinta de la material y tangible que pueda ser para viajeros impacientes llegados con apremios de última hora a esta estación, resueltos a tomar ventanilla.

En la defensa de la realización política de la mujer sustenté el criterio de ser su

⁶¹ Para el socialista Indalecio Prieto, la decisión parlamentaria de otorgar el voto a las mujeres había sido una “puñalada tramera a la República”.

incorporación una de las primeras necesidades del Régimen, que si aspiraba a variar la faz de España no podría lograrlo sin destruir el divorcio ideológico que el desprecio del hombre hacia la mujer, en cuanto no fueran íntimos esparcimientos o necesidades caseras, imprimía a las relaciones de los sexos.

El hombre *liberal* español, que se llama de *ideas avanzadas*, en general — y salvo excepciones, cuanto más reducidas más honrosas, y son honrosísimas por reducidas —, consentía y alentaba una incomprensible dualidad ideológica en el hogar en el que parecían convivir el sentimiento liberal, avanzado, republicano y laico del varón, con el ultramontano y católico militante de la mujer.

Oí en una ocasión este argumento de un republicano ardoroso, de agudo sentido liberal, y, por lo demás, hombre respetable y respetado, que en una discusión me arguyó:

“Es bueno que la mujer tenga el freno de la Iglesia.”

Juicio que descubre todo el profundo desprecio masculino por la hembra, a quien se considera precisada de freno; toda la impotencia del hombre laico y liberal para comunicar el ideal que sirve, y toda la falta de ética al confiar la misión del bocado a la Iglesia, que teme y combate.

Todo ello sin perjuicio de la contingencia de explotar en beneficio del laico la influencia que la mujer rebelde sometida a doma pueda aportar en su trato con el frenador.

Mientras existiera la dualidad del hombre liberado, según creía, de prejuicios, y de la mujer entregada a tutela tan opuesta a los ideales que él creía defender, no habría, en mi sentir, forma hábil de que España diera un paso en el camino de las libertades.

Se había enseñado reiteradamente a la mujer que había un poder, político, como todos los poderes, y una ideología, superiores a los del hombre liberal; la mujer regía la educación de la prole y no habría de considerar funesto para ésta el freno que a ella se le preconizaba; la mujer en el hogar era factor discordante con las actividades seudoliberales del hombre, y no careciendo de condiciones para imponer su criterio, recta o tortuosamente trataría de imponerlo. Los republicanos han proclamado sin recato que no confiaban en el sentido liberal de sus mujeres; es que no han podido o no han intentado convencerlas; pero las mujeres no nos han referido nada de si lograron quebrantar en los hombres su llamado sentimiento laico y liberal.

Apenas galleaban los jóvenes hijos del laico liberal, a pesar de hallarse casi todos educados en conventos religiosos, se adueñarían de las teorías paternas y a su vez buscarían mujer de pensamiento análogo al de la madre. Ellos continuarían combatiendo en el exterior “la negra influencia del clero”.

Con estos liberales, con estos laicos, con estos republicanos, se ha asentado en crecido número la segunda Republica española.

Un mínimo deseo de claridad, de lógica en las conductas, y de posibilidades para una España futura, que destruyeran los efectos lamentables de esa hipocresía del hombre español, aconsejaban incorporar la mujer a los derechos y deberes de la vida pública, señalándole el camino de la libertad, que sólo se gana actuándola.

Esa finalidad fue para mí, la más importante, y en mi criterio pesaba más y pasaba antes que el derecho legítimo e indiscutible de la mujer a salir de la servidumbre histórica en que la tenían las leyes hechas por el varón.

Clara Campoamor, Por qué defendí el voto femenino (2)

Mi pecado mortal. El voto femenino y yo, p.19-21

Ni mi actuación anterior a las posibilidades que ofrecía la República, ni mi pensamiento al defender el voto en el Parlamento, obedecieron principalmente a un convencimiento típicamente feminista, aun cuando esa sea su lógica traducción.

Digamos también que la definición de *feminista* con la que el vulgo, enemigo de la realización jurídica y política de la mujer, pretende malévolamente indicar algo extravagante, asexuado y grotesco, no indica sino lo partidario de la realización plena de la mujer en todas sus posibilidades, por lo que debiera llamarse humanismo; nadie llama hominismo al derecho del hombre a su completa realización.

Pero ni aun así tomé nunca parte muy activa en las llamadas campañas feministas, que tímidamente florecían en nuestro suelo. No porque no me parecieran justas, sino porque creo que la libertad se alcanza por propio esfuerzo y personal labor; que el camino para conquistarla lo iniciaba asimismo el hecho económico, por el que fatalmente eran lanzadas a la actividad exterior numerosas mujeres, y ante esa realidad, eran inútiles todas las prédicas vertidas casi siempre sobre señoras de su casa que sin el espolazo de las realidades acudían a las Asociaciones feministas y eran elemento poco decidido a la actuación; que la lucha verdadera y fecunda de las mujeres para la conquista de sus libertades, nacería después, cuando llevadas por la necesidad fuera del hogar a los puestos secundarios y subalternos que en todos los Ministerios, Administraciones, Bancos e Industrias iban preparando para ellas los varones, con el previsor designio de encasillar en ellos a sus hijas, hermanas, sobrinas y algunas veces, más de las justas, a sus amiguitas, fueran conociendo en esos puestos la avidez masculina, su desdén por la mujer fuera del hogar y los ataques, postergaciones y enemiga que del varón recibieran en su vida de trabajo, les enseñase la necesidad vital de alzarse un día, resueltas y unidas, contra la injusticia.

Lo que sí tuve a partir del año 22 fue una actividad individual de conferenciante y polemista en toda posible ocasión.

Mi pensamiento era más político y nacional, más amplio y objetivo que el concreto feminista. Consideraba fatal para un resurgimiento de la libertad y la justicia que veía en la República, el divorcio espiritual de hombres y mujeres en España.

Las posibilidades circunstanciales prestaron nuevo impulso a mi ánimo. Los partidos que venían a incorporarse con personalidad rectora a la política tenían todos en sus programas la igualdad de derechos para los sexos; la República prometió su liberación a la mujer, la apuntó en la actuación del Gobierno provisional; hombres y mujeres la esperábamos. En los actos de propaganda de las elecciones del 12 de abril y de las Constituyentes, unos y otras la anunciábamos y el pueblo la acogía con simpático asenso. Quedó casi consagrada al conceder a la mujer el derecho de elegibilidad por el decreto de mayo que convocara a elecciones de diputados para las Constituyentes.

Y al encontrarme en la Cámara con la oposición de elementos republicanos, hombres y mujer, a aquella consagración, yo sentí vibrar en mí, imperativo, lesionado, el espíritu de mi sexo; vi con mayor claridad, por los elementos de la oposición, que en ello iba el futuro de España y que mi deber era luchar por conseguirlo, reuniendo todos mis recursos y toda mi capacidad de lucha.

Debate constitucional sobre el voto femenino, 30-IX-1931

In *Diario de sesiones de las Cortes Constituyentes de la República española*, p. 1338-1340

El Sr. **JUARROS**: Respecto al pretendido histerismo de la mujer se ha jugado aquí excesivamente con un vocablo técnico empleado sin suficientes conocimientos de su significado; la mujer no es histérica sino en determinado número de casos; el histerismo constituye una enfermedad, no exclusiva del sexo femenino. Es igualmente patrimonio del hombre, pese al significado de la palabra⁶², y además de serlo, cada vez abunda más en la sociedad actual el tipo de hombre histérico.

Hay otra razón que impele a esta minoría a sostener la conveniencia de conceder el voto a la mujer. Que sólo los hombres puedan votar a la mujer, plantea el siguiente problema: la mujer que viene a la Cámara lo hace elegida por sentimientos y razones de índole masculina; pero no de índole femenina. Representa, por tanto, una opinión masculina: la que la ha votado. Mientras la mujer no tenga el voto de las demás mujeres, no se puede afirmar, no se puede afirmar seriamente que representa al sexo femenino. Si tiene características que biológicamente le han sido otorgadas al sexo, no es lícito desconocerlo. Constituyen más de la mitad de la Nación, y no es posible hacer labor legislativa seria prescindiendo de más de la mitad de la Nación. La mujer representa un sentimiento de maternidad que el hombre no puede ni concebir. La psicología de la mujer es distinta de la del hombre, y por ello resulta bufo y cómico el que ciertos escritores pretendan conocer el alma femenina. (**Rumores.**) Probablemente el alma femenina no la conoce la misma mujer (**Risas.**), porque debido al régimen de inferioridad en que ha vivido hasta estos últimos tiempos, la mujer se habituó a situaciones de defensa, que le impidieron desarrollar su temperamento de manera tan amplia, tan liberal y tan abierta como le ha sido posible al hombre.

Estas son las razones esenciales por las cuales esta minoría cree que se debe conceder el voto a la mujer y por qué se la debe conceder a la misma edad que a los hombres. Representarán un sentido de la vida distinto del propio del hombre. Un hombre solo no representa el ideal biológico si no va unido a una mujer. Aisladamente, ni el pensamiento de un hombre ni el de una mujer pueden traducir el progreso del pensamiento social. [...]

Se leyó por segunda vez la siguiente enmienda del Sr. Guerra del Río al mismo artículo:

"Los Diputados que suscriben proponen la siguiente enmienda al actual art. 36 del proyecto de Constitución:

Dicho artículo quedará redactado del modo siguiente:

"Los ciudadanos de uno y otro sexo mayores de veintitrés años tendrán los derechos electorales que determinen las leyes."

Palacio del Congreso, 30 de Septiembre de 1931 .—Rafael Guerra del Río.—José Alvarez Buylla.—Luis Cordero Bell.—José Templado.—Vicente Cantos.—Javier Elola.—Miguel Rivera."

El Sr. **PRESIDENTE**: El Sr. Guerra del Río tiene la palabra.

El Sr. **GUERRA DEL RIO**: Comprenderá la Cámara, si se ha fijado, que la intención de la enmienda es exclusivamente dejar para una futura ley Electoral, y sin prejuzgar, el derecho al sufragio activo de la mujer. Cuando discutimos en la minoría radical este asunto, que nos ha preocupado grandemente, el primer día, en la primera ocasión, acordamos que la minoría

⁶² Se refiere el doctor Juarros a la etimología del vocablo "histerismo" que procede de la palabra "útero".

radical votaría de acuerdo con lo que se propone en el dictamen de la Comisión; es decir, la igualdad derechos para hombres y mujeres; y, sin embargo, la minoría se ha revotado y viene hoy a decir a la Cámara que considere si no será peligroso, si no puede ser incluso un peligro grave, y sobre todo irreparable mañana, el que desde hoy digamos que las mujeres tienen derecho a votar.

Nosotros compartimos los deseos y los. anhelos de cuantos aspiran a la igualdad de sexos en esta materia. Nosotros compartimos también algo a lo que se refería hace poco Trifón Gómez, cuando nos hablaba, quizás viendo este peligro, de necesidad absoluta de que inmediatamente de acordado el voto a la mujer nos lanzáramos a una campaña de propaganda que la elevara a la necesaria altura, a la educación política que la haga digna de este derecho y, sobre todo, que evite el peligro que nosotros prevemos. Nosotros tememos por la República el voto de la mujer; desearíamos tener la esperanza de que hoy día s mujeres de España votarían como votaran los hombres el día 12 de Abril; pero así como nosotros tenemos la prueba plena de que los varones de España son una garantía para la República, tememos que el voto de la mujer venga a unirse a los que aquí forman la extrema derecha. **(Rumores en la minoría vasconavarra.— Varios señores Diputados pronuncian palabras que no se perciben.)** Yo digo que me parece muy razonable, que me parece, no ya hábil, sino derecho de legítima defensa, la actitud de esa minoría que propugna por el voto de la mujer. **(Siguen los rumores.-La Srta. Campoamor:** Y la de enfrente.) Pero llamo la atención de los republicanos sobre el peligro que esto significa, y yo les digo: negar el voto a la mujer, no; pero que se reserve la República el derecho para concederlo en una ley Electoral, para negarle al día siguiente si la mujer vota con los curas y con la reacción. **(Aplausos y protestas.)**

Tenemos el problema vivo; que la República no peque de cándida y no quedemos amarrados los brazos por un precepto constitucional, que mañana nos impida, a no ser pasando por encima de la Constitución, defender a la mujer, defender nuestra Patria y defender a la República contra esa parte del sufragio que, hasta hoy, no ha sido experimentado en España. Por la tanto, yo ruego a la Cámara, sin cansarla un minuto más, que teniendo la convicción, como tenemos, de que debemos aspirar a esa igualdad de derechos, en cuanto al sufragio, nos reservemos el arma defensiva de la República, de conceder ese voto en una ley, votada en Cortes, pero que pueda ser derogada por las mismas Cortes que la votaran. **(Aplausos.)**

La Srta. CAMPOAMOR: Pido la palabra.

El Sr. PRESIDENTE: La tiene S. S.

La Srta. CAMPOAMOR: Señores Diputados, yo lamento vivamente tener que levantarme en estos momentos a pronunciar unas brevísimas palabras. Se está haciendo una Constitución de tipo democrático, por un pueblo que tiene escrito como lema principal, en lo que llamo yo el arco de triunfo de su República, el respeto profundo a los principios democráticos. Yo no sé, ni puedo, ni debo, ni quiero, explicar que no es posible sentar el principio de que se han de conceder unos derechos si han de ser conformes con lo que nosotras deseamos, y previendo la contingencia de que pudiese no ser así, revocarlos el día de mañana. Eso no es democrático. **(Muy bien.—Un Sr. Diputado:** ¿Cómo conocéis el alma de la mujer!) En otras partes, digo yo, a título de radical, en otras partes está el peligro del Cura y de la reacción; no en la mujer. **(Un Sr. Diputado:** ¿Cómo que no!)

Señores Diputados, yo hablo en nombre de una convicción, y recuerdo que, allá lejos, en la historia, Breno echa su espada en la balanza para aumentar el precio del rescate, y yo, coma prueba de mi convicción, quisiera echar en la balanza la cabeza y el corazón. Yo no creo, no puedo creer, que la mujer sea un peligro para la República, porque yo he visto a la mujer reaccionar ante a la Dictadura y con la República. **(Rumores.)** Lo que pudiera ser un peligro

es que la mujer pensara que la Dictadura la quiso atraer y que República la rechaza; ese sería el peligro; porque aunque lo que la Dictadura le concedió fue la igualdad en la nada, como me he complacido yo siempre en decir, lo cierto es que, dentro de su sistema absurdo e ilegal, llamaba a la mujer a unos pretendidos derechos y cuando la mujer, al advenimiento de la República, asistió al hombre en la forma que lo hizo... (**El Sr. Pérez Madrigal**: ¿Y la telefonista de Ayerbe?⁶³) No la dé S.S. el voto, Sr. Madrigal, córtele la cabeza si quiere. (Rumores.-Un Sr. Diputado de la minoría socialista: ¿y las que trabajan en las fábricas lo mismo que los hombres, no tienen derechos?)

Señores Diputados, como entiendo que esta es una convicción que está muy firme, muy clara, en el espíritu de todos, que nada se va a lograr con palabras y que va a resolverlo por último la votación, me limito a decir lo siguiente: La enmienda que acaba de presentarse es, en primer lugar, una forma de engañarnos nosotros mismos; porque hurtar el problema a estas Cortes, para que una ley posterior a las Cortes futuras lo resuelvan, es una falta de decisión en las Cortes Constituyentes de la Nación, es, si me permitís una debilidad en la resolución. (**Varios señores Diputados**: Exacto.) Resolved lo que queráis, pero afrontando la responsabilidad de dar entrada a esa mitad de género humano en la política, para que la política sea cosa de dos, porque sólo hay una cosa que hace un sexo sólo: alumbrar; las demás las hacemos todos en común, y no podéis venir aquí vosotros a legislar, a votar impuestos, a dictar deberes, a legislar sobre la raza humana, sobre la mujer y sobre el hijo, aislados, fuera de nosotras.

El Dr. Juarros tenía mucha razón cuando decía que nosotras aquí no representamos la voluntad femenina; somos una creación, casi puede decirse que seríamos una ficción, con la cual tratábais de cohonestar vuestra timidez para compartir con la mujer vuestro derecho y vuestro pudor de mostraros ante el mundo con algún adelanto; casi podría decirse que nosotras, mujeres, deberíamos negarnos a aceptar el derecho pasivo si no concedéis a nuestras hermanas el derecho activo, porque no debemos prestarnos a contribuir a la farsa. Una mujer, dos mujeres ¿qué hacen en un Parlamento de 465 Diputados? Dar una nota de color, prestarse a una broma, es decir, contribuir a que rija ese falso principio de la igualdad de los sexos, ese que, como verdadero, habéis votado ayer, Sres. Diputados. Nos habéis dicho que no habrá desigualdad en los sexos, nos habéis dicho que el sexo no es privilegio; pues bien, Sres. Diputados, al votar una Constitución democrática, después de haber afirmado que todos los españoles son iguales, que no hay privilegios de sexo, ¿os atrevéis ahora a que vaya este problema a otras Cortes más decididas que las actuales? Hacedlo, pero habréis echado en el hemicycle, en jirones y destrozadas, la lógica y la equidad. (**Muy bien. — Aplausos.**)

El Sr. **PRESIDENTE**: Tiene la palabra el señor Rico para explicar el voto.

El Sr. **RICO**: Voy a explicar, no sé si estará muy dentro de la ortodoxia de Acción Republicana la posición nuestra o de algunos de nosotros frente a la enmienda presentada por el partido radical, integrante también de la Alianza Republicana, y no teman los Sres. Diputados, no tema la representación femenina, que por honor de ellas y con gusto y alegría de todos está en la Cámara, que mis palabras hayan de ser ni estridentes ni negatorias del derecho que proclamaba la Srta. Campoamor y que suscribo en todas sus partes. Si la República rectificara en el día de hoy el criterio mantenido por el Gobierno provisional de dar entrada aquí a la mujer (y en representación de ella están la Srta. Campoamor y la señorita Kent), verdaderamente se echaría una mancha imborrable en la historia de la República. Si negáramos en la Constitución que la mujer tenía el derecho electoral activo y pasivo, realizaríamos una obra antidemocrática; pero no ha vista la señorita Campoamor y debe verlo,

⁶³ Cuando la sublevación republicana contra la república en Jaca de los capitanes Fermín Galán y Ángel García Hernández (en diciembre de 1930), las telefonistas de Ayerbe informaron a las autoridades de lo que pasaba y fueron posteriormente condecorados por su actuación.

y debe verlo con ella toda la Cámara, que el alcance de la enmienda presentada por la minoría radical es muy distinta, porque habla únicamente de suprimir la palabra “mismos” que enlaza los derechos electorales del hombre y de la mujer. La mujer, en la Constitución de la República, encuentra el reconocimiento de su personalidad política; encuentra el reconocimiento constitucional de su derecho electoral activo y pasivo; lo único que pedimos es que se regule la forma de ejercitar este derecho con arreglo a las posibilidades históricas y políticas del momento en que nos hallamos. **(Muy bien, muy bien.)**

La Constitución de la República española proclama la igualdad de sexos y la igualdad de derechos en el hombre y en la mujer; pero ¿ha pasado por la imaginación de ningún Diputado de las Cortes Constituyentes que las mujeres puedan prestar el servicio militar? ¿Ha pasado por la imaginación de ninguno de nosotros el exigirlo? **(La Srta. Campoamor:** En el artículo siguiente está.) ¿Podrá optar la mujer a todos los cargos públicos? Pero, Srta. Campoamor, la esclavitud de la mujer, contra la que teóricamente hemos protestado y protestamos en el momento actual; esa esclavitud de la que la República ha de procurar emancipar a la mujer hasta los límites más absolutos, no es una casa aislada es un hecho secular que tiene raíz y entronque en toda la legislación española, con arreglo a la cual varía la capacidad jurídica de la mujer según su estado, y no crea que sería prudente resolver de un plumazo, en un precepto constitucional, no ya el reconocimiento de una personalidad a la mujer, el reconocimiento de un derecho electoral, sino establecer sin regulación alguna la igualdad absoluta de derechos con el varón.

Negar el derecho electoral a la mujer sería injusticia y sería labor antidemocrática; reconocerlo ahora mismo, sin meditación, con una igualdad absoluta, sería imprudencia que podría perjudicar a la República. Reconozcamos todos unidos, con el entusiasmo que merece el ideal democrático que representa, el derecho de la mujer que los siglos desconocieron y atropellaron, y que la República hoy reconoce y establece como principio inconvencible en su Constitución; pero dejemos para la ley Electoral el condicionar ese derecho y el establecer las diferenciaciones, que no serán producto de la voluntad, sino consecuencia obligada de aquella esclavitud, de aquella sumisión en que la mujer ha vivido, y con el tiempo irá preparándose para que la igualdad de derechos pueda ser efectiva.

No es otro el alcance de la enmienda de la minoría radical, y por eso la votaremos, porque representa el reconocimiento de un derecho que está en la voluntad de todos conceder, pero poniendo un valladar al peligro que la igualdad absoluta podría traer. **(Aplausos.)**

Discurso de Victoria Kent ante las Cortes sobre el voto femenino, 1 de octubre de 1931

La Srta. **KENT**: Señores Diputados, pido en este momento a la Cámara atención respetuosa para el problema que aquí se debate, porque estimo que no es problema nimio, ni problema que debemos pasar a la ligera; se discute, en este momento, el voto femenino y es significativo que una mujer como yo, que no hago más que rendir un culto fervoroso al trabajo, se levante en la tarde de hoy a decir a la Cámara, sencillamente, que creo que el voto femenino debe aplazarse. **(Muy bien.- Aplausos)** Que creo que no es el momento de otorgar el voto a la mujer española. **(Muy bien.)** Lo dice una mujer que, en el momento crítico de decirlo, renuncia a un ideal. **(El Sr. Guerra del Río: Los cavernícolas hablan de pastel.)** Quiero significar a la Cámara que el hecho de que dos mujeres, que se encuentran aquí reunidas, opinen de manera diferente, no significa absolutamente nada, porque, dentro de los mismos partidos y de las mismas ideologías, hay opiniones diferentes. Tal ocurre en el partido radical, donde la Srta. Campoamor figura, y el Sr. Guerra del Río también. Por tanto, no creo que esto sea motivo para esgrimirlo en un tono un poco satírico, y que a este problema hay que considerarle en su entraña y no en su superficie.

En este momento vamos a dar o negar el voto a más de la mitad de los individuos españoles y es preciso que las personas que sienten el fervor republicano **(Muy bien)**, el fervor democrático y liberal republicano nos levantemos aquí para decir: es necesario aplazar el voto femenino. **(Muy bien)**. Y es necesario Sres. Diputados aplazar el voto femenino, porque yo necesitaría ver, para variar de criterio, a las madres en la calle pidiendo escuelas para sus hijos; yo necesitaría haber visto en la calle a las madres prohibiendo que sus hijos fueran a Marruecos; yo necesitaría ver a las mujeres españolas unidas todas pidiendo lo que es indispensable para la salud y la cultura de sus hijos. Por eso Sres. diputados, por creer que con ello sirvo a la República, como creo que la he servido en la modestia de mis alcances, como me he comprometido a servirla mientras viva, por este estado de conciencia es por lo que me levanto en esta tarde a pedir a la Cámara que despierte la conciencia republicana, que avive la fe liberal y democrática y que aplaze el voto para la mujer. Lo pido porque no es que con ello merme en lo más mínimo la capacidad de la mujer; no, Sres. Diputados, no es cuestión de capacidad; es cuestión de oportunidad para la República. Por esto pido el aplazamiento del voto femenino o su condicionalidad; pero si condicionamos el voto de la mujer, quizás pudiéramos cometer alguna injusticia. Si aplazamos el voto femenino no se comete injusticia alguna, a mi juicio. Entiendo que la mujer, para encariñarse con un ideal, necesita algún tiempo de convivencia con la República; que vean las mujeres que la República ha traído a España lo que no trajo la monarquía: esas veinte mil escuelas de que nos hablaba esta mañana el Ministro de Instrucción pública, esos laboratorios, esas Universidades populares, esos Centros de cultura donde la mujer pueda depositar a sus hijos para haberlos verdaderos ciudadanos.

Cuando transcurran unos años y vea la mujer los frutos de la República y recoja la mujer en la educación y en la vida de sus hijos los frutos de la República, el fruto de esta República en la que se está laborando con este ardor y con este desprendimiento, cuando la mujer española se dé cuenta de que sólo en la República están garantizados los derechos de ciudadanía de sus hijos, de que sólo la República ha traído a su hogar el pan que la monarquía no les había dejado, entonces, Sres. Diputados, la mujer será la más ferviente, la más ardiente defensora de la República; pero, en estos momentos, cuando acaba de recibir el Sr. Presidente firmas de mujeres españolas que, con su buena fe, creen en los instantes actuales que los ideales de España deben ir por otro camino, cuando yo deseaba fervorosamente unos millares de firmas

de mujeres españolas de adhesión a la República (**La Srta. Campoamor:** Han venido.), cuando yo deseaba miles de firmas y miles de mujeres en la calle gritando "¡Viva la República!" y "¡Viva el Gobierno de la República!", cuando yo pedía que aquella caravana de mujeres españolas que iban a rendir un tributo a Primo de Rivera tuviera una compensación de estas mismas mujeres españolas a favor de la República, he de confesar humildemente que no la he visto, que yo no puedo juzgar a las mujeres españolas por estas muchachas universitarias que estuvieron en la cárcel, honra de la juventud escolar femenina, porque no fueron más que cuatro muchachas estudiantes. No puedo juzgar tampoco a la mujer española por estas obreras que dejan su trabajo diariamente para sostener, con su marido, su hogar. Si las mujeres españolas fueran todas obreras, si las mujeres españolas hubiesen atravesado ya un periodo universitario y estuvieran liberadas en su conciencia, yo me levantaría hoy frente a toda la Cámara para pedir el voto femenino. (**Muy bien.- Aplausos.**)

Pero en estas horas yo me levanto justamente para decir lo contrario y decirlo con toda la valentía de mi espíritu, afrontando el juicio que de mí puedan formar las mujeres que no tengan ese fervor y estos sentimientos republicanos que creo tener. Es por esto por lo que claramente me levanto a decir a la Cámara: o la condicionalidad del voto o su aplazamiento; creo que su aplazamiento sería más beneficioso, porque lo juzgo más justo, como asimismo que, después de unos años de estar con la República, de convivir con la República, de luchar por la República y de apreciar los beneficios de la República, tendríais en la mujer el defensor más entusiasta de la República. Por hoy, Sres. Diputados, es peligroso conceder el voto a la mujer. Yo no puedo sentarme sin que quede claro mi pensamiento y mi sentimiento y sin salvar absolutamente para lo sucesivo mi conciencia. He ahí lo que quería exponer a la Cámara. (**Grandes aplausos.**)

Discurso de Clara Campoamor en las Cortes el 1 de octubre de 1931

Señores diputados: lejos yo de censurar ni de atacar las manifestaciones de mi colega, señorita Kent, comprendo, por el contrario, la tortura de su espíritu al haberse visto hoy en trance de negar la capacidad inicial de la mujer. Creo que por su pensamiento ha debido de pasar, en alguna forma, la amarga frase de Anatole France cuando nos habla de aquellos socialistas que, forzados por la necesidad, iban al Parlamento a legislar contra los suyos.

Respecto a la serie de afirmaciones que se han hecho esta tarde contra el voto de la mujer, he de decir, con toda la consideración necesaria, que no están apoyadas en la realidad. Tomemos al azar algunas de ellas. ¿Que cuándo las mujeres se han levantado para protestar de la guerra de Marruecos? Primero: ¿y por qué no los hombres? Segundo: ¿quién protestó y se levantó en Zaragoza cuando la guerra de Cuba más que las mujeres? ¿Quién nutrió la manifestación pro responsabilidades del Ateneo, con motivo del desastre de Annual, más que las mujeres, que iban en mayor número que los hombres?

¡Las mujeres! ¿Cómo puede decirse que cuando las mujeres den señales de vida por la República se les concederá como premio el derecho a votar? ¿Es que no han luchado las mujeres por la República? ¿Es que al hablar con elogio de las mujeres obreras y de las mujeres universitarias no está cantando su capacidad? Además, al hablar de las mujeres obreras y universitarias, ¿se va a ignorar a todas las que no pertenecen a una clase ni a la otra? ¿No sufren éstas las consecuencias de la legislación? ¿No pagan los impuestos para sostener al Estado en la misma forma que las otras y que los varones? ¿No refluye sobre ellas toda la consecuencia de la legislación que se elabora aquí para los dos sexos, pero solamente dirigida

y matizada por uno? ¿Cómo puede decirse que la mujer no ha luchado y que necesita una época, largos años de República, para demostrar su capacidad? Y ¿por qué no los hombres? ¿Por qué el hombre, al advenimiento de la República, ha de tener sus derechos y han de ponerse en un lazareto los de la mujer?

Pero, además, señores diputados, los que votasteis por la República, y a quienes os votaron los republicanos, medita un momento y decid si habéis votado solos, si os votaron sólo los hombres. ¿Ha estado ausente del voto la mujer? Pues entonces, si afirmáis que la mujer no influye para nada en la vida política del hombre, estáis –fijaos bien– afirmando su personalidad, afirmando la resistencia a acatarlos. ¿Y es en nombre de esa personalidad, que con vuestra repulsa reconocéis y declaráis, por lo que cerráis las puertas a la mujer en materia electoral? ¿Es que tenéis derecho a hacer eso? No; tenéis el derecho que os ha dado la ley, la ley que hicisteis vosotros, pero no tenéis el derecho natural fundamental, que se basa en el respeto a todo ser humano, y lo que hacéis es detentar un poder; dejad que la mujer se manifieste y veréis como ese poder no podéis seguir detentándolo. **(Sr. Tapia:** Se manifiesta en las procesiones.) En las procesiones, Sr. Tapia, van muchos más hombres que mujeres.

No se trata aquí esta cuestión desde el punto de vista del principio, que hartos claro está, y en vuestras conciencias repercute, que es un problema de ética, de pura ética reconocer a la mujer, ser humano, todos sus derechos, porque ya desde Fichte, en 1796, se ha aceptado, en principio también, el postulado de que sólo aquel que no considere a la mujer un ser humano es capaz de afirmar que todos los derechos del hombre y del ciudadano no deben ser los mismos para la mujer que para el hombre. Y en el Parlamento francés, en 1848, Victor Considerant se levantó para decir que una Constitución que concede el voto al mendigo, al doméstico y al analfabeto –que en España existe– no puede negárselo a la mujer. No es desde el punto de vista del principio, es desde el temor que aquí se ha expuesto, fuera del ámbito del principio –cosa dolorosa para un abogado–, como se puede venir a discutir el derecho de la mujer a que sea reconocido en la Constitución el de sufragio. Y desde el punto de vista práctico, utilitario, ¿de qué acusáis a la mujer? ¿Es de ignorancia? Pues yo no puedo, por enojosas que sean las estadísticas, dejar de referirme a un estudio del señor Luzuriaga acerca del analfabetismo en España.

Hace él un estudio cíclico desde 1868 hasta el año 1910, nada más, porque las estadísticas van muy lentamente y no hay en España otras. ¿Y sabéis lo que dice esa estadística? Pues dice que, tomando los números globales en el ciclo de 1860 a 1910, se observa que mientras el número total de analfabetos varones, lejos de disminuir, ha aumentado en 73.082, el de la mujer analfabeta ha disminuido en 48.098; y refiriéndose a la proporcionalidad del analfabetismo en la población global, la disminución en los varones es sólo de 12,7 por cien, en tanto que en las hembras es del 20,2 por cien. Esto quiere decir simplemente que la disminución del analfabetismo es más rápida en las mujeres que en los hombres y que de continuar ese proceso de disminución en los dos sexos, no sólo llegarán a alcanzar las mujeres el grado de cultura elemental de los hombres, sino que lo sobrepasarán. Eso en 1910. Y desde 1910 ha seguido la curva ascendente, y la mujer, hoy día, es menos analfabeta que el varón. No es, pues, desde el punto de vista de la ignorancia desde el que se puede negar a la mujer la entrada en la obtención de este derecho. **(Muy bien)**

Otra cosa, además, al varón que ha de votar. No olvidéis que no sois hijos de varón tan sólo **(Risas)**, sino que se reúne en vosotros el producto de los dos sexos.

En ausencia mía y leyendo el diario de sesiones, pude ver en él que un doctor hablaba aquí de que no había ecuación posible y, con espíritu heredado de Moebius y Aristóteles, declaraba la incapacidad de la mujer. A eso, un solo argumento: aunque no queráis y si por acaso admitís la incapacidad femenina, votáis con la mitad de vuestro ser incapaz. Yo y todas las mujeres a

quienes represento queremos votar con nuestra mitad masculina, porque no hay degeneración de sexos, porque todos somos hijos de hombre y mujer y recibimos por igual las dos partes de nuestro ser. Este principio lo oía yo explicar con clarividencia magnífica al insigne maestro Unamuno, refiriéndose a una discusión con D^a Emilia Pardo Bazán, discusión en que ésta se hallaba atenazada con el argumento de la incapacidad heredada y, al fin, él le dio la salida en este magnífico argumento que luego han desarrollado los biólogos. Somos producto de dos seres; no hay incapacidad posible de vosotros a mí, ni de mí a vosotros. Desconocer esto es negar la realidad evidente. Negadlo si queréis; sois libres de ello, pero sólo en virtud de un derecho que habéis (perdonadme la palabra, que digo sólo por su claridad y no con espíritu agresivo) detentado, porque os disteis a vosotros mismos las leyes; pero no porque tengáis un derecho natural para poner al margen a la mujer.

Yo, señores diputados, me siento ciudadano antes que mujer, y considero que sería un profundo error político dejar a la mujer al margen de ese derecho, a la mujer que espera y confía en vosotros; a la mujer que, como ocurrió con otras fuerzas nuevas en la revolución francesa, será indiscutiblemente una nueva fuerza que se incorpora al derecho y no hay sino que empujarla a que siga su camino. No dejéis a la mujer que, si es regresiva, piense que su esperanza estuvo en la dictadura; no dejéis a la mujer que piense, si es avanzada, que su esperanza de igualdad está en el comunismo. No cometáis, señores diputados, ese error político de gravísimas consecuencias. Salváis a la República, ayudáis a la República atrayéndoos y sumándoos esa fuerza que espera ansiosa el momento de su redención.

Cada uno habla a virtud de una experiencia y yo os hablo en nombre de la mía propia. Yo soy diputado por la provincia de Madrid; la he recorrido, no sólo en cumplimiento de mi deber, sino por cariño, y muchas veces, siempre, he visto que a los actos públicos acudía una concurrencia femenina muy superior a la masculina, y he visto en los ojos de esas mujeres la esperanza de redención, he visto el deseo de ayudar a la República, he visto la pasión y la emoción que ponen en sus ideales. La mujer española espera hoy de la República la redención suya y la redención del hijo. No cometáis un error histórico que no tendréis nunca bastante tiempo para llorar (**Rumores**); que no tendréis nunca bastante tiempo para llorar al dejar al margen de la República a la mujer, que representa una fuerza nueva, una fuerza joven; que ha sido simpatía y apoyo para los hombres que estaban en las cárceles; que ha sufrido en muchos casos como vosotros mismos, y que está anhelante, aplicándose a sí misma la frase de Humboldt de que la única manera de madurarse para el ejercicio de la libertad y de hacerla accesible a todos es caminar dentro de ella.

Señores diputados, he pronunciado mis últimas palabras en este debate. Perdonadme si os molesté, considero que es mi convicción la que habla; que hablo como republicana, pero como republicana que ante un ideal lo defendería hasta la muerte; que pondría, como dije ayer, la cabeza y el corazón en el platillo de la balanza, de igual modo Breno colocó su espada, para que se inclinara en favor del voto de la mujer, y que además sigo pensando, y no por vanidad, sino por íntima convicción, que nadie como yo sirve en estos momentos a la República española.

El hombre y la mujer tendrán derecho al voto desde los veintitrés años

In Ramón López-Montenegro, "El voto", *ABC*, 6 de octubre de 1931

Ya no tiene remedio. Ya se les ha sido concedido el voto electoral a las mujeres y a los hombres desde la edad de veintitrés años. Ahora, el tiempo es quien ha de decir hasta dónde llega el desatino que las Cortes actuales acaban de formalizar. En primer término, es harto inconveniente el punto de la edad. A los veintitrés años (y no digamos a los veintiuno, como se pretendía) no puede tener nadie ni la menor idea de la ponderación que se requiere para actuar en política, aunque sea desde el último puesto de la escala: el de los electores. La política es cuestión muy compleja, muy ardua y, desde luego, la más trascendental para un país. España lo está viendo en estos meses, como si no lo hubiera visto nunca. El hombre (y ahora la mujer), desde el momento que actúan en política, contraen la más grave responsabilidad de su existencia ciudadana. Se trata nada menos que de gobernar, de administrar, orientar, de organizar, de encauzar a toda una nación. Y si es difícilísimo hacer con la sapiencia necesaria en una simple casa particular, ¿qué será en un Estado tan lleno de problemas de vital interés? Y si para gobernar, administrar, etc., a una sola familia pasan grandes apuros y cometen no pocos disparates sesudos hombres de más de cincuenta años, ¿qué sabrán de encauzar, organizar, etcétera, a toda nación los jóvenes de veintitrés? A esta edad suele mirarse la política a través de pasión exaltada, de una ofuscación sugerida de una conciencia todavía en embrión, de un romanticismo embadurnado con doctrinas que no pocos estómagos digieren malamente... No hay sino fijarse en los delitos de sangre cometidos en revueltas carácter político o social. Entre las filas revoltosas, lo mismo matadores que mtoros suelen ser de una edad que no llega a los veinticinco. Las personas mayores, que ya se permiten el lujo de reflexionar, saben parapetarse el lujo de reflexión saben parapetarse a la hora de los tiros. Lo cual quiere decir que, si esos infelices muchachos escaparan con bien de sus heridas, cuando cumplieran los cuarenta volviesen la vista atrás, exclamarían indignados. "¶Pero qué idiota fui por meterme en aquel jaleo!" Si se hicieran las cosas con la debida reflexión y sin miras tortuosas, el derecho al voto no debería disfrutarse antes de los treinta y cinco años. Pero ya no hay remedio. Y respecto a ese mismo derecho que se concede a la mujer, vemos la que se arma. Porque, una vez declaradas electoras, habrá que declararlas elegibles para todos los cargos; y, como el número de mujeres es muy superior al de hombres, resultará que en un plazo relativamente próximo, la gobernación, administración, etc., del país estará en manos de ellas, que, si votos son triunfos, darán un puntapié a los hombres, promulgarán las leyes a su gusto... y, ¶erán ustedes qué bien! La Monarquía hace medio año le entregó la nación a la República. Los hombres de las Constituyentes acaban de entregársela a la mujer. Ya no hay remedio. ¶álvese quien pueda!

Artículos de la Constitución de 1931 en los que se establecen los derechos de la mujer

Artículo 2. Todos los españoles son iguales ante la ley.

Artículo 25. No podrán ser fundamentos de privilegio jurídico: la naturaleza, la filiación, el sexo, la clase social, la riqueza, las ideas políticas ni las creencias religiosas.

Artículo 36. Los ciudadanos de uno y otro sexo, mayores de veintitrés años, tendrán los mismos derechos electorales conforme determinen las leyes.

Artículo 40. Todos los españoles, sin distinción de sexo, son admisibles a los empleos y cargos públicos según su mérito y capacidad, salvo las incompatibilidades que las leyes señalen.

Artículo 43. La familia está bajo la salvaguardia especial del Estado. El matrimonio se funda en la igualdad de derechos para ambos sexos, y podrá disolverse por mutuo disenso o a petición de cualquiera de los cónyuges, con alegación en este caso de justa causa.

Los padres están obligados a alimentar, asistir, educar e instruir a sus hijos. El Estado velará por el cumplimiento de estos deberes y se obliga subsidiariamente a su ejecución.

Los padres tienen para con los hijos habidos fuera del matrimonio los mismos deberes que respecto de los nacidos en él.

Las leyes civiles regularán la investigación de la paternidad.

No podrá consignarse declaración alguna sobre la legitimidad o ilegitimidad de los nacimientos ni sobre el estado civil de los padres, en las actas de inscripción, ni en filiación alguna.

El Estado prestará asistencia a los enfermos y ancianos, protección a la maternidad y a la infancia, haciendo suya la "Declaración de Ginebra" o tabla de los derechos del niño.

Artículo 46. El trabajo, en sus diversas formas, es una obligación social, y gozará de la protección de las leyes.

La República asegurará a todo trabajador las condiciones necesarias de una existencia digna. Su legislación social regulará: los casos de seguro de enfermedad, accidentes, paro forzoso, vejez, invalidez y muerte; el trabajo de las mujeres y de los jóvenes y especialmente la protección a la maternidad; la jornada de trabajo y el salario mínimo y familiar; las vacaciones anuales remuneradas; las condiciones del obrero español en el extranjero; las instituciones de cooperación, la relación económico-jurídica de los factores que integran la producción; la participación de los obreros en la dirección, la administración y los beneficios de las empresas, y todo cuanto afecte a la defensa de los trabajadores.

Artículo 53. Serán elegibles para Diputados todos los ciudadanos de la República mayores de veintitrés años, sin distinción de sexo ni de estado civil, que reúnan las condiciones fijadas por la ley Electoral.

3- Movilización femenina

Dolores Ibárruri y la cuestión agraria

In *El único camino*, p. 189-194

La tarea más urgente de la revolución democrática española consistía en cambiar el régimen de propiedad de la tierra basado en el latifundio; arrancar de las manos de los aristócratas la tierra que mantenían improductiva, haciendo de ella no un instrumento de renta, sino un instrumento de trabajo; acabar con el hambre de tierra de los campesinos; terminar con su miseria, con su atraso de siglos, incorporándolos a la lucha activa por la creación de una nueva España; significaba conquistar para la democracia y el progreso millones de gentes que hasta entonces habían vivido bajo la influencia degradante de los grandes señores y de los caciques de los pueblos.

Porque España no era la burocracia servil y aduladora que inclinaba el espinazo ante los nuevos jefes políticos Republicanos. España, en lo fundamental, eran los obreros, los campesinos, los intelectuales, la clase media.

Los cimientos de España estaban en las fábricas, en el campo, en los millares de pueblos campesinos agrupados en torno a los campanarios y sometidos y oprimidos por el cura y el cacique, al servicio del gran propietario.

Se olvidó esto y se dejaron intactas las raíces del viejo régimen, que se extendían en tupida maraña por todo el país.

Y pasaron los días. Pasaron los meses y pasaron los primeros años. En la República de Trabajadores de todas clases, “los obreros no comían, y en muchos pueblos de Andalucía y Extremadura, los campesinos se alimentaban con raíces silvestres”, como denunció la diputada Margarita Nelken en el Congreso.

El régimen de propiedad de la tierra continuaba basándose en el latifundio. Un puñado de ricos propietarios, poseyendo decenas de millares de hectáreas de tierras, cultivadas unas, sin cultivar las más, y millones de campesinos, arrastrando hambre y miseria de siglos, sin un palmo de tierra donde posar los pies, o con un pedazo de tierra tan pequeño, que sus cosechas eran hambre y trabajo para sus dueños.

En un libro publicado por Cristóbal de Castro, en el año 1931, y titulado *Al servicio de los campesinos*, se dan cifras estadísticas en las cuales se refleja, de manera viva, la trágica situación del agro español.

En este libro se dice que “según la Memoria de la Dirección General de Propiedades, publicada en 1930 sobre lo catastrado hasta 1928, la relación entre las tierras cultivadas y las incultas es:

“Provincias como Ciudad Real, que tiene cultivadas 894.000 hectáreas, e incultas 1.022.000. Granada, 588.000 cultivadas, e incultas 605.000. Valencia, que sonando como modelo de cultivo, tiene 172.000 cultivadas y 327.000 incultas! ...

“En una extensión total de 50 millones de hectáreas existen 31 millones sin cultivar...

“Resulta que en el continente europeo no queda más nación con latifundios que la nuestra.

“Que de todos los países de Europa, únicamente España mantiene ese inhumano régimen agrario. Que únicamente en nuestro país se toleran ya las grandes propiedades incultas.

“Que solamente España ofrece el trágico espectáculo de los pueblos de “señoríos” pertenecientes en todo su término a un solo hombre, y de los pueblos emigrantes, que, con todos sus vecinos, se expatrian porque ese solo hombre los desahucia de sus tierras” ...

A los dos años de República de Trabajadores continuaban existiendo en España “millones de seres humanos que habitan chozas y cabañas, cuevas y silos, en promiscuidad con las bestias; que comen alimentos corruptos y beben aguas infectadas; que ignoran lo que sea higiene, cultura, hospitales, ferrocarriles, libros, periódicos y teatros”.

En vísperas de la República, y aun después de proclamada ésta, vivían en España los campesinos en algunas regiones agrarias en idénticas condiciones a las de los siervos en la Edad Media.

Un ejemplo característico, dado por el citado Cristóbal de Castro en su libro sobre el problema agrario en España, es el siguiente, elocuente y trágico, y no el único, en la España aristocrática y señorial.

“A 17 kilómetros de Zaragoza hay un pueblo de 'señorío', Sobradriel, que pertenece por entero a un señor conde, de igual título.

“En pleno siglo XX —nos dicen los campesinos de aquel lugar—, este pueblo es un feudo donde la vida se hace imposible para nosotros, los pobres esclavos del terreno que sufrimos la más implacable tiranía del condado del mismo nombre.

“Para comprobar su afirmación, estos hombres mencionan algunas de las cláusulas de arrendamiento. Son tan inhumanas, tan monstruosas, que cree uno estar leyendo ciertas páginas de Pablo Luis Courier sobre el feudalismo rural. Amén de la renta elevadísima por cada predio, pagan los infelices anualmente 800 y más pesetas de alquiler por sus casuchas miserables. Con la obligación - añaden - de contribuir por nuestra cuenta al entretenimiento de dichos edificios a pesar de que esos alquileres superan en mucho a los de su clase en Zaragoza. Ítem. Las hierbas de los campos serán propiedad de los arrendadores considerándose como hierba la hoja de la remolacha.

“Ítem. Los arrendatarios pagarán el deshoje y la limpieza de los riegos.

“Ítem. No podrán subarrendar la finca.

“Ítem. Se les prohíbe tener tiendas, cafés u otros establecimientos.

“Ítem. También se les prohíbe tener conejos, ni aun en el corral, ni ganado de cría, sin el permiso del señor.

“Ítem. Los propietarios tienen la facultad de despedir a los arrendatarios por razones de moralidad pública o privada, por falta de religiosidad, por insubordinación o falta de respeto a ellos, a su familia o a sus relaciones.

“Razones, aclara el contrato, que se apreciarán libremente por los propietarios, cuya estimación de ahora para entonces acepta el arrendatario” ...

Esta era la España latifundista y feudal, que la República encontró el 14 de Abril y que no se esforzó en transformar, la España que continuó existiendo hasta que en el desarrollo de la guerra nacional-revolucionaria fue cambiada por la acción de los obreros y de los campesinos.

En los primeros meses después de proclamada la República se hicieron varios proyectos de reforma agraria.

El primero, que sin ser completo, era un tanto avanzado, fue desechado por el Gobierno por parecerle demasiado radical. Y con él, como con los presentados más tarde, no se pretendía impulsar y desarrollar la revolución democrática, sino evitarla. No se trataba de destruir el régimen existente de propiedad de la tierra, sino de distraer la atención de los campesinos de lo fundamental.

El problema agrario no era una cosa particular y especial de una región o de una provincia. Era la médula de la revolución democrática en España, que no estaban dispuestos a realizar, más que en grado mínimo, los gobernantes Republicanos.

El jefe del Gobierno, Manuel Azaña, refiriéndose al problema agrario y a las ansias de los campesinos de poseer la tierra, hizo, apenas proclamada la República, unas declaraciones a un periodista inglés, representante de la “London General Press”, en las cuales, al mismo

tiempo que tranquilizaba a los grandes propietarios sobre el futuro de sus propiedades, decía a los campesinos sin tierra que no se hiciesen ilusiones: que en “la República de Trabajadores de todas clases” —como en la Constitución se llamaba a la República de 14 de Abril— no había posibilidad de que ellos tuvieran tierras; de que pudiesen trabajar, de que pudiesen terminar con el hambre y la miseria, que eran la única herencia recibida de sus antepasados.

Azaña declaró: “El problema de la reforma agraria es uno de los que considero más graves. Aquí nos hallamos, en verdad, frente a frente con unas condiciones que, de no hallárseles solución, podrían acarrear un desastre. Este es, desde luego, una herencia de la Monarquía y los ataques que se nos dirigen descansan en las dificultades que hallamos en hacerle frente”.

“No debe mirarse esto con los ojos de un habitante de otro país, donde no existen estas terribles condiciones. Recuértese que existen en Andalucía miles y miles de obreros campesinos, cuya posición era antes de la República relativamente poco mejor que la del siervo de la gleba. Estos obreros vivían casi con resignación, ganando una pitanza miserable, trabajando coma bestias, sobrellevando una vida de parias que era una cadena de trabajos y privaciones”.

“Al estallar la revolución, todos estos parias se regocijaron. Se les había dicho que su salvación estaba a las puertas y que la tierra, que les había sido negada, se les repartiría generosamente de acuerdo con sus necesidades.

“Por desdicha, los políticos que les hicieron tan pródigas promesas, se encontraron incapacitados para cumplirlas. Al aplicarse a la reforma de un Estado, no basta con decir: Haré esto o lo de más allá. Cogeré la tierra perteneciente a la aristocracia que la tiene en barbecho y la distribuiré entre los pobres y miserables agricultores que año tras año la han regado con el sudor de su frente a cambio de un jornal diario que cualquier obrero francés o inglés hubiera desdeñado.

“El gobierno Republicano ha hecho, seguramente de buena fe, muchas promesas, pero sin tener en cuenta los medios de realizarlas”.

La cosa no tenía vuelta. Los gobernantes Republicanos y socialistas, por boca del jefe del Gobierno, decían a los millones de campesinos sin tierra que perdieran toda esperanza en la República. Una vez más, la experiencia histórica española ponía de manifiesto que la burguesía jamás llevaría hasta el fin su propia revolución, la revolución democrática. Que sólo la clase obrera es capaz de realizar esta revolución de manera consecuente.

Y de este no hacer de los gobiernos Republicano-socialistas en la solución de los problemas democráticos de la revolución burguesa, se deriva su responsabilidad histórica por la guerra iniciada en 1936 por las fuerzas fascistas y reaccionarias contra la República y contra el pueblo.

Dolores Ibárruri, En la Cárcel de mujeres⁶⁴

In *El único camino*, p. 224-226

Ya sabía lo que iba a encontrar. Como no había transcurrido mucho tiempo desde mi traslado a Bilbao, suponía que aún estarían allí algunas de las reclusas que conocí en mi primer encierro. No me equivoqué. Allí estaban las viejas conocidas que dejé cuatro meses atrás. Había algunas nuevas que destacaban por su elegancia entre el resto de la reclusión. Eran las ladronas de categoría y algunas comadronas detenidas por fabricar “ángeles”.

Para la reclusión, yo era “la comunista” y todas me consideraban su amiga. Y al mismo tiempo que expresaban la “alegría” que les producía el verme entre ellas, lamentaban el que de nuevo hubiera sido detenida.

Me dirigí al director en demanda del régimen político a que tenía derecho.

—En la Cárcel de Mujeres no hay régimen político.

—Esa es una opinión suya muy particular. Si hay mujeres detenidas por delitos políticos, ¿por qué no ha de establecerse para ellas el mismo régimen político que para los hombres?

Se puso furioso y yo le contesté como se merecía.

Al día siguiente era día de visita. Se llenó el locutorio de estudiantes y jóvenes comunistas que venían a saludarme. Armaron un gran escándalo por las condiciones en que se llevaba la visita en un locutorio doblemente enrejado y alambrado, haciendo casi imposible el verse, y mucho menos hablarse, por la algarabía que se formaba al hablar a un tiempo veinte o veinticinco reclusas, y una multitud de visitantes que querían aprovechar los breves momentos de visita para comunicarles sus sentimientos, dar informaciones familiares.

Salieron mis visitantes del locutorio cantando La Internacional y obligando a un oficial a retirar del portal de la cárcel un gran crucifijo, que continuaba allí a pesar de que la cárcel era un edificio oficial y de que la República había proclamado la separación de la Iglesia y del Estado.

A la mañana siguiente el director subió al taller y muy comedido declaró que como favor especial me concedían la comunicación diaria. Le respondí que no aceptaba favores. Que si me concedía la comunicación como derecho, la aceptaba, como favor no. Que aquí no se trataba “del huevo, sino del fuero”.

No pudiendo contener su despecho, pero temiendo se repitiera la visita de los jóvenes que le habían puesto en evidencia, concedió mordiendo las palabras.

—Tómelo como le plazca. Como favor o como derecho.

⁶⁴ Dolores Ibárruri queda detenida el 25-IV-1932

Dolores Ibárruri, Una organización antifascista de mujeres

In *El único camino*, p. 265-275

A mediados del año 1933 llegó a España una delegada del Comité Mundial de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, que tenía su sede en Francia, con el propósito de visitar a los grupos políticos femeninos que existían en España y ver si era posible constituir un comité español de mujeres con el mismo carácter que el del Comité Mundial.

Discutimos con ella y llegamos a un acuerdo. En las mujeres comunistas no encontraría ninguna dificultad y estábamos dispuestas a ayudarla, y en este sentido comenzamos a trabajar.

La delegada del Comité Mundial tenía un interés especial en visitar a las mujeres socialistas. Premuras de tiempo le impidieron hacerlo. Al marchar nos rogó encarecidamente que las visitásemos y saludásemos en su nombre, cosa que nosotras prometimos. Y digo nosotras, porque a la entrevista con la delegada francesa asistían Irene Falcó, Encarnación Fuyola, Lucía Barón y algunas otras camaradas, cuyos nombres no recuerdo con exactitud y por eso no los doy⁶⁵.

Dispuestas a cumplir lo prometido, pedimos a doña Maria Martínez Sierra, diputada socialista y conocida escritora, una entrevista, que nos concedió amablemente, citándonos en su casa.

[...]

Con la colaboración sincera y cordial de las mujeres republicanas y con algunas socialistas organizamos el Comité Nacional de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, haciendo presidenta de honor a doña Catalina Salmerón, la hija del viejo republicano español que, en la primera República en 1873, prefirió dimitir de la presidencia del Gobierno a firmar una sentencia de muerte.

Al movimiento de mujeres contra la Guerra y el Fascismo se incorporaron un grupo de intelectuales que realizaron un gran trabajo de propaganda y de organización, atrayendo a la lucha por la democracia y contra el fascismo a importantes núcleos de mujeres de la clase media que jugaron más tarde un destacado papel.

Las mujeres comunistas íbamos a los centros republicanos donde se reunían las mujeres inscritas en ellos, hablábamos y discutíamos cordialmente con ellas, exponiendo nuestros puntos de vista sobre la situación y sobre la política general de los gobiernos de la República.

Entre las mujeres republicanas, y no me refiero a Victoria Kent o a Clara Campoamor, conocidas por su actividad política, sino a las sencillas afiliadas a las organizaciones femeninas republicanas, hallamos mujeres, y podría dar decenas y decenas de nombres, que nada tenían que envidiar a los dirigentes de sus partidos ni por su capacidad política, ni por su comprensión de los problemas vitales de España, ni por su decisión de luchar contra el peligro reaccionario y fascista que iba condensándose y perfilándose en nuestro país.

La simpatía que de forma explícita mostraban hacia las mujeres comunistas, por su actividad política, las mujeres republicanas, inquietaba a ciertos camastrones de Unión Republicana, que decidieron cortar por lo sano las cordiales relaciones establecidas entre sus afiliadas y las mujeres comunistas, y colocaron a la policía a la puerta de su círculo para impedir en él nuestra entrada.

⁶⁵ Irene Falcó se incorporó al PCE a finales del año 1932, junto con sus camaradas del grupo "Izquierda Revolucionaria y Antiimperialista" que se había formado en 1929, integrado, principalmente, por intelectuales y profesionales, y que desempeñó un papel importante en el advenimiento de la II República, sobre todo a través de su órgano de prensa, la revista *Nosotros*. Irene, al llegar al PCE, empezó a trabajar con DI en la Comisión Femenina y después en AMA, pero no sólo en el trabajo de mujeres sino que fue, desde ese momento hasta la muerte de Dolores, su amiga y camarada política. Encarnación Fuyola era maestra y Lucía Barón obrera del textil. DI al nombrar a estas tres mujeres, refleja ya el pluralismo que caracterizará a AMA.

El resultado fue inesperado para ellos. Las más activas, políticamente, de sus mujeres, se apartaron de ellos. Algunas ingresaron en el Partido Comunista y otras fueron valiosas colaboradoras en la organización de Mujeres Antifascistas cuando ésta, más tarde y al ser declarada ilegal a raíz de octubre, se transforma en Organización Pro Infancia Obrera dedicada a ayudar a los niños de los mineros asturianos, víctimas de la represión.

En agosto de 1934 se celebra en París el Primer Congreso Mundial de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, al que asistió una delegación española que yo encabezaba y en la que participaban entre otras Carmen Loyola, Encarnación Fuyola, Irene Falcón y Elisa Uriz.

De vuelta a Madrid nos encontramos con la novedad de un proyecto de movilización de reservistas preparado por el Gobierno, en relación con Marruecos.

Rápidamente reaccionó nuestra organización y en unas horas, venciendo dificultades que parecían insuperables, y gracias al entusiasmo de las mujeres republicanas y socialistas a despecho de las órdenes de las direcciones de sus partidos, se organizó en Madrid una manifestación de protesta contra la movilización de reservistas, en la que participaron varios millares de mujeres entre las que destacan, como núcleo central, las obreras de la Fábrica de Tabacos, manifestación encabezada por doña Catalina Salmerón, presidenta de honor de la organización, y por mí como presidenta efectiva.

Los guardias de la policía montada lanzaban sus caballos sobre nosotras. Las mujeres, sin arredrarse, volvían a reagruparse y continuábamos marchando por las calles de la capital. Fueron detenidas numerosas manifestantes y conducidas a la Dirección General de Seguridad. Ante las protestas de las diversas organizaciones democráticas, las autoridades se vieron obligadas a ponerlas en libertad.

La Organización de Mujeres contra la Guerra y el Fascismo, cuyos comités actuaban en las principales ciudades y pueblos importantes de España, pasó con honor la prueba de fuego de la represión desencadenada a raíz del movimiento insurreccional de octubre de 1934.

A través de la organización de Mujeres Antifascistas se formaban como activistas políticas, destacándose por su capacidad, numerosas mujeres, entre las cuales sobresalían Emilia Elías, profesora de la Escuela Normal de Madrid, admirable por su actividad y entusiasmo; Ángeles Cruz de Mansilla, mujer de un minero del País Vasco, que más tarde cumplió años de prisión con Franco; Juanita Corzo, ayudante de laboratorio, de familia anarquista, Ángeles García, María Trujillo, las hermanas García Hernández, Asunción y Pilar, parientes cercanas del héroe de Jaca; Alicia García e Isabel de Albacete; Lucía Barón y Carmen Meana, de Madrid; Elisa y Pepita Uriz, de Barcelona; Agustina Sánchez y Pilar Soler, de Valencia; Matilde Landa; Rosa Vila, Oliva González, Remedios Sánchez, Josefina López, Teresa Falcón, María Fernández, Encarnación Fuyola, Trinidad Torrijos, María Carrasco, las obreras textiles de Barcelona hermanas Imbert, Caridad Mercader, Dolores Piera, María Palá, Teresa Palau, Reis Beltrán y decenas y centenares de mujeres que en el transcurso de la guerra en defensa de la República y contra la agresión militar fascista jugaron un destacado papel.

A finales de 1934, cuando la represión se desarrollaba con sangrienta violencia sobre los trabajadores asturianos, fui a Asturias con dos mujeres republicanas, Doña Isabel de Albacete y Dona Alicia García, de las cuales podían enorgullecerse los partidos republicanos a que pertenecían. Abnegadas trabajadoras, sinceramente demócratas y dispuestas a cualquier trabajo, me acompañaron a Asturias aun sabiendo los riesgos que ello comportaba.

Llegamos a la patria de Pelayo llevando un salvoconducto que a favor de nuestra organización Pro Infancia Obrera, que no era conocida por las autoridades militares asturianas, había logrado una señora republicana enviada por nosotras a Asturias para estudiar sobre el terreno la forma de ayudar a las familias víctimas de la represión.

Llegamos a Oviedo, y la familia Fierro, dueña de un restaurante, uno de cuyos familiares, miembro del Partido Comunista, estaba detenido, nos advirtió del peligro que entrañaba ir a la zona minera.

No obstante, fuimos. Recorrimos varios pueblos y visitamos distintas familias. La acogida que en todas partes nos hacían era conmovedora. La represión no había apagado el espíritu batallador de los hombres y de las mujeres de Asturias.

Organizamos la salida de varios centenares de niños, y cuando retornábamos a Oviedo comenzó la persecución de la policía y de la Guardia Civil contra nosotras. Nos detuvieron en uno de los pueblos de la zona minera, antes de llegar a Sama de Langreo, y al mostrar nuestro salvoconducto firmado por el Gobernador militar de Asturias, nos dejaron pasar creyendo haberse equivocado.

[...]

Esta primera organización nacional de Mujeres Antifascistas celebró en Madrid, en el verano de 1934, su Primer Congreso, al que asistieron delegadas de todas las regiones: obreras, campesinas, empleadas, maestras, profesoras, periodistas, pintoras, que aportaban al Congreso su experiencia de lucha y de trabajo. El Congreso fue testimonio incontrovertible del gran camino recorrido en el breve pero tormentoso período de luchas vivido desde 1933, al constituirse la primera organización nacional de mujeres de España.

En el transcurso de la guerra, el Ministerio de Defensa nombró a un grupo de dirigentes de la organización de Mujeres Antifascistas para constituir el Comité de Auxilio Femenino, que jugó un importante papel.

La organización de Mujeres Antifascistas movilizó a todas las mujeres de Madrid, al servicio de la lucha, y exigió del Gobierno, en una impresionante manifestación, a la que asistían decenas de millares de mujeres, que se liberase a los hombres de aquellos puestos donde no eran necesarios, para enviarlos al frente, que se incorporase a las mujeres a todos los trabajos de retaguardia.

En 1937 se celebró en Valencia una Conferencia Nacional de Mujeres Antifascistas en la que participaron delegadas de toda la España leal, obreras, campesinas, intelectuales, haciendo el balance de su actividad en un año de guerra y mostrando la inmensa ayuda que las mujeres representaban para la defensa de la República y de la democracia.

La organización de Mujeres Antifascistas se convirtió por su actividad en la gran organización nacional de las mujeres españolas, a la que se incorporaron incluso aquellas que, en tiempo de paz, no sólo se habían negado a ingresar en ella, sino que la habían combatido. La lucha común, aunque inspirada por distintos motivos, fue el gran aglutinante de voluntades, y es posible esperar que lo que ayer pudo ser, en la defensa de la República y de la democracia, lo sea también mañana en la reestructuración de una España pacífica y democrática.

En el Comité Nacional de Mujeres Antifascistas del que fui elegida Presidenta participaban: Aurora Arnáiz, Belén Sárraga, Constanza de la Mora, Consuelo Álvarez (Violeta), Eloína Malasechevarría, Emilia Elías, Gloria Morell, Isabel de Palencia, Irene Falcón, Luisa Álvarez del Vayo, María Martínez Sierra, Matilde Cantos, Matilde Huici, Matilde de la Torre, Roberta Ramón, Trinidad Arroyo, Victoria Kent y otras, pertenecientes a diferentes partidos.

Programa de la organización anarquista Mujeres Libres

Mujeres Libres. Estructuración. Finalidades, folleto, s.l. s.d. págs. 1-4

Mary Nash, *Mujeres Libres. España 1936-1939*, Barcelona, Tusquets, 1975, págs. 73-74

«I. Emancipar la mujer de la triple esclavitud a que, generalmente, ha estado y sigue estando sometida: esclavitud de ignorancia, esclavitud de mujer y esclavitud de productora.

II. Hacer de nuestra Organización una fuerza femenina consciente y responsable que actúe como vanguardia en el movimiento revolucionario.

III. Combatir la ignorancia capacitando a las compañeras cultural y socialmente, por medio de clases elementales, conferencias, charlas, lecturas comentadas, proyecciones cinematográficas, etc.

IV Establecer un intercambio con Sindicatos, Ateneos y Juventudes Libertarias a fin de llegar a un engranaje que vigorice nuestro movimiento revolucionario (...).

V. Llegar a una auténtica coincidencia entre compañeros y compañeras; convivir, colaborar y no excluirse; sumar energías en la obra común.

VI. Preparar una poderosa aportación femenina a la tarea revolucionaria constructiva, ofreciendo a la misma enfermeras, profesoras, médicas, artistas, puericultoras, químicas, obreras inteligentes; algo más efectivo que la sola buena voluntad llena de ignorancia.»



Lucía Sánchez Saornil, La cuestión femenina en los medios anarquistas

Solidaridad Obrera, 26-IX-1935

In NASH, Mary, « *Mujeres libres* », *España 1936-1939*, p. 43-46

Agradezco a M. R. Vázquez que, con su artículo publicado en estas mismas columnas, “La mujer, factor revolucionario” —muy bien enfocado por cierto— me haya dado ocasión de volver a ocuparme de este tema.

En otros periódicos —“El Libertario”, “C.N.T.”— y en distintas ocasiones he dicho algo de lo mucho que hay que decir sobre la importancia que tendría para nuestro movimiento la captación de la mujer.

Pero en este asunto hay que hablar claro, muy claro; entre nosotros no caben circunloquios, debemos ser sinceros aunque esta sinceridad nos amargue; enarbolemos nosotros mismos la palmeta aunque nos desgarrremos los nudillos; solo a costa de esto entraremos en el camino de la verdad.

Se queja Vázquez, coma yo me he quejado repetidas veces, de que no se haga suficiente propaganda de nuestras ideas entre las mujeres; y después de observar los hechos, luego de haberlos analizado, he venido a sacar esta conclusión: interesa poco a los camaradas anarcosindicalistas —no al anarcosindicalismo, cuidado— el concurso de la mujer.

Me parece oír una serie de voces airadas que se levantan contra mí. Calma, amigos; no he comenzado aún. Cuando afirmo una cosa estoy siempre dispuesta a demostrarlo, y a ello voy.

Nada más fácil que la propaganda entre la mujer —¡Ojalá todos nuestros objetivos tuvieran la misma sencillez!—. ¿Propaganda en los sindicatos? ¿Propaganda en los ateneos? ¡Propaganda en casa! Es la más sencilla y la más eficaz. ¿En qué hogar no hay una mujer, compañera, hija, hermana? Pues ahí está el nudo de la cuestión. Supongamos que la Confederación Nacional del Trabajo tiene un millón de afiliados. (¿No debería tener otro millón, cuando menos, de simpatizantes entre las mujeres? ¿Qué trabajo costaría entonces organizarlas si se estima necesaria su organización? Como vemos, no está ahí la dificultad, la dificultad está en otra parte: en la falta de voluntad de los propios compañeros.

He visto muchos hogares, no ya de simples confederados, sino de anarquistas (¿!?) regidos por las más *puras normas feudales*. ¿De qué servirán, pues, los mítines, las conferencias, los cursillos, toda la gama de propaganda, si no son vuestras compañeras, las mujeres de vuestra casa las que han de acudir a ellos? ¿A qué mujeres os referís entonces?

Por esto, no vale decir: “Hay que hacer propaganda entre las mujeres, hay que atraer a la mujer a nuestros medios”, sino que hemos de tomar la cuestión desde más lejos, desde mucho más lejos. En su inmensa mayoría, los compañeros, hagamos la excepción de una docena bien orientados, tienen una mentalidad contaminada por las más características aberraciones burguesas. Mientras claman contra la propiedad, son los más furibundos propietarios. Mientras se yerguen contra la esclavitud, son los “amos” más crueles. Mientras vociferan contra el monopolio, son los más encarnizados monopolistas. Y todo ello se deriva del más falso concepto que haya podido crear la humanidad. La supuesta “inferioridad femenina”.

Error que tal vez nos haya retardado siglos de civilización.

El último esclavo, una vez traspuestos los umbrales de su hogar, se convierte en soberano y señor. Un deseo suyo, apenas esbozado, es una orden terminante para las mujeres de su casa. El que diez minutos antes tragaba toda la hiel de la humillación burguesa, se levanta como tirano haciendo sentir a aquellas infelices toda la amargura de su pretendida inferioridad.

No se me diga que exagero. Podría ofrecer ejemplos a manos llenas.

No interesa el concurso de la mujer a los camaradas. Cito casos verídicos.

Varias veces había tenido ocasión de dialogar con un compañero que me parecía bastante sensato y siempre le había oído encarecer la necesidad que se hacía sentir en nuestro movimiento del concurso de la mujer. Un día, que se daba una Conferencia en el Centro, le pregunté:

—y tu compañera, ¿por qué no ha venido a oír la conferencia?

La respuesta me dejó helada.

—Mi compañera tiene bastante que hacer con cuidarme a mí y a mis hijos.

Otro día fue en los pasillos de la Audiencia. Me hallaba en compañía de un camarada que ostentaba un cargo representativo. Salía de una de las salas una abogada, tal vez defensora de la causa de algún proletario. Mi acompañante la miró de soslayo y murmura mientras esbozaba una sonrisa rencorosa:

—A fregar, las mandaba yo a éstas.

Estos dos episodios, a simple vista tan banales, ¿cuántas cosas tristes no dicen? Dicen, ante todo, que hemos olvidado algo muy importante; que mientras concentrábamos todas las energías en la labor de agitación relegábamos la educativa. Que *la propaganda de atracción femenina no hemos de hacerla entre las mujeres, sino entre los mismos compañeros*. Que debemos comenzar por desarraigar de sus cerebros la idea de superioridad. Que cuando se les dice que todos los humanos somos iguales, entre los seres humanos está comprendida la mujer, aunque vegete entre las cosas del hogar confundida con las cacerolas y los animales domésticos. Hay que decirles que en la mujer existe una inteligencia como la suya y una sensibilidad aguda y una necesidad de superación: que antes de reformar la sociedad precisa de reformar su casa; que lo que él sueña para el porvenir —la igualdad y la justicia— debe implantarlo desde hoy mismo entre los suyos: que es absurdo pedir a la mujer comprensión

para los problemas de la humanidad si antes no la alumbra para que vea dentro de sí, si no procura despertar en la mujer que comparte con él la vida, la conciencia de la personalidad, si antes, por fin, no la eleva a la categoría de individuo.

Esta, y no otra, es la propaganda que puede atraer a la mujer a nuestros medios. ¿Cuál de ellas dejará de abrazar la causa que ha obrado el “milagro” de revelar su ser?

A la tarea, pues, camaradas.

Y si consideramos que éste es un problema interesante para el movimiento revolucionario, no lo escondamos como una vergüenza entre las estrechas columnas de las páginas de información telegráfica de nuestros periódicos; démosle aire, pongámoslo al alcance de la vista de todo el mundo. (Esta va para ti, camarada director.)

En cuanto a los compañeros, me perdonarán la crudeza; pero es necesaria si no queremos engañarnos a nosotros mismos.

Y como no he terminado., no os digo sino hasta luego.

4- La reacción de las derechas

El episcopado español expresa su disgusto ante varios preceptos constitucionales

El Debate, 1 de enero de 1932

Concepción estatista del matrimonio.- Materia delicada como pocas la legislación matrimonial. El matrimonio es padre y no hijo de la sociedad civil, y por este solo concepto habrían de merecer de ésta los máximos respetos y su intrínseco carácter religioso y la anterioridad de sus claros privilegios, que proceden del derecho natural y divino, y no de la gratuita concesión de la potestad humana.

Inseparable como es el contrato nupcial del sacramento en el matrimonio cristiano, toda pretensión del legislador a regir el mismo vínculo conyugal de los bautizados implica arrogarse el derecho de decidir si una cosa es sacramento, contraría la ordenación de Dios y constituye una inicua invasión en la soberanía espiritual de la Iglesia, que en virtud de la ley divina y por la naturaleza misma del matrimonio cristiano a ella corresponde exclusivamente. La ley civil debe reconocer la validez o invalidez del matrimonio entre católicos según la Iglesia la haya determinado, y las formalidades legales sólo deben ordenarse a que sean atribuidos efectos civiles al matrimonio que *coram Ecclesiae* sea debidamente celebrado.

Con esto no se pretende atribuir al matrimonio católico una situación civil privilegiada, sino simplemente reivindicar para los fieles el derecho a casarse siguiendo la obligada disciplina de su religión, evitándose de esta suerte el hecho inexplicable de que el Estado imponga a los ciudadanos una celebración nupcial a la que ellos no atribuyen ningún valor, en virtud de un más alto imperativo espiritual. El mismo principio de la justa libertad de las conciencias obliga al legislador, obliga al Estado a abandonar sus pretensiones secularizadoras del matrimonio. El matrimonio civil y la legislación divorcista laica es una concepción estatista del matrimonio, otro de los excesos de esa omnicompetencia del Estado, que tan funesta es para la libre expansión de la personalidad humana y la dignidad de las instituciones que no deben a él su existencia, ni sus fines, ni sus derechos esenciales.

(...)

Validez exclusiva del matrimonio canónico.- 7. Ningún católico medianamente instruido tiene la menor duda acerca de la plena potestad de la Iglesia en el matrimonio de los bautizados, cuya celebración, legislación y jurisdicción a Ella sólo competen, sin merma ni dificultad de las atribuciones que en el orden estrictamente civil corresponden legítimamente al Estado. Para evitar, no obstante, cualquier confusión y ayudar a los menos ilustrados a tener ideas claras sobre este punto, tan importante para la vida familiar y social, no se olvide que para los católicos, el válido y legítimo matrimonio es sólo el canónico y sacramental celebrado *in facie Ecclesiae* y por ésta regulado; a la jurisdicción civil compete solamente regular los efectos meramente civiles del matrimonio cristiano. Cualquiera imposición legal que pueda sobrevenir estableciendo el llamado matrimonio civil obligatorio, será para los católicos mera formalidad externa, sin eficacia intrínseca alguna en su pacto nupcial. Los fieles sólo contraen matrimonio cuando el consentimiento nupcial se emite ante la Iglesia en la forma por ésta establecida, no cuando se cumplen las formalidades o ritos legales a los que el fuero civil obliga, aunque también para ellos quiera darles carácter de verdadero matrimonio; tales formalidades, empero, conviene no sean omitidas por los fieles, a fin de no provocar conflictos innecesarios y de que no sean negados efectos civiles a sus nupcias.

Quienes, prescindiendo del matrimonio canónico, y sólo cumplidas las formalidades legales, osaren vivir como cónyuges, faltarán gravísimamente a su conciencia de católicos, quedando excluidos de los actos legítimos eclesiásticos y privados de sepultura sagrada, si antes de morir no dieran señales de penitencia. Sea igualmente indiscutido que el matrimonio cristiano es en sí mismo de tal modo indisoluble, que no puede ser disuelto ni por el consentimiento muto de las partes, ni por autoridad meramente humana, y que las causas matrimoniales entre bautizados competen en derecho propio y exclusivo a la jurisdicción eclesiástica. Es, por tanto, ilícito a los cónyuges católicos acogerse a la ley del divorcio civil, si pidieren la disolución del vínculo a fin de poder contraer nuevas nupcias; y, por modo general, los fieles han de tener presente que en materia de tanta trascendencia corresponde a la competente autoridad eclesiástica el determinar qué cooperación sea lícita o ilícita respecto a las leyes civiles.

Retorna, mujer a tu hogar

Revista Portuense, El Puerto de Santa María, Cádiz, 28-XI-1933

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 427-428

“Mujer, reintégrate al hogar, cierra tu puerta, pero deja entornada la ventana para oír el ruido de la calle y salir presta a defender lo que te es más caro, si la necesidad te obliga a ello, como aconteció ahora”, decía el diputado señor Cortés⁶⁶ en el discurso lleno de elevada espiritualidad, pronunciado en un banquete.

Sí; vuelve, mujer, al hogar donde tienes la alta misión que cumplir como madre, como esposa, como hija, como hermana y deja las contiendas de estos días, que te alejan de ese ambiente plácido donde ejerces la soberanía con plenitud de derechos y sin acritudes de la lucha política, conquistando buenas ciudadanas para la Patria con el influjo de tu acción bienhechora sobre los tuyos.

La mujer típica española fue siempre recogida, recatada, poderosa, amante de su casa y de los suyos y depositaria de los santos ideales que hicieron grande a nuestra Patria. Como reliquia las guardó en su corazón y como heroína ha sabido defenderlos con tesón en estos dos años en que intentó arrebatarlos; y ahora, con serena altivez, utilizando el arma de voto.

A sus virtudes tradicionales, a sus sentimientos delicados, a su religiosidad, débese exclusivamente a todas ellas, altas y bajas, el triunfo conseguido ejerciendo, con el alto sentido ciudadano, el derecho y el deber que les reconociera la Constitución, mostrando al mundo entero su preparación para influir decisivamente en los destinos de España.

La mejor escuela de aprendizaje de ciudadanía no está para la mujer ni en Ateneos, Academias, Círculos de recreo o Círculos políticos, sino en el hogar, donde se aprende y enseña virtudes ciudadanas de gran estima y valor. Cultas, sí; pero no sabias, aparentemente sabias; con sentimientos o ideas deformados por la lectura de libros de empalagoso modernismo, que engendran audacias ridículas de feminismo importado, maneras hombrunas y sentimientos extraviados y atrevidos.

El gran sentido de la mujer española, que vale más que todas las erudiciones de la mujer intelectual extranjera o española extranjerizada, suple con creces su falta de cultura en muchas, resolviendo con más acierto, si cabe, que aquéllas, los graves problemas que le plantea la vida, u ofrecen a su resolución la política o el interés nacional, como ha podido apreciarse en estas elecciones.

La mujer española es buena ciudadana, porque es buena madre, buena esposa, buena hija y buena hermana.

Retorna al hogar, coma decía el señor Cortés, en la seguridad de que, cuando vuelvan a llamar a tu puerta, porque el patriotismo espiritual de los españoles esté en peligro, o la buena administración de tus pueblos reclame tu intervención, sabrás, coma esta vez, acreditar de nuevo tus excepcionales dotes de ciudadana ejemplar.

⁶⁶ Ricardo Cortés Villasana, diputado por Palencia, fracción política: agrario de la CEDA

Las mujeres y las elecciones

Se acentúa en todas partes la actividad de las derechas.

Pedro Mata, "Las mujeres y las elecciones", *ABC*, 17 de noviembre de 1933

Me parece que la observación es de Mosso: «Los actos voluntarios más sencillos son los más fecundos para fortalecer la energía del carácter; cada ejemplo de vigor personal produce, como por inducción, un hecho psíquico análogo en los otros». Seguramente la inmensa mayoría —y no me atrevo decir que la totalidad, ante la contingencia problemática de que alguna, excepción se ofenda— de las mujercitas que estos días andan por Madrid repartiendo hojas de propaganda electoral no ha leído a Mosso ni tiene el menor atisbo de *La democrazia nella religione e nella scienza*. Ni falta hace. Hay verdades tan inconcusas, tan profundamente entrañadas en el espíritu colectivo de muchedumbres, que cuando no se saben se adivinan por intuición. Bastó una sola mujer más culta, más inteligente, más fogosa, más exaltada que otras, salida de no se sabe dónde, perteneciente a cualquiera que fuese la categoría social, soltera, casada o viuda, se determinara a romper la pasividad en que hasta ahora habían estado sumergidas las mujeres de España en los actos públicos y se lanzara, enérgica y activa, a intervenir en ellos, para que demás, contagiadas y estimuladas por el ejemplo, se aprestasen a secundarla. Primero fue una; después, unas cuantas; luego, muchas; hoy son legión. No se puede dar un paso sin tropezar con ellas. Se las ve en todas partes, resueltas, decididas, con sus paquetes de impresos de la mano, sorteando habilidosas dificultades de la circulación; la expresión, grave; la mirada, serena; el ademán tranquilo, con la convicción firme y la confortadora satisfacción interna del cumplimiento del deber. No tienen miedo a nada; solas, desamparadas, indefensas, asaltan las plataformas de los tranvías, entran en los cafés, detienen a transeúntes, paran los automóviles, para lanzar por el boquete de las ventanillas abiertas sus hojitas de propaganda. Nunca se había conocido en España espectáculo semejante. Aún con haber llegado en estos días la exaltación de la fiebre política a una tensión como jamás se había soñado, son ellas principalmente las que sobresalen con su tenacidad, con su valor y con su esfuerzo, dando una verdadera lección de civismo a los hombres. Hace unos cuantos meses, comentando en estas mismas columnas unas palabras de Azaña, decía yo, si no recuerdo mal: «De todas las equivocaciones sufridas por las izquierdas, ninguna para ellas más grave que ésta de haber concedido el voto a las mujeres. Lo hicieron pensando sólo en las obreras de las grandes urbes, y se olvidaron de todas las demás. Se olvidaron de las creencias religiosas, de los tradicionalismos familiares, del afán de sosiego y de orden y del sentido práctico». Todos estos factores acumulados son los que han llevado a la lucha a las mujeres. Y ellas son las que van a ganar las elecciones.

La mujer que trabaja

Adolfo Marsillach, *ABC*, 24 de diciembre de 1931

El número de mujeres desocupadas o caseras va disminuyendo rápidamente. La mujer busca la solución de su vida en el trabajo, y no, como antaño, en el matrimonio. En diversas actividades ha demostrado una capacidad igual, cuando no superior, al hombre. Según datos de un libro que tengo a la vista, escrito por el ex presidente del Consejo de Ministros francés monsieur Herriot, en mayo de 1917 había en Francia 68.400 mujeres empleadas en los establecimientos industriales de la guerra, y 150.000 en la Administración militar. Las mujeres torneaban obuses a la perfección. Se ha calculado que una obrera, en la fabricación de obuses, manejando cuatrocientas piezas de siete kilogramos cada una, levantaba por día

2.800 kilogramos. Durante la guerra, en algunos países beligerantes las mujeres dejaron la aguja, la cocina y el cuidado de la casa por la tralla del carretero, el volante del camión, el cepillo del carpintero, la llana del albañil, etc., demostrando, contra lo que se suponía, cualidades físicas insospechadas. En las oficinas particulares y en aquellas del Estado, Diputaciones y Ayuntamientos y otras afectas a servicios públicos, donde se observa una estricta disciplina, la calidad y el rendimiento de trabajo de la mujer no es menos apreciable que el del hombre. Pero donde no hay disciplina las mujeres, según mis informes, no dan buenos resultados. La psicología femenina, libre de ataduras autoritarias y de miradas fiscalizadoras, hace de las suyas, en perjuicio del trabajo y de la seriedad que debe reinar en una oficina. Sin embargo, no hay que darle demasiada importancia a esto, que se remedia con disciplina. Lo importante es que la mujer, así en el taller como en los despachos, lo mismo torneando obuses que llevando el Mayor de un Banco, ante la máquina de escribir o tras el mostrador de un comercio, está dando pruebas de que puede prestar a la sociedad iguales servicios que el hombre y con igual eficiencia. La mujer se ha dado cuenta de esto, y busca en el trabajo su independencia. Esto, que es de aplaudir, ofrece varios inconvenientes. Plantea un problema moral y otro económico, sin solución posible a gusto de todos. El moral es que la mujer, como observa muy bien Herriot en el libro antes aludido, ha de sufrir la promiscuidad, olvidar en el umbral del taller, de la fábrica y hasta, en algunos casos, de la oficina, su amor propio, el pudor y la vergüenza. “Por otra parte, dice el eminente hombre público francés, inútil sería negar que esa vida nueva le ha proporcionado tentaciones, ha suscitado para ella peligros a los cuales no siempre ha resistido”. Era fatal. La independencia económica de la mujer y la promiscuidad habrían de traer como resultado una crisis en las costumbres públicas: crisis de desmoralización, que se irá agravando con los años y en relación al grado de libertad individual y social que con su trabajo conquiste la mujer. Consecuencia de este derrumbamiento de la moral llamada burguesa, que no es más sino que la cristiana, será una sensible baja en las estadísticas de natalidad. Esta baja empieza ya a notarse en los países centroeuropeos, donde se cuentan por miles y miles las mujeres que trabajan. En lo económico, el trabajo de la mujer perjudica al hombre. La mujer trabaja más barato que el hombre, y como el rendimiento de ambos es el mismo, fácilmente la mujer desaloja al hombre de sus puestos. Esta es competencia desleal, y al pagar a la mujer menos que al hombre, una injusticia. El bajo precio que trabaja la mujer es causa de que muchos hombres estén parados. Pero hay que si se rigieran unos mismos sueldos para la mujer y hombres, éste sería preferido en casi todas partes a la mujer. La razón de esta preferencia no acierto a explicármela, demostrado como está que la mujer en la oficina, en el mostrador y en el taller es tan hábil y produce tanto como el hombre. Se comprende que para cierta clase de trabajos se prefiera el hombre a la mujer, pero no para despachar corbatas, servir en cafés, comedores de hoteles y restaurantes, llevar la contabilidad en Bancos y comercios y otras funciones análogas, que debería desempeñar exclusivamente la mujer. Y, sin embargo, lo contrario es lo corriente, salvo en algunos casos, que se da preferencia a la mujer por motivos de economía. Sueldo por sueldo, el fabricante, el comerciante y el banquero, puesto a elegir, se quedará siempre con personal masculino. Repito que no comprendo esto, pero es así. Y ésta es la tragedia de la mujer que trabaja: o ha de contentarse por menos sueldo que el hombre obligándosela a una competencia desleal, o se prescinde de sus servicios. Ha bastado que el ministro de Trabajo haya aprobado una escala de sueldos para la dependencia mercantil de Madrid, con escasa diferencia para uno y otro sexo, para que muchas señoritas oficinistas y de mostrador estén amenazadas de despido y sean sustituidas por personal masculino. A este problema no se le encuentra solución. La mujer habrá de quedarse en casa o trabajar más barato que el hombre; lo primero es ya imposible; lo segundo dará margen a una serie de consideraciones, aparte las ya apuntadas en este artículo que trataremos otro día, pues el asunto lo vale. ¶ Como que pueden trastornar todo el orden social establecido!

Lo femenino y la Falange

José Antonio Primo de Rivera, discurso pronunciado en abril de 1935, *Obras Completas. Tomo I, Discursos Fundamentales y otros Discursos de Propaganda*, Madrid, FET y de las JONS, págs. 179-183.

«Habéis querido mujeres extremeñas, venir a acompañarnos en nuestra despedida. Y acaso no sabéis la profunda afinidad que hay entre la mujer y la Falange. Ningún otro partido podéis entender mejor, precisamente porque en la Falange no acostumbramos a usar ni la galantería ni el feminismo.

La galantería no era otra cosa que una estafa para la mujer. Se la sobornaba con unos cuantos piropos para arrinconarla en una privación de todas las consideraciones serias. Se la distraía con un jarabe de palabras, se la cultivaba una supuesta estúpida, para relegarla a un papel frívolo y decorativo. Nosotros sabemos hasta dónde cala la misión entrañable de la mujer y nos guardaremos muy bien de tratarla nunca como tonta destinataria de piropos.

Tampoco somos feministas. No entendemos que la manera de respetar a la mujer consista en sustraerla a su magnífico destino y entregarla a funciones varoniles. A mí siempre me ha dado tristeza ver a la mujer en ejercicios de hombre toda afanada y desquiciada en una rivalidad donde lleva —entre la morbosa complacencia de los competidores masculinos— todas las de perder. El verdadero feminismo no debiera consistir en querer para las mujeres las funciones que hoy se estiman superiores, sino en rodear cada vez de mayor dignidad humana y social las funciones femeninas.

Pero, por lo mismo que no somos ni galantes ni feministas, he aquí que es sin duda nuestro movimiento aquel que en cierto sentido especial asume mejor un sentido femenino de la existencia. No esperaríais sin duda esta declaración en boca de quien manda —inferior en esto a cuantos le obedecen— tantas filas magníficas de muchachas varoniles.

Los movimientos espirituales, del individuo o de la multitud, responden siempre a una de estas dos palancas: el egoísmo y la abnegación. El egoísmo busca el logro directo de las satisfacciones sensuales; la abnegación renuncia a las satisfacciones sensuales en homenaje a un orden superior. Pues bien: si hubiera que asignar a los sexos la primacía en la sujeción a estas dos palancas, es evidente que la del egoísmo correspondería al hombre y la de la abnegación a la mujer. El hombre —siento; muchachos, contribuir con esta confesión a rebajar un poco el pedestal donde acaso lo tenías puesto— es torrencialmente egoísta: en cambio la mujer, casi siempre acepta una vida de sumisión, de servicio, de ofrenda abnegada su tarea.

La falange también es así. Los que militamos en ella tenemos que renunciar a las comodidades, al descanso incluso a amistades antiguas y a afectos muy hondos. Tenemos que tener nuestra carne dispuesta a la desgarradura de la herida. Tenemos que contar con la muerte —bien nos lo enseñaron bastantes de nuestros mejores— como con un acto de servicio. Y, lo peor de todo, tenemos que ir de sitio en sitio, desgañitándonos en medio de la deformación, de la interpretación torcida, del egoísmo indiferente, de la hostilidad de quienes no nos entienden, y porque no nos entienden nos odian, y del agravio de quienes nos suponen servidores de miras ocultas o simuladores de inquietudes auténticas. Así es la Falange. Y como si se hubiera operado un milagro, cuando menos puede esperar en ella el egoísmo, más crece y se multiplica. Por cada uno que cae, heroico, por cada uno que deserta, acobardado, surgen diez, cien, quinientos para ocupar el sitio.

Ved, mujeres, cómo hemos hecho virtud capital de una virtud, la abnegación, que es sobre todo vuestra. Ojalá lleguemos en ella a tanta altura, ojalá lleguemos a ser en esto tan femeninos, que algún día podáis de veras considerarnos **hombres!**”

Estatuto de la Sección Femenina

In Barrachina *et al*, *Femmes et démocratie...*, p 175-176

Artículo I: al crear esta Sección Femenina dentro de Falange Española de las JONS, se obra con el deseo de incorporar a las filas falangistas el sector femenino como núcleo integrante de la Nación Hispana.

Fines: 1. Los fines para que se crea esta Sección son, ante todo, para su cooperación en la formación de una España Grande e Imperial, fomentando el espíritu nacional sindicalista dentro de todos los órdenes de la vida nacional. Estimulando a la Mujer española en el amor a la Patria, al Estado, y a las tradiciones gloriosas de nuestra Nación.

2. Hacer que se forje este alto espíritu, fecundándole con las sanas ideas de amor a España y al Estado corporativo.

3. Secundar a los militantes nacional sindicalistas en la lucha contra la anti España, dentro y fuera de nuestros Sindicatos profesionales.

4. Construir una sólida base que es necesaria y que sólo la mujer puede crear en todo el ámbito de la vida, como el más firme sostén para el engrandecimiento del Futuro Imperio Español.

Artículo II: Para llegar a la realización de estos fines, se atenderá ante todo, a la propagación de nuestros ideales.

1. Para ello se organizará un perfecto e intenso servicio de propaganda por medio de escritos, mítines, folletos y cuantos métodos se estimen útiles y convenientes.

2. También se encargará la Sección Femenina de la confección de bordados, banderas, brazaletes y demás emblemas de nuestras organizaciones, como asimismo de la atención y visita a los presos, heridos y de todo aquello, que tanto a ellos como a sus familias represente un apoyo moral (ya que la organización central corre con los fines materiales).

3. Atenderá, asimismo, a todos aquellos fines que el Alto Mando estime conveniente señalar.

Artículo III: Para la constitución de esta sección, nos atendremos a las normas seguidas por la organización en sus generales aspectos.

Mando único

1. Una Jefe Nacional y una Secretaria Nacional. Una jefe provincial y una secretaria provincial.

2. La forma de organización de las afiliadas será: La división en grupos que puede oscilar entre cinco y quince camaradas; al frente de este grupo se pondrá una de las integrantes que revele mayor espíritu y capacidad falangista; este grupo de cinco debe tener facultad de aumentarlo el jefe del mismo; al llegar al número de quince, dividir el grupo en dos, nombrando para jefa del segundo aquella camarada que mejor se desenvuelva en sus funciones. Estos jefes deben cesar en el momento en que se observe en ellos negligencia o incapacidad, y estarán a las órdenes de los mandos locales en todo y para todo, ateniéndose siempre a la más escrupulosa disciplina.

3. El Mando Nacional tiene el deber de estar al tanto del funcionamiento, intervenir toda su actuación y reglamentarla con arreglo a la severa disciplina de Falange Española de las JONS. Igual deber compete a los Mandos Provinciales sobre los locales de sus respectivos pueblos; unos y otros, por riguroso deber, están obligados a respetar las jerarquías e imponerlo a los demás. como asimismo, el tener siempre al corriente y por jerarquía también, el desarrollo de los sindicatos:

4. Es deber de la Jefe Nacional, por medio de la Secretaria Nacional, conocer el número de las camaradas simpatizantes de cada provincia, para atender en ellas a la

formación de la Sección Femenina de FE de las JONS, e igual deber compete a las Jefes Provinciales sobre los diferentes pueblos de su comarca.

5. Todos los Jefes Provinciales tienen obligación de recibir mensualmente noticias de todos los pueblos de su provincia y, a su vez, dar cuenta, en igual plazo de tiempo, a la Jefatura Nacional del funcionamiento de dicha provincia

Madrid, diciembre de 1934.  Arriba España!

V- Guerra Civil

Carteles de la guerra civil





❑ No pasarán!

Dolores Ibárruri, "Pasionaria"

(Llamamiento pronunciado por la Pasionaria, el 19 de julio de 1936.)

❑ Obreros! ❑ Campesinos! ❑ Antifascistas! ❑ Españoles patriotas!...

Frente a la sublevación militar fascista ❑ Todos en pie, a defender la República, a defender las libertades populares y las conquistas democráticas del pueblo!...

A través de las notas del gobierno y del Frente Popular, el pueblo conoce la gravedad del momento actual. En Marruecos y en Canarias luchan los trabajadores, unidos a las fuerzas leales a la República, contra los militares y fascistas sublevados.

Al grito de ❑ El fascismo no pasará, no pasarán los verdugos de octubre!... los obreros y campesinos de distintas provincias de España se incorporan a la lucha contra los enemigos de la República alzados en armas. Los comunistas, los socialistas y anarquistas, los republicanos demócratas, los soldados y las fuerzas fieles a la República han infligido las primeras derrotas a los facciosos, que arrastran por el fango de la traición el honor militar de que tantas veces han alardeado.

Todo el país vibra de indignación ante esos desalmados que quieren hundir la España democrática y popular en un infierno de terror y de muerte.

Pero ❑ No pasarán!

España entera se dispone al combate. En Madrid el pueblo está en la calle, apoyando al gobierno y estimulándole con su decisión y espíritu de lucha para que llegue hasta el fin en el aplastamiento de los militares y fascistas sublevados.

❑ Jóvenes, preparaos para la pelea!

❑ Mujeres, heroicas mujeres del pueblo! ❑ Acordaos del heroísmo de las mujeres asturianas en 1934; luchad también vosotras al lado de los hombres para defender la vida y la libertad de vuestros hijos, que el fascismo amenaza!

❑ Soldados, hijos del pueblo! ❑ Manteneos fieles al gobierno de la República, luchad al lado de los trabajadores, al lado de las fuerzas del Frente Popular, junto a vuestros padres, vuestros

hermanos y compañeros! ¡Luchad por la España del 16 de febrero, luchad por la República, ayudadlos a triunfar!

¡Trabajadores de todas las tendencias! El gobierno pone en nuestras manos las armas para que salvemos a España y al pueblo del horror y de la vergüenza que significaría el triunfo de los sangrientos verdugos de octubre.

¡Que nadie vacile! Todos dispuestos para la acción. Cada obrero, cada antifascista debe considerarse un soldado en armas.

¡Pueblos de Cataluña, Vasconia y Galicia! ¡Españoles todos! A defender la República democrática, a consolidar la victoria lograda por el pueblo el 16 de febrero.

El Partido Comunista os llama a la lucha. Os llama especialmente a vosotros, obreros, campesinos, intelectuales, a ocupar un puesto en el combate para aplastar definitivamente a los enemigos de la República y de las libertades populares. ¡Viva el Frente Popular! ¡Viva la unión de todos los antifascistas! ¡Viva la República del pueblo! ¡Los fascistas no pasarán! ¡No pasarán!

Milicianas

Mika Etchebéhère, *Mi guerra de España* (fragmento)

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 411

«Mi compañera, que se llama Nati, también quiere quedarse con vosotros. Antes tenía dos trenzas muy largas. Ahora se las ha cortado, vaya uno a saber, si caemos en manos de los fascistas nos pelarán, vale más llevar el pelo corto. Bueno, ¿podemos quedarnos?

A mí no me hace mucha gracia —gruñe el viejo Hilario—. Ni siquiera saben manejar un fusil. Claro que sabemos, y hasta desmontarlo, engrasarlo, todo —contesta rápido Nati—. También sabemos llenar cartuchos de dinamita, pero si no quieren darnos un fusil, dejen que nos quedemos para guisar y barrer, este suelo está muy sucio.

Manuela se indigna:

Eso sí que no. He oído decir que en vuestra columna las milicianas tenían los mismos derechos que los hombres, que no lavaban ropa ni platos: Yo no he venido al frente para morir por la revolución con un trapo de cocina en la mano.»

Mika Etchebéhère, *Mi guerra de España*, Barcelona, Plaza y Janés, 1987, págs. 56-57.



Milicianas en Loporzano, Huesca, Frente de Aragón, 1936

Del frente a la retaguardia

In <http://elmilicianocnt-aitchiclana.blogspot.com/2007/10/milicianas.html>

A la hora de realizar investigaciones sobre lo que fue la Guerra Civil española (1936-1939), no se puede dejar de lado la figura de la miliciana. El número de mujeres que marcharon al frente para combatir por el bando republicano fueron llamadas 'milicianas' su número no fue muy elevado, pero forjaron un mito bélico. La mayoría de ellas permanecieron en la retaguardia realizando los trabajos que los hombres habían dejado para marchar a la guerra. Aun así, resulta muy significativa la presencia de aquellas mujeres en el frente.

Las milicianas representaron una nueva imagen de la mujer, distinta a la tradicional, fruto de las necesidades bélicas. Las mujeres que empuñaron las armas surgieron en la zona republicana de manera espontánea durante los primeros días de la guerra.

Primero fueron mitificadas por las autoridades republicanas y más tarde desprestigiadas. En la zona controlada por las tropas sublevadas las milicianas estuvieron consideradas como la antítesis de lo que debía ser la mujer decente (cuidar a los heridos, amparar a los soldados y alimentar a sus hijos, etc.), y cuando fueron capturadas sufrieron la represión. Las milicianas se convirtieron en un referente para las organizaciones de izquierdas de muchos países europeos antes del inicio de la Segunda Guerra Mundial. Aunque las mujeres no permanecieron en los frentes de combate más que unos meses, son un exponente para el estudio de las relaciones de género en España y para el estudio de la Guerra Civil.

Surgimiento

El golpe militar del 18 de julio de 1936 provocó una gran inestabilidad política y social en la zona republicana.

Los rápidos avances de las tropas nacionales y la incapacidad del régimen republicano de organizarse decididamente para hacerles frente, provocaron el desbordamiento de tensiones sociales acumuladas durante años.

En algunas ciudades como Barcelona y Madrid, hombres y mujeres obtuvieron armas para poder hacer frente a militares que se declararon a favor de los golpistas. Esto provocó una situación revolucionaria en la que algunas organizaciones sindicales y partidos políticos jugaron un papel importante. Esta situación comprendió desde julio de 1936 hasta la llegada al gobierno de Juan Negrín en mayo de 1937. La aparición de las milicianas es fruto de las acciones desesperadas que se dieron en el verano de 1936 para evitar que las fuerzas sublevadas ganaran la guerra. El estrecho del cerco a Madrid por las tropas nacionales provocó la aparición de improvisadas milicias para combatir, en las que también participó el género femenino.

Las milicias populares eran grupos armados que no respondían a la disciplina de un ejército tradicional, ni a la jerarquía militar. Gran parte de las mujeres que entraron en las milicias eran jóvenes de alrededor de dieciséis años, reclutadas en muchos casos por organizaciones comunistas y anarquistas.

Las motivaciones que las llevaron a combatir fueron diversas: por convicciones propias, o bien por vengar la muerte de algún familiar. Fueron al frente acompañadas de sus amigos, maridos o novios. Se han llegado a documentar casos incluso de madres que llegaron a acompañar a sus hijos a los frentes de batalla.

Labor en el frente

Cuando las tropas nacionales atacaron Madrid en noviembre de 1936, entre las fuerzas que les hicieron frente se encontraban un gran número de milicianas. En el frente de Segovia luchó con buenos resultados un batallón de mujeres.

En Cataluña, en agosto de 1936 se creó un batallón femenino, el cual fue enviado junto a otras tropas para defender Mallorca. Incluso en Asturias se ha podido documentar la existencia de un pequeño grupo de milicianas, una de las cuales llegó a ser capitana en una compañía de ametralladoras.

A pesar de existir constancia sobre la presencia de las milicianas en los frentes, es difícil precisar el número de mujeres que desarrollaron una tarea militar o auxiliar en las posiciones de combate. Aunque el número de mujeres que combatieron en las milicias no fue elevado. La labor de las milicianas en el frente no se limitó exclusivamente a combatir. Estas también desempeñaron tareas auxiliares de soporte y asistencia. En muchas ocasiones eran las encargadas de controlar los abastecimientos de víveres, armas y municiones. La división sexual del trabajo también permaneció en el frente. A las mujeres se les asignaban tareas como preparar la comida, lavar la ropa a los soldados y labores sanitarias. Aunque muchas milicianas quisieron romper con las tradicionales asignaciones de tareas domésticas, las diferencias de género estuvieron presentes.

Desaparición

La figura de la miliciiana fue uno de los símbolos de la lucha contra los militares sublevados durante los primeros meses del conflicto. Pero a partir de octubre de 1936 el panorama comenzó a cambiar. Largo Caballero llevó a cabo una serie de disposiciones militares para retirar a las mujeres del frente y trasladarlas a la retaguardia. Se produjo un cambio radical, se pasó de glorificar a las mujeres combatientes a ridiculizarlas y desacreditarlas. Los sindicatos, los partidos políticos, e incluso las organizaciones femeninas coincidieron en la necesidad de obligar a las mujeres a trasladarse a la retaguardia.

En diciembre de 1936 los voluntarios extranjeros fueron avisados de que no se admitirían a las mujeres en las milicias. Solo unas pocas milicianas continuaron combatiendo hasta bien entrado 1937.

Para justificar la retirada de las milicianas del frente, se utilizaron diversos argumentos como la falta de preparación de las mujeres, su efectividad en la retaguardia en el desempeño de otras tareas. Pero quizás, uno de los argumentos más importantes que se utilizaron para retirar a las milicianas fue la vinculación de su figura con la de la prostituta. Esta opinión se comenzó a extender desde el otoño de 1936 y se generalizó desde el otoño de 1937. Se extendió la opinión popular de que estas mujeres provocaban enfermedades venéreas entre los soldados. Incluso en el bando franquista se llegó a confundir la imagen de las milicianas con la de las prostitutas. Estas acusaciones eran demasiado simplistas y generalizadas, ya que solo una pequeña parte de las mujeres que combatieron habían sido con anterioridad prostitutas.

En 1937 los comunistas logran crear un ejército regular, esto conllevó la progresiva eliminación de las milicias y con ella la presencia de las mujeres que todavía permanecían en el frente. La militarización de las tropas del bando republicano no contempló en ningún momento la presencia de mujeres.

La impotencia inicial del gobierno republicano para hacer frente a las tropas fascistas provocó una situación revolucionaria que afectó también a las relaciones de género. Durante un tiempo se flexibilizaron, permitiendo la aparición de mujeres que combatieron en las calles o marcharon en camiones hacia los frentes para combatir.

A pesar de que la mayoría de ellas intentaron equipararse a los hombres, tuvieron problemas al serles asignadas tareas complementarias relacionadas con las labores tradicionales del hogar. Esto unido a la progresiva degradación de su imagen fue provocando el endurecimiento de la estancia en el frente de las milicianas. La mayoría de ellas fueron obligadas a retirarse a los puestos de retaguardia, aunque buena parte de ellas lo hicieron en contra de su voluntad. Solamente unas pocas continuaron en el frente.

Las milicianas fueron utilizadas como instrumento propagandístico por el bando republicano. Al inicio de la guerra llegaron a ser calificadas como 'Heroínas de la patria' y fueron protagonistas de numerosos carteles, que pretendían alentar a los hombres a marchar a combatir al frente siguiendo el ejemplo de sus compatriotas femeninas. Posteriormente, cuando ya no se las consideró necesarias se procedió a su desmitificación y se las retiró a la retaguardia. La consigna predominante fue 'Hombres al frente, mujeres a la retaguardia', se pasó a difundir el modelo femenino de la 'Heroína de la Retaguardia'.

En su conjunto, las milicianas fueron una minoría de mujeres que combatió mientras las otras desempeñaron servicios auxiliares de asistencia, sanidad, cocina, administración, etc.. El perfil típico de las milicianas era el de mujeres jóvenes con relaciones políticas, familiares o afectivas con sus compañeros de milicia.

Labor cultural y constructiva para ganar la guerra y hacer la Revolución

«Salvemos a las mujeres de la dictadura de la mediocridad. Labor cultural y constructiva para ganar la guerra y hacer la Revolución». *Mujeres libres*, «Ruta», 30 abril, 1937, In Mary Nash, *Mujeres Libres...*, pp. 93-95.

La Agrupación Mujeres Libres no la forman unas mujeres manejadas y exhibidas por direcciones masculinas más o menos cultas. Ni es un grupo que pretenda pugilatos feministas frente a sus compañeros. La Agrupación Mujeres Libres tiene una razón de ser fundamental, que fue la de su origen: capacitar a las compañeras para que, desde un más alto nivel de cultura y sentido social, íntegramente dueñas de su personalidad femenina y humana, pueden trabajar al lado de los compañeros con toda consideración y máximo rendimiento... Nuestra finalidad —capacitar a las compañeras espiritual, cultural y socialmente, salvarlas de la dictadura de la mediocridad a las que se las ha tenido y se pretende seguir teniéndolas sometidas— es permanente y sigue en pie. Es una tarea gigantesca por la que estamos dispuestas a luchar hasta el fin.



Dolores Ibárruri, Guerra civil y revolución democrática

In *El único camino*, p.434-437

Al calor de la guerra se fundían viejas resistencias a la solución de los problemas fundamentales de la revolución democrática. Sobre la marcha, se resolvía el conflicto secular entre la España feudal y la España democrática.

Si lo que se hizo en las primeras semanas de Gobierno de Frente Popular dirigido por Largo Caballero, y con participación de los comunistas, se hubiera realizado en 1931, el levantamiento fascista hubiera sido imposible.

Se concedió el Estatuto al País Vasco⁶⁷. Por primera vez, Euzkadi tenía su propio Gobierno. Y por primera vez, en la España tradicional e intransigente, por virtud de una política correcta y justa, fuerzas católicas como los nacionalistas vascos colaboraban con las fuerzas de izquierda constituyendo un Gobierno, dirigido por los nacionalistas y en el que participaban desde los republicanos hasta los comunistas.

La concesión del Estatuto a Euzkadi, que si no satisfacía todas las aspiraciones políticas nacionales del pueblo vasco era un gran paso hacia ello, aseguraba a la causa republicana, además del apoyo político de los vascos, la aportación industrial siderometalúrgica a las necesidades de la guerra.

El problema de los problemas españoles, no resuelto ni en 1931 ni en 1933, era el de la tierra; era el de la reforma agraria, que terminase con los latifundios de origen feudal, que pusiese la tierra en manos de quienes querían y podían trabajarla, asegurando el abastecimiento del país y creando una sólida base al mercado interior, reforma agraria que hasta entonces no habían sido capaces de realizar los gobiernos republicanos precedentes.

⁶⁷ Fueron las Cortes, reunidas el 1 de octubre de 1936, las que concedieron el Estatuto a Euzkadi. Los nacionalistas vascos también formaban parte del gobierno central presidido por Largo Caballero.

Apenas constituido el Gobierno de Largo Caballero, nuestro camarada Vicente Uribe llevó a una de las reuniones del Consejo de Ministros un proyecto de reforma agraria que respondía a las necesidades de los campesinos y de todo el país⁶⁸.

Contra el proyecto presentado por el ministro comunista se levantó en el seno del Gobierno una fuerte oposición que nos obligó a modificarlo.

No obstante las modificaciones y enmiendas en él realizadas, el proyecto representaba un gran avance democrático, revolucionario en la solución del problema agrario.

Por el decreto de reforma agraria se entregaba a los campesinos, en usufructo permanente, la tierra de los grandes propietarios agrarios comprometidos en la sublevación. Al mismo tiempo el ministro de Instrucción Pública presentaba otro proyecto abriendo los Institutos y Universidades a los trabajadores, a los cuales el Gobierno subvencionaría para que pudiesen estudiar⁶⁹.

Estas medidas fueron sancionadas sin ninguna resistencia por el Presidente Azaña, lo que evidencia que incluso los hombres más reacios a cambios profundos en la estructura política y económica del país pueden evolucionar cuando el clamor nacional y las exigencias de las masas son lo suficientemente fuertes para hacerse oír.

Consecuente en su posición de defensa de la República y de la democracia, desde las primeras semanas de la guerra el Partido Comunista se habla opuesto firmemente a que los grupos trotskistas y faístas⁷⁰ desfigurasen el carácter de nuestra guerra; se había opuesto, apoyándose en los propios campesinos, a los ensayosseudorrevolucionarios de aquellos que despojaban a los campesinos de su tierra y de sus bienes y les obligaban a ingresar en las colectividades anarquistas.

Con la reforma agraria, realizada sobre la base de la propuesta presentada por el Partido Comunista y firmada por el Presidente de la República, se ponía fin en líneas generales a los abusos, depredaciones y ensayos libertarios de los aventureros de la revolución, en el agro español.

Se iniciaba bajo la dirección del camarada Wenceslao Roces, subsecretario de Instrucción pública, la batalla contra el analfabetismo. Los milicianos de la cultura enseñaban a leer y escribir a los campesinos encuadrados en las milicias. Se protegía a los pequeños comerciantes, se iniciaba la liquidación del sistema de incautaciones impuesto por los caudillos faístas.

Por primera vez y de una manera amplísima fue organizada, por iniciativa del camarada Juan Planelles, subsecretario de Sanidad, la atención y el cuidado médico a los niños, la ayuda y la protección a las madres lactantes.

La Republica Española, que al comienzo de la lucha, era una República de tipo democrático burgués, se transformó en el transcurso de la guerra en una Republica de tipo popular, distinta a las repúblicas democrático-burguesas.

Se transformó en una Republica democrática de nuevo tipo, en la cual, conservándose la propiedad privada, el Estado tomaba en sus manos la dirección de las grandes empresas industriales, los Bancos y el transporte —excepto en el País Vasco —; se confiscaban las tierras de los grandes terratenientes que apoyaban a Franco y se constituían cooperativas y colectividades voluntarias de los obreros y de los campesinos apoyadas por el Estado.

⁶⁸ Ya en los meses del verano de 1936 se había iniciado el proceso de colectivización de tierras, industrias y servicios. El proyecto de Uribe se concretó en el Decreto de 7 de octubre de 1936 sobre expropiación de tierras y nacionalización de fincas y el 23 de octubre la Generalitat promulgó el decreto de Colectivizaciones.

⁶⁹ La extensión de la enseñanza, como servicio público, hacia adultos e infancia fue importante tanto en la retaguardia como en el frente, a través de los Institutos Obreros, las Escuelas de Adultos, las campañas de alfabetización, las Milicias de la Cultura, las colonias infantiles, etc.

⁷⁰ Es decir de la FAI.

Dolores Ibárruri, Defensa de Madrid⁷¹

In *El único camino*, p. 450-453

Con la pérdida de Talavera y de Toledo, los únicos puntos de posible resistencia al avance del enemigo hacia la capital eran los pueblos próximos a Madrid. Los milicianos no estaban en condiciones de organizar esta resistencia. La caballería mora los sobrepasaba a veces, arrasando campos y pueblos, cometiendo atrocidades inenarrables.

En la dirección del Partido se planteó de una manera rotunda, contundente, la defensa de Madrid.

Pasase lo que pasase, y costase lo que costase, Madrid sería defendido. Madrid no caería en manos de los sublevados.

Para cada uno de nosotros era claro que en el mantenimiento de Madrid para la República estaba la clave de la victoria. y nos esforzamos por hacer comprender esto no sólo al pueblo, sino al propio Gobierno.

El pueblo nos comprendió y nos apoyó. y frente a las dilaciones y resistencias de quienes no creían posible la defensa de una ciudad abierta, nosotros llamamos al pueblo a construir fortificaciones y, predicando con el ejemplo, fuimos los primeros en empuñar picos y palas para rodear a Madrid de un cinturón de fortificaciones. Y con nosotros iban cada día millares de hombres y mujeres, de jóvenes, de viejos y aun de niños, a abrir trincheras y zanjás antitanques, a levantar un cinturón defensivo alrededor del Madrid entrañable. El 5.º Regimiento era nuestro principal apoyo, y con él contaba el Partido para la organización de la defensa de la capital⁷².

Sin embargo, defender Madrid no era empresa fácil cuando no existía un Ejército, cuando faltaban armas, cuando frente a las milicias avanzaban los ejércitos mejor armados de Europa. Sólo la voluntad popular, sólo la decisión y disposición de las masas a defender la capital hasta la última piedra, hasta el último hombre, podía salvar Madrid.

Y a impulsar esa voluntad de lucha y el espíritu de sacrificio de los combatientes, inculcando en ellos su propia decisión se dedicaron el Partido Comunista y los hombres del 5º Regimiento; se dedicó la Juventud Socialista Unificada, de cuyas filas surgieron pléyades de heroicos combatientes.

Sobre Madrid se apretaba el cerco enemigo. Se combatía en la Ciudad Universitaria. El Hospital Clínico, una parte era de los milicianos, otra de los facciosos. La Casa de Velázquez, que ya había sido incendiada en el transcurso de los combates, cayó en poder del enemigo y los milicianos la hicieron volar, privando a los facciosos de un punto de apoyo en la lucha por Madrid.

Las trincheras y fortificaciones que el ministro de la Guerra y sus consejeros no habían querido que se construyesen porque consideraban poco marcial luchar desde las trincheras, hubo que hacerlas a toda prisa y bajo el fuego de las baterías y aun el de las ametralladoras enemigas.

Frente al criterio del jefe del Gobierno, acerca de la no necesidad de trincheras y de luchar como en las justas de la Edad Media, cara a cara y con la visera levantada, un combatiente antifascista, antiguo oficial del Ejército alemán, el escritor alemán Ludwig Renn, decía a los milicianos desde las columnas de *Mundo Obrero* el 26 de octubre de 1936:

⁷¹ La colaboración y protagonismo de las mujeres y hombres del PCE fue importante en la fortificación y defensa de Madrid. Son los momentos en que Largo Caballero dio el decreto de organización del Ejército popular. DI participó en el mitin histórico del Monumental Cinema el 8 de noviembre de 1936 y colaboró con las mujeres en la organización del abastecimiento, evacuación y fortificación.

⁷² 5º Regimiento: organización miliciana formada por el PCE en los días posteriores a la sublevación militar de julio de 1936

El soldado atrincherado no debe temer a la aviación ni a la caballería. Poco daño puede hacerte un tanque si estás atrincherado. No es ninguna cobardía tenderse en plena batalla. Un buen soldado administra bien su vida, pues sólo el que vive puede seguir luchando.

De Madrid fueron evacuados a Levante millares de niños y de mujeres que en caso de agravarse la situación iban a ser las primeras víctimas, además de constituir una preocupación permanente para las autoridades y los combatientes.

Durante todo el mes de octubre, el 5º Regimiento volcó sus actividades en la organización de la Defensa.

El 9 de octubre, el camarada Líster, preparando políticamente a la resistencia a los comisarios políticos del 5º Regimiento, pronunció un discurso transmitido desde el Altavoz del Frente, en el que se llamaba al pueblo a defender la capital.

“¡Milicianos, mujeres y hombres de Madrid! —decía Líster en su alocución—. Ante nosotros se presentan días decisivos. Los fascistas quieren apoderarse de Madrid por la importancia que internacionalmente tendría para ellos situarse en la capital de España.

[...]

Hay que organizar la defensa de Madrid, no sólo para, que sea la tumba del fascismo, sino como comienzo de una gran ofensiva general de nuestras fuerzas en toda España contra los sublevados .

[...]

Para el éxito de esta batalla, hay que mantener la más férrea disciplina. La indisciplina es el origen de las huidas, de las desbandadas. Engendra la cobardía, es la causa de las derrotas. Quien quebrante la disciplina es un provocador al servicio del enemigo, es un traidor, que facilita el trabajo de la Quinta Columna. Todos los madrileños deben tomar parte de la fortificación de Madrid.

[...]

El 5º Regimiento ocupará los puestos de mayor peligro. Sus Compañías de Acero, su Brigada de la Victoria, su Batallón Thaelmann, su Brigada Líster, y todos los milicianos, piden el puesto de mayor peligro para la defensa de Madrid y dicen: “¡El fascismo no pasará!”

En *Milicia Popular*, periódico del 5º Regimiento, cada día eran más apremiantes sus llamamientos.

Cada casa una fortaleza. Cada calle una trinchera. Cada barriada una muralla de hierro y de combatientes. Cada ciudadano un buen tirador de fusil, un buen ametrallador, un buen tirador de bombas, un buen zapador de trincheras. Los obreros de Madrid pueden organizarse en batallones, en grupos de combate. Las mujeres también. Nosotros, 5º Regimiento, parte integrante del nuevo Ejército del pueblo, estaremos aquí, al lado del Gobierno incondicionalmente. Nuestros milicianos no abandonarán nunca los frentes de batalla que hoy rodean Madrid. y estamos seguros que las otras milicias harán lo mismo, porque son tan heroicas como nuestro Quinto Regimiento.

El mundo mira a Madrid, y Madrid no se rendirá.

Dolores Ibárruri, Intervención en Radio Madrid, 1-I-1937

In *El único camino*, p.491-494

Forjadores del Frente Popular, los comunistas hemos luchado tenazmente por la consolidación y fortalecimiento de éste, ya que solamente fortaleciendo el Frente Popular y respaldando con nuestro apoyo al Gobierno del Frente Popular, puede asegurarse el éxito de la lucha.

Hoy como ayer queremos señalar cuál es, a nuestro juicio, la ruta que conduce a la victoria y por ella marcharemos, aunque tengamos que oponernos a los que se empeñan en quemar etapas revolucionarias, sembrando la confusión y el desconcierto y poniendo en peligro la leal colaboración de fuerzas que pueden ser decisivas para el triunfo de nuestra causa.

Es preciso no olvidar cuál es el carácter de nuestra guerra; la lucha que se desarrolla en nuestro país se ha transformado en una guerra de independencia nacional frente al fascismo extranjero, en una guerra de liberación de las masas populares del yugo del feudalismo y de la agresión reaccionaria y fascista.

No fuimos nosotros quienes provocamos la guerra. Fueron los aristócratas, las castas militares, el clero, el señoritismo degenerado y fascista.

Y nosotros, los que no teníamos patria, los que vivíamos como desterrados en nuestro propio país, luchamos ahora por una España nueva, que vamos forjando día a día.

[...]

Hacemos la guerra, y hacemos también la revolución. Para consolidar ésta tenemos que ganar aquélla .

[...]

¿Cuáles son las condiciones para la victoria?

El Partido Comunista considera que es necesario:

1º Que un Gobierno como el actual, en el cual estén representadas coma ahora todas las fuerzas que controlan masas de opinión, tenga plena autoridad, y que todos, hombres y organizaciones, respeten, acaten y apliquen las decisiones de Gobierno y de sus autoridades.

2º Que se implante inmediatamente el servicio militar obligatorio, único medio de llegar rápidamente a la creación del gran Ejército del pueblo con la organización y disciplina que aseguren su eficacia militar. Que a este Ejército se le den mandos civiles y militares fieles a la República y al pueblo, y que este Ejército y estos mandos sean respetados y sus órdenes cumplidas sin discusión. Que se cree un Estado Mayor y un mando único para los ejércitos que operan en los diversos frentes y que en este Estado Mayor y en este mando único se concentren los mejores militares, los más capaces, y, conjuntamente con ellos, los mejores representantes de los partidos y organizaciones sindicales; que sus órdenes sean acatadas sin discusión.

3º Que se imponga una disciplina férrea en la retaguardia mediante una campaña de esclarecimiento de lo que significa esta guerra, a fin de acabar con esa concepción simplista y peligrosa, aun existente, de que la guerra sólo concierne a los territorios en los que se pelea y no al pueblo entero y a todas las regiones.

Que los sacrificios y privaciones que impone la guerra sean compartidos por todos los habitantes y regiones de la España leal.

4º Que se nacionalicen y reorganicen nuestras industrias básicas, y en primer lugar las industrias de guerra, para poder hacer frente a las necesidades de la lucha y de la retaguardia, y que todos los sindicatos, partidos políticos y hombres fieles a la causa del pueblo interpongan su influencia para que impere una sola preocupación: producir más y mejor para acelerar la victoria.

5º Que se cree un Consejo Coordinador de la industria y de la economía general, en el cual estén representados todos los técnicos y especialistas del Frente Popular, para que este alto

organismo del Estado oriente y dirija la producción y que todos acaten y apliquen sus decisiones.

6.º Que se implante el control obrero sobre la producción, pero que los organismos encargados de aplicarlo actúen de acuerdo con el plan trazado por el Consejo Coordinador.

7.º Que en el campo se produzca cuanto haga falta para el frente, para la retaguardia sobre la base de un plan establecido por representantes de organizaciones campesinas, partidos y organizaciones del Frente Popular, pero que se respete el producto del trabajo, sea individual o colectivo, de las masas campesinas y se asegure a los productores agrícolas un precio remunerador para sus productos y mercados nacionales e internacionales.

8.º Que se coordine la producción agrícola e industrial y que toda ella tienda a un objetivo único: ganar la guerra.

Necesitamos terminar rápidamente la guerra. Demostremos a los pueblos que gimen bajo la tiranía fascista que el fascismo no es invencible, que contra el fascismo se puede luchar, que al fascismo se puede vencer”.

Dolores Ibárruri, las mujeres madrileñas! (¿8-III-1937?)⁷³

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 416-417

Si hubiera alguien que todavía dudase de la capacidad de la mujer, de su desarrollo político; si necesitásemos encontrar un nuevo argumento para apoyar nuestro trabajo y nuestra lucha en pro de la incorporación de la mujer a todas las actividades, tanto del trabajo como de la gobernación del país, este acto, representación viva de las mujeres del pueblo, de las mujeres que luchan, de las mujeres que trabajan, de las mujeres que dan hijos para la guerra, sería la negación de sus afirmaciones, sería la base en que apoyamos para decir a los que aún dudan que las mujeres de Madrid, que las mujeres de España, son capaces de trabajar al lado de los hombres, son aptas para dirigir, en igualdad de condiciones que los hombres, los destinos de nuestro pueblo; que es preciso dejar de considerar a la mujer como ciudadano de categoría inferior para concederle la plenitud de derechos que en justicia le corresponden.

Hasta ahora se ha exigido de la mujer el cumplimiento de numerosos deberes; pero se le han concedido muy pocos derechos. Pesan todavía demasiado en nuestros hombres los conceptos árabe y católico de la inferioridad de la mujer.

Y nosotras exigimos, porque queremos dejar de ser ciudadanas de categoría inferior, que al mismo tiempo que se nos pide el cumplimiento de los deberes que la guerra exige de todos se nos concedan, en igualdad de circunstancias, los mismos derechos que al hombre.

⁷³ Probablemente de 1936, después de la victoria del Frente Popular. Celebración del día de la mujer.

Carmen Alcalde, La organización Mujeres Antifascistas

In *La mujer en la guerra civil española*, Madrid, Ed. Cambio 16, 1976, p. 141-144

A pesar de todo es obvio que las mujeres antifascistas estaban organizadas entre sí. El 11 de noviembre de 1937, en Valencia, se celebró la Segunda Conferencia Nacional de Mujeres Antifascistas: organización que existía desde 1934, habiendo celebrado su Primera Conferencia en Madrid. La misión de las mujeres antifascistas era primordialmente la de sacar a la mujer española de la ignorancia en que la tenía sumida, desde siglos, la sociedad patriarcal española. En 1934, esta organización se incorporaba a la labor de defensa de la República, creando guarderías de niños, refugios para evacuados; organizando talleres y centros culturales; actuando en los puestos de sanidad, en los hospitales, y luego, siempre en posición de ayuda y de colaboración, llegan a arriesgar sus propias vidas en esta vocación de asistencia a los heridos del ejército de 1936, 1937, 1938 y principios de 1939.

A la Segunda Conferencia asistieron mujeres de todos los puntos de España: delegadas de Andalucía, del Norte, de Castilla la Nueva, delegadas también extranjeras invitadas a la Conferencia, entre las que habrá francesas representantes del Comité Mundial de Mujeres. También acudieron las campesinas, mujeres de todas las clases populares, creándose un fuerte lazo de unión entre la mujer del campo y la mujer de la ciudad. Aquella Segunda Conferencia estaba presidida por Pasionaria y la madre de Fermín Galán. De oyentes, un gran número de campesinas, obreras de los talleres, intelectuales, gente de la Unión de Muchachas ... Se evocó a las camaradas que habían caído en la lucha, a las madres de los héroes y a Ana Pauker. La revista *Estampa*, del 12 de noviembre de 1937, explicaba el acto en los siguientes términos: “La Conferencia ha puesto de relieve la eficacia del heroísmo y la abnegación de las mujeres de nuestra lucha de independencia, tanto en la retaguardia como en el frente... Las mujeres cosen ropa para el ejército, en Madrid y Valencia, trabajan en la producción de guerra, recogen la cosecha, como las campesinas de Córdoba, materialmente bajo el fuego enemigo. Las mujeres han creado en las fábricas estas magníficas brigadas de choque que han determinado que se elevara la producción de ropa para nuestro ejército.”

Una nueva consigna urgente había que propagar: la incorporación de las mujeres al trabajo activo de la retaguardia, en las fábricas, talleres, centros oficiales, comercios, oficinas. Era el momento de la incorporación de la mujer al mundo del trabajo. El momento de que la mujer se incorporara a la guerra, había ya pasado.

Y tanto las mujeres campesinas, como las obreras, la mayoría de ellas analfabetas, sin saber leer y sin saber escribir, tenían sin embargo una visión muy clara de los momentos que vivían. **Q**ué útiles, con toda certeza, hubieran podido ser de habérselas consignado para la guerra directamente, al ejemplo de las modernas guerrilleras! Pero los hombres guerreros, los luchadores tenían como única obsesión la de que el trabajo en la fábrica, en el campo, no desapareciera tras la guerra. Había llegado el momento de la suplencia. Ellas guardarían el puesto del hombre hasta que éste regresara ... , y, esta vez, justificadamente, exhausto. Natalia Valle, cronista de la Conferencia de Valencia, terminaba su informe diciendo: “Obreras, campesinas, trabajadoras; todas las mujeres españolas que sienten la necesidad de luchar por la victoria, de acelerar el triunfo y están dispuestas a que sean realidad inmediata las proposiciones acordadas en su gran reunión de Valencia, están decididas a ser dignas de la victoria ayudando con entusiasmo a conquistarla”.

Bajo la presidencia de honor póstumo de Lina Odena, la voz de Pasionaria sonó como siempre en la Conferencia, al frente de las mujeres de España; tras ella, la voz de Emilia Elías, secretaria general del Comité Central de Mujeres; y la voz de Carmen Manzana, secretaria del Comité Provincial de Valencia ... ; la voz de todas las mujeres líderes, mujeres “como

hombres”, mujeres excepcionales, mujeres, a pesar suyo, inductoras del regreso de la retaguardia femenina al papel de colaboradora.

En otra asamblea de mujeres celebrada el 13 de septiembre de 1937, Mercedes Pimentel, secretaria general de la Barriada Oeste de las Mujeres Antifascistas, abrió el mitin insistiendo en el llamamiento de la mujer al trabajo. Por su parte, Teresa Cabrerós, del Comité Central de Mujeres, y Victoria Moreno, intervenían en los siguientes términos: “Hay algunas trabajadoras que ya han conseguido por sí mismas aprender el manejo de las máquinas y a construir igual que los hombres las ruedas de goma para los coches blindados ... Sin hacer caso de las llagas que el trabajo les ha producido en las manos ... Es pues -terminaba entre aplausos Victoria Moreno posible y necesaria esta incorporación de la mujer al trabajo que pedimos y que sindicatos, partidos y gobierno deben ayudarnos a lograr.”

Esta incorporación absolutamente necesaria de la mujer al trabajo para que el país no perdiera, tras la guerra, su ritmo económico fue aceptada, y reclamada incluso, tanto por la mayoría de mujeres, como, por supuesto, por los militares y políticos que llevaban entre sus manos la labor de mentalización nacional¹. Así pues, en este mismo acto del 13 de septiembre de 1937, el teniente coronel Ortega que ocupaba un puesto de honor en la presidencia de la Conferencia, al hacer uso de la palabra, hablaba confusamente de los “deberes” de la mujer, ensalzando a la vez las figuras de Agustina de Aragón y de Mariana Pineda y menospreciando el papel genérico de la mujer: «Aún pueden llegar días más difíciles, que vosotras, heroicas mujeres, podréis resistir; pero antes buscad por sus cubiles a los cobardes y sacadlos a la vergüenza pública. Si ellos no saben llevar pantalones, ponedles vuestras faldas.”

Las mujeres en los primeros días de lucha, *Mujeres Libres*, n° 10, julio de 1937

In Mary Nash, *Mujeres libres...*, p.91-92

Las maestras pelaban patatas, las enfermeras fregaban los suelos, las chicas de servicio doméstico acudían en avalancha a las clases preparatorias que se improvisaban, las feministas cien por cien cuidaban a los niños y atendían hospitales, las modistas cogían el fusil; muchas corrían a ofrecerse con máquina y todo, para coser monos; otras hacían acopio de bocadillos y refrescos y establecían el puesto en las barricadas para obsequiar a los pelotones de milicias que salían en camiones a reconquistar pueblos. Total: un revoltijo de generosidades simpático y magnífico. Esta fiebre de actividades tenía su honda explicación. Había sonado una palabra: **¡Revolución!** Y la chica del servicio doméstico corría a liberarse de su ignorancia y la modista dejaba la tiranía de la aguja para realizar sus sueños de aventura. Todas aportaron trabajo y entusiasmo. Y este primer desbordamiento se fue canalizando. Luego en una fructífera aplicación de actitudes y de vocaciones que ha de transformar integralmente en un sentido de superación la vida de las mujeres españolas.

No solamente el hombre sintió latir en lo más profundo de su personalidad de obrero, las ansias de vengar, con las armas los largos años de esclavitud moral y material en que el capital y el clero, las dos grandes plagas de la Humanidad, lo tenían sumido. También la mujer, dejando de lado la ancestral apatía que la lucha de clase y los fenómenos sociales, le habían causado siempre, sintió el aletear de la ilusión revolucionaria, en su alma eterna de “relegada”, de ser cubierto por el eterno polvo del olvido. No vaciló y decidida se lanzó a la calle a luchar al lado del obrero, compañero o no. Y ofreció su vida joven, pletórica de ilusiones juveniles, en las primeras jornadas de la lucha heroica, en que cada hombre era un héroe y cada mujer equivalía a un hombre. Pero no todo consiste en el valor; en esta lucha larga y continua de dos clases que se odian a muerte. La mujer, comprendiéndolo así, recapacitó y comprendió que las escaramuzas callejeras distan mucho de parecerse a la lucha metódica regular y desesperante de la guerra de trincheras. Comprendiéndolo así, y reconociendo su propio valor, como mujer, prefirió cambiar el fusil por la máquina industrial y la energía guerrera por la dulzura de su alma de MUJER. No deshonró el frente, la verdadera mujer. Por el contrario, ella ha sabido imprimir al grosero ambiente de guerra la delicada suavidad de su psicología femenina. Tiene cuidados maternos con los que fatigados de las jornadas de lucha regresan al sitio donde se hallan alojados, y procura mantener vivo el optimismo en trancas difíciles en que el ánimo, excesivamente impresionado, empieza a decaer. No es un lastre para la sociedad, la mujer de hoy. No. En el frente luchan unas, y velan otras por los que combaten. En la retaguardia, trabajan incesantemente e incrementan la cultura de que hasta ahora carecía el movimiento femenino.

La mujer se está rescatando ella misma.

La mujer, factor indispensable para el triunfo de la guerra y de la Revolución

In Mary Nash, *Mujeres Libres...*, p. 96-97

La mayoría de las mujeres en España, sólo sabían vivir la primitiva forma de la economía femenina. Su vida sólo miraba hacia dentro, hacia la casa, y su formación como la que transmitía a sus hijos, era profundamente egoísta.

El 19 de julio del 36 proyecto en la vida de las mujeres españolas posibilidades y soluciones que han determinado la proporción cualitativa dentro de los diferentes trabajos y quienes los realizan. Las obreras pueden sin distingos odiosos cultivar su inteligencia y adquirir conocimientos técnicos. En estos dos años de lucha se ha combatido la ignorancia a marcha forzada.

Rápidamente se va deshaciendo la equivocada creencia de la incompatibilidad entre la capacitación ya lograda y un mayor rendimiento.

Porque éste es un problema a resolver de un modo rápido y eficaz dentro de las diversas clases de trabajo; ni toda la ignorancia para la misérrima, ni toda la capacitación para la mejor acomodada.

Las mujeres en lo que dure la guerra y la postguerra, han de abandonar la vida del hogar para ocupar los lugares que el hombre al marchar a los frentes deja vacantes. Porque somos nosotras las mujeres las que hemos de vencer, en la retaguardia y nosotras las que hemos de exigir y aprender a exigir: Por la victoria. y por la vida misma.

Las mujeres españolas deben y saben sentir exactamente la responsabilidad de todas las víctimas antifascistas —nuestros héroes y nuestros caídos— para no retroceder en ninguna de las conquistas que ellos mismos nos han ofrecido. Hay que sustituir a los compañeros en su trabajo, con preparación, con heroísmo, y sin confundir nuestra misión histórica con la simple intrepidez feminoide.

Es obligado pero transitorio el que la mujer tenga que separarse de sus hijos y de sus sentimientos del hogar; lo permanente es, en cambio, que la mujer ha de producir para la colectividad, y lo definitivo, que no puede volver al producir egoísta, doméstico, familiar, sin que esta signifique pérdida, para el futuro, de sus afectos individuales o familiares, ni del civilizado sentido de selección, que ello equivaldría a negarse a sí mismo.

19 de julio, fecha que ha marcado para las mujeres españolas un puesto de honor en la evolución humana y ha concretado con el papel de la mujer como factor indispensable con posibilidades y soluciones a los momentos trágicos que vive España.

Federación de Mujeres Libres

Ilse, La doble lucha de la mujer

Mujeres Libres, VIII mes de la revolución

In Mary Nash, *Mujeres Libres...*, p. 131-133

El hombre revolucionario que hoy lucha por su libertad, solo, combate contra el mundo exterior. Contra un mundo que se opone a sus anhelos de libertad, igualdad y justicia social. La mujer revolucionaria, en cambio, ha de luchar en dos terrenos: primero por su libertad exterior, en cuya lucha tiene al hombre de aliado por los mismos ideales, por idéntica causa; pero, además, la mujer ha de luchar por la propia libertad interior, de la que el hombre disfruta ya desde hace siglos. y en esta lucha, la mujer está sola.

En los comienzos del movimiento obrero, se decía muchas veces: “Al enemigo lo tenemos en nuestro propio campo”. Había pues, que vencer a este enemigo antes de pensar en otras conquistas. Del mismo modo, la mujer que quiera emanciparse en la igualdad de derechos, ha de emprender primero la lucha en su propio campo. Y en esta lucha, además de encontrarse sola, además de contar únicamente con ella misma, le dificulta la lucha el enemigo que reside en su propio campo; un enemigo al que nunca ha reconocido conscientemente coma tal, al que está ligada íntimamente y por instinto desde su primera infancia.

Primero, la familia. No es fácil deshacer las fuertes ligaduras que, por educación y por tradición, existen entre la mujer y la familia. Es duro hacer sufrir a unos padres queridos que no aciertan a transigir con los anhelos libertarios de la hija, que no quieren ayudarla en su lucha, que niegan a la muchacha adolescente el esclarecimiento de la cuestión sexual, que la quieren inducir a la espera pasiva y virginal del hombre que le ofrezca el matrimonio y le asegure una existencia en la que la mujer, llena de ignorancia y de prejuicios, no suele encontrar la felicidad, sino una vida desolada y triste. Todo esto conducía casi siempre a burlar en secreto las normas maternas, a la insinceridad, al engaño cobarde. En estas circunstancias, la libertad interior era imposible. y en semejante ambiente se fundaba una nueva familia, que por falta de sinceridad —e incluso en el caso de una buena inteligencia sexual entre los dos esposos— colocaba a la mujer en una nueva situación embarazosa, determinada por la represión de la personalidad en la mujer. .

Así, lo subconsciente en la mujer ha de ver por fuerza en todos estos seres queridos —padres, marido, hijo— a enemigos de su libertad. Y la mujer tiene que combatir a estos enemigos modificando su actitud frente a ellos, luchar contra los prejuicios y las tradiciones, y, ya interiormente libre y en condiciones distintas, unirse realmente a sus compañeros del otro sexo para luchar juntos contra el enemigo exterior, contra la servidumbre y la opresión.

Es difícil para la mujer determinar exactamente sus ligaduras interiores. Una vez conocidas, ha de ser inexorable consigo misma; ha de renunciar, en primer término, a la cómoda costumbre. Sola ha de llegar a este convencimiento y sola tiene que luchar; nadie sino el amor a la libertad la puede ayudar en esto. El hombre —ni siquiera el compañero anarquista— no la puede ayudar en esto; más bien lo contrario, porque también en él hay tanta vanidad masculina escondida, que, sin que se dé cuenta y con apariencia de amor y amistad mal entendidos, trabaja muchas veces contra la liberación de la mujer.

Ante tantos obstáculos, es explicable la decepción y la tendencia a abandonar la lucha. Pero sed fuertes y aguantad, mujeres de la Revolución. Cuando hayáis conseguido pertenecer a vosotras mismas; cuando vuestras decisiones en la vida cotidiana obedezcan sólo a vuestra propia convicción y no a costumbres atávicas; cuando vuestra vida afectiva esté libre de toda consideración sentimental y tradicional; cuando podáis ofrecer vuestro amor, vuestra amistad o vuestra simpatía como expresión genuina de vosotras mismas, entonces os será fácil vencer los obstáculos exteriores. Automáticamente pasaréis a ser personas con libre albedrío e

igualdad de derechos sociales, mujeres libres en una sociedad libre que vais a construir junto con el hombre, como sus verdaderas compañeras.

La Revolución ha de comenzar desde abajo. Y desde adentro. Dejad que entre el aire en la vida familiar, vieja y angosta. Educad a los niños en libertad y alegría. La vida será mil veces más hermosa cuando la mujer sea realmente una “mujer libre”.

Lucía Sánchez Saornil, Actitud clara y consecuente de Mujeres Libres

Solidaridad Obrera, 11-VIII-1938

In Mary Nash, *Mujeres Libres...*, p. 109-112

En respuesta a Dolores Ibárruri

Otra vez la Agrupación de Mujeres Antifascistas, por la pluma de su presidenta, Dolores Ibárruri, hace a Mujeres Libres un llamamiento público a la unidad. Se diría que estos llamamientos persiguen, tal vez sin pretenderlo, una consecuencia: la coacción. La coacción por la evidencia: señalar que hay un sector rebelde a la unidad que todos los antifascistas anhelamos, y tal vez por esta evidencia coaccionarle a que acepte los puntos de vista propios. Pero Mujeres Libres dio siempre sus razones para negarse a la “fusión”, que no “unidad”, pretendida por Mujeres Antifascistas; y estas razones no se han modificado.

Que nadie por tal actitud pretenda motejar de tibio nuestro antifascismo, que no queremos afirmar más puro y más fuerte que el de las otras, pero sí como el que más.

Mujeres Libres ha dicho y repite, que no le interesa la unidad femenina, porque no representa nada. Su voz clamó mil veces por la unidad política y sindical, la única eficaz y útil a nuestra causa; y Mujeres Libres se congratula de que esta unidad haya cristalizado al fin en el Frente Popular Antifascista.

Nuestra Federación tiene una tendencia confesada: la libertaria, representada en el frente dicho, y por esto Mujeres Libres no pidió en él su inclusión; de no haber sido así, la hubiera pedida, porque allí es donde se forja y se hace efectiva la verdadera unidad.

Podría bastarnos esta explicación: trabajamos dentro de nuestra tendencia, y puesto que hay un pacto entre todas las tendencias, la unidad de acción para el objetivo inmediato de ganar la guerra, vierta igualmente cada grupo femenino sus actividades dentro de su Partido y el provecho será, de la misma manera, para la causa común. Porque nadie ignora que sólo se persigue la unidad de acción, ya que la fusión de tendencias no es realizable, porque es incompatible con la variedad humana.

Con esta respuesta, ¿quién podrá decir que no sea razonable y clara nuestra actitud? ¿De qué unidad, pues, nos habla Mujeres Antifascistas?

Veamos —y conste que preferiríamos callar estas cosas—. Mujeres Antifascistas ha nacido, es una hijuela de los antiguos Comités contra la Guerra y el Fascio. Se organizaron estos Comités a base de elementos femeninos de todos los partidos, buscando así una mayor eficacia para la propaganda política de izquierdas entre las mujeres. Pero es el caso que a favor de estos Comités se creó la Agrupación de Mujeres Antifascistas, organización sin matiz político, con el programa inmediato de ayudar a la guerra, y en la que ingresaron grandes núcleos femeninos, sin otra objetividad que procurarse ciertas ventajas que, unas veces de índole política, otras de índole económica, solía ofrecerles su afiliación.

Y así, la Agrupación de Mujeres Antifascistas fue absorbiendo las actividades femeninas de cada tendencia, hasta casi anularlas dentro de los partidos, consiguiendo que las mujeres, en atención a los objetivos inmediatos, olvidaran la verdadera finalidad de nuestra lucha. Que es cierto cuanto decimos, lo prueba el hecho de que no basta que en el Comité figure un Partido

determinado —hache o be— para reconocer a una compañera de este partido cualquier ventaja que pueda reconocerse a Mujeres Antifascistas —el disfrute del Economato, por ejemplo— sino que ha de presentar el carnet de cotización de la Agrupación aludida, como si el del Partido no fuera suficiente garantía de antifascismo.

¿A qué, pues, manejar sus Comités integrados por todas las tendencias como una cosa de frente femenino antifascista, cuando en realidad una sola organización absorbe todas las actividades y se aprovecha en beneficio propio del crédito de las demás?

Nuestra Federación tiene una personalidad acusada; es una organización revolucionaria con puntos de vista propios sobre la lucha española y una clara conciencia de su misión que va más allá del limitado antifascismo.

Mujeres Antifascistas, en cambio, es un compuesto ambiguo, sin tendencias, a merced de los más hábiles o avisados que quieran utilizarla, mientras los Comités contra la Guerra y el Fascio son a su vez utilizados por ella.

La cosa es clara: antes de dejarse absorber a sabiendas Mujeres Libres prefiere continuar su camino como hasta aquí, dentro de la unidad del Frente Popular Antifascista, donde está representada por la tendencia libertaria; al margen, si es necesario, de cualquier ayuda oficial que otras encuentren; pero conservando íntegramente su carácter y su personalidad.

Esto es todo, más algunas diferencias de táctica insoslayables que no reforzarían nuestras razones. Mujeres Libres, con sus escasos medios, trabaja tan activamente como pueda hacerlo Mujeres Antifascistas, para ayudar al triunfo de nuestra guerra, con la ventaja de que hasta la última de sus componentes lucha con el solo estímulo de su convicción y su fe.

Aprender y enseñar

In Constancia de la Mora, *Doble esplendor*, p. 428-430

Nos detuvimos para hablar con algunos soldados que descansaban a la sombra de los escasos árboles que había por allí. Nos enseñaron las trincheras que el enemigo había ocupado. Estaban orgullosos del avance de nuestras tropas. Un grupo numeroso, cerca de la estación del ferrocarril de Pina, comía bajo una tejavana junto al antiguo cuartel de la Guardia Civil. Continuaron comiendo un platazo de carne con patatas guisadas y un buen trozo de pan, mientras hablábamos con ellos. Varios tenían periódicos y los leían con detenimiento; los mismos diarios que hubiéramos podido leer en Valencia.

—¿Cuántos de vosotros habéis aprendido a leer en la guerra? —preguntó uno de los informadores extranjeros.

Todos habíamos oído hablar de las actividades culturales en el Ejército Popular y aquel periodista quería comprobar por sí mismo si eran verdad los datos que hacía poco había publicado el Ministerio de Instrucción Pública, regido por un comunista.

El soldado a quien se dirigía levantó los ojos del periódico.

—Casi todos los hombres que formamos este batallón hemos aprendido a leer desde que empezó la guerra —respondió con naturalidad—. Algunos sabían leer algo, sus nombres y algunas palabras más, escritas en letra de imprenta; pero la mayoría ni eso. Yo mismo no había vista nunca mi nombre escrito. Ahora, mire. —y apuntó hacia el periódico que estaba leyendo.

—¿y escribir? — le preguntó otro periodista.

Sacó del bolsillo trasero del pantalón un cuaderno cuidadosamente envuelto en una hoja impresa.

—Practico la escritura siempre que hay tranquilidad— nos respondió, y su voz había adquirido como un tono más suave mezclado de un noble orgullo—. Miren ustedes.

Miramos. El cuaderno tan limpio y cuidadosamente conservado demostraba los esfuerzos de aquel hombre: descripciones del frente, de su pueblo, consignas sacadas de los periódicos...

—Éste es ya mi tercer cuaderno— añadió, queriendo aparentar naturalidad—. Pero el comisario dice que tengo mucha facilidad. Claro que los dos primeros cuadernos no estaban como éste...

El cuadernillo del soldado pasó de mano en mano hasta que él lo recogió, temeroso de que se la estropeásemos, y se quedó contemplándolo.

—Cuando vuelva a mi pueblo —nos dijo—, me propongo enseñar a escribir a todos. Al salir yo de allí no había nadie que supiera leer ni escribir de corrido. ¿Como no había escuela! Pero yo les enseñaré a todos enseguida, porque sé que hay muchos que querían aprender a leer. Yo también quería, ya ven ustedes, y nunca se me había presentado la ocasión hasta ahora...

Los periodistas se quedaron pensativos.

—A lo primero —continuó el soldado, y del tono de sus palabras se desprendía que lo que iba a decirnos lo había meditado durante muchas horas de espera en el frente—, los de mi pueblo no sabrán leer los periódicos, así es que yo me pondré en la plaza a una hora fija y lo leeré en voz alta, para que se enteren de quién es ese Chamberlain⁷⁴ y otras cosas. Y estoy seguro de que todos los hombres y mujeres vendrán a escucharme, porque a los de mi pueblo les gusta mucho estar al tanto de lo que pasa en el mundo y discutir las cosas de importancia.

⁷⁴ Primer ministro británico a partir de 1937. Siguió con la política de no intervención. A finales de 1937 tomó la controvertida decisión de entablar relaciones diplomáticas con el gobierno nacional de Franco.

Asentimos con la cabeza y creo que en las mentes de todos tomaron forma los hombres del pueblo natal de aquel soldado. Campesinos castellanos, sombríos, enjutos, cargados de dignidad y armados con la sabiduría de siglos y la amarga experiencia que proporcionan la pobreza y el contacto con la tierra seca; hombres que gustaban de “discutir cosas de importancia” que “querían aprender a leer, pero a quienes nunca se había presentado la ocasión”.

—He hablado mucha de esto con nuestro comisario —continuó diciendo el soldado—, y me ha dado muy buenos consejos. Dice que las mujeres tienen que aprender a leer igual que los hombres, porque ellas también deben enterarse de lo que dice la prensa y de quiénes son nuestros amigos y quiénes los enemigos del pueblo, y yo creo que el comisario tiene mucha razón.

Las tres mujeres periodistas aprobaron con entusiasmo.

—En cuanto acabe la guerra y hayamos terminado con los fascistas —siguió diciendo con tranquila dignidad—, me volveré más que aprisa a mi pueblo para empezar a enseñar a los demás. Ya se lo encargué a un chico, a quien hirieron en una pierna y que iba a volver para allí, para que se fuesen preparando. Coma él había estado muy poco tiempo en el Ejército, ya que le hirieron a los tres meses, no había tenido tiempo de perfeccionarse ; pero él les puede preparar, enseñándoles las primeras letras, para cuando yo vuelva...

Dejamos al soldado leyendo su periódico debajo del árbol y creo que todos hicimos un voto porque saliese sano y salvo de la guerra y pudiese regresar a su aldea, para enseñar a todos los vecinos a leer y escribir.

La Nueva Mujer de España según Pilar Primo de Rivera

Arriba, Buenos Aires, 10 de septiembre de 1938 y 26 de noviembre de 1938,

In Anna Balletbó: «La mujer bajo la dictadura», *Sistema*, 1982, n° 49. p. 11.

«Sobre nuevos y viejos conceptos (Nacionalismo, Jerarquía, Imperio, Tradición) se levanta la España Nueva. Con viejas virtudes de raza, con cariño a la Patria, con ideas nuevas y nuevos horizontes, empieza tu vida nueva.

Pasó la modernísima niña del Instituto Escuela, joven intelectual que con seriedad de nuevo Catón supo censurar los «errores», los «defectos», los «vicios» de un Felipe II, que no conoció la gran obra de nuestra colonización en América más que la crítica de fray Bartolomé, algo corregida y aumentada. Pasó la mujer vacía que por no saber nada, ni supo conocerse, ni supo ser mujer.

No hay sitio para ella en la Nueva España. **¡Nueva Mujer de España!** Si es verdad aquello de que nadie puede dar lo que no tiene, no es lo menos que quien está lleno se desborda fácilmente y nosotras con sencillez, sin pedantería, tenemos que dar, dar mucho y dar bien. **¡Horizontes Nuevos! ¡Horizontes de Mujer! ¡Horizontes de Madre!** Para formar conquistadores de Imperios, para formar hijos de España que conozcan, que quieran a su patria, tenemos que conocerla y quererla nosotras primero. Para estudiar las mujeres que en todo tiempo supieron ser españolas, para conocer nuestros reyes, **¡El César!**, nuestros guerreros, **¡El Gran Capitán!**, nuestros conquistadores..., nuestros artistas..., sabios..., escritores..., santos..., necesitamos ideas nuevas de responsabilidad, deber, seriedad.

¡Nueva Mujer de España! Cuando un amigo critique con fría ironía lo que España hizo o dejó de hacer en tal o cual ocasión, cuando un enemigo deshonre nuestra Patria con calumnias tan frecuentes que han llegado a ser admitidas por indiferentes y extraños, si conoces su Historia la defenderás, y si la conoces tan bien que estás orgullosa de ella, harás que uno y otro aprecien sus valores que hasta ahora no han querido reconocer. No es esto todo para la nueva mujer de España. Horizontes nuevos. Horizontes de mujer. Centro de todo un mundo, el gran mundo de la familia (...) El verdadero deber de las mujeres con la Patria es formar familias con una base exacta de austeridad y alegría, en donde se fomente todo lo tradicional, en donde se canten villancicos el día de Navidad, alrededor de un Monumento y en donde haya comprensión absoluta para las malas cualidades de las demás y haya, sobre todo, una ausencia completa de chisme, de la pequeñez de espíritu, de las frases a medias palabras, de todas esas cosas que enturbian la vida y la hacen desapacible. Así, pues, junto con la educación deportiva y universitaria, irá esta otra que las prepara para que sean el verdadero complemento del hombre. Lo que no haremos nunca es ponerlas en competencia con ellos porque jamás llegarán a igualarlos, y en cambio pierden toda la elegancia y toda la gracia indispensable para la convivencia y ya veréis cómo estas mujeres, formadas así, con la Doctrina Cristiana y el estilo Nacional Sindicalista, son útiles a la familia, al Municipio y al Sindicato».

Auxilio de Invierno, *Sur*, 4-IV-1937

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 412-413

La labor de Auxilio de Invierno está dando sus frutos.

Podemos estar contentas porque con nuestro esfuerzo están contentos muchos niños, que ven en nuestros afanes la paz que tanto deseamos todos.

¿Qué saben ellos de la guerra, si a su alrededor la paz los arrulla dulcemente? Sólo ven paz, desde su comedor; la ven a través de las ventanas, en el fondo incomparable de estos paisajes ubriqueños. La huerta teje en los hierros negros la palabra divina; y la sierra, con sus piedras enormes y sus árboles de juguete, canta a la grandeza de Dios y el silencio de la paz.

Los niños que van a esos comedores no sabrán en mucho tiempo el significado de esas palabras; nosotras, que hacemos la guerra, sí sabemos lo que quiere decir “guerra permanente” y ofrecemos por la honrosa camisa que vestimos estar siempre en esta obra, sin descanso, sin vocación, sin titubeos. Vale nuestro esfuerzo mucho, pero todo es poco si deseamos y queremos merecer el premio de la mirada de gratitud de un pequeño; son estos dulces ojos los que nos hacen soñar la España de las infinitas grandezas.

“Auxilio de Invierno” ha abierto sus comedores y allí los niños comen bien, cantan ... **¡**Sí, sí; cantad, niños, cantad! Nuestro auxilio no os faltará, y vuestras risas y vuestros cantos no nos pueden faltar porque son nuestras esperanzas y todas nuestras ilusiones.

Ya sabéis lo que es “Auxilio de Invierno”. Lo dice vuestra boca que ríe satisfecha, y lo dicen vuestros ojos parlanchines que prometen el Imperio.

Ya sabéis lo que es el “Auxilio de Invierno”, obra de Falange, que no consiente que ningún español se sienta satisfecho ni apartado de sus semejantes.

“Auxilio de Invierno” es eso: la unidad que gritáis candorosos cuando, al terminar nuestro Himno, el Jefe dice: **¡**España!

Por el imperio de la voluntad de Falange, ha nacido “Auxilio de Invierno”, y al grito nuestro de guerra, vosotros que sois el porvenir, habéis encontrado la comida que os pertenece.

¡ARRIBA ESPAÑA!

Carmen Icaza, Hacer patria

In *Vértice*, revista nacional de la Falange Española Tradicionalista y de las J.O.N.S., nº10, mayo de 1938.

La mujer hace Patria de infinitas maneras. Primero dentro de la familia, que es la base del Estado Nacional-Sindicalista. Como compañera, ayuda, colaboradora del hombre en esa grave misión de fundar un hogar cristiano, crear hijos que sean mañana hombres honrados y eficientes, y laborar -aportando trabajo y honor-, por el engrandecimiento de la Nación. Ambos -hombre y mujer- marchan a través de la vida a un mismo compás, por caminos paralelos hacia una sola meta. Por caminos paralelos pero no idénticos. Porque a la mujer, en la España nueva, se le pide únicamente que ponga al servicio de la reconstrucción nacional las cualidades que son esencialmente suyas. A través del mundo, las feministas, tipo sufragistas, han pasado felizmente de moda, y la mayoría de las naciones, desandando lo andado, han emprendido una cruzada a favor del retorno de la madre al hogar. Pero, ¿entendámonos bien!, eso no quiere decir, ni mucho menos, que la mujer de hoy -y en este caso concreto, que la mujer que hoy quiere España- ha de encerrarse de nuevo tras las cómodas rejas de olvidados egoísmos, sino, al contrario, significa que si la Patria la necesita principalmente como educadora de sus propios hijos, como ama experta y diligente de su propia casa, como compañera y camarada de su marido, le hace falta también su feminidad -hecha abnegación y saber- en ese gran hogar colectivo que es el Nacional-Sindicalismo. España la necesita como madre de todos. Necesita su comprensión, su ternura, su ciencia maternal en todas las instituciones que de otras madres y otros hijos se preocupan. Necesita, no ya para unos pocos, sino para muchos, su experiencia y su espíritu de sacrificio. España y la Falange necesitan a la mujer como hija. Nos hacen falta los brazos alegres de nuestras muchachas lo mismo en los Comedores y los Hogares y las Guarderías de « Auxilio Social », como en los campos, cara al sol, recogiendo la espiga madura. Educando niños, relevando madres, llevando a las tierras olvidadas el fino estilo de la ciudad -saber de higiene y de crianza infantil y de gracia en el vivir- y trayendo a la ciudad experiencias nuevas, ricas en comprensión y en auténtico sentido de hermandad. La muchacha soltera, la mujer que no se ha casado, es socialmente útil a la Patria como la madre de familia. Porque si tiene vocación de servicio y sentido social, será « madre de la Nación ». Labrará con risas de niños, la España grande del porvenir. La mujer soltera tiene, en los momentos actuales, un bello camino trazado. Su relativa falta de responsabilidades familiares la hacen merecedora de una máxima responsabilidad social. La mujer soltera de hoy tiene, con sus hermanos muertos y con los que por ella luchan, una honda deuda contraída : La de « servir » también ella en la vanguardia de su propia abnegación. Los padres que partieron, le han dicho sin palabras : « Te confiamos nuestros hijos ». Los maridos que han caído : « Te confiamos nuestras mujeres a ti, la que has de ser la mujer fuerte de la nueva España ». En los tiempos venideros, por falta de hombres, habrá fatalmente en nuestra Patria un número mucho mayor de mujeres solteras. Recordemos los tiempos de la post-guerra mundial. Aquéllas trajeron consigo un terrible ambiente de inmoralidad en todos los terrenos. En mis recientes viajes al extranjero, gentes que sufrieron aquellos años, me han dicho, meneando la cabeza : « Ya verán lo que pasará... » Y yo les contesté, no sin cierto orgullo nacional : « En nuestro país no corremos ese peligro. Nuestras mujeres sabrán defender el prestigio de su tradicional virtud. Nuestras mujeres sabrán poblarse la vida con cosas sanas, útiles y benditas. Nuestras mujeres que no son figurines de « cocktails », ni de egipcios, ni de bares a la moda, sino esencia de feminidad pura, católica y activa, sabrán, a su modo, colocar la bandera de España tan alto como en la Historia la han

prendido nuestros héroes ». Las mujeres de España, en estos días gloriosos y duros, han demostrado al Mundo que conocen la verdadera ruta. La ruta del amor, que es darse, que es entregarse, que es olvidarse de sí mismo y vivir para los demás. La ruta del amor de hermandad, que conduce hacia la ruta más alegre, hacia la paz más verdadera : la de sentirse satisfecho consigo mismo. La felicidad ya no es como decía Jacinto Benavente, emitiendo un concepto que tenía un mucho de egoísmo y de soberbia : « Achicar el mundo y sentirse muy grande en este pedacito de mundo nuestro » sino agrandar el mundo, raspar las puertas y ventanas de nuestro recinto y salir todo ofrendas, cara al gran mundo exterior, aunque sea para sentirse en él muy pequeño.

Notas :

1) *Vértice*, revista nacional de la Falange Española Tradicionalista y de las J.O.N.S., fue creada en Burgos (Zona Nacional) en plena guerra civil, en la primavera de 1937. El número 1 es de abril de 1937. Para definir el papel de esta revista en los años de guerra, J.C. Mainer escribió en 1972 : « Una de las mayores preocupaciones de *Vértice* fue la de despertar una nueva sensibilidad histórico-política entre sus lectores. »

2) Carmen de Icaza, autora de este artículo, era entonces una militante de la Sección femenina de la *Falange Española Tradicionalista y de las J.O.N.S.*

3) El « servicio social de la mujer », fue instaurado por decreto de 11-10-37. El artículo 1 dice así : « Se declarará deber nacional de todas las mujeres españolas comprendidas en edad de diez y siete a treinta y cinco años la prestación del « Servicio Social » (...). » El apartado 2º del artículo segundo del mismo decreto dispone que « estarán exceptuadas del Servicio Social « las mujeres casadas o las viudas », « si en este último caso existen uno o más hijos bajo la patria potestad de la que invoque la exención. »

VI- Régimen franquista

Fuero del Trabajo de 1938

In www.cervantesvirtual.com

Renovando la tradición católica de justicia social y alto sentido humano que informó la legislación de nuestro glorioso pasado, el Estado asume la tarea de garantizar a los españoles la Patria, el Pan y la Justicia.

Para conseguirlo atendiendo, por otra parte, a robustecer la unidad, libertad y grandeza de España acude al plano de lo social con la voluntad de poner la riqueza al servicio del pueblo español, subordinando la economía a la dignidad de la persona humana, teniendo en cuenta sus necesidades materiales y las exigencias de su vida intelectual, moral, espiritual y religiosa.

Y partiendo de una concepción de España como unidad de destino, manifiesta, mediante las presentes declaraciones, su designio de que también la producción española, en la hermandad de todos sus elementos, constituya una unidad de servicio a la fortaleza de la Patria y al bien común de todos los españoles.

El Estado español formula estas declaraciones, que inspiraran su política social y económica, por imperativos de justicia y en el deseo y exigencia de cuantos habiendo laborado por la Patria forman, por el honor, el valor y el trabajo, la más adelantada aristocracia de esta era nacional. Ante los españoles, irrevocablemente unidos en el sacrificio y en la esperanza, declaramos:

- I -

- 1.-** El trabajo es la participación del hombre en la producción mediante el ejercicio voluntariamente prestado de sus facultades intelectuales y manuales, según la personal vocación, en orden al decoro y holgura de su vida y al mejor desarrollo de la economía nacional.
- 2.-** Por ser esencialmente personal y humano, el trabajo no puede reducirse a un concepto material de mercancía, ni ser objeto de transacción incompatible con la dignidad personal de quien lo preste.
- 3.-** El derecho de trabajar es consecuencia del deber impuesto al hombre por Dios, para el cumplimiento de sus fines individuales y la prosperidad y grandeza de la Patria.
- 4.-** El Estado valora y exalta el trabajo, fecunda expresión del espíritu creador del hombre y, en tal sentido, lo protegerá con la fuerza de la ley, otorgándole las máximas consideraciones y haciéndole compatible con el cumplimiento de los demás fines individuales, familiares y sociales.
- 5.-** El trabajo, como deber social, será exigido inexcusablemente, en cualquiera de sus formas, a todos los españoles no impedidos estimándolo tributo obligado al patrimonio nacional.
- 6.-** El trabajo constituye uno de los más nobles atributos de jerarquía y de honor, y es título suficiente para exigir la asistencia y tutela del Estado.
- 7.-** Servicio es el trabajo que se presta con heroísmo, desinterés o abnegación, con ánimo de contribuir al bien superior que España representa.
- 8.-** Todos los españoles tienen derecho al trabajo. La satisfacción de este derecho es misión primordial del Estado.

- II -

- 1.-** El Estado se compromete a ejercer una acción constante y eficaz en defensa del trabajador, su vida y su trabajo. Limitará convenientemente la duración de la jornada para que no sea excesiva, y otorgará al trabajo toda suerte de garantías de orden defensivo y humanitario. En especial prohibirá el trabajo nocturno de las mujeres y niños, regulará el trabajo a domicilio y liberará a la mujer casada del taller y de la fábrica.

Fuero de los Españoles de 1945

In www.cervantesvirtual.com

(17 de Julio de 1945)

Francisco Franco Bahamonde, Caudillo de España, Jefe del Estado y Generalísimo de los Ejércitos de la Nación:

Por cuanto las Cortes Españolas, como órgano superior de participación del pueblo en las tareas del Estado, según la Ley de su creación, han elaborado el Fuero de los Españoles, texto fundamental definidor de los derechos y deberes de los mismos y amparador de sus garantías; y teniendo en cuenta, al igual que ocurre en el Fuero del Trabajo, que sus líneas maestras acreditan el valor permanente del ideario que las inspira y gran número de sus declaraciones y preceptos constituyen un fiel anticipo de la doctrina social-católica, recientemente puesta al día por el Concilio Vaticano II y finalmente, dada la modificación introducida en su Artículo 6 por la Ley Orgánica del Estado, aprobada previo referéndum de la Nación, a los efectos de adecuar su texto a la Declaración Conciliar sobre la libertad religiosa, promulgada el 1 de diciembre del año 1965, que exige el reconocimiento explícito de este derecho, en consonancia, además, con el segundo de los Principios Fundamentales del Movimiento, según el cual la Doctrina de la Iglesia habrá de inspirar nuestra legislación: Vengo en disponer lo siguiente:

Artículo único.- Queda aprobado, con el carácter de Ley fundamental reguladora de sus derechos y deberes, el Fuero de los Españoles, que a continuación se inserta:

Título Preliminar

Artículo 1.- El Estado español proclama como principio recto de sus actos el respeto a la dignidad, la integridad y la libertad de la persona humana, reconociendo al hombre, en cuanto portador de valores eternos y miembros de una comunidad nacional, titular de deberes y derechos, cuyo ejercicio garantiza en orden al bien común.

Título I. Deberes y Derechos de los españoles
Capítulo I

Artículo 2.- Los españoles deben servicio fiel a la Patria, lealtad al Jefe del Estado y obediencia a las leyes.

Artículo 3.- La Ley ampara por igual el derecho de todos los españoles, sin preferencia de clases ni acepción de personas.

Artículo 4.- Los españoles tienen derecho al respeto de su honor personal y familiar. Quien lo ultraje, cualquiera que fuese su condición, incurrirá en responsabilidad.

Artículo 5.- Todos los españoles tienen derecho a recibir educación e instrucción y el deber de adquirirlas, bien en el seno de su familia o en centros privados o públicos, a su libre elección. El Estado velará para que ningún talento se malogre por falta de medios económicos.

Artículo 6.- La profesión y práctica de la Religión Católica, que es la del Estado español, gozará de la protección oficial.

El Estado asumirá la protección de la libertad religiosa, que será garantizada por una eficaz tutela jurídica que, a la vez, salvaguarde la moral y el orden público.

Artículo 7.- Constituye título de honor para los españoles el servir a la Patria con las armas.

Todos los españoles están obligados a prestar este servicio cuando sean llamados con arreglo a la Ley.

Artículo 8.- Por medio de leyes, y siempre con carácter general, podrán imponerse las prestaciones personales que exijan el interés de la Nación y las necesidades públicas.

Artículo 9.- Los españoles contribuirán al sostenimiento de las cargas públicas según su capacidad económica. Nadie estará obligado a pagar tributos que no hayan sido establecidos con arreglo a ley votada en Cortes.

Artículo 10.- Todos los españoles tienen derecho a participar en las funciones públicas de carácter representativo, a través de la familia, el municipio y el sindicato, sin perjuicio de otras representaciones que las leyes establezcan.

Artículo 11.- Todos los españoles podrán desempeñar cargos y funciones públicas según su mérito y capacidad.

Artículo 12.- Todo español podrá expresar libremente sus ideas mientras no atenten a los principios fundamentales del Estado.

Artículo 13.- Dentro del territorio nacional, el Estado garantiza la libertad y el secreto de la correspondencia.

Artículo 14.- Los españoles tienen derecho a fijar libremente su residencia dentro del territorio nacional.

Artículo 15.- Nadie podrá entrar en el domicilio de un español ni efectuar registros en él sin su consentimiento, a no ser con mandato de la Autoridad competente y en los casos y en la forma que establezcan las Leyes.

Artículo 16.- Los españoles podrán reunirse y asociarse libremente para fines lícitos y de acuerdo con lo establecido por las leyes.

El Estado podrá crear y mantener las organizaciones que estime necesarias para el cumplimiento de sus fines. Las normas fundacionales, que revestirán forma de ley, coordinarán el ejercicio de este derecho con el reconocido en el párrafo anterior.

Artículo 17.- Los españoles tienen derecho a la seguridad jurídica. Todos los órganos del Estado actuarán conforme a un orden jerárquico de normas preestablecidas, que no podrán arbitrariamente ser interpretadas ni alteradas.

Artículo 18.- Ningún español podrá ser detenido sino en los casos y en la forma que prescriben las Leyes.

En el plazo de setenta y dos horas, todo detenido será puesto en libertad o entregado a la Autoridad judicial.

Artículo 19.- Nadie podrá ser condenado sino en virtud de Ley anterior al delito, mediante sentencia de Tribunal competente y previa audiencia y defensa del interesado.

Artículo 20.- Ningún español podrá ser privado de su nacionalidad sino por delito de traición, definido en las Leyes penales, o por entrar al servicio de las armas o ejercer cargo público en país extranjero contra la prohibición expresa del Jefe del Estado.

Artículo 21.- Los españoles podrán dirigir individualmente peticiones al Jefe del Estado, a las Cortes y a las Autoridades.

Las Corporaciones, funcionarios públicos y miembros de las Fuerzas e Institutos armados sólo podrán ejercitar este derecho de acuerdo con las disposiciones por que se rijan.

Capítulo II

Artículo 22.- El Estado reconoce y ampara a la familia como institución natural y fundamento de la sociedad, con derechos y deberes anteriores y superiores a toda ley humana positiva.

El matrimonio será uno e indisoluble.

El Estado protegerá especialmente a las familias numerosas.

Artículo 23.- Los padres están obligados a alimentar, educar e instruir a sus hijos. El Estado suspenderá el ejercicio de la patria potestad o privará de ella a los que no la ejerzan dignamente, y transferirá la guarda y educación de los menores a quienes por Ley corresponda.

Enrique Jardiel Poncela, “Mujeres verdes, mujeres rojas, mujeres lilas, mujeres grises, MUJERES AZULES”, Y, n°6-7, Julio-agosto de 1938

In M.-A. Barrachina, *Propagande et culture dans l'Espagne franquiste 1936-1945*, p. 241
[...]

Y, de pronto, amanece el día español en que las españolas cambian.

Todos los colores de iris, al girar vertiginosamente, volteados por las fuerzas inmensas de la raza, en lugar de dar el color blanco que nos enseñó la Física, dan un color azul.

Surge ese día la mujer *azul*.

La que comprende cuál es la misión del hombre como hombre, la de la mujer como mujer y la de la mujer como apoyo del hombre; la que es femenina sin ser feminista ;

la que reza y razona ;

la que sabe estar en casa y andar por la calle;

la que conoce sus horizontes y no ignora sus límites;

la que no busca convertir la simple amistad en amor ni cree que el amor sea una simple amistad ;

la que no hace de su virtud un defecto ni piensa que sus defectos son virtudes;

la que ha aprendido que la verdadera independencia es vivir pendiente de todo;

la que llama libertad a la facilidad para proceder bien; la que medita lo que va a decir ;

la que se mejora cuando sufre y goza cuando se mejora ; la que puede ser alegre sin ser ligera;

la que trabaja sólo en lo suyo, porque lo suyo es a la larga lo de todos;

la que es justa sin pedir justicia ;

la que no tiene pasado y cuida en todo instante de su presente, porque sabe que lleva dentro de sí misma el porvenir ;

Es decir, la que ha hecho real lo ideal.

Un único grupo de mujeres, las azules, se ha extendido como un rocío por la España que amanece y ellas son a hacer el mediodía de España. Ya el hombre deja de vagar desamparado y desesperado, con el alma aterida y la acción atrofiada por la falta de apoyo de la mujer.

Al mes de pisar al fin, el territorio Nacional, yo tiro al cesto la vieja fórmula, como tantas fórmulas viejas tiradas ya, “ni con ellas ni sin ellas”, y la sustituyo por una nueva fórmula fragante: “gracias a ellas”

Y me dispongo a cablegrafiar a todos los analíticos emigrados:

“Ha llegado el día. Ponte en camino. Perdona si no remito fondos, pero eso sería ya exigir demasiado”.

Dolores Prados, “Labor formativa de las Casas de Flechas”, *Consigna*, n°10, noviembre de 1941

In M.-A. Barrachina, *Propagande et culture ...*, p. 260-261

Las investigaciones psicológicas y biológicas modernas, estudiando a la niña, han venido a proclamar la verdadera personalidad de la infancia; no es una mujer en pequeño, sino es una niña, y en cada instante de su vida es un todo. El deber moral, esencial a toda criatura humana, es ser, plenamente, íntegramente, lo que es.

La niña es el principal factor de nuestra organización, el eje alrededor del cual han de girar todos los demás factores, hasta nosotras mismas; la Maestra en la Escuela, la regidora en la Casa de Flechas, hemos de respetar, estudiar y comprender las necesidades de la niña; el local y el material han de estar a disposición de ella, puesto que para ella ha sido creado.

El ser se caracteriza por su voluntad; recordando que se llama acto voluntario al que ejerce un individuo con conocimiento de fin, orientamos a nuestras afiliadas en la más perfecta disciplina. Nuestra Falange es renunciamento, obediencia a los mandos y cumplimiento del deber.

Muchas voluntades se malogran y se tuercen por la falta de vigilancia ; cuando la niña sale de la Escuela, la misión de la Maestra ha terminado, y la vigilancia, en la mayoría de los casos, de la familia, se ejerce sólo dentro de la casa; el cuidado de la niña durante las restantes horas del día, y que las emplea, principalmente, en estar en la calle, no pertenece a nadie, y, sin embargo, es de importancia tenerlo en consideración. La calle ejerce sobre las criaturas una influencia perniciosa; en ella están expuestas a muchísimos peligros de carácter físico y moral. Nosotras, en nuestras Casas de Flechas, les ofrecemos un motivo para refugiarse de estos peligros; damos valor al tiempo y les enseñamos actividades útiles, instruyéndolas también y ofreciéndolas ocasión de jugar, pero dentro de normas proporcionadas a su capacidad corporal. No les enseñamos moral propiamente dicha, como disciplina enseñanza independiente, porque todo el ambiente que la rodea es moral; de las páginas heroicas de nuestra Historia se deduce la moral más absoluta, y las disposiciones y órdenes están igualmente inspiradas en un sentido moral.

No empleamos ni los castigos ni los premios materiales; admitimos solamente la recompensa y la sanción moral; acostumbramos a la niña a que haga el bien por el bien mismo, y procuramos no abusar demasiado de las reprensiones dolorosas, porque las hacemos sufrir; ni de las alabanzas, porque estableceríamos diferencias entre ellas; nos auxiliamos siempre del razonamiento y, sobre todo, del cariño que nos tienen. Nuestras Margaritas y Flechas, sólo con la idea de agradarnos, son dóciles y obedientes. Queremos conducir a nuestra Juventud por el camino que a España le ha marcado la Historia; si aspiramos a que a todos los españoles una la idea de “unidad de destino en lo universal, hemos de someter a nuestras niñas a unas normas únicas; enseñarles a ser, a tener concepto de responsabilidad, a saber cumplir con sus deberes, encauzando su inteligencia hacia fines elevados ; les enseñamos, antes que nada, a ser españolas y a pensar en español ; los libros que leen, las actividades que aprenden en nuestros cursos especiales, la educación física, todos los cuidados y atenciones que del Frente de Juventudes reciben, van encaminados a enseñarles a respetar y ser respetadas y, principalmente, a amar a España. Despertamos en ellas el interés por todo lo que a España se refiere y preparamos una Juventud fuerte y vigorosa: fortaleza y vigor físico y moral que dispone a los muchachos en milicia constante y forma de alma de las niñas, a semejanza de las muchachas espartanas, que sabían ser buenas madres de soldados.

Testimonio de una guerrillera

Transcripción de un pasaje del testimonio oral de «Celia», Valencia, 1985.

In Fernanda Romeu Alfaro, *Más allá de la utopía: perfil histórico de la agrupación guerrillera de Levante*, Valencia, Edicions Alfons El Magnànim, 1987, págs. 122-123.

« (...) Cuando nosotras nos cogimos a la lucha, fuimos tan responsables como ellos. Porque yo recuerdo esos días que cogías la comida o cogías las cosas que les traías y te ibas a la orilla del campo a llevárselo de noche. O te metías en el pajar a esperar a que vinieran, ya que ellos tenían la responsabilidad de venir. Pero ellos tenían armas, y los que hacíamos ese trabajo nos quedábamos solos esperando a ver si venía la Guardia Civil o si venía la gente a delatarte, y si te cogían... Nuestro papel era más difícil en muchos momentos que el de ellos. Me subí al monte, porque yo sabía que si me quedaba iba a ser peor. Porque mi padre me contaba todo lo que habían hecho, desde romperle un brazo y una pierna a palos. Entonces, yo sabía que en el monte lo iba a pasar mal, que iba a tener dificultades, pero sabía que era la única forma que podía escaparme de la cárcel, y sobre todo quería hacer algo útil para acabar con la injusticia... El ambiente en el campamento fue estupendo. De momento, yo ya estaba familiarizada con esa lucha, porque llevaba año y medio ayudándoles, yendo incluso a reuniones con ellos una o dos veces. Esas reuniones me sirvieron de mucho, los conocía ya cuando llegamos al monte y así el trato no fue difícil. Fueron respetuosos con nosotras y trataron desde el principio de ayudarnos. Vivíamos como ellos; dormíamos debajo de una tienda, si había que coger el macuto al hombro para salir, lo hacíamos. Nos trataban normalmente. Ahora, nosotras no hemos salido para ir a por suministros, ni tampoco hemos hecho guardias. Si las reuniones no eran cosa estrictamente de la Dirección para tomar ellos acuerdos, participábamos igual que todos. Si había una discusión política, nos daban nuestro guión y participábamos en la reunión con ellos.

(...) Yo salí de la guerrilla por iniciativa de los camaradas en el 51, y en el 52, vuelvo otra vez. Entonces yo no me planteaba nada más. Era una época en la que el Partido te decía una cosa, y tú ni lo pensabas. Decías, el Partido lo ha dicho y lo tengo que hacer. Todo esto lo veías tan normal. Cuando vine en el 52 de Francia a recoger a los camaradas para pasar allí, fuimos detenidos en la estación de Burgos por un chivatazo. Nos llevaron a la Dirección General de Madrid. Estuvimos cerca de 25 días en los calabozos, aguantando todo lo que se puede de palos, llegando a desfigurarme por completo. Pero todo esto ya no importa. Me llevaron a Valencia con las otras dos hermanas, y allí nos encontramos en la cárcel con la pequeña Angelita y la Madre... Cuando estaba en el 5 sector de la guerrilla, recuerdo con relación a la disciplina ideológica en la que vivías (...). Por ejemplo, cuando en un campamento había una serie de cosas que no se podían hacer, como el fuego, ruido y dejar rastros, entonces lo mismo yo que los demás camaradas, te ponías tú misma el castigo, que podía ser hacer dos guardias o ir a por agua más de una vez.»

Discurso de Dolores Ibárruri

(Commentaire dirigé, Session CAPES 2008)

[...] No hay ningún mérito personal en mi conducta y en mis actividades. Yo no hago más que reflejar el espíritu de combatividad, de firmeza y de deseos de lucha de nuestra clase obrera, de donde provengo.

Yo no he asistido a ningún Instituto, no he ido a ninguna Universidad a beber la ciencia de la lucha.

En la vida y en el trabajo aprendí a ser rebelde. Pero yo sentía que ser rebelde no era suficiente. Necesitaba saber el porqué de la miseria de los trabajadores; el porqué de la abundancia y de la riqueza de los ociosos, de los que nada producían.

Y los católicos me decían; hay que resignarse porque siempre ha habido ricos y pobres y siempre los habrá.

Pero yo no me resignaba a nuestra vida de miseria; yo no me resignaba a ver mis hijos descalzos y hambrientos a pesar de que nosotros trabajábamos con todas nuestras fuerzas. Y yo no me resignaba a aceptar tamaña injusticia.

Busqué la verdad y la encontré; la encontré en las ideas socialistas marxistas, la encontré en las teorías marxistas leninistas. Y fui comunista. Fui una activa participante en la lucha a pesar de tener muchos hijos que cuidar y un hogar misérrimo que atender.

Fui comunista porque a las teorías comunistas, marxistas leninistas stalinistas que abren a la conciencia de los oprimidos el camino de su redención, se unía ya la realización esplendorosa del Socialismo en la Unión Soviética, destruyendo las clases opresoras y elevando por primera vez en la historia de la humanidad a las clases secularmente oprimidas y explotadas, las dueñas absolutas de su vida y de sus destinos, de los destinos de su pueblo y de su patria.

Porque ser comunista, y permitidme decíroslo a vosotras, queridas amigas que no lo sois, no significa solamente defender en primer lugar los intereses de la clase obrera y de los campesinos. Significa defender los derechos y los intereses de todos los trabajadores, de todas las víctimas de la opresión capitalista; significa, luchar por los derechos y la igualdad social de la mujer, y contra las trabas feudales y prejuicios peligrosos que han hecho de la mujer a través de los siglos, no solo la esclava de la sociedad, sino la esclava del egoísmo de los hombres.

El partido Comunista, defiende sin ninguna duda y sin ningún temor el derecho de las mujeres a ocupar en igualdad de circunstancias todos los puestos en la dirección del país.

No en vano nuestro Lenín dijo, que había que hacer que cada cocinera fuese capaz de gobernar el Estado.

Y nosotros, fieles a las palabras de Lenín, fieles a las enseñanzas revolucionarias de los maestros del marxismo, luchamos por elevar el nivel político y cultural de la mujer y por que la mujer no sea una ciudadana de segunda categoría, sino una igual al hombre en derechos y en deberes ante la sociedad.

Y cuando nosotros defendemos los derechos de la mujer a participar activamente en la vida política y social del país, no quiere decir que las mujeres deban luchar separadas y en frente [*sic*] de los hombres, no haciendo de cada hogar un infierno, sino interesándonos por las luchas de nuestros compañeros, animándoles y haciendo compatible nuestra participación en el sindicato, en el partido, en las organizaciones sociales, con el trabajo del hogar.

De la misma manera que los hombres no se oponen a que la mujer trabaje, porque su trabajo es necesario, porque la vida lo exige y porque, además, el trabajo da a la mujer una

independencia que no tienen las que no trabajan, tampoco se opondrán a que participemos en la vida política.

Pero esto hemos de lograrlo con nuestra tenacidad y con nuestra firmeza.

Y cuando muchas de vosotras decís que todas no podéis ser como yo, os equivocáis.

No olvidéis que yo no he sido siempre dirigente del Partido comunista. Yo he trabajado hasta 1931 en un pueblo minero, entre los hombres de las minas, entre las mujeres de los mineros.

Yo he tenido seis hijos y un salario mísero; y mi formación política no ha sido fácil. Yo he realizado las más humildes tareas: desde limpiar la Casa del Pueblo hasta vender el periódico, haciendo compatible el arreglo de mi casa y de mis hijos con la asistencia a las reuniones y la colaboración en los periódicos obreros.

¿Que cómo encontraba tiempo para ello? Madrugando y trasnochando.

Acostumbraba a mis hijos a no dormir por la tarde para que por la noche me dejaran tranquila y poder asistir a las reuniones.

Después, cuando eran un poco mayores, les acostumbré a quedarse solos y a no tener miedo y a ayudarme en las faenas de la casa.

¿Que esto es duro...? Es verdad, y a mí me dolía en el alma como me dolía toda nuestra vida.

Pero era preciso hacerlo y lo hacía. Yo quería que mis hijos se fuesen haciendo a la lucha y a las dificultades y que aprendieran a vencer éstas por sí mismos.

No; no fue fácil nuestra vida. Y sin pretender que todas hagáis lo mismo, yo estoy convencida de que con un poco de interés por vuestra parte, encontraréis siempre el tiempo necesario para dedicarlo a la organización.

Y las que se empeñan en negar esta posibilidad es porque no tienen interés por el trabajo de la organización. Y hay que procurar hacerlas cambiar y despertar en ellas el entusiasmo y el cariño por nuestra Unión de Mujeres.

Claro que de esta clase de mujeres que esperan que todo se lo den hecho, hay muy pocas. Pero debemos hacer que no haya ninguna.

Dolores IBÁRRURI, Intervención en el Consejo de Unión de Mujeres Antifascistas Españolas celebrado en París en junio de 1947

Questions

1) Refiriéndolo a la vida política en general y al movimiento feminista en particular, trace usted el contexto histórico en que Dolores Ibárruri pronunció este discurso. ¿A qué público se dirige Dolores Ibárruri, y cuál es el objetivo de su intervención?

2) Destaque usted la organización de este discurso (estructura, estilo, tono, etc.) así como los procedimientos de todo tipo utilizados por Dolores Ibárruri para alcanzar su propósito.

3) ¿Qué función desempeña la semblanza autobiográfica que Dolores Ibárruri traza de sí misma? ¿En qué aspectos de su vida insiste, con qué fin?

4) ¿Cómo se vincula este discurso con los debates acerca de la presencia de las mujeres en el espacio público planteados desde finales del siglo XIX?

Mercedes Formica, “El domicilio conyugal”, *ABC*, 7-XI-1953

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 388-389

En un hospital madrileño agoniza una mujer, víctima de doce cuchilladas. La noticia, extraída de entre las que pregonan el discutido Premio Nóbel, el nuevo estatuto de Trieste, el repugnante asesinato de Bobby Greenlease, o la catástrofe de Cestona, pasa inadvertida, cuando no por vulgar, deja de ser aleccionadora, ya que al ahondarse en las razones que llevaron a este final sangriento se pone en claro que la muerte de la desgraciada mujer la provocó la convivencia, una convivencia, que por humanidad, debió ser evitada. La historia es realista, amarga. Un marido que se niega a entregar a la esposa el producto de su trabajo para mantener a la familia, compuesta por los padres y tres hijos; una esposa, que, a fin de sacar adelante a esa misma familia, se afana en tareas agotadoras, de la mañana a la noche. A menudo, ruega al marido que cumpla con su obligación de jefe de la casa. El marido se limita a golpearla, límite bastante suave en un hombre que llegará hasta el parricidio. De estos golpes existe constancia abundante en la Comisaría del distrito. Se me dirá, por el público ingenuo, que antes de dejarse matar, esta mujer pudo separarse legalmente de su marido, invocando la causa segunda del artículo 105 del Código Civil. Un grave obstáculo, sin embargo, se lo impedía: la escasez de vivienda.

Nuestro Código Civil, tan injusto con la mujer en la mayoría de sus instituciones, no podía hacer una excepción con la esposa, y la casada que se ve en el trance de pedir la separación; aún en aquellos supuestos en que su inocencia esté comprobada, ha de pasar por el previo depósito, que en este caso habrá de ser realizado fuera del domicilio conyugal, y ya el proceso de separación en marcha, el juez le entregará, o no le entregará, los hijos, los bienes muebles, fijará una pensión alimenticia, pero lo que ningún magistrado sentenciará —entre otras razones porque carece de facultades para ello— es que sea la esposa la que permanezca en el domicilio común y sea el marido culpable el que lo abandone. En otra época, la medida, aunque injusta, planteaba problemas secundarios; hoy, esta parcialidad lleva a las doce cuchilladas. Qué duda cabe que en estos tiempos, en que el desequilibrio entre habitantes y habitación ha planteado un problema de gobierno y dado vida a una ley tan revolucionaria como la de Arrendamientos Urbanos, pocas mujeres se arriesgarán a dejar su casa para lanzarse a la aventura de vivir debajo de un puente, o en un cuarto de renta nueva e inaccesible. La mujer que se encuentra en esta situación se resigna, y aguanta hasta el límite, que, como en el supuesto que nos ocupa, es la propia vida.

La defensa de la familia cristiana, imprescindible para el logro de una paz duradera, se consigue con la convivencia pacífica, equitativa, en la que cada cónyuge lleve su carga y cumpla con su deber. Es contraproducente para este logro el ejemplo a los hijos de la repetida mala conducta del más fuerte, que lo es sólo porque le mantiene una ley arbitraria. Los señores jueces deberían tener facultades para otorgar la titularidad del domicilio conyugal al cónyuge inocente, en este caso a la esposa, ya que, en definitiva, el domicilio conyugal es la casa de la familia y no “la casa del marido” como dice la ley. La familia ganaría en moralidad y buenos ejemplos, y los hijos varones conocerían a tiempo que su mala conducta futura no se verá salvaguardada por el Código Civil, aliado a circunstancias de momento, de escasez de vivienda en este caso. Los buenos padres, que por lo general, son también los buenos maridos, adquirirían la certeza de que sus hijas quedaban liberadas de una suerte dura. Esa mujer, que a la publicación de estas líneas quizá ya no sea, representa algo más que la protagonista de un suceso de sangre; representa un símbolo: el de la buena esposa, excelente madre de familia, a la que una injusticia de la ley llevó al inútil sacrificio de su vida. No permitamos que el caso se repita. Hora es ya de prevenir, en lugar de lamentarse, de escoger

el camino del diálogo y no el de la violencia, cuando se pretende implantar una reforma justa. En apoyo de mi teoría, diré que en el Congreso de Abogados celebrado en Madrid el pasado año, se puso de manifiesto la necesidad de reformar la ley en este sentido, y como detalle digno de tenerse en cuenta, señalaré que fueron los abogados sacerdotes, a los que sus circunstancias hacían imparciales, los que se pronunciaron a favor de esta reforma.

La esposa perfecta según la Falange

«Economía doméstica para bachillerato y magisterio», «Sección Femenina» de la Falange Española y de las JONS (1958).

«Ten preparada una comida deliciosa para cuando él regrese del trabajo; especialmente, su plato favorito. Ofrécete a quitarle los zapatos. Habla en tono bajo, relajado y placentero. Prepárate, retoca tu maquillaje, coloca una cinta en tu cabello; hazte un poco más interesante para él. Su duro día de trabajo quizá necesite de un poco de ánimo, y uno de tus deberes es proporcionárselo.

Durante los días más fríos deberías preparar y encender un fuego en la chimenea para que él se relaje frente a ella; después de todo, preocuparse por su comodidad te proporcionará una satisfacción personal inmensa. Minimiza cualquier ruido. En el momento de su llegada, elimina zumbidos de lavadora o aspirador. Salúdale con una cálida sonrisa y demuéstrole tu deseo por complacerle. Escúchale, déjale hablar primero; recuerda que sus temas de conversación son más importantes que los tuyos. Nunca te quejes si llega tarde, o si sale a cenar o a otros lugares de diversión sin ti. Intenta, en cambio, comprender su mundo de tensión y sus necesidades reales. Haz que se sienta a gusto, que repose en un sillón cómodo, o que se acueste en la recámara. Ten preparada una bebida fría o caliente para él. No le pidas explicaciones acerca de sus acciones o cuestiones su juicio o integridad. Recuerda que es el amo de la casa.

Anima a tu marido a poner en práctica sus aficiones e intereses y sírvele de apoyo sin ser excesivamente insistente. Si tú tienes alguna afición, intenta no aburrirle hablándole de ésta, ya que los intereses de las mujeres son triviales comparados con los de los hombres.

Al final de la tarde, limpia la casa para que esté limpia de nuevo por la mañana. Prevé las necesidades que tendrá a la hora del desayuno. El desayuno es vital para tu marido si debe enfrentarse al mundo exterior con talante positivo.

Una vez que ambos os hayáis retirado a la habitación, prepárate para la cama lo antes posible, teniendo en cuenta que, aunque la higiene femenina es de máxima importancia, tu marido no quiere esperar para ir al baño. Recuerda que debes tener un aspecto inmejorable a la hora de ir a la cama... si debes aplicarte crema facial o rulos para el cabello, espera hasta que él esté dormido, ya que eso podría resultar chocante para un hombre a última hora de la noche.

En cuanto respecta a la posibilidad de relaciones íntimas con tu marido, es importante recordar tus obligaciones matrimoniales: si él siente la necesidad de dormir, que sea así no le presiones o estimes la intimidad. Si tu marido sugiere la unión, entonces accede humildemente, teniendo siempre en cuenta que su satisfacción es más importante que la de una mujer. Cuando alcance el momento culminante, un pequeño gemido por tu parte es suficiente para indicar cualquier goce que hayas podido experimentar. Si tu marido te pidiera prácticas sexuales inusuales, sé obediente y no te quejes. Es probable que tu marido caiga entonces en un sueño profundo, así que acomódate la ropa, refréscate y aplícate crema facial para la noche y tus productos para el cabello.

Puedes entonces ajustar el despertador para levantarte un poco antes que él por la mañana. Esto te permitirá tener lista una taza de té para cuando despierte...»

Ley de los derechos políticos, profesionales y de trabajo de la mujer

Ley 57/1961, de 22 de julio (B.O.E. de 24-VII-1961)

[A principios de los años 60, la adaptación a la realidad internacional en la que se pretendía insertar a España, y la propia evolución de la sociedad española obligaron al régimen franquista a dar un giro en sus planteamientos sobre el trabajo de las mujeres, aunque en el preámbulo de la ley se intente presentarla como conciliable con lo dispuesto en el Fuero del Trabajo. Gloria Niefra Cristóbal]

Artículo primero. La ley reconoce a la mujer los mismos derechos que al varón para el ejercicio de toda clase de actividades políticas, profesionales y de trabajo, sin más limitaciones que las establecidas en la presente Ley.

Artículo segundo. Uno. La mujer puede participar en la elección y ser elegida para el desempeño de cualquier cargo público.

Dos. La mujer puede ser designada asimismo para el desempeño de cualquier cargo público del Estado, Administración Local y Organismos autónomos dependientes de uno y otra.

Artículo tercero. Uno. En las mismas condiciones que el hombre, la mujer puede participar en oposiciones, concursos-oposiciones y cualesquiera otros sistemas para la provisión de plazas de cualesquiera Administraciones públicas. Asimismo tendrá acceso a todos los grados de la enseñanza.

Dos. Se exceptúan de lo dispuesto en el número uno de este artículo, el ingreso en:

- a) Las Armas y Cuerpos de los Ejércitos de Tierra, Mar y Aire, salvo que por disposición especial expresa se conceda a la mujer el acceso a servicios especiales de los mismos.
- b) Los Institutos armados y Cuerpos, servicios o carreras que impliquen normalmente utilización de armas para el desempeño de sus funciones que se estimen necesarias para el mejor cumplimiento de los preceptos que se condicionen en esta Ley y, asimismo, para la adaptación a sus preceptos de las situaciones creadas hasta el momento de su vigencia, respetando los derechos adquiridos.

La costura, en el taller y a domicilio

In M^a Carmen García Nieto Paris, *La palabra de las mujeres, una propuesta didáctica para hacer historia (1931-1990)*, Madrid, Edit. Popular y Escuela Popular de Adultos, «Los Pinos de San Agustín», 1991.

Se recoge aquí la trayectoria de trabajo de una extremeña nacida en 1947, cuya familia emigró a Madrid hacia 1960.

«(...) Mi trabajo como aprendiz fue una verdadera explotación. Tengo muy malos recuerdos, pues en el primer taller entré ganando 150 pesetas a la semana, sin seguridad social, sin horas de salida, ni de comer, pues cuando las oficialas terminaban, fuera la hora que fuera, yo tenía que barrer el taller, y después ir a entregar lo último que terminaban con una caja de madera, forrada la tapa de un plástico negro muy fuerte y una correa muy ancha por la cual metíamos el brazo para cogerla.

(...) Y así la vida me fue enseñando. Salí de aquel taller y, preguntando en la mercería encontré otro como aprendiz adelantada. Ya no tenía que salir tanto a la calle a repartir. Cosía bastante más. Este era un taller pequeño. Estuve trabajando allí como año y medio. Después encontré otro más grande en el año 1963. Éramos once o doce personas trabajando. En este ya entré como ayudanta, pero continuaba la explotación, pues seguía sin seguridad social. Cuando llevaba unos cuatro años en este taller fuimos todas las que trabajábamos allí a enterarnos al sindicato obrero, para exigir nuestros derechos. Todo esto con un miedo espantoso. Creíamos que nos iban a echar a todas (...). Por fin, un año más tarde, logramos que nos dieran de alta en la seguridad social. Pero recuerdo no haber firmado jamás una nómina.

De aquel taller salí en el año 1972 para casarme, y creo que algo antes salió la ley de que las mujeres, después de casarse podían continuar trabajando. Pero, lo que hace el no estar bien informada, nuestra jefa decía que los sindicatos eran todos unos ladrones que nada más querían hundir las empresas y los puestos de trabajo que ellos nos daban. Otra cosa que también solía decirles: iyo, aquí en mi taller, no quiero mujeres casadas! (...).

Cuando salí del taller y me casé, puesto que yo quería seguir trabajando, tuve que continuar cosiendo en casa. Para ella era mucho mejor, pero por supuesto no tanto para mí, pues me daba doble trabajo, porque ella sabía que yo era una oficiala allí. Con mi trabajo se ahorrraba bastante dinero, pero yo trabajaba hasta que lo terminara; echaba en el trabajo las horas que fueran a la semana. Ella sabía que me daba lo peor y solía darme algo de propina y los hilos para coser. (Testimonio oral de Purificación García Martín).»

María Campo Alange, Constitución del grupo Seminario de Estudios sociológicos Femeninos

Habla la mujer, Madrid, Cuadernos para el Diálogo, 1967

In Mónica Moreno Seco (ed.), *Manifiestos feministas*, Universidad de Alicante, 2005, p. 33-34

El grupo quedó constituido y un día pudimos reunirnos, para cambiar impresiones, Consuelo de la Gándara, Elena Catena, Mary y Pura Salas, Concepción Borreguera, María Jiménez, Lili Álvarez y yo.

Las primeras sesiones del Seminario las dedicamos a examinar el estado de la cuestión.

Desde el principio se manifestó con evidencia que el mal radicaba en la anticuada, errónea y deficiente iniciación que recibe la niña, no sólo en la familia —sobrepasada por la rapidez con que evoluciona la vida en estos últimos años—, sino también en los colegios femeninos, especialmente en los de segunda enseñanza. Para darnos cuenta del bajo nivel pedagógico de estos centros basta compararlos, dentro de nuestro propio país, con los colegios de niños, decididamente superiores. Además, tanto los padres como el profesorado de los colegios de niñas comparten la idea de que a la mujer le basta —y aun le sobra— con un bachillerato «prendido con alfileres» o puede terminar sus estudios con la reválida de cuarto curso. ¿Por qué la muchacha española no siente, o siente rara vez —aparte la vocación religiosa, cada día menos frecuente—, otras vocaciones que surgen espontáneamente con tanta frecuencia en la juventud femenina de otros países? ¿Consideramos «normal» que sólo aspire al matrimonio o la maternidad como única «carrera»? Con esta idea se disculpan benévolutamente las bajas notas semanales o de fin de curso. Naturalmente existen —¿cómo no?— honrosas excepciones en todos estos aspectos. Sólo aludo, pues, en esta crítica negativa a ideas y hechos desgraciadamente predominantes.

A la formación de la personalidad, el cultivo de los valores humanos y cívicos, a la educación sexual, apenas se le concede importancia.

El «ambiente», ese «algo» tan complejo y tan inaprensible psicológicamente —como biológicamente es el aire que respiramos—, se me antoja cargado de «virus» que atacan especialmente a la mujer, produciéndole desde la «frivolidad» hasta las formas más graves y más diversas de «parálisis».

Pero el problema de la iniciación de la niña en la cultura nos pareció tan vasto, tan complejo, tan grave, que pronto nos dimos cuenta de que escapaba a la posible influencia de un pequeño grupo con todas las características positivas y negativas de la iniciativa privada.

Acordamos iniciar un seminario, que denominamos «Seminario de estudios sociológicos femeninos». Todas estamos animadas por una honda preocupación por los problemas sociales, y en este caso concreto centramos nuestra atención en los que, directa o indirectamente, se relacionan con la mujer.

El «Seminario de estudios sociológicos femeninos» decide obrar libre y desinteresadamente —pese a los inconvenientes de esta independencia—, y sus miembros acuerdan que sus decisiones obedezcan únicamente al criterio de la mayoría [...]

Protestas de mujeres en el franquismo

«Informe sobre la huelga de Fasa-Renault, en Sevilla, Julio-68»

In E. Chinarro Díaz, *Sindicatos prohibidos (Sevilla, 1966-1975)*, Sevilla, Servicio de Publicaciones del Ayuntamiento de Sevilla, 1987, pág. 113.

«El alto nivel combativo demostrado por la mujer sevillana debe colmarnos a los trabajadores españoles de orgullo. Desde el primer día, a las siete de la mañana, ya estaban los piquetes de mujeres formados en la factoría Fasa. Todos los días, sesenta o setenta mujeres, con su presencia y palabra impedían la debilidad y fortalecían el nivel combativo de los compañeros. Cuando los esquirols entraban protegidos por guardias, tenían que aguantar las pullas de las mujeres, dichas con verdadera gracia andaluza. Nos han contado diferentes sucesos; sirva este ejemplo: Un esquirol se dirige a la puerta de entrada; en la acera de enfrente los obreros, a la puerta las mujeres. Éstas comienzan a decirle «cosas apetitosas»; entonces él hace un ademán grosero y una mujer joven le contesta: "Ahí tendrás pellejos, por que los otros, si los tienes, estarán en la garganta".

Comisiones de mujeres van al cardenal Bueno Monreal y al Capitán General de la Región cuando la empresa decreta el despido de los 15 obreros. Al primero, que les recibe, le dicen que la Iglesia tiene suficiente poder para oponerse a esta arbitrariedad. El Cardenal, se disculpa y promete interceder (lo que luego no hizo). El Capitán General no las recibe, al parecer por estar ausente; entonces las mujeres piden hablar con su ayudante, un teniente coronel; éste se resiste y le dice a una brigada que le digan qué es lo que desean. Las mujeres contestan que no quieren hablar con "correos" y que no se marcharán mientras no las reciban el capitán general o su ayudante. Accede éste, y le piden que interceda en favor de los despedidos. Entonces el militar muy enérgico contesta que el ejército no está para estos menesteres. Una comisionada le dice: "pues para mezclarse en política y asistir a los banquetes oficiales que dan en Sevilla, sí están ustedes". Este militar tuvo que dejar el tono de importancia y hablarle de las dificultades que también ellos tenían, "tanto es así —dijo—, que ahora, cuando está el caudillo aquí, yo no he asistido a ninguna recepción oficial y en ellas ha habido muy pocos militares".

La firmeza de las mujeres sevillanas se sigue manifestando después de concluida la huelga y su solidaridad con las familias de los 10 despedidos es continua.»

VII- Transición

Primeras Jornadas por la Liberación de la Mujer

(6 a 8 de diciembre de 1975)

«Resoluciones y conclusiones de las I Jornadas por la Liberación de la Mujer»

In Amparo Moreno, *Mujeres en lucha. El movimiento. feminista en España*, Barcelona, Anagrama, 1977, págs. 147-162.

«1. Conscientes las mujeres del Estado español de que ningún ser tiene derecho a realizarse a costa de otro, y de que la falta de libertades ha supuesto su marginación de la vida social en todos sus niveles, afirman que para que la mujer pueda mayoritariamente adquirir una conciencia clara de sus problemas específicos, y como ser humano, debe participar activamente en la consecución de las libertades democráticas, por la amnistía, por el derecho de reunión, de asociación y expresión y por la constitución de un Gobierno elegido democráticamente. Asimismo se afirma la necesidad de un Movimiento Feminista, revolucionario y autónomo en nuestro país, que defienda las reivindicaciones específicas de la mujer en todo momento, a fin de evitar su discriminación en cualquier aspecto: legal, laboral, familiar o sexual, conscientes de que la poca envergadura política que reviste la situación de la mujer es la causa de la continua marginación de sus intereses en las esferas de decisión del país. Ahora bien, pensamos que siendo indispensable la autonomía del feminismo como organización reivindicativa, es sólo mediante la presencia activa y teórica de la mujer en las estructuras y programas encargados de encauzar las reivindicaciones sociales como podrán lograrse sus objetivos. Nuestra lucha como mujeres no debe ser una lucha contra el sexo masculino, sino contra la situación que hace posible que el hombre nos oprima, contra las estructuras que mantienen el poder de decisión, configuración y actuación en manos exclusivamente masculinas.

2. Consideramos que la primera estructura económica que somete a la mujer es la familia como unidad de producción de bienes de uso que la relega a su papel de procreadora de hijos y realizadora de los trabajos domésticos (...). Consideramos asimismo que, para el avance de nuestra lucha es imprescindible un cambio primario de estructuras político-sociales que permitan a los ciudadanos ejercer los derechos de asociación, libre reunión, libre expresión y manifestación. Sin embargo, somos conscientes de que en ese momento, nuestra lucha deberá continuar con más fuerza para alcanzar los objetivos últimos de la revolución feminista: Supresión de una sociedad dividida en clases. Supresión de la explotación de la mujer que es la última clase oprimida social y económicamente. Supresión de cualquier principio de poder en las relaciones económicas y laborales. Creación de una cultura feminista que implique las relaciones libres entre individuos en todas las esferas: culturales, amorosas, sexuales y educacionales.»

Presentación del Movimiento Democrático de Mujeres-Movimiento de Liberación de la Mujer

El País, 14/05/1976

En la tarde del día 12 se presentó a los medios informativos de Madrid el Movimiento Democrático de Mujeres-Movimiento de Liberación de la Mujer, en el curso de una rueda de prensa. Propugnan, en conjunto, una serie de reivindicaciones encaminadas a lograr para la mujer el establecimiento de una situación social que permita el desarrollo integral de ésta.

El Movimiento Democrático de Mujeres-Movimiento de Liberación de la Mujer se caracteriza, desde sus inicios, en 1965, por su carácter unitario y su composición pluralista e interclasista. En su seno, participan amas de casa, trabajadoras, profesionales, universitarias y mujeres de distintas ideologías, creencias y filosofías, pertenecientes a diversos estamentos sociales, comienza diciendo la nota que, en el curso de la rueda de Prensa, se distribuyó a los pocos periodistas asistentes. A ella asistieron una veintena de mujeres, que han formado la base sobre la que se ha de desarrollar la actividad del Movimiento. Entre ellas, cabe destacar a Merche Comabella, María Teresa Gómez, Rosa Pardo, Paloma Fernández, Quintanilla, Carmen Méndez Buschell, Dulcinea Bellido Y Mary Luz Boyero.

Rosa Pardo explicó que las condiciones políticas del país no habían permitido hasta ahora encauzar el movimiento feminista.

A lo largo de la rueda de prensa se puso especial énfasis en el hecho de que la organización del *Movimiento Democrático de Mujeres* es «independiente económica e ideológicamente de los partidos políticos y tiene una línea de acción propia, decidida a través de la discusión abierta y colectiva». Sin embargo, el movimiento declara más adelante, en la misma nota: «Al ser un movimiento socio-político, no podemos desvincularnos del contexto político del país. Nuestro trabajo reivindicativo irá encontrando su concreción práctica en la medida en que se vayan dando las condiciones políticas que posibiliten, a su vez, avanzar en el camino hacia nuestra liberación.»

Abundando en el tema de la independencia de los partidos políticos, se afirmó que «el movimiento no se define con respecto a la línea de los partidos, puesto que, si lo hiciera, dejaría automáticamente de ser pluralista.

Con respecto a la legalidad del movimiento, las mujeres reunidas afirmaron: «Queremos lograr la imposición de nuestra propia legalidad. No pensamos acogernos a las leyes del régimen actual, puesto que no garantizaría el ejercicio de la democracia.»

Las premisas fundamentales del movimiento se cifran en la incorporación de la mujer al trabajo productivo, como paso previo a su liberación; eliminación, en el contexto de la enseñanza obligatoria y gratuita, de todo aquello que limite las posibilidades de acceso a la cultura y que suponga una educación diferencial, y abolición de todas las leyes que suponen una vejación para la mujer y la relegan a un puesto secundario en la sociedad.

Para transformar la actual situación de la familia, propone el matrimonio civil, dejando libremente a la pareja la posibilidad del eclesiástico; una ley sobre el divorcio, que haría necesaria la eliminación de la dependencia económica de la mujer; anticonceptivos gratuitos y asumidos por la Seguridad Social y despenalización del aborto.

Conclusions de les Jornades Catalanes de la Dona

Jornades Catalanes de la Dona, Barcelona, Maig, 1976

In Ana Aguado, *Textos...*, p. 457-458

«Reivindiquem:

1. Dret a un lloc de treball, sense discriminació en la formació professional, l'ocupació, la remuneració i la promoció, i la desaparició del treball domiciliari.
2. Abolició de totes les discriminacions en el treball per raó del sexe, l'estat civil i la maternitat.
3. Reconeixement de tots els drets laborals, sindicals, i Seguretat Social per a les treballadores de la llar.
4. Socialització del treball domèstic a través de serveis col·lectius, finançats amb fons públics i gestionats democràticament des de la base:
 - a) Serveis domèstics pròpiament dits;
 - b) ocupacions considerades fins ara com a pròpies de la dona: cura dels fills, dels vells, dels malalts.
 Ordenació urbana i construcció d'habitatges que permetin un plantejament col·lectiu de tots els extrems esmentats.
5. Ensenyament obligatori, públic, laic, gratuït, antiautoritari i no discriminatori contra la dona. Es a dir:
 - a) implantació efectiva de la coeducació;
 - b) revisió dels textos escolars;
 - c) lluita ideològica dirigida a la desaparició dels rols tradicionals masculí i femení;
 - d) dret a igualtat i el lleure;
 - e) supressió de les discriminacions en esports, art, cultural, etc.
6. Abolició del servei social monopolitzat per la "Sección Femenina".
7. Amnistia general: especialment pels actes considerats delictes per una legislació que discrimina la dona.
8. Abolició de totes aquelles lleis que discriminen la dona.
9. Revisió de la cel·lula familiar:
 - a) llei del divorci
 - b) assolir que la pàtria potestat no sigui exclusiva de l'home
 - c) reconeixement de tots els drets a la mare soltera i igualtat de drets per a tots els fills (legítics i il·legítics);
 - d) supressió dels delictes d'adulteri i amistançament
10. Dret a la lliure disposició del propi cos i com a mitjà principal per aconseguir-ho
 - a) anticonceptius per a homes i dones a càrrec de la Seguretat Social
 - b) legalització de l'avortament i inclusió d'aquest a la Seguretat Social
 - c) supressió de la Llei de Perillositat i Rehabilitació Social, que persegueix conductes com la homosexualitat, la prostitució, etc.»

“Diccionario” de grupos feministas

El País - Sociedad - 17-02-1977

Frente de Liberación de la Mujer (FLM)

Nace en enero del 76, cuenta con doscientos militantes. Actúa en Madrid. El FLM se declara en contra del patriarcado y del capitalismo propugna la creación de una sociedad socialista como condición necesaria -aunque no suficiente- para conseguir la liberación de la mujer. La disolución de la facultad reproductora de la mujer y su vida sexual, su plena incorporación al trabajo y la desaparición de las manifestaciones culturales e ideológicas que la oprimen, son los objetivos que el FLM se plantea a medio plazo.

EL FLM acepta la doble militancia siempre que se mantenga la autonomía respecto a los partidos políticos. En relación a las próximas elecciones, opina que los partidos que podrán participar en ellas no han asumido las reivindicaciones feministas más que en términos reformistas y para ganar el voto femenino.

El FLM rechaza la institución familiar y está a favor de los anticonceptivos como medios para reducir el aborto a casos excepcionales.

Colectivo Feminista de Madrid

Se constituye en septiembre del 76 a raíz de las divergencias ideológicas que surgen en el *Seminario Colectivo Feminista*. Funciona a nivel nacional. *El Colectivo* entiende que la causa de la discriminación de la mujer radica en la función que se le asigna en el sistema de producción familiar. Por tanto propugna la socialización del trabajo doméstico, para eliminar esa función. Considera que la mujer como ama de casa sufre una explotación y, en consecuencia, constituye una clase con respecto al modo de producción que se realiza en el seno de la familia.

El *Colectivo* defiende la construcción de un socialismo feminista con participación de la mujer como grupo político organizado, y su incorporación al mundo laboral.

Igualdad ante la ley, divorcio, anticonceptivos, aborto libre y gratuito, coeducación, guarderías y servicios colectivos.

Asociación Democrática de la Mujer (ADM)

Comenzó a funcionar en mayo del pasado año. Tiene 1.200 afiliadas. La ADM se define como una organización de masas, democrática, interclasista y admite la doble militancia. Entiende el feminismo como lucha política, Ya que la opresión de la mujer se apoya en determinadas estructuras políticas y económicas.

Sus principales objetivos son: igualdad ante la ley, divorcio, anticonceptivos, etcétera, (similares a las reivindicaciones inmediatas del Colectivo). Para la ADM el socialismo es el marco óptimo para realizar los objetivos del movimiento feminista. La incorporación de la mujer al trabajo no garantiza su liberación.

Seminario Colectivo Feminista

Aparece públicamente en las *Primeras Jornadas por la Liberación de la Mujer*, en diciembre de 1975. Mantiene relaciones ideológicas con otros grupos del país. *El Seminario* pretende la revolución de la vida cotidiana; el cambio de las relaciones interpersonales y de las instituciones que las sustentan: el matrimonio y la familia. Se plantea un doble objetivo; lograr la toma de conciencia de todas las mujeres y estudiar el problema del feminismo a nivel teórico.

Defiende la militancia única en el feminismo y se declara antiautoritario e interclasista.

Un grupo de trabajo del *Seminario* estudia la alternativa jurídico-social para una sociedad sin discriminación sexual. Recientemente ha propuesto a la *Plataforma de Mujeres de Madrid* una campaña a favor del aborto y anticonceptivos.

Movimiento Democrático de la Mujer y Movimiento de Liberación de la Mujer (MDM / MLM)

Nace en 1965 y funciona en toda España, excepto el País Vasco y Cataluña. El MDM/MLM desarrolla su lucha feminista en vinculación a la lucha general por la transformación de la sociedad y su objetivo prioritario es estimular la unificación de los distintos grupos feministas. Considera el MDM/MLM que el socialismo es el único contexto político que permite la emancipación colectiva de la mujer.

La legalización de los anticonceptivos y del aborto son las reivindicaciones que se plantean en primer término.

Seminario de Estudios sociológicos sobre la Mujer (SESM)

Se crea en la primavera de 1960. No tiene militantes. Está formado, desde su constitución, por nueve miembros. El SEMS está a favor de la doble militancia, no cree que el socialismo sea premisa indispensable para lograr la liberación de la mujer y considera a ésta como un sector marginado, pero no como una clase social.

Defiende el aborto libre, puntualizando que sería preferible no tener que recurrir a él, evitando los embarazos no deseados para lo que es urgente una amplia campaña de información y educación sexual.

Asociación Castellana de Amas de Casa y Consumidoras

Se crea en junio del 72. Cuenta con 1.500 socias. Esta asociación se propone incorporar al ama de casa, el sector más atrasado, a nivel de concienciación, a la lucha en defensa de sus intereses como mujer y ciudadana.

Está a punto de emprender una campaña de *Planificación familiar* para que la Seguridad Social asuma la distribución libre y gratuita de anticonceptivos, que hagan innecesario el aborto.

Asociación Nacional de Mujeres Separadas (ANMS)

Se forma en el 74. Delegaciones en Zaragoza y Almería. Quinientos miembros. Constituida para defender los derechos de las mujeres separadas, la ANMS se define como una escuela de feminismo, pues las mujeres que entran en ella, aunque no suelen ser feministas, acaban siempre tomando conciencia de su situación doblemente discriminada como mujeres y como separadas.

No apoyan públicamente la legalización del divorcio como medida de prudencia dada su condición de *separadas*.

Asociación de Mujeres Juristas

Fundada por María Telo en el año 71. Doscientas asociadas, licenciadas en Derecho. Es una asociación feminista, aconfesional y apolítica. Su campo de acción está limitado al terreno jurídico en el que desarrollan una importante labor en el estudio y lucha por la reforma de las leyes que discriminan a la mujer. Afirman las mujeres juristas que tanto la ley como las ideologías políticas han relegado siempre a la mujer a puestos y situaciones subordinadas. Como organización no se han pronunciado todavía sobre aborto, anticonceptivos, etcétera.

Organización de Mujeres Independientes (OMI)

Se presenta públicamente en el ciclo APEC, su fundadora es Carmen Llorca. Acabar con las discriminaciones que sufre la mujer e integrarla en la sociedad son sus objetivos. La OMI postula que hay que luchar contra las barreras de las costumbres, además de luchar contra las leyes, y que el feminismo no debe integrarse en ningún partido político.

Asociación para la Promoción y Evolución Cultural (APEC)

Se crea en febrero del 74 y tiene trescientos socios, doscientas mujeres y cien hombres. La APEC trata de conseguir una revolución del inconsciente y no propone campañas reivindicativas, aunque está dispuesta a apoyar las que emprendan otros grupos a favor del divorcio, control de natalidad, etcétera.

Acepta la doble militancia y considera que la consecución de una democracia universal supondría el triunfo del feminismo.

Además de los grupos que actuaron en el ciclo APEC, funcionan en Madrid *Asociación Universitaria para el Estudio de los Problemas de la Mujer* (AUPUM). Actúa en sectores universitarios y profesionales. Acepta la doble militancia.

Mujeres Libres

Resurgimiento de la organización libertaria que, con ese mismo nombre, funcionó en España del 36 al 39, dentro del anarquismo.

Movimiento por la Planificación Familiar (MPF)

La lucha del MPF se orienta en estos momentos hacia la consecución de la libertad de anticoncepción y una nueva fórmula de sexualidad.

Unión Popular de Mujeres

Uno de los grupos situados más a la izquierda del espectro feminista en cuanto a concesiones políticas. Es muy posible que en breve plazo aparezcan nuevos grupos en la línea de las organizaciones del tipo *Derecho a la Vida* que luchan contra el aborto.

La manipulación del voto femenino

PILAR LLOPIS

El País - España - 08-06-1977

De repente, en este país, las organizaciones políticas han caído en la cuenta de que un 53% del electorado son mujeres, y se han lanzado a la lucha por conseguir el voto femenino. Muchas de estas organizaciones, llevadas por su celo feminista, sientan, incluso en las presidencias de sus congresos a alguna mujer, otras colocan la fotografía de alguna de ellas entre el resto de las fotografías de la ejecutiva del partido, pero cuando se busca entre los altos cargos de los respectivos partidos un nombre femenino, brilla por su ausencia. Esta manipulación de la mujer, con fines electoralistas, es un ejemplo más de la utilización que hace nuestra sociedad, capitalista y machista, de la mujer. Esta sociedad, durante 42 años, ha fomentado la marginación de la mujer, la ha sometido a las cuatro paredes de su casa como su lugar más adecuado, y ha creado una superestructura ideológica tan bien montada, tan sutil, que ha conseguido que la mujer llegue a estar satisfecha de su papel de parásito social.

Si tenemos en cuenta que en España había, en 1974, ocho millones de mujeres que dependían de otras personas, padre o esposo, que el porcentaje de mujeres de la población universitaria era de un 30 % frente a un 70 % de hombres, que la población activa femenina era sólo de un 27,5 % y que actualmente hay doble número de mujeres analfabetas que de hombres, nadie podrá decir que la marginación de la mujer no es hecho real e indiscutible.

Ahora bien, las organizaciones políticas poco tienen que hacer si sólo se plantean el problema de la marginación de la mujer como cualquier otro problema, con fines electoralistas. Para sacar a la mujer de su actual estado no basta una campaña electoral, por muy cargada que vaya de promesas de emancipación femenina.

Es necesario que los partidos políticos, además de llamadas al voto femenino, tomen conciencia, y con ellos toda la sociedad, de que el problema de la marginación de la mujer no es algo que sólo le afecta a ella, sino que afecta a todos; porque mientras la mujer esté marginada, mientras todos, hombres y mujeres, no pongamos todo nuestro interés y esfuerzo en que esta situación desfavorable a la mujer cambie, ella actuará como grupo negativo de presión contra cualquier evolución o transformación social, porque se le ha educado así. Una sociedad en constante evolución como es la nuestra, aunque se empeñen en lo contrario algunos, necesitará de la colaboración de todos, hombres y mujeres, para seguir adelante. Pero está claro que sólo aquellas organizaciones políticas que tienen como base fundamental de su programa la transformación profunda de la sociedad podrán incorporar a la mujer al proceso evolutivo.

Son los estamentos políticos conservadores los que tienen más interés en que la mujer siga como hasta ahora, ya que es útil para ellos contar con un grupo social al que se puede manipular a conveniencia. La sociedad capitalista utiliza a la mujer bajo diversos aspectos, como productora de fuerza de trabajo, llevando así la división del trabajo al ámbito familiar, dando a la mujer la función exclusiva y excluyente' de procrear y al hombre la de mantenedor de la economía familiar, lo que hace que sea la mujer el principal sostén de la sociedad de consumo. Y como mano de obra barata a la que recurre cuando tiene que forzar las relaciones de producción existentes.

Deben ser, por tanto, los partidos de izquierdas, si desean presentar un programa coherente de transformación de la sociedad, los que tienen que tomar como suya la lucha por la liberación de la mujer e incluirla dentro de todas las otras exigencias de cambio, porque no habrá transformación real de la sociedad mientras no haya liberación de la mujer, y no habrá liberación de la mujer mientras no haya una total transformación de la sociedad, y los partidos que propugnan esta transformación no podrán hacerla mientras arrastren el grave peso de casi la mitad de la población, mantenida en una situación estática, ancestral y reaccionaria.

La mujer española frente a las elecciones

MARGARITA ESPAÑA YOLDI

El País - España - 30-04-1977

Cuando empezamos a enterarnos de los distintos programas políticos de los partidos, creo que toda mujer mínimamente consciente de su situación actual en la sociedad española dio un respiro de alivio. Se había terminado la sociedad machista; la marginación de la mujer por el simple hecho de su condición femenina. Ni un solo partido, desde la más extrema derecha a las más extrema izquierda, dejó de tocar el tema de la marginación actual femenina, proclamando no sólo un derecho, sino un deber, nuestra participación en una sociedad integrada por hombres y mujeres, que en igualdad de condiciones, derechos y obligaciones, debían sacar adelante, codo a codo, los temas candentes que hoy a todos nos preocupan y que exigen una inmediata solución.

¡Bendito momento! Habían hecho falta veinte siglos de historia para alcanzar esa igualdad de condiciones que, como seres humanos, implicaba a ambos sexos. La mujer, convencida por estos programas, sacudió la losa histórica de los tiempos que sobre ella pesaba, y se sintió, por primera vez, integrada en un futuro de igualdades, que reclamaba su presencia en el devenir político. Se lanzó, con gran responsabilidad, a ese ruedo que exigía su presencia. Fueron muchas, muy preparadas y que supieron trabajar fabulosamente para alcanzar ese compromiso histórico, donde seres humanos, sin distinción de sexos ponían lo mejor de sí mismos para sacar adelante esa democracia que ya se vislumbraba en el horizonte de nuestra actualidad histórica.

Meses de trabajo, de lucha..., de ilusión, que no pesaban, porque por primera vez la sociedad nos reclamaba más de lo que habíamos vivido hasta ahora. Pasaron los días, las semanas, los meses.

Las listas electorales saltarían de un momento a otro a los medios de información, dándonos la base para que todos pudiéramos elegir a los que sintiéndolos más cercanos a nuestra ideología, pudieran representarnos en el Congreso y en el Senado. Más trabajo, más lucha y más ilusión. Ni una sola mujer española debía quedar ajena al momento urgente que contaba con ella. Finales de abril. Las listas electorales se han filtrado hasta el público, bien sea de una manera oficial o extraoficialmente. Los nombres de los candidatos están clarísimos, y los de los partidos políticos también. El que más tiene dos candidatos femeninos en todas sus listas electorales, a nivel nacional!

Y la mujer, que no es tonta ni mucho menos, empieza a preguntarse que dónde se han quedado todas esas teorías de la igualdad, del codo a codo, y de la exigencia de la presencia femenina en el momento actual. Entonces empieza a darse cuenta del gran engaño: «Del dicho al hecho hay un gran trecho.» Y despacio, despacito, porque estas cosas no se digieren así como así, nos vamos dando cuenta de que otra vez hemos sido manejadas en un juego donde no se nos deja jugar.

Otra vez nos han llenado los oídos de unos cantos de sirena que no tienen absolutamente nada que ver con la realidad. La mujer que educa a sus hijos, la que trabaja, la que estudia y hasta la jubilada, sienten en su propia carne el engaño de unas hermosas palabras que a la hora de la práctica han sido solamente sueños que se han desvanecido con el despertar. Pero vamos a

pensar un poco; no hay que dar paso al desaliento y a la amargura, ~~P~~or supuesto que no! Todo este sueño no ha sido en vano.

Por lo menos ha servido para que todas comprendamos cuál es nuestra postura actual y qué fuerza práctica tenemos ante las próximas elecciones. Señores presidentes, secretarios generales y candidatos electorales de los distintos partidos: ¿Habéis tenido en cuenta que el 53 % del electorado es femenino? Concretamente en Madrid, ¿sabéis que la cifra aún es mayor?

Los sociólogos y sicólogos, ¿os han llegado a informar de la madurez de la mujer actual?, ¿o todavía pensáis en esa eterna niña que se deja deslumbrar por el oropel de vuestra oratoria? Estamos seguras de que simplemente una abstención femenina en las próximas elecciones cambiaría radicalmente de signo la marcha inmediata de la historia de España.

No es una amenaza, claro que no, es un hecho real que, señores presidentes, secretarios generales y candidatos en general de los distintos partidos, queremos que tengáis en cuenta, y esperamos una aclaración justificada de esta ausencia de candidatos femeninos en vuestras listas. Señores míos: os estáis jugando más de la mitad del electorado. Esperamos la respuesta.

La Constitución no responde a los intereses de la mujer

SEBASTIÁN GARCÍA

El País - España - 15-11-1978

Finí Rubio, socióloga y miembro del Frente de Liberación de la Mujer, feminista independiente y figura destacada dentro de este movimiento, opina que la Constitución no responde a los intereses de la mujer, porque margina una serie de temas fundamentales para ella. Se abstendrá en el referéndum.

Pregunta. ¿Cuál es su posición ante la Constitución?

Respuesta. Es de rechazo, que se concreta en la abstención en el referéndum, porque el no creo que sería sumar votos a la ultraderecha. En cuanto feminista, creo que la Constitución no responde a los intereses de la mujer, porque margina una serie de temas fundamentales para ella.

Hay una serie de artículos que hacen inconstitucional a la Constitución, aunque parezca una paradoja, porque si el artículo 14 establece que no habrá desigualdades en razón de sexo, la misma Constitución contradice el precepto en otros artículos. Ejemplos de esto los podemos encontrar en la regulación de la educación, la familia, la filiación de los hijos, donde se mantiene sibilamente la diferencia entre los hijos del matrimonio y los demás; en el campo laboral, donde no se toman medidas concretas contra la discriminación, que realmente existe. Por omisión faltan el reconocimiento del derecho al control del propio cuerpo, lo que incluye anticoncepción y aborto, medidas que puedan hacer efectivo el derecho formal al trabajo, y ni incluso el divorcio se regula explícitamente, cuando el 70% de la población está expresamente a favor de él.

En conclusión, todo esto, y más fallos que se podrían detallar, quiere decir que para la vida de la mujer no va a haber realmente cambios, porque se sigue atentando contra los mismos derechos por los que veníamos luchando.

Además, para mí no se pueden separar la lucha feminista y el campo de los derechos políticos generales, y en este nivel estoy por el rechazo de la Monarquía -que por más señas se estructura de forma sexista- en cuanto cargo hereditario, mientras persisten los privilegios de la Iglesia, se admiten explícitamente la propiedad privada y el sistema capitalista, se constitucionalizan leyes tales como la actual antiterrorista y se niega el derecho de autodeterminación de los pueblos. Entre otras cosas.

P. A pesar de los defectos que usted plantea es lógico esperar un alto porcentaje de votos afirmativos femeninos. ¿A qué puede deberse esto?

R. La mayoría responde a la ideología dominante, que en esta ocasión favorece el sí, y por tanto la generalidad de las mujeres puede comportarse así. Pero creo que muchas mujeres se van a plantear los inconvenientes apuntados y la necesidad de defender sus derechos y por eso pienso que habrá sectores que se planteen la abstención.

Artículos de la Constitución de 1978 que recogen el principio de igualdad

Artículo 1.

1. España se constituye en un Estado social y democrático de Derecho, que propugna como valores superiores de su ordenamiento jurídico la libertad, la justicia, la igualdad y el pluralismo político.

Artículo 9.

1. Los ciudadanos y los poderes públicos están sujetos a la Constitución y al resto del ordenamiento jurídico.

2. Corresponde a los poderes públicos promover las condiciones para que la libertad y la igualdad del individuo y de los grupos en que se integra sean reales y efectivas; remover los obstáculos que impidan o dificulten su plenitud y facilitar la participación de todos los ciudadanos en la vida política, económica, cultural y social.

Artículo 10.

1. La dignidad de la persona, los derechos inviolables que le son inherentes, el libre desarrollo de la personalidad, el respeto a la Ley y a los derechos de los demás son fundamento del orden político y de la paz social.

Artículo 14.

Los españoles son iguales ante la Ley, sin que pueda prevalecer discriminación alguna por razón de nacimiento, raza, sexo, religión, opinión o cualquier otra condición o circunstancia personal o social.

Artículo 23.

1. Los ciudadanos tienen el derecho a participar en los asuntos públicos directamente o por medio de representantes, libremente elegidos en elecciones periódicas por sufragio universal.

2. Asimismo, tienen derecho a acceder en condiciones de igualdad a las funciones y cargos públicos, con los requisitos que señalen las Leyes.

Artículo 32.

1. El hombre y la mujer tienen derecho a contraer matrimonio con plena igualdad jurídica.

Artículo 35.

1. Todos los españoles tienen el deber de trabajar y el derecho al trabajo, a la libre elección de profesión u oficio, a la promoción a través del trabajo y a una remuneración suficiente para satisfacer sus necesidades y las de su familia, sin que en ningún caso pueda hacerse discriminación por razón de sexo.

Artículo 39.

1. Los poderes públicos aseguran la protección social, económica y jurídica de la familia.

2. Los poderes públicos aseguran, asimismo, la protección integral de los hijos, iguales estos ante la Ley con independencia de su filiación y de la madre, cualquiera que sea su estado civil. La Ley posibilitará la investigación de la paternidad.

Intervención de Gretel Ammann Martínez, II Jornadas Estatales de la Mujer, Granada 7-8-9 diciembre 1979

In Ana Aguado *et al*, *Textos...*, p. 458-460

SOBRE LOS CONCEPTOS UTILIZADOS EN EL FEMINISMO (CONTRADICCIÓN, CLASE, ETC.).

PREVIA: Desde la aparición del feminismo hace algunos años en el Estado Español, se han venido utilizando términos tales como “clase”, “contradicción” ... , y todos los que de ellos se derivan, algunas veces debido a un análisis voluntario y consciente, otras por un mero mimetismo del marxismo.

Esta utilización ha creado un panorama confuso y ha frenado o encasillado erróneamente otras opciones no-marxistas. El miedo a inventar nuevos términos, que no gozan del prestigio histórico de los anteriores y que exigen al principio una continua clarificación, produciendo a veces dificultades de comunicación, ha hecho que nuestra imaginación cayera en la más vulgar pereza. No sólo eso, sino que la utilización de términos marxistas ha llevado consecuentemente a concepciones sobre la toma de poder y el esquema revolucionario tradicional, que yo, considero totalmente nefastas.

Decir que se toman los conceptos de la teoría marxista y que se les da otra connotación a la establecida, no hace sino agravar el problema del confusionismo. En nuestro sistema de lenguaje cada palabra lleva un contenido, a la vez que cada concepción del mundo tiene un código de lenguaje establecido. Al igual que por ejemplo los cristianos, cuando hablan de dios, pecado, iglesia, etc. entienden algo muy concreto, también los marxistas han definido claramente sus conceptos (...).

PROPUESTA DE REFLEXIÓN y DE TRABAJO:

Para mí el término correcto que define las relaciones de hombre-mujer es DIFERENCIA. El concepto “contradicción” implica una necesidad y dependencia de ambas partes para su definición, que no conlleva el término “diferencia”. Algo diferente, distinto a otra cosa, no necesita de la otra para ser definido, sino que lleva su propia definición. El término “diferencia” abarca todos los terrenos posibles existentes y no se limita al terreno económico. Implica también un juntarse y un separarse consciente y voluntario, cuestión ésta que no se cumple en el término “contradicción”, puesto que los contrarios se necesitan para existir. El término “diferencia” además, no interpreta el nacimiento de un elemento a partir del otro, sino que da por sentada de hecho la existencia y autonomía de ambos elementos.

Derivaciones de este término y de su concepción del mundo ilícita:

- La mujer es diferente al hombre. Por lo tanto yo no reivindicaré la igualdad con el hombre, sino buscaré mis propios caminos.
- Soy diferente al hombre, por ello reivindico mi diferencia como la más mía y con orgullo.

Liste des ouvrages cités

- *A las mujeres: Ensayos feministas de María Martínez Sierra*. Édition d'Alda Blanco, Instituto de Estudios Riojanos, 2004. (2 p.)
- *ABC* (5 p.)
- AGUADO, Ana *et al*, *Textos para la historia de las mujeres en España*, Madrid, Cátedra, 1994 (12 p.)
- ALCALDE, Carmen, *La mujer en la guerra civil española*, Madrid, Ed. Cambio 16, 1976, 225 p. (2 p.)
- ARENAL, Concepción, *La mujer del porvenir*, 1868, <http://www.Cervantesvirtual.com> (12 p.)
- BALLARÍN, Pilar, *La educación de las mujeres en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Madrid, Síntesis, 2001.
- BAROJA, Carmen, *Recuerdos de una mujer de la generación del 98*, Barcelona, Tusquets, 1998 (5 p.)
- BARRACHINA, Marie-Aline, *et al*, *Femmes et démocratie: les Espagnoles dans l'espace public*, Paris, Les Éditions du temps, 2007, 255 p. (2 p.)
- BARRACHINA, Marie-Aline, *Propagande et culture dans l'Espagne franquiste 1936-1945*, Grenoble, Ellug, 320 p. (3 p.)
- BOUDON, R., BESNARD, Ph., CHERKAoui, M., LÉCUYER, B. P., *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Larousse Bordas, 1999. (1 p.)
- BURGOS, Carmen de, *La mujer moderna y sus derechos*, Valencia, Sempere, 1927. (32 p.)
- CAMPOAMOR, Clara, *Mi pecado mortal. El voto femenino y yo*, Sevilla, Instituto Andaluz de la Mujer, 2001, 269 p. (5 p.)
- CHINARRO DÍAZ, E., *Sindicatos prohibidos (Sevilla, 1966-1975)*, Sevilla, Servicio de Publicaciones del Ayuntamiento de Sevilla, 1987, 146 p. (1 p.)
- CUESTA BUSTILLO, Josefina, *Historia de las mujeres en España. Siglo XX*, Madrid, Instituto de la Mujer, 2003, 455 (6 p.)
- *Diario de Sesiones de las Cortes Constitucionales de la República Española* (6 p.)
- *Diario de Sesiones de las Cortes*, Legislatura de 1907. (6 p.)
- *El Debate* (2 p.)
- *El País* (9 p.)
- FUENTE MONJE, Gregorio de la, SERRANO, Rafael, *La Revolución Gloriosa. Un ensayo de regeneración nacional (1868-1874)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2006. (4 p.)
- GARCÍA NIETO PARÍS, M^a Carmen, *La palabra de las mujeres, una propuesta didáctica para hacer historia (1931-1990)*, Madrid, Edit. Popular y Escuela Popular de Adultos, «Los Pinos de San Agustín», 1991, 126 p. (1 p.)
- HERMET, BADIE, BIRNBAUM et BRAUD, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 1994. (3 p.)
- <http://clio.revues.org/document414.html> (6p.)
- <http://club.telepolis.com/erbez> (5 p.)
- <http://elmilicianocnt-aitchiclana.blogspot.com/2007/10/milicianas.html> (4 p.)
- <http://www.cervantesvirtual.com> (4 p.)
- IBÁRRURI, Dolores, *El único camino*, Barcelona, Bruguera, 1979, 472 p. (17 p.)
- IBÁRRURI, Dolores, *El único camino: Memorias de la Pasionaria*, Madrid, Castalia, 1992 (1962). (2 p.)

- KRAUSE K. Chr. F., *Ideal de la humanidad para la vida* ; con introducción y comentarios por Julián Sanz del Río, traducción de Julián Sanz del Río, Madrid, Galiano, 1860, ed. original, Dresde, 1811, <http://www.Cervantesvirtual.com>
- MARTÍNEZ SIERRA, María (María Lejárraga), *La mujer española ante la República : Conferencias leídas en el Ateneo de Madrid, en los días 4, 9, 11, 15 y 18 de mayo de 1931*, Madrid, Tip. Artística, 184 p. (1 p.)
- MARTÍNEZ SIERRA, María (María Lejárraga): *La mujer española ante la República. I. Realidad*. Madrid, La Esfinge, 1931, 31 p. (1 p.)
- MILL, John Stuart, *La esclavitud femenina*, 1892, <http://www.Cervantesvirtual.com>
- MORA, Constanca de la Mora, *Doble esplendor. Autobiografía de una aristócrata española, republicana y comunista* (1939), Madrid, Gadir, 2006, 557 p. (3 p.)
- MORENO, Amparo, *Mujeres en lucha. El movimiento. feminista en España*, Barcelona, Anagrama, 1977, 221 p. (1 p.)
- MORENO SECO, Mónica (ed.), *Manifiestos feministas*, Alicante, Centro de Estudios sobre la Mujer de la Universidad de Alicante, 2005, 345 p. (1 p.)
- NASH, Mary, *Mujer, familia y trabajo, 1875-1936*, Barcelona, Anthropos, 1983. (15 p.)
- NASH, Mary, *Mujeres Libres. España 1936-1939*, Barcelona, Tusquets, 1975, 153 p. (17 p.)
- NELKEN, Margarita, *La condición social de la mujer en España [1919]*, Madrid, CVS, 1975. (20 p.)
- PARDO BAZÁN, Emilia, *La mujer española y otros escritos*. Ed de Guadalupe Gómez-Ferrer, Madrid, Cátedra, 1999. (32 p.)
- POSADA, Adolfo, *Feminismo*, Madrid, Cátedra, 1983. (6 p.)
- PRIMO DE RIVERA, José Antonio, *Obras Completas. Tomo I, Discursos Fundamentales y otros Discursos de Propaganda*, Delegación Nacional de Prensa y Propaganda de Falange Española Tradicionalista y de las J.O.N.S., 1939-1941, 227 p. (3 p.)
- RIOT-SARCEY, Michèle, *Histoire du féminisme*, Paris, Éditions La Découverte, 2002. (1 p.)
- ROMEU ALFARO, Fernanda, *Más allá de la utopía: perfil histórico de la agrupación guerrillera de Levante*, Valencia, Edicions Alfons El Magnànim, 1987, 219 p. (1 p.)
- SCANLON, Geraldine, *La polémica feminista en la España contemporánea, 1868-1974*, Madrid, Akal, 1986. (4 p.)
- SERRANO de XANDRI, Leonor, *La educación de la mujer de mañana*, 1923, Edición de María del Carmen Agulló Díaz, Madrid, Biblioteca Nueva, 2007 (5 p.)
- *Sistema*, 1982, n° 49 (1 p.)
- *Vértice*, revista nacional de la Falange Española Tradicionalista y de las J.O.N.S., n°10, mai 1938 (2 p.)